

rique du Sud

de...

omb

« Sans Visa » : Inde, la dernière frontière

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14933 7 F

SAMEDI 30 JANVIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

L'ambassadeur de France tué par des balles perdues

Des militaires zairois ont provoqué de violents troubles à Kinshasa

Pourrissement

MOINS de deux ans après les terribles émeutes qui, en septembre et octobre 1991, avaient ravagé les principales villes du Zaïre, l'armée, une fois de plus, vient d'apposer sa signature sanglante à la lente agonie du régime « mobutiste ». Les pillages et les fusillades - qui ont coûté la vie, jeudi 28 janvier, à Kinshasa, à l'ambassadeur de France - donnant une idée désastreuse, mais exacte, du degré de pourrissement auquel est arrivé ce pays, vaste comme quatre fois et demie la France, et que l'acharnement d'un homme, le président Mobutu Sese Seko, a privé de boussole.

Les violentes mutineries qui ont dévasté, en décembre dernier, les villas de Kikanga, Goma et Kolwezi, se répètent aujourd'hui, en plein cœur de la capitale. L'exaspération de la troupe, mal payée depuis des mois, illustre, à l'évidence, la tragique impuissance du « gouvernement de transition » que dirige M. Etienne Tshisekedi.

ISSU de l'opposition et, à ce titre, auréolé d'un fort crédit populaire, le premier ministre n'a cessé, depuis sa nomination, en août dernier, de voir son autorité laminée par les interventions d'une armée dont l'état-major reste largement fidèle au chef de l'Etat.

Celui-ci n'avait pas hésité, fin 1992, à déclarer « démissionnaires » les ministres de M. Tshisekedi - auquel il voue une haine farouche. Les membres du Haut Conseil de la République (HCR), qui la Conférence nationale a chargé d'exercer son contrôle sur le président et le gouvernement, ont également fait les frais de l'ère du maréchal. Le 14 décembre, les soldats d'élite de la division spéciale présidentielle avaient ainsi empêché l'accès au Palais du peuple, où le HCR était censé se réunir. Ce dernier n'a pas tardé à réagir.

Tenant la présidence Mobutu pour responsable du « blocage du fonctionnement des institutions à tous les niveaux » et l'accusant de « haute trahison », le HCR avait engagé, il y a moins de deux semaines, une procédure devant la Cour suprême, afin d'obtenir la destitution du chef de l'Etat. Une décision à laquelle les actuelles émeutes de Kinshasa ne sont peut-être pas étrangères.

SA puissance financière largement amputée, le président Mobutu en est réduit, depuis deux ans, à la classique et hasardeuse politique du « plancha à billets ». L'ère de la corruption tous azimuts est revenue, faute de devises. Isolé dans son « empire », prisonnier de sa propre image, l'homme-à-la-toque-de-léopard ne dispose, pour sa part, de la tête de son Etat-fantôme, que des lambeaux d'une armée en déroute. Montré du doigt par la communauté internationale, il aurait sans doute passé la main depuis longtemps si elle existait. à Kinshasa, une véritable solution de rechange.

M0147 - 0130 0 - 7.00 F



Les troupes d'élite du maréchal Mobutu ont repris le contrôle d'une partie de la capitale zairoise, vendredi 29 janvier au cours de la matinée, après les violents troubles provoqués, la veille, par des militaires protestant contre l'insuffisance de leur solde. Les mutins se sont livrés à de multiples pillages. L'ambassadeur de France, Philippe Bernard, a été tué dans son bureau par des balles perdues. Paris a décidé de tenir en alerte des troupes à Brazzaville sur l'autre rive du fleuve Congo.



Lire nos informations page 3

Réunion décisive à Genève sur la Bosnie

Les représentants des communautés musulmane, croate et serbe de Bosnie devront se prononcer, samedi 30 janvier, sur le plan de paix pour cette République élaboré par MM. Vance et Owen, lors d'une réunion plénière « de la dernière chance » à Genève.

Lire nos informations page 4

Une démarche auprès de la Commission européenne

Paris demande une enquête sur le transfert de Hoover

La France a décidé de demander à la Commission de Bruxelles d'ouvrir une enquête sur les subventions attribuées par la Grande-Bretagne à Hoover à la suite du transfert vers l'Ecosse de l'usine de Longvic (Côte-d'Or) qui constitue « un dumping social inadmissible », a déclaré jeudi 28 janvier le premier ministre, M. Solon, ministre de l'Agriculture, a indiqué que le président de la République a, lors du conseil des ministres, estimé que cette opération était « une sorte de brigandage ».

Chacun pour soi

par Jean-Michel Normand

Paradoxalement, c'est parce que les aides attribuées par Bruxelles ne sont pas en cause que « l'affaire Hoover » constitue un échec pour la construction européenne. Les déclarations scandalisées de la classe politique n'y pourront pas grand-chose; les Douze ne se sont pas donné les moyens de s'opposer à ce qu'un industriel transfère des centaines d'emplois d'un pays à l'autre pour s'installer dans une région où, à niveau de subvention égal, il pourra dicter ses conditions à des salariés menacés par le

chômage et à des syndicats placés le dos au mur.

Sur fond de concurrence accrue pour obtenir la moindre création d'emploi, la décision du groupe américain illustre presque à la caricature une incapacité à faire échec à une sorte de « moins-dit social » que l'on croyait pourtant réservée à d'autres continents. Outre que le Royaume-Uni s'en est affranchi, le volet social des accords de Maastricht ressemble en effet à une coquille vide, sans portée concrète.

Lire la suite et nos informations page 19

Hausse limitée du chômage en décembre

La barre des trois millions de chômeurs n'a pas été franchie à la fin du mois. En données corrigées, le chômage a été de 0,2 % avec 7 400 demandeurs d'emploi supplémentaires en cours de mois. Il y avait 2 978 400 chômeurs, selon les chiffres publiés par le ministère du travail, en augmentation de 5,1 % en un an. Le taux de chômage par rapport à la population active, d'après les critères du Bureau international du travail, demeure de 10,5 %. En données brutes, la nombre de chômeurs est de 3 078 004.

Inculpation

de syndicalistes policiers

Des dirigeants du SNPT, principal syndicat de policiers en tenue, seraient mis en cause dans une affaire de délits financiers.

Lire page 13

ESPACE EUROPÉEN

La politique de développement au quatuor d'efficacité. La CEE est la première source de populations du tiers-monde. Surenchère bureaucratique au Kenya.

Pages 7 à 9

Ouzbékistan : le temps des procès

Sous prétexte de faire barrage à l'islam, le président Karimov s'oppose à toute démocratisation

TACHKENT

de notre envoyée spéciale

La scène aurait pu se dérouler sous Brejnev. Elle se joue, mardi 26 janvier, à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan, la plus peuplée des nouvelles républiques indépendantes d'Asie centrale ex-soviétique : une semaine après l'ouver-

ture du procès d'un opposant démocrate (le Monde du 20 janvier), la police ouzbèke interpellé un journaliste étranger, au motif que ce dernier photographia, de la rue, le bâtiment du tribunal. Dans la salle, se tenant pourtant un procès officiellement « public », le premier procès politique du genre dans cette République où, par ail-

leurs, comme au bon vieux temps en URSS, d'autres opposants sont emprisonnés sans jugement, ont été condamnés pour « hooliganisme », ou bien ont tout simplement été laissés pour morts au coin d'une rue par des « inconnus ». De même, les médias sont ici muselés et un seul journaliste local, désigné par le pouvoir, était

présent ce jour-là au procès « public ». Mais une petite poignée de correspondants étrangers (occidentaux et russes désormais confondus) ont pu, après de longues palabres et empoignades, se frayer un passage dans la salle gardée par des soldats.

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite page 6

Le second tribunal de M. Mitterrand

Le chef de l'Etat organise ses lignes de défense pour se préparer à la cohabitation

par Alain Rollat

M. François Mitterrand s'attend à la pire des épreuves avec l'impossibilité des vieux centurions. Il ne dévoilera sa stratégie qu'au lendemain des élections législatives, en l'affinant au dernier moment, si nécessaire, pour l'adapter au rapport des forces qui en résultera, mais il sait déjà quelle position il occupera personnellement sur le champ de bataille, et il fourbit ses armes tout en organisant ses lignes de défense.

Paradoxalement, la perspective d'une large victoire de la droite ouvre au président de la République une marge de manœuvre plus ample que celle dont il avait disposé à l'issue du scrutin de 1986. C'est l'étroitesse de la majorité relative obtenue par la coalition RPR-UDF de l'époque qui l'avait pratiquement mis dans l'obligation, rappelle-t-on à l'Elysée, de nommer premier ministre le chef du parti qui prédominait à droite, M. Jacques Chirac.

Mais M. Mitterrand avait alors dans sa ligne de mire, lui aussi, l'élection présidentielle de 1988, et il avait fait d'une pierre deux coups. D'une part, il était mis à l'abri des retombées de l'empoi-

gnade qui se serait inévitablement produite entre M. Chirac et tout autre premier ministre, s'il avait choisi une personnalité plus accommodante pour diriger le gouvernement, par exemple M. Jacques Chaban-Delmas, parce que, dans ce cas, le RPR aurait très vite berçé celui-ci comme il l'avait fait aux dépens de M. Raymond Barre, de 1976 à 1981, à la fin du septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing. D'autre part, il avait piégé M. Chirac, puisqu'en nommant à l'Hôtel Matignon « le plus dur » de ses adversaires il s'était mis en position de l'« user » plus facilement. Cette fois, la marge de manœuvre de M. Mitterrand restera proportionnelle à celle de la nouvelle majorité mais l'ampleur de la victoire annoncée de l'UDF lui offre des perspectives beaucoup plus ouvertes que sept ans auparavant. Désormais déchargé de toute ambition électorale, il est mieux placé qu'aucun autre pour savoir que l'obsession de la prochaine échéance présidentielle exacerbera les rivalités, dès le 29 mars, parmi les prétendants de la droite à sa succession, et qu'en étant maître du choix du premier ministre il détient un atout majeur puisque celui qu'il

désignera fera ipso facto partie du lot des favoris, même s'il s'agit de quelqu'un qui prend la précaution, comme M. Edouard Balladur, de refuser à l'avance un statut de présidentiable.

En outre, plus le RPR marquera sa prépondérance, plus M. Mitterrand pourra s'affranchir, en invoquant la nécessité de préserver la cohésion nationale, de l'obligation de se tourner à nouveau vers M. Chirac en personne dans sa recherche d'un homme « capable de représenter la majorité du moment », surtout si le maire de Paris persiste à éviter une nouvelle cohabitation.

Lire la suite page 11 et page 12 la liste des candidats présentés ou soutenus par le PS ou le MRG

SANS VISA

■ Le refuga du Connétable
■ Les pavés de la gloire
■ La table ■ Jeux ■ Les malheurs de Didina
pages 25 à 32

Philippe Sollers
LE SECRET
roman
nrf
GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 ATS; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Chili-République, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 180 PTA; G.-B., 55 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F SFA; Suisse, 1,50 FR; USA, 1,50 \$; USA (internat.), 2,50 \$.

AU COURRIER DU Monde

INDE

Un «point chaud» oublié

C'EST avec attention et intérêt que j'ai lu le dossier «Les points chauds» paru dans le Monde du 7 janvier. J'en ai apprécié la qualité des synthèses et la diversité des questions abordées.

Mais je suis resté perplexé devant la carte des «Points chauds de la planète». Elle est muette sur l'Inde. Ce pays n'y apparaît ni comme une zone de «conflit ouvert» ni même comme un «point chaud». Rien ne nous est dit sur la nature du thermomètre utilisé, mais je présume qu'il devait être cassé le jour où la carte fut conçue.

L'atmosphère du Cachemire n'est pas vraiment tempérée, je puis vous l'assurer. Ni celle du Pendjab, malgré une certaine amélioration. Les lecteurs du Monde ont pu le savoir grâce à la page «Point sur les guerres de l'Inde», de votre numéro du 9 décembre.

Depuis, les conflits entre hindouistes et musulmans ont connu une nouvelle vague, de violence dans l'Uttar Pradesh, et ailleurs, après la destruction inacceptable de la mosquée d'Ayodhya.

LOUIS DEVANCE
Maître de conférences
à l'université de Dijon

IRAK

Réfugiés indésirables

Le gouvernement français envoie sa force aérienne participer à des opérations militaires en Irak pour faire respecter par Saddam Hussein les zones d'exclusion aérienne au nord du 36^e parallèle et au sud du 32^e. La justification est la protection des populations musulmanes chiites et kurdes qui s'opposent à une sanglante dictature. Soit.

Au même moment, un préfet, représentant du gouvernement français dans son département, déclare irrecevables les demandes d'asile politique d'Irakien chrétiens, opposants à la dictature de Saddam Hussein (et, pour certains, déserteurs de son armée). Le tribunal administratif, saisi d'un recours, confirme la décision préfectorale de renvoyer ces réfugiés en Irak, où les attend un sort malheureusement trop prévisible. Motif : manque de preuves. Faut-il donc qu'ils fournissent un certificat de désertion ou de résistance à l'oppression signé par Saddam Hussein ? Comprenez qui pourra. Où est la cohérence politique ? Remettre des réfugiés politiques entre les mains de la police de leur pays d'origine, n'est-ce pas un crime contre l'humanité ?

JEAN-WILLIAM LAPIERRE
Nice

TRAIT LIBRE



BOSNIE

Monsieur Clinton, décidez pour nous

TOUT près de nous, Sarajevo, une ville ouvrière, bête comme une plaie, est en train de mourir. Un peuple souffre et crie. Le sang coule. Humiliations, viols, mépris, haine, il n'est pas de mots dans le langage humain pour exprimer l'horreur qui plombe le ciel bosniaque. Mais nous sommes rivés à notre morosité, à notre pessimisme, et n'entendons plus les appels au secours, les cris des enfants effarés devant tant d'injustice, de laid et de sang.

Pour beaucoup, l'avenir n'est plus qu'un tas de cendres. Dans les rues éventrées et les maisons détruites, il n'y a que la survie, l'absence, le désespoir, la solitude et l'hiver. Qu'avons-nous appris de nos guerres, de nos morts ? Ne s'est-il rien passé en 1914, en 1939 ? On pourrait le croire et, comme l'écrit Baudelaire : « Les morts doivent juger les vivants bien ingrats/de dormir comme ils font, chaudement dans leurs draps. » Je ne veux pas croire que tous ces hommes se sont battus et sont morts pour rien, que nous avons nubié notre devoir au pays qui a enfanté la Déclaration des droits de l'homme. Réveillons-nous, et n'acceptons plus l'humanitaire spectacle qui sert davantage à promouvoir des carrières et qui cache l'impuissance d'une Communauté européenne dénuée de convictions et d'exigences.

Que penserait un Jean Moulin de cet abandon flagrant ? L'histoire de France se fait devant nous. Seulement elle ne se fait ni dans l'audace ni dans la gloire. Elle se récite chaque jour dans la honte, dans l'attente. Vite M. Clinton, décidez pour nous. Nous n'avons jamais su faire autrement. Nous ne pouvons rien faire sans vous ! C'est ainsi, l'aveu terrible d'une Europe qui nous faisait rêver il y a quelques années et qui, aujourd'hui, marche la tête basse et semble avoir perdu son chemin : celui de la grandeur.

CHRISTOPHE MALAVOY
Paris

LOUIS XVI

Une heure d'avance

21 janvier 1993 : « A 10 h 22, heure de l'exécution de Louis XVI, la foule, émue... » Ils ont « tout faux », les royalistes, comme on dit aujourd'hui, car à 10 h 22, heure d'hiver, en 1793, il était 9 h 22 (solaire).

Une heure d'avance sur la commémoration, car en l'an I de la République, on ignorait les changements d'heure.

BORIS SANDLER
Lyon

ÉNERGIE

La rentabilité du charbon

J'ai lu, sous la plume de Jean-Pierre L'Évêque, avec beaucoup d'intérêt, l'article sur le déclin et l'agonie « dites-vous » du charbon européen, donc du charbon français (le Monde du 22 décembre 1992). Cet article veut démontrer, sur la base de la comparaison des prix de la production européenne et dans le monde, l'inévitabilité de la fermeture de nos puits. Cette comparaison est insuffisante : on ne peut se limiter à des calculs d'entreprise.

La vraie problématique pour le charbon, comme pour d'autres productions importantes, est celle-ci : jusqu'à quel prix peut-on produire une tonne de charbon pour qu'elle soit rentable pour le pays ? Il faut ajouter le coût social, le coût de l'éducation, de la formation, des retraites, de la santé, des infrastructures... L'homme, ça compte. Faudrait-il aussi fermer les écoles, les hôpitaux... parce qu'ils n'ont pas de rentabilité directe ?

J'ajouterais la nécessaire prise en compte de l'incidence énergétique, la nécessité de la transmission des savoir-faire et la prise en

compte des perspectives d'avenir du charbon avec d'autres modes d'exploitation, d'autres utilisations comme le charbon liquide, les ultra-carbo fluides. Le seul de rentabilité peut alors aller jusqu'à doubler du prix de la production, 500 francs par tonne.

Notre charbon est rentable pour le pays, et nous avons donc intérêt à continuer son exploitation. C'est, avec le nucléaire, la seule énergie largement disponible de par le monde.

ROGER MEI
maire de Gardanne

ARCHITECTURE

Le plan de Washington

UNE erreur s'est glissée dans l'article intitulé « Une Maison Blanche bicentenaire », dans le Monde du 20 janvier.

L'auteur des plans de la ville de Washington, l'architecte Charles L'Enfant (en un seul mot, n'était pas un architecte parisien. Il n'était même ni l'un ni l'autre. C'était un officier de l'armée du Génie, né à Ambazac dans la Haute-Vienne actuelle, venu en Amérique avec le corps expéditionnaire de Rochambeau dans lequel il servait pendant la guerre d'indépendance.

Le « meyor L'enfant » (c'est le nom sous lequel les Américains le désignent) est enterré dans le cimetière militaire d'Arlington. Le plan qu'il a choisi pour la capitale fédérale des États-Unis reflétait sur le terrain les principes de leur jeune Constitution fondée, comme on le sait, sur une stricte séparation des pouvoirs. Toute l'armature urbaine s'organise autour de deux cercles immenses qui se tangentent mais ne se coupent pas. Le plus grand est pour le Capitole, le plus petit la Maison Blanche, siège du pouvoir exécutif.

GERARD PIC
Dijon

UN LIVRE

La guerre des âges

GÉNÉRATION SACRIFIÉE

Les 20-45 ans
de Christian Saint-Etienne.
Plon, 123 p. 92 F.

VINGT ans, le bel âge... Il paraît que c'est fini. Christian Saint-Etienne, membre de la direction financière d'une grande banque et enseignant en sciences économiques, nous explique, chiffres à l'appui, que les 20-45 ans ont une génération sacrifiée : un fort taux de chômage, des prélèvements obligatoires d'une ampleur inédite et la certitude que les pensions de retraite baisseront considérablement après 2005. Autrement dit, ceux qui souffrent aujourd'hui ou croulent sous les cotisations seront demain très mal récompensés.

Les retraités, en revanche, vivent un âge d'or, remarque notre économiste tout juste quadragénaire. Ils n'ont jamais disposé d'un tel pouvoir d'achat : leurs pensions sont calculées aux meilleurs taux, leur couverture médicale est assurée par les actifs, et ils détiennent l'essentiel du patrimoine national.

Cette différence entre deux groupes d'âge n'est pas seulement une injustice : elle conduit tout droit à une guerre de générations qui serait catastrophique pour la France. Guerre d'autant plus paradoxale que, dans leurs modes de vie et leurs mentalités, les diverses générations n'ont jamais été aussi proches les unes des autres...

Christian Saint-Etienne propose une série de mesures économiques urgentes pour

freiner le transfert d'argent des actifs vers les inactifs : rééquilibrer le système français de retraites en y introduisant une part de capitalisation ; limiter les dépenses de santé en y faisant participer les retraités ; décaler l'épargne longue et les donations... Mais cet économiste se rend bien compte que l'économie n'est pas tout. Pour empêcher la guerre des âges, recréer une solidarité entre les générations, un profond changement des mentalités s'impose : il ne faudra pas seulement redistribuer les revenus mais le temps et son usage, tout au long de la vie.

L'auteur suggère quelques pistes : favoriser le travail à temps partiel ; multiplier les congés sabbatiques et reculer l'âge de la retraite en proportion ; donner à chaque Français une « deuxième chance de formation » à l'âge adulte ; instituer une sorte de service national pour tous les jeunes retraités en bonne santé...

Christian Saint-Etienne aurait pu s'en tenir à ces remarques de bon sens, dans un livre clair et dense. Il a voulu aller plus loin, élaborer un véritable « projet politique », avec des réflexions sur l'éthique et le vertu, la Renaissance et l'anti-Renaissance, le « Terre-objet » et la « Terre-globetrotte », au risque de vouloir dire un peu trop de choses en si peu de pages. Retenons au moins cette idée-force, qui commence à faire du chemin : « Le monde s'est pensé jusqu'ici autour de l'argent. Pour se sauver, il devra se penser par le temps ».

ROBERT SOLÉ

ÉLYSÉE

Trois raisons d'y rester

SI bon nombre de commentateurs développent (selon leurs propres vœux) les raisons qu'aurait François Mitterrand de quitter l'Élysée en cas de succès de l'opposition, on s'attarde plus rarement sur les motifs qui le poussent à accepter une éventuelle cohabitation, avec quelque plaisir qu'il l'aborde.

François Mitterrand demeure un homme de conviction. Aussi souboite-t-il, autant que faire se peut, qu'un homme aux convictions proches des siennes lui succède. Et, pour aider celui-ci à y parvenir, quoi de plus commode que de pouvoir se retirer à l'heure de son choix ou, au plus tard, dans deux ans, quand l'opposition devienne majoritaire en ayant fêté avec l'État de grâce ? C'est le dernier service, éminent, qu'il peut rendre à ses camarades de combat sans, pour autant, faillir à la hauteur de vœux qu'on attend d'un président de la République.

La V^e République, il l'a combattue - et je l'ai combattue avec lui. Le fait est qu'elle demeure et que ses institutions ont fait la preuve de leur solidité, de leur malléabilité en même temps que de leur faiblesse : la dualité de l'exécutif. Personnellement, pour pallier ce défaut, je regardai volontiers du côté des États-Unis, dont le système m'a toujours paru plus simple et plus clair. Mais les Français n'y sont nullement prêts. Le caractère mixte - mi-présidentiel, mi-parlementaire - leur plaît assez. Je suppose que le président de la République, en ayant son inclination pour un mandat de sept ans, se prend acte. Or, que se passerait-il si, les élections législatives étant favorables à l'opposition, il se retirait ? Ce serait donner la prépondérance à la face parlementaire du système. C'est alors que la V^e République disparaîtrait, et pour jamais. C'est pourquoi les vrais gaullistes considèrent la cohabitation comme logique, même s'ils la redoutent.

Peut-être enfin convient-il de voir que la cohabitation est un mode de gouvernement comme un autre, qui incite au compromis, à la prudence : les Américains vivent le plus souvent en cohabitation entre le président (qui est républicain) et le Congrès (généralement démocrate). Ainsi s'habitue-t-on à relativiser les conflits, à gommer les aspérités de pure convention, à veiller plus scrupuleusement - parce que chaque se sent surveillé de près - à l'État de droit et au respect des règles du jeu. La cohabitation évite des coups de balancier trop brutaux, les embellissements verbaux, sans pour autant empêcher les habiletés de gouverner. Disons-le franchement : si la V^e République survit à une seconde cohabitation, elle sera durablement entrée dans les mœurs.

J'aurais pu ajouter une quatrième raison : la consolidation de l'Europe à laquelle François Mitterrand est fort attaché. C'est encore un domaine où il peut rendre à la France de signalés services, et nos voisins ne le cachent pas.

ROGER QUILLIOT
sénateur (PS)
maire de Clermont-Ferrand

SOCIALISTES

« Déçus » de quoi ?

DANS l'émission télévisée « Le marche du siècle », le 20 janvier, un professeur à la retraite, homme de gauche, a tenu à préciser qu'il n'était pas un « déçu du socialisme », mais un « désespéré des socialistes ». Le temps ne lui a pas été donné de préciser sa pensée.

En martelant à tout vent l'expression « déçus du socialisme », M. Giscard d'Estaing savait qu'il faisait une opération à double effet. Avec un unique slogan, on désigne du même coup la doctrine, l'idée, l'espérance que représente le socialisme et le comportement d'élus socialistes qui se sont engagés dans la gestion d'un système économique et social qui n'a rien de socialiste. Ils se sont emparés, consciemment ou non, dans cette contradiction sans l'expliquer vraiment. Mais pouvaient-ils faire autrement avec un président de la République qui cultive l'ambiguïté comme moyen de pouvoir ?

Il aurait fallu dire et répéter aux électeurs, comme l'avait dit en substance Léon Blum : « Nous sommes mandatés pour gérer au mieux un système économique qui n'est pas le nôtre en cherchant à

lui donner une coloration plus sociale que nos adversaires, mais ce n'est pas le socialisme. Celui-ci reste notre objectif ».

Après une déclaration aussi claire, il n'aurait pas été possible de se dire « déçus d'un socialisme » qui n'a jamais été appliqué.

GEORGES TIFON
Neuilly-sur-Seine

STRATÉGIE

L'art de la paix

« L'art de la guerre est un affaire grave pour un pays. » C'est par cette affirmation que débute l'Art de la guerre de Sun Tzu. Tellement grave même que certains, en France, considèrent la paix comme la valeur suprême. La « paix nazie », qui s'abattit sur l'Europe des années 40 ? La « paix soviétique », qui régna quarante ans sur l'Europe de l'Est ? Ou encore la « paix serbe » qui n'en finit pas de régner au Kosovo et ailleurs ?

Le drame de la politique extérieure française pourrait être de ne pas savoir faire la guerre, mais il y a pire, plus terrifiant encore : le gouvernement français ne sait même pas ne pas faire la guerre.

SAMUEL GARDAZ
Paris

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaze, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Gulu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferençal,
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1992-1995), André Fontaine (1995-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-25-39

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1992

est paru

208 pages - 49 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة العالم

ÉTRANGER

ZAÏRE : provoquant la mort de l'ambassadeur de France

Des troubles opposant soldats mutinés et forces loyalistes ont à nouveau embrasé Kinshasa

Les troupes fidèles au maréchal Mobutu avaient repris le contrôle d'une partie de Kinshasa, vendredi 29 janvier, dans le matin, après la violente mutinerie de soldats qui, la veille, se sont livrés à toutes sortes d'exactions dans la capitale. L'ambassadeur de France au Zaïre, Philippe Bernard, a été tué par des balles perdues.

Les troubles ont éclaté, jeudi, après le versement des soldes aux militaires du camp Kokolo, en cœur de la capitale zaïroise, et du Centre d'entraînement des troupes aéroportées (CETA), proche de l'aéroport. Les soldats avaient été payés en billets de 5 millions de zaïres - entre 10 et 15 francs - des coupures refusées par les commerçants, l'opposition les ayant déclarées dévaluées de valeur.

Comme en septembre et octobre 1991, les mutins se sont livrés à des pillages. Dans les quartiers résidentiels, des maisons ont été mises à sac, des véhicules volés, des magasins pillés. Désertées par la population, les artères de la capitale étaient sillonnées par des groupes de militaires armés traquant des coups de feu en l'air et raquant tout ce qui se trouvait sur leur passage. En tentant de rétablir l'ordre, les membres de la Garde présidentielle, fidèles au président Mobutu, ont tué plusieurs mutins, selon des témoins.

L'ambassadeur de France au Zaïre, Philippe Bernard, se trouvait

en fin d'après-midi dans son bureau, au quatrième étage de la chancellerie. C'est en voulant observer la situation à travers un rideau, après avoir éteint les lumières, qu'il a été tué. Il aurait été victime de balles perdues, de violents tirs étant échangés entre une auto-mitrailleuse, dont on ignore l'appartenance, et des militaires à pied, sur le boulevard du 30-Juin, la principale artère du centre-ville, où se trouve l'ambassade de France. Philippe Bernard a été atteint de deux balles, l'une en pleine poitrine et l'autre à la main.

Un millier de Français dans la capitale

Selon son entourage, le maréchal Mobutu a eu jeudi soir une conversation téléphonique avec M. Bruno Delage, conseiller chargé des affaires africaines à l'Elysée, à qui il a transmis un message de condoléances destiné au président Mitterrand. La présidence zaïroise a déclaré, dans un communiqué, que « le chef de l'Etat a été profondément choqué et ému par la disparition brutale de l'ambassadeur d'un pays ami qui a beaucoup investi dans la défense de l'intégrité du territoire national, de la stabilité des institutions et de la paix au Zaïre ».

Un autre Français, dont l'identité n'a pas été révélée, a été tué, dans la concession de la société textile Utexco, où des militaires se sont introduits durant la nuit, et deux Belges ont été blessés lors du pillage de leurs habitations. On

indiquait de bonnes sources, vendredi matin, que des troupes de la Division spéciale présidentielle (troupes d'élite du maréchal Mobutu) avaient repris le contrôle de la concession, et qu'il n'y avait plus d'inquiétudes pour les quelque deux cents Européens et Zaïrois qui y résident. Un employé zaïrois de l'ambassade de France a également trouvé la mort, vraisemblablement lors de la fusillade au cours de laquelle Philippe Bernard a été touché.

Les ambassades ont regroupé leurs ressortissants menacés dans les résidences des diplomates ou

Philippe Bernard venait de prendre ses fonctions

Nommé ambassadeur au Zaïre le 9 décembre 1992, Philippe Bernard avait présenté ses lettres de créance au maréchal Mobutu Sese Seko le 24 décembre. La cérémonie s'était déroulée dans le village natal du chef de l'Etat, Gbadolite, dans le nord-ouest du pays.

Né le 21 mars 1931, Philippe Bernard était diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Il était chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'Ordre national du Mérite. Il avait été notamment en poste à l'ambassade d'Amman, Ankara et Rabat. Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Caracas (1988-90), il avait été ensuite représentant permanent de la France auprès de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes avant de prendre son poste à Kinshasa.

dans les chancelleries. Quelques dizaines de personnes ont été rassemblées dans la résidence de l'ambassadeur de France. Le reste de la communauté française, qui compte près d'un millier de personnes, « fait montre de calme », selon le ministre français des affaires étrangères. « Nous suivons la situation de façon très attentive et nous prendrons, en tant que de besoin, toute nouvelle mesure destinée à assurer la sécurité des Français si la situation venait à se détériorer », a précisé un porte-parole du Quai d'Orsay.

Le ministère belge des affaires étrangères s'est refusé à tout commentaire sur l'éventualité d'une évacuation de ses ressortissants ou d'une intervention militaire. Il y aurait actuellement 1 500 à 2 000 ressortissants belges à Kinshasa. En septembre 1991, les gouvernements français et belge avaient envoyé des troupes à Kinshasa pour assurer l'évacuation des expatriés.

Un calme relatif était revenu jeudi en fin de soirée dans la capitale, des patrouilles de la Garde présidentielle sillonnant la ville. Mais les tirs isolés n'ont pratiquement pas cessé durant la nuit et se faisaient encore entendre sporadiquement aux premières heures de la matinée, vendredi, tandis que des pillages étaient signalés dans la zone industrielle de Limete, à l'est du centre-ville. (AFP, Reuters)

ANGOLA

Accord sur l'ordre du jour des négociations

Les délégations du gouvernement angolais et de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), réunies à Addis-Abeba, ont franchi, jeudi 28 janvier, un premier cap dans leurs négociations, en s'accordant sur un ordre du jour de leurs pourparlers de paix. La représentante du secrétaire général de l'ONU pour l'Angola, M^{me} Margaret Anstee, a indiqué que la réunion, dont la durée n'est pas fixée, porte sur le rétablissement du cessez-le-feu, la mise en œuvre de l'accord de paix, le rôle des Nations unies dans le

rétablissement de ce cessez-le-feu et dans le processus électoral du second tour de l'élection présidentielle. La libération des prisonniers de guerre doit aussi être discutée. En dépit de ces négociations, les combats ont continué à faire rage jeudi, notamment à Menongue, capitale de la province de Cuando Cubango. D'autre part, des Zaïrois sont arrivés par bateau à Soyo, la ville désarmée contrôlée par l'UNITA, et se livrent au pillage des installations pétrolières, selon des témoignages recueillis au Congo. (AFP, Reuters)

SOMALIE

La France va retirer une partie de ses forces

Fort aujourd'hui de quelque 2 300 hommes, le contingent français en Somalie devrait être progressivement ramené à 1 500 hommes, c'est-à-dire au volume de forces que l'ONU avait demandées, dans un premier temps, à la France quand l'opération « Rendre l'espoir » a été mise sur pied.

A l'étude dans les états-majors, cette mesure, à laquelle les contingents en provenance d'autres armées - à commencer par celle des Etats-Unis - devraient procéder de leur côté, sera exécutée avec l'objectif de faire des soldats français principalement à Mogadiscio et dans la zone de Hodoud, la plupart des unités françaises en Somalie provenant de la garnison déployée en permanence en République de Djibouti. Selon les plans dans les états-majors français, ce retrait pourrait, au vu des circonstances, aller jusqu'à ne laisser finalement sur place qu'un bataillon de quelque 800 hommes.

TCHAD

Un appel d'Amnesty International au respect des droits de l'homme

Amnesty International a lancé un appel, vendredi 29 janvier, « pour que la question des droits de l'homme soit expressément mise à l'ordre du jour » de la conférence nationale qui s'est ouverte le 15 janvier à N'Djamena, ces états généraux constituant « une occasion unique de mettre un terme à vingt-cinq années de violence ». Constatant que depuis l'arrivée au pouvoir du président Idriss Déby, en décembre 1990, « plus de mille personnes ont été enrôlées pour des motifs politiques, maintenues en détention et souvent torturées », et que « plusieurs centaines d'autres ont été exécutées de façon extrajudiciaire », l'organisation humanitaire a fait des recommandations au gouvernement et aux participants à la conférence nationale. Elle propose que des mesures concrètes soient inscrites dans la prochaine Constitution, afin de garantir la protection des droits de l'homme.

Deux ans de blocage politique

1990

24 avril : Le président Mobutu annonce l'abandon du système du parti unique pour un multipartisme limité à trois formations.

11-12 mai : plus de cinq cents étudiants sont tués à l'arme blanche par des éléments de la garde présidentielle à Lumumbashi.

1991

7 août : la Conférence nationale chargée d'organiser la transition vers un régime démocratique s'ouvre à Kinshasa.

23-24 septembre : des émeutes et des pillages, provoqués par des soldats révoltés, entraînent la mort de 117 personnes à Kinshasa. Des militaires français et belges interviennent pour évacuer les ressortissants étrangers. Sous la pression internationale, le président Mobutu accepte de rencontrer les dirigeants de l'opposition.

28-29 septembre : après deux jours de négociation, le président nomme M. Etienne Tshisekedi, l'un des principaux opposants, au poste de premier ministre. Mais il le révoque le 21 octobre et nomme à sa place M. Mungu Diabe.

25 octobre : tandis qu'une nouvelle vague d'émeutes et de pillages provoque l'évacuation de plusieurs centaines d'Européens, la France et la Belgique, déplorant l'absence de démocratisation au Zaïre, décident d'interrompre leur coopération civile et militaire.

28 novembre 1991 : M. Nguz Karl Bond, un autre opposant, est nommé à la tête du gouvernement grâce à une médiation sénégalaise.

1992

21 janvier : une manifestation de protestation contre la suspension, le 19, de la Conférence nationale est violemment dispersée par la police, provoquant la mort d'une dizaine de personnes.

Des troupes françaises en alerte à Brazzaville

Après la mort de son ambassadeur à Kinshasa, la France a décidé, vendredi 29 janvier en fin de matinée, de dépêcher à Brazzaville (Congo) une compagnie de cent cinquante hommes du 21^e régiment d'infanterie de marine (RIMA) qui était basée à Bangui (République centrafricaine). Des avions de transport Transil doivent permettre de prépositionner ce détachement, qui n'aura que le fleuve Congo à traverser si l'ordre lui est donné d'aller au Zaïre. D'autre part, deux autres compagnies, stationnées à Bangui et à Libreville (Gabon), ont été mises en alerte.

23 janvier : des militaires hostiles au président Mobutu occupent la radio nationale, avant d'en être délogés par des éléments loyalistes de l'armée. L'Union soviétique, qui regroupe l'opposition, accuse le pouvoir d'avoir organisé un faux putsch.

16 février : à Kinshasa, la troupe ouvre le feu sur des milliers de manifestants parmi lesquels on relève plus de trente morts.

5 avril : le président Mobutu, M. Karl Bond et le président provisoire de la Conférence nationale, Mgr Laurent Mosengwa Pasinya, archevêque de Kisangani, s'accordent pour la reprise des travaux de la Conférence nationale, qui, le 15 avril, se déclare « souveraine ».

15 août : M. Tshisekedi est élu premier ministre par la Conférence.

11 et 14 septembre : à Lisaki, province du Shaba, des affrontements interethniques entre Kasaiens et Katangais font une vingtaine de morts et une soixantaine de blessés.

1^{er} décembre : ayant rejeté les ordonnances présidentielles mettant fin aux fonctions de son cabinet, M. Tshisekedi est révoqué. Le 3, ses bureaux sont encerclés par des blindés.

6 décembre : la Conférence nationale achève ses travaux au lendemain de la désignation des 453 membres du Haut Conseil de la République (HCR) à la tête duquel Mgr Mosengwa a été élu. Le HCR est chargé d'exercer un contrôle sur le président de la République et le gouvernement, et de remplacer l'ancien Parlement.

20 et 21 décembre : des émeutes éclatent à Kisangani, où des soldats réclament le paiement de leur solde se livrent au pillage systématique. Le 22, la ville de Goma, dans l'est du Zaïre, est en partie détruite après une mutinerie et de pillages menés par des soldats. Les troubles s'étendent à plusieurs autres villes, dont Kolwezi.

1993

15 janvier : après avoir annoncé une procédure de destitution, le HCR accuse le président de « haute trahison », le rendant responsable du blocage des institutions. Mais les suites à donner à cette décision ne sont pas clairement définies. L'opposition argonne une journée « ville morte » à Kinshasa, sans incidents.

GABON : un ambassadeur d'Afrique du Sud a été agréé. - Le conseil des ministres, réuni jeudi 28 janvier sous la présidence du chef de l'Etat, M. Omar Bongo, a donné son accord à la demande d'agrément de M. Wilhelm Steenkamp en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Afrique du Sud au Gabon, avec résidence à Libreville. (AFP)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : après la confirmation par la Cour suprême de la validité de l'expulsion de quelque 400 Palestiniens

Le premier ministre se prépare à affronter le Conseil de sécurité de l'ONU

Après que le Cour suprême ait confirmé la validité de l'expulsion de quelque 400 Palestiniens, qu'elle juge « éminemment politique », l'OLP a demandé, jeudi 28 janvier, à Tunis, la réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, tandis que le Syrie prieit celui-ci d'assumer ses responsabilités. Par la voix du porte-parole du Quai d'Orsay, la France a regretté que cette affaire « n'ait pas connu une issue judiciaire ».

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La Cour suprême, la plus haute instance juridique de l'Etat juif, ayant entériné, jeudi, les pouvoirs discrétionnaires du gouvernement et de l'armée à l'endroit des Palestiniens, soupçonnés d'activisme anti-Israélien, le premier ministre, M. Itzhak Rabin, a aussitôt entrepris de préparer son opinion à un affrontement d'envergure avec le Conseil de sécurité des Nations unies.

Après avoir voté, à l'unanimité, le 18 décembre dernier, la résolution 799 qui fait obligation à l'Etat juif de rapatrier les centaines de Palestiniens expulsés, la veille, dans le sud du Liban, le Conseil devrait se réunir, au début de la semaine prochaine, pour déterminer la conduite à suivre. « Nous nous la conscience tranquille et le droit pour nous », a déclaré M. Rabin. La Cour suprême a donné au gouvernement les moyens de mener sa politique, qui est de poursuivre le processus de paix et de combattre sans merci le terrorisme.

« M. Boutros-Ghali est un Egyptien... »

« Il nous reste, a-t-il ajouté, à faire face aux conséquences de notre action dans l'arène internationale, particulièrement à l'ONU, qui n'est pas un terrain très favorable à Israël. Le syndrome de l'Etat juif, seul au monde et entouré d'ennemis » que le premier ministre avait intelligemment entrepris de mettre à bas, dès sa victoire électorale, au mois de juillet dernier, est

ainsi ressuscité. La veille, M. Rabin avait déclaré que le rapport de l'ONU sur cette affaire était marqué par « l'hypocrisie, la distorsion et la falsification », soulignant qu'après tout Boutros-Ghali, le secrétaire général des Nations unies, est un Egyptien... »

En tout cas, conformément à l'ajout de la Cour suprême, selon laquelle chaque banni a le droit d'être entendu « en personne » pour présenter son recours devant l'une des quatorze commissions militaires spécialement créées à cet effet, le gouvernement a indiqué qu'un officier se tiendrait prêt, à partir de vendredi matin, dans le sud du Liban, à recevoir les éventuelles demandes manuscrites d'appel que certains des expulsés pourraient déposer.

A cet effet, une ouverture sera dérogée à Zuhriya, aux confins de la « zone de sécurité », occupée par l'Etat juif, dans le sud du Liban, depuis une dizaine d'années. Ce passage avait été autorisé le 17 décembre dernier, par les autorités militaires pour décharger leurs 415 prisonniers dans le no man's land, situé à 2 kilomètres de là, entre les lignes israéliennes et libanaises. Il avait été aussitôt miné par l'armée pour empêcher tout retour en force des expulsés.

Autre soupçon d'assoupissement introduit par Israël dans une position qui demeure très ferme sur le fond - « ils ne rentreront pas », a répété M. Rabin : une commission conjointe d'experts de l'armée et de la justice a repris, jeudi, l'examen, dossier par dossier, de la situation des 396 personnes qui restent bloquées, depuis six semaines, dans le no man's land.

Selon plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, même du strict point de vue de la légalité militaire, elle-même basée sur des ordonnances d'exception, promulguées, en 1945, par les forces britanniques dans ce qui était encore la « Palestine du mandat », plusieurs dizaines d'expulsés n'auraient pas dû l'être. Israël a admis seize « erreurs », dont quatorze sont « réparées », l'un des intéressés ayant été libéré et les autres placés en détention. Trois autres, malades, ont, en outre, été hospitalisés par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

dans la « zone de sécurité ». Combien, parmi les 396 restants, accepteront d'interjeter appel ? Selon le porte-parole des expulsés, le docteur Abdel Aziz Rantissi, l'un des fondateurs du Mouvement de la résistance islamique, Hamas, « aucun ». A son avis, les bannis, qui ont entamé, jeudi, une grève de la faim de vingt-quatre heures pour protester contre la décision de la Cour suprême, « n'essaieront pas non plus de pénétrer au Liban. Ils n'iront dans aucun pays arabe ou européen ». Et de « jurer devant Dieu » : qu'Israël regrettera ce qui nous est fait. Nous mourrons ici dans la rocaïe, en appelant toute la maldiction du monde sur Rabin, son gouvernement et son Etat.

Pression internationale

Apparemment partagés sur l'utilité d'interjeter appel ou non, les avocats palestiniens et israéliens des proscrits pourront rencontrer leurs clients dès lors que ces derniers auront manifesté, par écrit, leur désir de l'autorité militaire. M^{re} Leah Tsemel, la plus célèbre de ces défenseurs, s'est déclarée non seulement « catastrophée » par une décision qu'elle vit comme un véritable déni de justice, mais encore convaincue qu'il n'y aurait pas d'appel. « Mes clients, dit-elle, ne veulent pas reconnaître la légalité des mesures prises contre eux, et ils ont raison. »

Selon cette infatigable militante israélienne des droits de l'homme, « seule la pression internationale » aurait encore une petite chance de ramener les bannis chez eux. Porte-

parole de la délégation palestinienne aux négociations de paix avec l'Etat hébreu, M^{re} Hanane Achraoui est du même avis : « Cette décision est illégale au regard de la loi internationale, et Israël tente de manipuler son propre système juridique pour servir ses intérêts politiques. »

Si l'on se prépare, dans les allées du pouvoir, à livrer une bataille homérique devant le Conseil de sécurité, personne, en Israël, ne croit à la possibilité de sanctions à l'encontre de l'Etat juif. M. Rabin en est persuadé : s'il le faut, M. Bill Clinton utilisera son droit de veto pour bloquer une résolution qui irait dans ce sens. « Depuis trente-cinq ans, a-t-il affirmé, aucun président américain n'a jamais soutenu de sanctions concrètes contre nous. Je ne peux pas croire que M. Clinton diffèrera de ses prédécesseurs. »

Même si M. Rabin allume soigneusement ses contre-feux et même si les Etats-Unis, et d'autres puissances occidentales, acceptent, une nouvelle fois, de protéger l'Etat juif, cela ne résoudra pas le conflit politique né de cette affaire. Pour les Palestiniens « de l'intérieur », c'est désormais une évidence : le processus de paix, qui avait pu paraître, un moment, si prometteur, sera gelé tant qu'une solution ne sera pas trouvée au problème des expulsés. M. Rabin est d'un avis contraire : « Le processus de paix continuera, assurément, car il est aussi bien de l'intérêt des Arabes que du nôtre. »

PATRICE CLAUDE

ARABIE SAOUDITE : versé par la Grande-Bretagne de 48 avions Tornado. - Le premier ministre britannique a annoncé, jeudi 28 janvier, à Ryad, la signature d'un contrat d'armement avec l'Arabie saoudite portant sur 48 avions-bombardiers Tornado, dont la valeur est estimée à environ 4,5 milliards de livres sterling. Cet accord a été conclu à l'occasion d'une visite impromptue de M. John Major, qui venait d'achever une visite officielle en Inde et dans le sultanat d'Oman. Ce contrat, l'un des plus importants

conclus par la Grande-Bretagne à l'étranger, englobe d'autres équipements militaires, notamment des radars, mais ne concerne pas l'achat longtemps attendu de 60 avions légers Hawk. (Corresp.)

SYRIE : quatre pendaisons publiques. - Quatre hommes, accusés de meurtre, de trafic et de consommation de drogue, ont été pendus en public, jeudi 28 janvier, à Alep, à 350 km au nord de Damas. Neuf exécutions publiques ont déjà eu lieu depuis le début de l'année. (AFP)

Le Monde
LE BILAN
ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL
1992

EUROPE

La guerre dans l'ex-Yougoslavie et la réunion plénière de la conférence de Genève

MM. Vance et Owen exigent une réponse des trois communautés bosniaques à leur plan de paix

Serbes, Croates et Musulmans devront se prononcer, samedi 30 janvier, au cours d'une nouvelle réunion plénière de la conférence de Genève, sur le plan de paix pour la Bosnie élaboré par les deux médiateurs internationaux, MM. Vance et Owen. Ce plan sera, à peu de chose près, à prendre ou à laisser. Faute d'accord samedi, il sera transmis par les médiateurs au Conseil de sécurité des Nations unies, à charge pour ce dernier d'examiner les moyens éventuels de l'imposer aux belligérants, a déclaré en substance, jeudi, le porte-parole de la conférence de Genève,

M. Fred Eckhard. Seul le représentant des Croates de Bosnie, M. Meto Boban, a donné son accord à ce plan dès qu'il a été présenté par MM. Vance et Owen.

Depuis, des négociations bilatérales se sont poursuivies, essentiellement sur la question la plus controversée, à savoir la délimitation des dix provinces du futur Etat bosniaque. En dépit des déclarations optimistes de M. Karadzic, le leader des Serbes de Bosnie, qui affirmait jeudi que « les points mineurs » restant en suspens ne devraient pas faire obstacle à un accord, cette question n'était toujours pas réso-

lue, vendredi, alors que se poursuivaient les négociations bilatérales. Evoquant la possibilité d'un échec samedi, M. Fred Eckhard n'a pas exclu que deux belligérants (sous-entendu Serbes et Musulmans) et non plus un seul (les Serbes) soient alors désignés au Conseil de sécurité comme faisant obstacle au plan de paix. Alors que le président bosniaque Alija Izetbegovic avait menacé, mercredi, de quitter la table des négociations à cause des bombardements serbes, « les pires depuis quatre mois », contre Sarajevo, M. Eckhard a répété jeudi qu'il « ne servait à rien qu'une

partie exagère les choses ». Au moins 24 personnes, dont 9 civils, ont cependant été tuées mercredi à Sarajevo et 94 autres blessées, selon les hôpitaux de la capitale.

En Bosnie centrale, les affrontements croato-musulmans se sont poursuivis jeudi, malgré l'ordre de cesser les combats donné la veille depuis Genève par MM. Izetbegovic et Boban. Selon la radio croate une « violente attaque » a été lancée, jeudi après-midi, par les forces musulmanes contre l'enclave croate de Busovaca. (AFP, Reuter.)

Le « Clemenceau » croisera devant les côtes croates

A BORD DU « CLEMENCEAU » de notre envoyé spécial

Devant l'équipage, surtout face aux pilotes de l'aéronavale du porte-avions *Clemenceau*, qui a quitté Toulon, le jeudi 28 janvier, pour croiser devant les côtes croates, le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, s'est évertué à définir la mission dévolue aux huit navires de guerre français qui se déploieront en Adriatique à la fin de cette semaine. « Nous ne sommes pas là-bas pour faire la guerre », a-t-il expliqué. Nous sommes pour faire réfléchir ceux qui compromettent les chances de la paix.

Sans l'exprimer aussi nettement, mais le propos visait à le faire, M. Joxe a établi une distinction entre le rôle attribué à cette *task force*, qui est la protection des « casques bleus » français et, éventuellement, des détachements étrangers de l'ONU qui le demanderaient, et une autre mission, qui n'est pas dans le même esprit, à savoir une attitude de rétorsion, autrement dit de représailles contre les camps en présence dans le conflit en ex-Yougoslavie. « C'est une mission de protection, a ajouté M. Joxe, pour montrer que nous ne pouvons tolérer que des soldats français soient pris en otages et, encore moins, comme cibles. »

Pour autant, le ministre de la Défense, dont l'objectif avoué en privé est de « plonger dans l'insécurité » ceux qui ouvrent le feu sur des soldats français « en mission pacifique », n'exclut a priori aucune hypothèse, même pas celle de l'évacuation. « Dans l'actualité d'aujourd'hui, a considéré M. Joxe, la France s'est engagée à soutenir les chances de la paix, de la sécurité et de la démocratie. Mais à l'impossible nul n'est tenu. Si la mission devenait impossible ou si la protection des militaires n'était plus assurée, on pourrait alors interrompre la mission. Mais, ce n'est pas l'objectif. »

Lorsque, le 2 février prochain, le groupe naval français sera constitué des unités du vice-amiral Jean-Charles Lefèvre, avec ses trente et

un avions, ses vingt-neuf hélicoptères et ses 1 000 tonnes de munitions instantanément disponibles, le *Clemenceau* sera capable, toutes les quatre heures et demie, de conduire un raid de vingt et un avions d'un coup, dont dix-huit Super-Étendard pour l'attaque et l'appui de forces au sol. A bord des hélicoptères, dont presque la moitié sont sur le transport amphibie *Foudre*, le groupe dispose d'un détachement du commandement des opérations spéciales (COS), c'est-à-dire des commandos pour des actions militaires secrètes.

En déployant ce dispositif naval, l'état-major des armées a conscience d'avoir quelque peu bousculé les Nations unies, au nom de l'urgence qu'il y avait à « sécuriser », après la mort de deux d'entre-eux en Krajina du sud, des soldats français placés devant « des perspectives incertaines ». « Nous ne pouvons accepter, a reconnu le ministre de la Défense, qu'on puisse se laisser aller à de tels crimes en toute impunité. »

Avant l'arrivée de son groupe aéronaval devant la Croatie, la France a pris « la mesure conservatoire » de déployer sur la base de Solenzara, en Corse-du-Sud, quatre avions d'attaque Jaguar (dont les appareils de remplacement), quatre Mirage-2000 RD1 de défense aérienne et un avion Gorbil de guerre électronique. Ce dispositif aérien, qui serait appuyé par des radars basés à Istres (Bouches-du-Rhône), se tient en alerte pour des actions ponctuelles, le temps que le *Clemenceau* arrive dans la région.

C'est à Solenzara que M. Joxe, de passage pour inspecter le dispositif, a appelé que l'Italie autoriserait son survol éventuel par les avions français et leur accordait jusqu'au droit de s'y installer. Depuis quelques jours, la France demandait à pouvoir utiliser la base de Rimini pour évacuer quatre ravitaillements en vol, au minimum, avant d'atteindre la zone. L'Italie, par son « feu vert », vient - si besoin s'en faisait sentir - de lui faciliter la tâche.

JACQUES ISNARD

Dans le sud de la Croatie

Le barrage de Peruca menace de s'effondrer

De violents combats entre forces serbes et croates se sont déroulés, jeudi 28 janvier, autour du barrage de Peruca, à environ 35 kilomètres à l'est de Split (sud de la Croatie), et qui approvisionne en électricité toute la Dalmatie. Selon un porte-parole de la FORPRONU, qui assure la surveillance du barrage depuis un an, des unités croates ont pris le contrôle de l'ouvrage dans la soirée. Les belligérants ont entretenu la confusion sur l'état des installations, s'accusant mutuellement de les avoir endommagées. Des journalistes de l'agence Reuter conduits sur place par les soldats croates ont aperçu un énorme cratère près des vannes. La route qui emprunte le barrage est affaiblie en son centre et la salle des turbines est envahie par des fûts d'eau boueuse. L'effondrement du barrage impliquerait une catastrophe pour les vingt mille personnes vivant en aval.

Un militaire qui traversait le barrage à dix heures précipitamment en retraite lorsque la route s'est effondrée sous ses pieds, ce qui a provoqué un élargissement du cratère, lequel mesure environ 5 mètres de diamètre. Les vannes sont arrachées, la salle de contrôle n'est plus qu'un amas de métal et de béton, et l'eau y coule à torrents, alors que son flux devrait normalement y être modéré.

Le niveau du lac artificiel, qui devrait se trouver à environ 3 mètres en contrebas de la route, a visiblement baissé, ont déclaré à Reuter les soldats stationnés sur place. Le barrage fait 65 mètres de haut et le lac artificiel mesure 18 kilomètres de long.

Les forces serbes avaient conquis le barrage en 1991. Elles l'ont miné et ont fait exploser des charges en se repliant jeudi.

« Evacuation des « casques bleus » français pris dans les combats. Les huit « casques bleus » français bloqués depuis mercredi matin dans les combats entre Serbes et Croates ont été évacués, jeudi 28 janvier, et sont arrivés sains et saufs au quartier général de la FORPRONU à Beakovec, ville sous contrôle serbe dans le sud de la Croatie. (AFP)

Les « petites momies » de la maternité Kosevo

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

A la maternité de l'hôpital Kosevo, bombardé une dizaine de fois depuis le début du siège de Sarajevo, les bébés ressemblent à des « petites momies ». Comme il n'y a plus de couches depuis bien longtemps, ils sont empaquetés dans des linceuls de drap de la tête aux pieds. On ne voit que leur visage. Faute de place, on les met parfois à deux par berceau. Les jeunes mères ne passent qu'une journée à l'hôpital au lieu des cinq ou six avant la guerre. Et encore : quand elles parviennent jusqu'à l'hôpital, le docteur Anton Zilic, gynécologue, souligne que les accouchements se font de plus en plus à domicile, sans aucune aide médicale. De nombreuses femmes se trouvent dans l'impossibilité de se déplacer du fait des bombardements. Elles ne viennent qu'ensuite à l'hôpital, où l'on diagnostique fréquemment des infections, le placenta n'ayant pas été évacué.

La mois dernière, une femme est ainsi décédée en salle d'opération après avoir accouché chez elle d'un enfant qui a survécu. Les médecins notent une augmentation du nombre des naissances prématurées, les bébés placés en couveuse n'étant pas épargnés par les coupures fréquentes d'électricité. Une épidémie commença en salle d'opération à réchauffer du so-

poursuivre dans le hall de l'hôpital à cause des bombardements. La pouponnière accueillait en ce moment un bébé de trois mois dont la mère, blessée par un éclat d'obus ou par un franc-tireur, est toujours au service de traumatologie. Il y a trois jours, les médecins ont sauvé de justesse une femme blessée au ventre par un shrapnel alors qu'elle était enceinte de huit mois et demi. Elle doit le via au bébé qu'elle portait et dont la tête a été coupée par l'éclat d'obus.

Plus de huit mille morts...

La maternité manque de vitamines A et D pour les bébés et de lait maternel. Selon l'Institut de la santé publique de Bosnie-Herzégovine, quarante semaines de siège ont provoqué la mort de 8 170 personnes. Plus de 50 000 autres ont été blessées, dont 15 000 gravement pour la seule ville de Sarajevo (dont le nombre d'habitants est estimé à 400 000). 90 % des victimes sont des civils et 25 % d'entre elles des enfants. La semaine dernière, 15 personnes sont mortes et 139 ont été blessées du fait de la guerre.

La nombre des soignants - médecins et personnel médical - a diminué de moitié depuis la guerre. Dans toute la Bosnie-Herzégovine, 340 médecins et soignants ont été tués. A Sarajevo, les bombardements ont supprimé

6 000 lits d'hôpital. Le système de soins ne tient que grâce à l'aide humanitaire, et encore seuls 20 % des besoins en nourriture sont-ils couverts, 35 % en médicaments. 5 % à 10 % de la nourriture pour bébés seulement sont assurés.

Les médecins réclament notamment des antibiotiques, des anesthésiques, des analgésiques, des prothèses, des fausses roulettes, des pansements, des couvertures, du coton. Des hôpitaux manquent de chirurgiens, d'anesthésistes et d'épidémiologistes. Depuis le mois d'avril, le nombre de cas d'entérocolites recensés a été multiplié par huit, celui des dysenteries par cinq, et cent cas supplémentaires d'hépatites virales ont été découverts. Le typhus a fait son apparition.

Du fait des combats et des bombardements, le nombre et l'importance des convois humanitaires en Bosnie-Herzégovine ont diminué de façon impressionnante : il n'était pas rare que vingt convois de 1 500 tonnes d'aide humanitaire soient acheminés chaque jour. Quelques dizaines seulement sont parvenues à destination ces derniers jours.

Dans les statistiques officielles établies par les services sanitaires, le cas « asphyxie de vie » est aujourd'hui bannie en blanc.

AGATHE LOGEART

Après l'assassinat du vice-premier ministre bosniaque à Sarajevo

Le colonel Sartre donne sa version des faits

L'assassinat le 8 janvier par un milicien serbe, à Sarajevo, du vice-premier ministre bosniaque Hakija Turajlic résulte d'un complot tragique de circonstances. *Primo*, les miliciens serbes, sur le barrage qui a intercepté le leader bosniaque, avaient « armé » le Noël orthodoxe, qui tombe le 7 janvier. *Secundo*, les responsables bosniaques n'avaient pas prévu les autorités « onusiennes » de l'identité de la personnalité qu'ils leur avaient demandé de transporter. *Tertio*, les chefs serbes sur le terrain n'avaient pas les moyens d'entrer en contact avec leurs supérieurs alors que ces derniers, mis aussitôt au courant de l'incident par l'ONU, acceptaient de relâcher le vice-premier ministre bosniaque.

Cette version des faits est celle que le colonel Patrice Sartre, commandant le bataillon de « casques bleus » français de Sarajevo et principal négociateur durant cet événement, a rédigé dans un document à destination de sa hiérarchie, qui a ouvert, après le 8 janvier, une enquête administrative indépendante de l'instruction menée par les Nations unies.

Le colonel Sartre qui, depuis, est rentré en France au terme d'un séjour de six mois à la tête de son bataillon de quatre cents hommes sur l'aéroport de Sarajevo, est arrivé fortuitement sur les lieux du drame, dans l'ignorance de ce qui s'y jouait.

Premier fait rapporté par lui : les autorités bosniaques ont omis de signaler au PC « onusien » du secteur l'identité et les objectifs des personnes transportées, notamment par le VAB (véhicule de l'avant blindé) français, où avaient pris place Hakija Turajlic et, avec lui, un sergent et deux légionnaires.

Or, à la différence d'un déplacement de routine, l'escorte d'une personnalité requiert, selon les consignes de l'ONU, outre l'organisation d'un convoi plus important, l'accord des différentes parties en

Des miliciens serbes ivres

Le colonel Sartre estime que la principale cause du grave incident du 8 janvier a été qu'une escorte d'autorité a été organisée comme un simple transport. Il ignore encore aujourd'hui pourquoi les Bosniaques n'ont pas donné de précisions supplémentaires. A cela trois raisons éventuelles : ou ils n'ont pas voulu révéler l'arrivée de l'événement, ou bien ils voulaient échapper aux contraintes d'avoir à obtenir une escorte, ou enfin ils ont commis une simple négligence.

Deuxième fait : les chefs serbes du barrage (la brigade du poste de contrôle d'Ilidza) n'avaient pas de liaisons avec leur commandement supérieur (le corps serbe de Lukavica).

Le chef du bataillon français précise, dans son rapport, qu'il s'est porté fortuitement sur le barrage serbe, pour y obtenir la libération d'un de ses ouvriers musulmans. C'est à cette occasion qu'il vérifie ce qu'il venait d'apprendre par une écoute radio, à savoir qu'un autre VAB français était bloqué. Le colonel Sartre est intercepté par deux véhicules chenillés serbes et par une

cinquantaine de miliciens armés. Les Serbes l'informent que Hakija Turajlic est à bord de ce VAB, avec un sergent et deux légionnaires français. Le colonel rend compte au PC de l'ONU, avec lequel il garde un contact permanent. Dans le même temps, il enlève localement une discussion qui sera difficile, longue et ponctuée de menaces, au point qu'il doit dégrader - en se plaçant en travers de la porte du VAB - devant des miliciens qui le mettent en joue.

Or le chef de la brigade d'Ilidza ne dispose sur place d'aucun lien radio avec sa hiérarchie. Le colonel français propose de diriger un véhicule radio vers le corps serbe de Lukavica, afin d'offrir au chef du barrage des moyens de communication avec ses supérieurs, qui donnent à croire, durant leurs conversations avec le PC de l'ONU, qu'ils sont prêts à ordonner la libération du vice-premier ministre bosniaque.

C'est au moment où le colonel propose au chef du poste de contrôle de réformer les portes du VAB qu'un milicien, plus surexcité encore que ses camarades, brandit un pistolet de fort calibre et tire plusieurs coups de feu sur le ministre.

Troisième et dernier fait relevé par l'officier français dans son rapport : les officiers serbes présents sur le barrage ne tenaient manifestement plus leurs subordonnés en main.

En effet, le colonel Sartre estime que beaucoup des miliciens, dont certains de leurs chefs, étaient ivres et cette période de fête du Noël orthodoxe (qui s'était célébré la veille). Cette situation, il faut ajouter, a été aggravée par l'atterrissage de l'avion turc et les rumeurs qui l'ont entouré. En particulier, le bruit (fantaisiste) avait précédemment couru que, de cet appareil, avaient débarqué une soixantaine de moudjahidins venus apporter un concours militaire aux Musulmans de Bosnie.

J. I.

Au Parlement de la « nouvelle Yougoslavie »

Le Monténégro perd son droit de veto sur les décisions de la Serbie

BELGRADE

de notre correspondante

L'opposition démocratique a claqué la porte du nouveau Parlement de Serbie, jeudi 28 janvier, devant un coup de force des députés socialistes (ex-comunistes) et de leurs alliés ultranationalistes. Le Parlement devait désigner les 20 représentants de la Serbie qui doivent siéger avec les 20 représentants du Monténégro à la Chambre des Républiques du Parlement fédéral yougoslave.

Le Parti radical (ultranationaliste) a demandé, avec le soutien des socialistes de M. Milosevic, une révision de la loi électorale, qui prévoyait pour chaque parti un nombre de représentants à la chambre fédérale proportionnel aux voix obtenues aux élections de décembre. Mise en minorité, l'opposition démocratique s'est retirée. Les députés restants ont adopté à l'unanimité l'amendement et désigné dans la foulée les 20 représentants de la Serbie au Parlement fédéral. Le parti de M. Milosevic s'est vu attribuer 12 mandats et le Parti radical 8.

Dans la soirée, l'opposition serbe a dénoncé « le coup de force », estimant que, par cette manœuvre « inacceptable », M. Milosevic et ses alliés se sont octroyé le contrôle de la Chambre des Républiques où ils peuvent désormais compter sur une majorité. En effet sur les 20 parlementaires désignés par le Monténégro, 2 appartiennent au Parti radical monténégrin et sont donc des alliés naturels des 20 parlementaires de Serbie. Le Monténégro perd ainsi, de facto, son droit de veto sur les décisions de la Serbie au sein de cette Chambre où le principe d'égalité (20 représentants pour chacune des Républiques) était censé le protéger.

Dans l'immédiat, la nouvelle démonstration de force des ex-communistes et des ultranationalistes vise avant tout à mettre sur la touche le président yougoslave, M. Dobrica Cosic. A plusieurs reprises, le leader du Parti radical, M. Vojislav Seselj, avait annoncé qu'il réclamerait au nouveau Parlement fédéral de limoger M. Cosic pour avoir « trahi » en forçant les Serbes de Bosnie à signer le volet constitutionnel du plan de paix de Genève et en refusant, lundi dernier, l'intervention immédiate de la Yougoslavie en Croatie.

Avec l'appui de M. Milosevic, il peut désormais y parvenir sans risquer le veto des Monténégrins. Il est toutefois probable que M. Slobodan Milosevic se contentera d'user de cette menace pour mieux contrôler M. Cosic.

FLORENCE HARTMANN

Le Monde EDITIONS

COMMENT PENSER L'ARGENT ?

Sous la direction de Roger-Pol Droit
EN VENTE EN LIBRAIRIE

هكزامان لال

LA PAGE ECONOMIQUE

CHEZ CITROËN DU 28 JANVIER AU 13 FEVRIER

EN 1993 CHEZ CITROËN : INVESTISSEZ DANS L'OCCASION

EDITORIAL

LES OCCASIONS CITROËN : une valeur sûre.

LES OCCASIONS CITROËN, c'est d'abord un large choix de véhicules, pour lequel CITROËN engage son nom. C'est la certitude de bénéficier des compétences d'un réseau national et d'une même qualité de service partout où vous allez. C'est une politique simple et efficace, tout est vérifié, testé, corrigé jusqu'au moindre détail. Pour vous c'est la double garantie de sécurité et de tranquillité.

EN OCCASION, ACCORDEZ-VOUS L'EXCELLENCE.

Choisir aujourd'hui une CITROËN BX ou XM, c'est envisager tous vos déplacements avec sérénité. En effet, CITROËN vous offre la certitude d'une haute qualité par le niveau de finition et de fiabilité de ses produits. Que vous vouliez partir en famille, tracter une caravane ou bien simplement vous déplacer quotidiennement, les CITROËN BX ou XM sauront vous apporter, par leur parfaite tenue de route, une conduite en toute sécurité.



Offre valable dans les points de vente CITROËN affichant l'opération.



Des occasions avec prix de reprise garantis par contrat.

Du 28 janvier au 13 février 1993, CITROËN lance le contrat reprise à prix garanti. Le réseau CITROËN vous vend des CITROËN BX et XM d'occasion sélectionnées, garanties pièces et main-d'œuvre

et il vous propose de les racheter entre les 15^e et 40^e mois à un prix garanti et à la date fixés à l'avance par contrat. Cette formule exceptionnelle représente une aubaine pour les investisseurs avisés.

SPÉCIAL FINANCEMENT:

Moins de 950 F par mois pendant 40 mois pour l'achat d'une CITROËN BX de 43000 F.

Pour bien commencer la nouvelle année, CITROËN propose des conditions de financement exceptionnelles pour ses voitures d'occasion grâce à son partenaire financier CREDIPAR. Vous disposez d'une formule qui vous permet d'acheter avec un financement exceptionnel une CITROËN BX ou XM d'occasion sur 40 mois*. En effet, pour l'achat d'une CITROËN BX ou XM d'occasion de moins de 3 ans et d'un prix de 43.000 F ou

plus, vous pouvez bénéficier d'un crédit sur 40 mois avec première mensualité à 30 jours au taux effectif global (TEG) de 14,25%*, si vous empruntez au moins 30.000 F et faites un apport au moins égal à 30% du prix du véhicule. Exemple : pour 30.100 F empruntés avec apport de 12.900 F: 40 mensualités à 949,69 F*. Coût total du crédit: 7.887,40 F*.

* Hors assurance facultative et sous réserve d'acceptation de votre dossier par CREDIPAR.

UNE GARANTIE AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON : 72 points de contrôle.

La garantie CITROËN Eurocasion s'applique à des voitures qui ont subi un contrôle complet en 72 points. Moteur, batterie, échappement, suspension, train avant et arrière, transmission, pneumatiques, freins, embrayage... Rien n'échappe aux techniciens chargés de ces contrôles. C'est une garantie contractuelle de 6 à 24 mois, pièces et main-d'œuvre sans limitation de kilométrage qui comprend la remise en état ou l'échange des pièces défectueuses.

CONCESSIONS, SUCCURSALES, AGENTS : 4500 professionnels à votre service.

Trouver une voiture de qualité relève le plus souvent du parcours du combattant, tout cela pour un résultat qui n'est que rarement à la hauteur des économies escomptées. Le contrôle de 72 points et la garantie contractuelle CITROËN Eurocasion offerts par des professionnels compétents vous permettent d'acheter en toute quiétude.



SERVICES : carte rouge : feu vert aux économies.

Dès votre premier achat, profitez des avantages de la carte rouge CITROËN. La carte rouge offre à ses titulaires la possibilité d'obtenir des remises sur les accessoires vendus par CITROËN et beaucoup d'autres avantages... En cas d'immobilisation de votre voiture plus de 2 heures à l'atelier, après rendez-vous, il vous sera prêté un véhicule de remplacement, selon les disponibilités.

EUROPE

Ouzbékistan : le temps des procès

Suite de la première page

C'est que l'Ouzbékistan indépendant, membre de l'ONU et de la CSCE, abrite maintenant des ambassades occidentales et asiatiques, dont certaines pressent son président d'observer les normes de la démocratie. Ce que M. Islam Karimov, chef du parti communiste local, maintient sans le nom de « Parti démocratique du peuple », a bien tenté, au départ, de faire. Il a émis d'être candidat unique à l'élection présidentielle organisée il y a un an. Il a enregistré un parti d'opposition (Erk) et même un mouvement plus radical (Birlik, interdit cependant de participation aux élections) : et il a laissé paraître quelques journaux semi-indépendants. Certains des opposants étaient prêts à jouer ce jeu d'une démocratisation au grand ralenti, dans ce pays où les tensions ethniques

l'instant, ce retour à l'ennemi du pouvoir du président Karimov, ne fut-ce qu'en raison de la lourde exploitation qu'en ont faite les médias locaux, enfonçant l'idée que la démocratie - à la russe ou à l'occidentale - ne peut mener en Asie centrale qu'à un chaos sanglant.

C'est ce qu'a tenté de démentir Abdoumanob Poulatov, l'accusé du procès qui s'est achevé jeudi 28 janvier à Tachkent. Ce mathématicien de 41 ans affirmait que son mouvement Birlik, suspendu le 18 janvier pour trois mois, n'avait jamais eu recours à la violence. Si en 1989 ou 1990, Birlik faisait des centras dans la rue des dizaines de milliers de militants, ils étaient une dizaine seulement à avoir osé assister à ce procès. Il est vrai qu'il était interdit à un dirigeant du mouvement, enlevé en décembre

« l'agitation » risque de repartir sans signal de quiconque, en raison de la grave détérioration du niveau de vie. L'Ouzbékistan semble se bloquer dans ses structures économiques étatisées, avec une corruption démultipliée par l'ouverture des frontières. La ressource principale, le coton, n'est plus totalement confisquée par Moscou mais vendue pour moitié à l'étranger, à des prix à mi-chemin de ceux des cours mondiaux, qui se sont effondrés. Mais ceux qui en profitent sont les personnes privées qui dirigent les structures d'Etat, alors que les paysans s'appauvrirent. Et « l'agitation » qui menace aura toutes les chances d'être canalisée par les « islamistes » des kolchozes redevenus clandestins, et non par les démocrates d'Erk ou de Birlik, qui clament en vain que paralyser l'opposition démocratique, c'est faire le lit des extrémismes.

Les Etats-Unis tentent de dire la même chose, mais le président Karimov n'est pas prêt d'oublier l'offense subie quand Washington ne reconnut l'indépendance de son pays qu'au sein du « deuxième lot »



quels sont grandes. Mais il devait en être autrement.

C'est que l'Ouzbékistan d'abord que se sont déroulées les seules émeutes enregistrées à ce jour en ex-URSS contre l'envoie des prix, celles provoquées en janvier 1992 par les étudiants de Tachkent. Elles furent réprimées - deux morts, au moins - mais l'agitation reprit dans les provinces où ces étudiants furent renvoyés. Notamment dans la vallée du Fergana, centre d'un islamisme vivace. L'an dernier, la contestation y prit la forme d'un mouvement baptisé Adalat (« justice »), qui a fleuri à l'ombre des mosquées rouvertes par centaines dans cette région. Jusqu'à 19 000 jeunes gens, dit-on à Tachkent, s'y seraient enrôlés, formant des brigades qui ont fini par s'imposer aux autorités locales comme auxiliaires de police. Elles veillaient au retour de la « morale islamique » : le nombre des femmes voilées augmentait, les écoles renouaient à la mixité et les « corrupteurs » étaient au besoin bastonnés.

Le facteur tadjik

En tournée électorale, M. Karimov y fut assailli par des manifestants, auxquels il dut faire diverses promesses, dont celle, tenue, de prononcer son serment d'investiture sur le Coran. Mais une fois élu (avec 84 % des suffrages) et assuré du soutien, un moment hésitant, des chefs de l'islam officiel (contestés pour leurs vieux liens avec le KGB), l'ex-premier secrétaire du PC envoyait ses forces de l'ordre mater le Fergana et emprisonner les dirigeants d'Adalat. Cette répression, menée au printemps, devait sembler d'autant plus urgente au président Karimov que des liens se tissaient entre ses opposants et les anti-communistes ou les islamistes qui prenaient le pouvoir au même moment à ses frontières : les Moudjahidines afghans à Kaboul, les « islam-démocrates » tadjiks à Douchanbé, et, un peu plus loin, les « nationalistes-démocrates » en Azerbaïdjan.

Logiquement, l'Ouzbékistan devait être le « domino » suivant. En mai dernier, son président en agita en tout cas ouvertement la menace : M. Karimov appelait les forces armées russes à « garantir la stabilité » de la région face aux menaces « fondamentalistes ». Cet appel, lancé au président Eltsine par lequel un qui avait espéré le succès des putschistes d'août 1991 au Kremlin, fut en fin de compte entendu : le « démocrate » russe vint à l'aide de son ancien ennemi en permettant le retour au pouvoir à Douchanbé, dans le sang d'une guerre civile féroce, des nomenklaturistes tadjiks.

Le retour des « communistes » au pouvoir au Tadjikistan a été soutenu militairement par Tachkent (sous couvert d'« aide humanitaire ») au prix de dizaines de milliers de morts, de centaines de milliers de réfugiés ; et il risque à terme de déstabiliser encore plus largement la région. Mais pour

par des « inconnus » au Kirghizistan voisin où il assistait à une première conférence régionale sur les droits de l'homme, et qui se trouve être aussi le frère du président de Birlik, Abdourakhim Poulatov - lequel a eu le crâne défoncé l'été dernier, également par des « inconnus ».

Les arrestations se sont multipliées depuis l'été, parmi les « démocrates » et surtout, dit-on, parmi les « islamistes », dont un des chefs, Abdollah Outayev, a été emmené de chez lui le 6 décembre, sans que sa famille ait à ce jour reçu de ses nouvelles. Même le parti d'opposition modérée Erk présidé par le poète Molanad Salih, qui fut le deuxième candidat de l'élection présidentielle où il obtint 13 % des voix, est aujourd'hui menacé : un de ses dirigeants a été arrêté, son journal interdit, ses comptes bloqués, ses locaux réquisitionnés et ses militants sommés de désavouer leur parti.

Longtemps accusé par Birlik d'avoir provoqué une scission en son sein sur les instructions d'islam Karimov, M. Salch s'est publiquement solidarisé d'Abdourakhim Poulatov au lendemain de l'agression qu'il a subie et a démissionné du Parlement où au ne lui accordait plus la parole. Mais il ne s'est pas déplacé pour autant au procès de son frère, nous expliquant que le « vrai problème de Birlik, ce n'est pas la répression, mais son absence maintenant quasi-totale de militants ». Il reconnaît que la guerre au Tadjikistan a « beaucoup servi Karimov » et que les Ouzbeks disent maintenant couramment qu'ils « préfèrent la paix à la démocratie ».

Dégradation du niveau de vie

Cela semble aussi être la conclusion de quelques libéraux et opposants qui s'étaient déclarés au sein même de l'establishment. L'un d'eux, l'ex-premier ministre Mirsaidov, fut désormais tout contact en travaillant pour une joint venture. Les autres aussi, « semi-dévenus muets », selon M. Salih, qui, pour sa part, annonce qu'il ne se soumettra pas, qu'il va relancer son journal clandestinement et, « s'il le faut, l'agitation populaire ».

Le problème sans doute est que

ITALIE : assemblée nationale du Parti socialiste italien de 10 au 12 février. - Le Parti socialiste italien (PSI) se réunira en assemblée nationale du 10 au 12 février, afin de tenter de sortir de la grave crise à laquelle il est confronté et de trouver un successeur éventuel à son secrétaire, M. Bettino Craxi, a-t-on appris auprès du PSI (le Monde du 27 janvier). La minorité du parti, conduite par le ministre de la Justice, M. Claudio Martelli, réclamait la convocation d'une telle réunion et la désignation d'un nouveau dirigeant, après l'ouverture en décembre dernier d'une enquête visant M. Craxi, ancien président du Conseil et leader du parti depuis seize ans. - (AFP)

des nouveaux Etats d'Asie centrale, c'est-à-dire après le Kazakhstan et le Kirghizistan considérés comme plus démocratiques. Voudrait-il l'oublier que Washington le lui rappelle à propos du traitement des opposants et en évitant de l'inviter en visite officielle, suivi en cela par les autres Etats occidentaux, à l'exception de l'Australie.

Les relations sont aussi assez tendues avec la Russie. Les médias commencent à dire des choses de désordre, et notamment la première chaîne de télévision - celle de la CEI - qui diffuse en continu le spectacle subversif du grand « désordre démocratique » régnant chez les Russes. Tachkent menace de le remplacer par une télévision commune aux cinq Etats d'Asie centrale.

En attendant, les conseillers du président Karimov épierent encore la façon dont le chaîne de la CEI aura transmis le verdict du procès d'Abdourakhim Poulatov : trois ans de prison lui permettant de bénéficier de l'amnistie décrétée à l'occasion du premier anniversaire de l'indépendance. Un verdict « de clemence », alors que le procureur avait réclamé six ans de prison. Le crime reproché à l'accusé était d'avoir mis dans les mains de trois étudiants, lors des manifestations de janvier 1992, un portrait du président agrémenté d'une légende le qualifiant de « monstre devant ses propres enfants ». Les trois étudiants, soucieux, selon l'avocat admis à l'extrême à plaider, d'éviter eux-mêmes une condamnation, ont chargé Poulatov comme on le leur suggérait, mais en s'embroutillant dans des témoignages successifs et contradictoires. S'estimant en prison d'un Occident et de démocrates qui, à son avis, devaient lui être reconnaissants de s'opposer à la prolifération de l'islamisme, M. Karimov pourra continuer à dénoncer, comme il l'a fait récemment devant le Parlement dans un discours à pleins bras, ces « étrangers » qui ne savent donner que des leçons « et rien d'autre ». Et à exalter le rôle du « Turkmén », dont le cœur ne peut être que l'Ouzbékistan, avec des accents nationalistes lourds de dangers pour l'avenir.

SOPHIE SHIHAB

ASIE

Afghanistan : « la guerre continue... »

Avec ses troupes aux portes de Kaboul, le chef des islamistes exige le remplacement du gouvernement intérimaire

CHARASYAB

de notre envoyé spécial

« Je puis vous donner l'absolue assurance que les roquettes qui tombent sur Kaboul ne sont pas tirées par le Hezb-islami. » C'est le chef incontesté du plus puissant parti fondamentaliste d'Afghanistan, M. Gulbuddin Hekmatyar, qui nous tient ce propos stupéfiant à son quartier général de Charasyab, à 25 kilomètres au sud de la capitale, alors que la bataille avec les gouvernements du général Ahmad Shah Massoud en est à son dixième jour (le Monde du 29 janvier).

L'homme qui s'exprime ainsi en un anglais de bonne qualité est un quadragénaire plutôt petit, aux manières douces, souriant, presque charmeur, soigné avec sa très longue barbe noire à peine piquée de fils blancs, bien mis avec sa parka de couleur claire passée sur un shalwar (pantalonn fluttant) de même nuance. Il porte ce jour-là, au lieu de son traditionnel turban noir, le bonnet « nouzestani », sorte de galette de feutre roulée qu'affectionne son ennemi juré, le ministre de la défense Massoud. Il tourne continuellement un chapelet dans ses mains. La pièce où il travaille est modeste avec un seul luxe : un poêle dégageant une chaleur bienvenue en cette fin d'hiver-midi déjà très froide. Il évite tout qualificatif blessant à l'endroit de ses adversaires, afghans ou étrangers.

A cinq kilomètres du palais présidentiel

Mais qui donc alors lance sur Kaboul ces roquettes meurtrières ? M. Surqui Speen, un important cadre politique du Hezb, nous a expliqué, en un discours torrentiel, que ceux qui bombardent Kaboul sont « les marxistes qui gardent la haute main sur la coalition du président marionnette Rabbani. Ces gens-là détruisent la ville pour pouvoir en rejeter le blâme sur les vrais résistants que nous sommes. Bien sûr, nous tirons sur le palais présidentiel et sur les bâtiments officiels. Mais nos tirs ont une précision au mètre près ».

M. Hekmatyar est toute modération alors que la troisième bataille de Kaboul continue de faire rage au sud de la ville ainsi que, désormais, autour de Pul-e-Charikh, sur la route du Pakistan. Que pense-t-il de la récente proposition du roi Fahd d'Arabie demandant à tous les chefs afghans de signer un « cessez-le-feu » ? « Je suis prêt à signer un cessez-le-feu et pour la négociation. Je suis contre cette guerre qui nous a été imposée. Mais le cessez-le-feu ne peut être qu'un élément d'un accord plus global ».

Quel accord ? « Le régime actuel doit être remplacé par un gouverne-

ment intérimaire accepté par la majorité des partis. Au bout de six mois, des élections devraient avoir lieu, à l'issue desquelles serait constitué le gouvernement définitif. Les partis s'engageraient à ne plus faire usage de leurs armes. Par ailleurs, un conseil acceptable par toutes les formations devra diriger le ministère de la défense et prescrire la constitution de notre future armée islamique. Ainsi la paix reviendrait ».

Ce thème des indispensables élections nous a été martelé également par M. Speen : « Cette exigence ne devrait tout de même pas faire peur aux Occidentaux ! » De fait, M. Hekmatyar, sans doute le seul véritable « animal politique » d'Afghanistan, estime que c'est là sa chance de prendre un pouvoir que le sort des armes, jusque-là, lui a refusé.

Quel bilan le chef du Hezb fait-il des dix premiers jours de cette nouvelle phase de la guerre civile ? « L'offensive lancée par les gouvernements est un échec. Leurs pertes sont très élevées. Leur moral est bas. Ils ont perdu beaucoup de positions importantes. » Il se fait apporter une carte de la région de Kaboul piquetée de petits drapeaux bleus et rouges. Il nous montre la progression de ses troupes au sud-ouest, qui les a menées à moins de 5 kilomètres du palais présidentiel. Il montre aussi la position délicate des gouvernements à Pul-e-Charikh, où le Hezb, maître à présent de l'ancienne route menant au Pakistan, a gagné un accès stratégique vers la capitale.

Le matin même, nous avions pu vérifier l'extrême tension régnant en cette zone parmi les tankistes du commandant Sidiquallah, un Pashtoun récemment rallié au général Massoud contre l'avis du chef de son parti, le Harkat. De fait, les gouvernements étaient encerclés par les Hezbis dans l'ancienne prison de Pul-e-Charikh.

Quelles sont les relations du Hezb avec les chefs du Wahdat, qui ont lancé un nouvel assaut, dans la nuit de jeudi à vendredi, contre l'hôtel Continental, à 3 kilomètres au nord de Kaboul ? « Elles sont normales. Nous avons eu nos problèmes. Mais à présent ça va bien ».

Quelle perception M. Hekmatyar a-t-il de la situation présente ? « Nos adversaires ont un seul allié, le Harkat (pro-saoudien). Le groupe qui leur a permis d'arriver au pouvoir, dirigé par Rashid Dostum (chef de milice ouzbek ex-communiste), s'est désarmé et déclaré neutre. Les autres partis islamiques sont contre le Jamiat. Ils n'ont plus que le soutien des seuls communistes de Babrak-Karmal. » Est-il, dès lors, prêt à investir Kaboul ? « On n'y pense même pas ! Notre seul objectif est une solution politique. C'est à Massoud, à Rabbani, de cesser enfin d'accaparer le pouvoir ».

Se sent-il encore en « guerre sainte » contre des adversaires,

musulmans comme lui ? « Nous n'avons pas seulement combattu les Soviétiques. Nous nous sommes dressés pour un Afghanistan libre et pacifique, pour un gouvernement islamique élu par le peuple. Ces objectifs ne sont visiblement pas atteints. La guerre continue ».

Comment, par ailleurs, M. Hekmatyar peut-il accuser ses adversaires d'être sous la coupe des communistes alors que lui-même a récupéré nombre d'officiers de la tendance Khalq de l'ex-PC afghan, qui comptent aujourd'hui parmi ses meilleurs chefs militaires ? « Nous les avons acceptés à titre individuel, mettant à profit l'amnistie générale. Mais faire un gouvernement de coalition avec eux, comme Rabbani l'a fait, c'est une tout autre affaire ».

Les Américains « n'aiment pas l'islam »

Que pensent-ils enfin des Occidentaux qui l'ont tellement aidé durant l'occupation soviétique, et singulièrement les Etats-Unis ?

« D'abord, ils ont aidé le Jamiat plus que nous ! Ils ont favorisé la création d'une multitude de partis pour qu'il en résulte un vide politique. Aujourd'hui, il est clair que les Etats-Unis préfèrent partout les communistes aux islamistes. Regardez ce qui se passe en Asie centrale : voyez la Bosnie, l'Algérie, l'Egypte, la Palestine, le Tadjikistan... Ils préfèrent même un régime militaire à des élections comme en Algérie ou en Afghanistan. Qu'un gouvernement islamique arrive au pouvoir par la volonté du peuple est inacceptable pour eux ».

L'entretien s'achève là. Sur la route du retour, dans une campagne désertée, nous arrivons en un lieu dit Sia-Bini, 15 kilomètres avant Kaboul. C'est le crépuscule. Nous passons à côté de trois camions portant chacun une batterie de quarante roquettes. Quatre d'entre elles s'envolent avec un bruit fracassant en direction de Pul-e-Charikh. Un peu plus tard, Radio-Kaboul annoncera que cinquante-trois de ces engins sont tombés sur la ville jeudi. Ils n'ont fait seize morts.

JEAN-PIERRE CLERC

BANGLADESH : reprise du rapatriement des réfugiés birmanes. - Le rapatriement de 270 000 réfugiés musulmans birmanes (ou Rohingyas), suspendu depuis le 16 janvier, va reprendre d'ici la fin du mois sous le contrôle des Nations unies, a-t-on appris de sources officielles à Dacca, jeudi 28 janvier. Cette annonce intervient au lendemain d'une rencontre entre le ministre bangladais des affaires étrangères et le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali. - (AFP)

AMÉRIQUES

NICARAGUA

La destitution du contrôleur général accroît la tension entre M^{me} Chamorro et ses anciens alliés

SAN-JOSÉ (Costa-Rica)

de notre correspondant en Amérique centrale

Les relations entre la présidente du Nicaragua, M^{me} Violeta Chamorro, et la coalition qui l'a portée au pouvoir se sont encore dégradées avec le vote par l'Assemblée nationale, jeudi 28 janvier, de la destitution du contrôleur général de la République, M. Guillermo Potoy, qui a aussitôt réagi en affirmant que cette décision était « illégale » et qu'il allait porter l'affaire devant la Cour suprême.

Sans que cela constitue une surprise, M^{me} Chamorro a finalement choisi de se débarrasser de celui qui, la semaine dernière, avait osé destituer son gendre, M. Antonio Lacayo, le tout-puissant ministre de la présidence. Estimant que celui-ci avait eu part de « responsabilité administrative » dans une fraude de plus d'un million de dollars commise par l'un de ses adjoints, M. Potoy avait engagé

une partie de bras de fer qu'il était sûr de perdre. Après avoir ignoré la destitution de son gendre, qu'elle estimait « inconstitutionnelle », M^{me} Chamorro a contre-attaqué en l'accusant d'« usurpation de fonctions et d'abus de pouvoir ».

Le vote du Parlement confirme le renversement d'alliance opéré, début janvier, par la présidente, qui compte désormais sur l'appui des trente-neuf députés sandinistes et de neuf transfuges de l'Union nationale d'opposition (UNO), vaste coalition alliant des communistes aux conservateurs. Quarante-trois élus de l'UNO et un indépendant sont, en revanche, passés à l'opposition ouverte.

L'alliance entre M. Lacayo et les sandinistes a suscité des réactions violemment hostiles, y compris au sein du quotidien la Prensa, qui appartient pourtant à M^{me} Chamorro, et dont la présidente n'est autre que sa fille Christiana, l'épouse du ministre. Cela n'a pas empêché le directeur du journal, le

poète Pablo-Antonio Cuadra, de dénoncer à la « une » mercredi le glissement progressif vers une dictature qui, dit-il en substance, ressemble de plus en plus à celle de la famille Somoza, renversée par les sandinistes en 1979.

M. Cuadra reproche notamment à M. Lacayo de mener de nouveau le pays vers la guerre civile et d'être totalement soumis au chef de l'armée, le général Humberto Ortega, que M^{me} Chamorro a maintenu dans ses fonctions malgré la défaite électorale des sandinistes et les protestations des anciens « contras ». Un millier d'entre eux ont repris les armes pour exiger l'application des accords de paix signés en 1990 et le départ du général Ortega. Refusant toute négociation avec ceux qu'il appelle des « bandits de grand chemin », M. Lacayo leur a donné jusqu'au 31 janvier pour se rendre.

BERTRAND DE LA GRANGE

مجلس الامم المتحدة

ESPACE EUROPEEN

La politique de développement en quête d'efficacité

Les contradictions et les rivalités entre les Etats membres gênent une aide communautaire pourtant généreuse commencée après la décolonisation

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

PLUS de 20 000 marines font la police en Somalie pour permettre d'alimenter une population malmenée par la guerre civile. A côté, quelques milliers de soldats européens jouent les auxiliaires. Les Etats-Unis, dont l'intérêt géopolitique pour l'Afrique s'était pourtant émoussé, affectionnent cette posture de gardien du nouvel ordre mondial.

Même relative, la carence des Européens est spectaculaire autant que frustrante. Car la Communauté et ses Etats membres, certes de manière trop discrète, apportent une aide considérable au développement du tiers-monde et singulièrement de l'Afrique, aide très supérieure à celle fournie par les Etats-Unis ou le Japon.

Cet effort, qui se chiffre à près de 4 milliards d'écus par an (1 écu = 6,70 F), auxquels il faut ajouter environ 1 milliard d'écus en aide alimentaire et aide d'urgence, n'a jamais fait défaut. Au moins jusqu'à ce jour, la nécessité d'aider l'Est après l'effondrement du communisme ne s'est d'aucune manière traduite par un recul des concours consentis aux pays pauvres.

Cette conscience est d'autant plus grande que les pays du tiers-monde ont la politique mise en œuvre par la Communauté sont décevants, sans qu'il faille forcément lui en imputer la faute. En Afrique, où ces engagements sont les plus importants, on constate que la croissance de l'Europe n'est toujours pas au débouché pour le tiers-monde : la part des pays en voie de développement (PVD) dans le commerce de l'Europe n'est que d'environ 10 % et l'Europe n'atteignait que 40 % en 1960, représentant à peine 30 % aujourd'hui. L'aide-projet, qui est au cœur de l'action communautaire, fait l'objet de multiples critiques ; on lui reproche d'être en fait une aide d'appoint, d'être en compte les coûts de fonctionnement. Les mécanismes mis en place dans la convention de Lomé (Stabex, Sysmin) pour atténuer les dépréciations des termes de l'échange n'atteignent leur objectif que partiellement.

Ces déconvenues, combinées à la liberté d'action retrouvée depuis que les PVD ont cessé d'être un enjeu stratégique dans l'affrontement Est-Ouest, ont conduit les

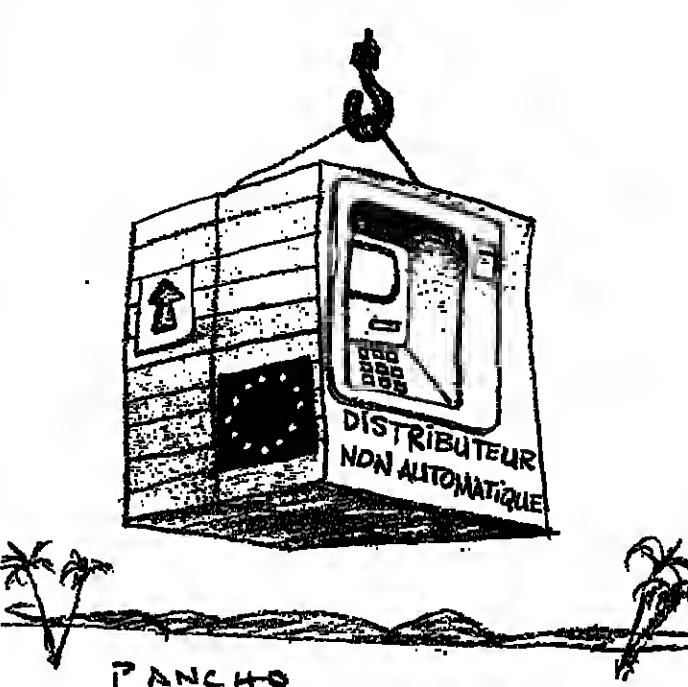
Douze à infléchir leur stratégie, à commencer à poser des conditions à la fois économiques (rétablissement des principaux équilibres) et politiques (respect des droits de l'homme) à la poursuite de leur aide.

Mais cette évolution est lente et les Etats membres, jaloux de leurs prérogatives, ne la favorisent pas. Pour être efficace, la politique de développement, tout en conservant sa spécificité, devrait être une composante de la politique extérieure. C'est ce que le ministre M. Henri Saby, président de la commission de développement du Parlement européen, dénonce l'absence d'objectifs politiques de la CEE, l'absence de politique globale. A cet égard, il rappelle Massigli, l'auteur ouvert que des perspectives limitées : la politique de la Communauté, y lit-on, est « *complémentaire* » de celles menées par les Etats membres ; une formulation peu mobilisatrice et qui vient confirmer l'absence de quelle les Douze s'inspirent guère à une vraie politique commune.

Cette situation provoque un malaise. L'action de la Communauté est contestée, même si le bilan ne comporte pas que des zones d'ombre (« S'il n'y avait pas eu Lomé, les deux tiers de l'Afrique seraient à feu et à sang », note M. Saby). On énonce certes de nouvelles orientations, mais sans définir le mode d'emploi, si bien que la seule référence demeure la politique du FMI et de la Banque mondiale.

**De Yaoundé
à Lomé**

Le départ théâtral, début janvier, de la « Diète » Frisch, directeur général de la « S » (Société suisse de développement de la Commission), au-delà d'une incompatibilité d'humeur avec le commissaire Manuel Marin, illustre cet sentiment d'incohérence. La puissante machine suisse, qui compte dans son effectif (un millier de fonctionnaires possédant expérience et compétence) a besoin d'être remotivée. Le calendrier fournit l'occasion de compléter la réforme amorcée : le 1^{er} janvier, première étape financière de la réforme, couvre la période 1990-1994, et la négociation du second vaudra bientôt devoir être engagée. Les orientations décisives pour l'Amérique latine et l'Asie arrivent en 1993, sous le titre de « *protocoles méditerranéens* » (1994 à 1996). Dans les années 1994 à 1996,



la Communauté sera donc amenée à revoir ses relations avec l'ensemble des PVD. Une échéance à préparer sans attendre pour que la politique de développement s'échappe enfin de la période post-coloniale.

C'est ainsi que tout a commencé. Le Marché commun est né en pleine phase de décolonisation. La France et la Belgique avaient le souci de ne pas couper les liens avec leurs anciennes possessions d'outre-mer. En 1954 a été signée la convention de Evian. En Yaoundé est distribué aux Etats africains, principalement francophones, à la suite de l'adhésion de la Grande-Bretagne, la convention fut élargie aux anciennes colonies britanniques d'Afrique, mais aussi des Caraïbes et du Pacifique; et fut Lomé-I, reconduite trois fois depuis, et à laquelle se sont joints les anciens territoires portugais.

Les instruments de la convention
sont variés. Moyennant quelques
rares exceptions, le lien existant
aux marchés des Douze est assuré
pour les produits agricoles et industriels
des pays ACP (Afrique-Caraïbes-
Pacifique). L'aide financière -
importante - constituée pour l'essen-
tiel de dons, a été régulièrement
réévaluée. Ainsi l'effort financier

dionaux trop démunis, se sont décidés à donner un coup de peinture aux accords conelus une vingtaine d'années plus tôt. Qualifiée de « politique méditerranéenne renouée », l'opération a consisté à sensiblement accroître l'aide financière au cours de la période 1992-1996. Elle a été portée à 4,4 milliards d'écus, dont environ 40 % (moins que dans Lomé) sous forme de dons.

Pour illustrer sa volonté de favoriser la coopération régionale, notamment au sein de l'Union du Maghreb arabe (UMA), le président regroupé depuis 1989 l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et la Libye), la CEE avait annoncé qu'une partie de ces crédits seraient affectés à des projets « horizontaux » : c'est-à-dire donc plusieurs pays de la zone. Les deux dernières fêtes voilà deux ans sont tombées. Les accords de coopération vivent cabi-cabi et ne peuvent être considérés comme un facteur de rapprochement déterminant entre l'Europe et ses voisins méditerranéens. L'Union européenne ne débouche pas tout tant que les conflits et tensions qui divisent la zone ne seront pas réglés », commente un diplomate français. Sur le plan politique, le rôle de la Communauté, acteur mineur dans le processus de paix au Proche-Orient, est en outre en recul. L'Union, aurait tendance à régresser par rapport à ce qu'elle était au début des années 80...

La Grande-Bretagne souhaitait que la Communauté contribue au maintien de ses liens avec ses anciennes possessions d'Asie, d'Italie, et d'ailleurs, et notamment l'Espagne et le Portugal lorsqu'ils ont adhéré, regardant vers l'Amérique latine.

La politique de coopération de la CEE a été progressivement étendue à ces deux continents, l'aide financière étant toujours en nette augmentation. Les 27 milliards de francs pour la période 1992-1996, dont les deux tiers pour l'Asie, étant légalement réservés aux pays les plus pauvres.

concurrentes belclésiennes, italiennes ou françaises. Mais les relations historiques ne suffisent pas à expliquer ce déséquilibre. Par ailleurs, les Espagnols admettent que leurs liens économiques avec l'Amérique latine, de surcroît de plus en plus incluse dans la zone d'expansion des États-Unis, demeurent modestes et ne justifient donc pas une réorientation de l'aide européenne à son profit.

La conditionnalité de l'aide communautaire sera sans doute renforcée. « Nous ne pouvons demander aux États de continuer à financer des infrastructures des mosquées en or », s'exclame M. Cabay. L'idée qu'il y a corrélation entre droits de l'homme, démocratie et développement, inscrite en bonne place dans « Lomé-IV », appartient désormais à l'acquis communautaire et est effectivement mise en œuvre. A entendre M. Marin, qui a beaucoup fait pour que cette moralisation entre dans les faits, les régimes fondamentalistes islamiques, « qu'il faut combattre », pourraient bientôt en faire les frais.

**40 % du budget
du HCR**

L'ajustement structurel, autre innovation de Lomé-IV, dont l'objet est de permettre, y compris grâce à des aides de trésorerie, une remise en état de marche des économies, implique un élément important de conditionnalité. Cette expérience sera amplifiée. La Communauté peut réclamer, par exemple, lorsqu'elle intervient de la sorte, un redéploiement du budget du pays bénéficiaire de l'ajustement structurel au profit des dépenses de santé ou d'éducation. Selon plusieurs de nos interlocuteurs bruxellois, ce souci de l'homme pourrait donner lieu à une originalité de l'action communautaire, par rapport aux orientations plus résolument libérales de la Banque mondiale.

Les projets, pour bénéficier d'un financement de Bruxelles, doivent de plus en plus s'inscrire dans des politiques sectorielles efficaces. « Le dialogue est plus franc avec nos partenaires officiels; on évoque plus facilement qu'autrefois les problèmes d'incompétence, de corruption; personne ne s'étourdit de voir la mise en œuvre d'un programme indicatif être ralentie parce que les conditions posées ne sont pas respectées », raconte un fonctionnaire.

Le traité de Maastricht, aussi intitulé « traité de l'Union européenne », a pour objet la coordination, sur une base politique, des développements menés aux niveaux national et communautaire. L'aide spécifiquement européenne ne représente que 14 % des transferts consentis par la CEE et ses Etats membres au profit du tiers-monde. Mieux rassembler ces efforts, ce qui ne signifie pas les doubler, est certainement nécessaire pour que l'Union européenne puisse aujourd'hui absent. « La CEE et ses Etats membres fournissent 40 % du budget du HCR : qui le sait ? Cette extrême discrétion, cette absence de politique d'image, font que la Communauté est à peine présente dans les postes de direction de telles organisations », s'insurge un collaborateur de la sorte une des contradictions caractérisant l'attitude des Etats membres à l'égard de la Communauté. Peut-on lui reprocher une relative inefficacité et, dans le même temps, au nom de la sauvegarde de la souveraineté nationale, une certaine « action négative », internationale, au mieux c'est-à-dire, de façon contradictoire, les moyens dont on dispose ?

PHILIPPE LEMAITRE

De bons Samaritains méconnus

Lo CEE est le premier soutien des populations du tiers-monde

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Ly a apparemment un « effet Kouchner » jusque dans l'univers feutré de l'eurocratie. Grand dispensaire d'aides financières et médicales, et autres aux nombreuses populations ayant besoin d'une assistance d'urgence, la Commission souffre de la façon relativement anonyme dont se sont effectués ces dons ces dernières années. Elle ne se souvient pas de l'existence d'aucuns, à Bruxelles, appellent le « *bataillage médiatique* » de certains Samaritains. La création récente d'un Office européen d'aide humanitaire d'urgence (ECHO) vise, avoue-t-on dans le galimatias local, à « *renforcer la coopération* » (c'est-à-dire l'action). Ce qui veut dire qu'il y avait les trente-sept pays qui, en 1992, ont bénéficié des secours du premier docteur mondial devraient pouvoir identifier plus facilement leur principal fournisseur et ne pas confondre le fournisseur et le transporteur, par exemple.

Cependant, le transfert d'une quarantaine de personnes, détachées d'autres services, dans des bureaux flamboyants neufs affectés à ECHO, ne résulte pas seulement de la quête universelle d'« image ». Depuis 1970, l'aide humanitaire de la Communauté européenne n'a cessé de croître : 330 millions d'écus en 1987, 510 millions en 1990, 800 millions en 1991. Provenant de budgets divers, elle était gérée par des services nombreux, ayant parfois une approche diffé-

rente des problèmes. Le regroupement des actions d'urgence sous la responsabilité d'un office unique devrait augmenter l'efficacité et réduire les coûts.

Chaque cyclone dans le Pacifique, chaque afflux de réfugiés à la suite d'un conflit en Afrique noire, chaque création de camps en raison d'une nouvelle famioe, chaque convulsion dans l'ex-Yougoslavie mobilise la Communauté, oblige ses hommes à faire de subtils distinguos, à évaluer les besoins immédiats et urgents (1 milliard de francs prévus pour 1993) son « aide alimentaire » (3,8 milliards), sa « réserve d'aide humanitaire » (1,4 milliard). Sans parler des « autres actions spécifiques » : « coopération technique avec les pays en développement » (1 milliard), une aide d'urgence qu'on n'appelle pas par son nom pour des raisons diplomatiques ; « aide aux territoires occupés et aux réfugiés de Cisjordanie et Gaza » (300 millions) ; « promotion de la démocratie » (1 milliard), tel l'envoi de juristes et d'observateurs internationaux (110 millions). Une forêt de chiffres qui masque parfois l'essentiel, par exemple que la Communauté est le principal contributeur du HCR (22,2 %), ou que 10 % de l'un des quatre des contributions directes de chaque des Douzel.

**Partenariat
avec les autres organisations**

En général, la Commission fournit l'aide mais ne la distribue pas directement, d'où le fameux « manque de visibilité ». Pour se procurer les aliments ou objets nécessaires,

elle lance des appels d'office, quand il s'agit de sommes d'argent importantes ou signe des contrats de gré, ce qui fait gagner du profit. Au bout de la chaîne, toutefois, les organisations internationales (HCR, PAM, etc.), les organisations humanitaires (MSF et autres) et les ONG qui sont sur le terrain. Le frame yougoslave a conduit la Commission européenne à financer un personnel dans la mise en œuvre des secours. Par exemple, vingt «logisticiens» se trouvent à Zagreb, dans le cadre de la «task force» créée en août récent depuis Birmingham. Depuis septembre, les équipes de secours humanitaires dans l'ex-Yougoslavie a atteint 200 unités d'écus. La dernière initiative, le 18 janvier, a été l'envoi de 325 000 colis de secours, d'une valeur totale de 8,3 millions d'écus, pour divers réfugiés. ECHO a mis sur pied une équipe de 15 personnes au Belgrade pour coordonner la distribution en coopération avec le HCR et les Croix-Rouge serbe et monténégrine. Toutefois, la politique générale de la Commission n'est pas de se substituer aux autres organisations humanitaires et aux ONG, malgré les craintes de certaines de ces dernières.

« La subsidiarité doit jouer aussi dans l'aide humanitaire, affirme M. Santiago Gomez-Reino, l'Espagnol qui vient d'être nommé à la direction d'ECHO. Il faut codifier nos relations avec les autres organisations, clarifier les obligations de chacun. Nous négocions des accords de partenariat depuis deux mois. Les premiers pourraient être signés en mars. Je voudrais que les autres opérateurs soient fiers de travailler

*pour nous, sans renoncer à leur
logo.»*

Autre préoccupation de M. Gomez-Reino, qui travailla longtemps dans le cabinet du commissaire Mario, avant d'être octroyé au Zimbabwe pour la Commission : « Nous devons mettre en œuvre des programmes pour prévenir les catastrophes, en coopération avec les pays sensibles pour avoir une réponse plus rapide. La Communauté peut réagir en vingt-quatre heures aux demandes de l'UNEP, mais nous ne sommes pas des Nations unies pour les secours de catastrophe. L'idée de M. Gomez-Reino est de perfectionner le système en constituant aussi des stocks alimentaires dans des endroits stratégiques. L'Organisation, en accord avec les Etats-membres, près de ports et d'aéroports, d'où l'aide pourrait être acheminée directement en cas d'ur-

A la différence de l'aide au développement, l'aide humanitaire est fournie sans considérations politiques. Les populations ne doivent pas être punies pour les fautes des dirigeants qu'elles se sont données ou qu'elles subissent. Beau principe. Mais, devant les besoins croissants, on peut se demander si la Communauté doit idéologiquement jouer les médecins et les pompiers volants sans une réflexion sur l'aide au développement et les relations diplomatiques des Douze avec des gouvernements incapables ou assassins.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

CADEAU:
Un pack lors de
l'achat d'un
MACINTOSH
(Boîte POSSO +
disquettes + un
cable souris)

Mac Si 5/40
+ Erran Apple 14" coul. + Clavier étendu
L'imprimante
DeskWriter COULEUR:
13490F ht

TEL: (1) 46-58 11 00

COMPUTER BENCH
APPLE CENTER 4000 MONTREAL A.7.12
13, R. AMBROISE CROIXAIT
94500 VILLEJUIF

1500m²
D'EXPOSITION

PARKING
CLIENTS
& VISITEURS

4000 PRODUITS MAC

FAX: (1) 46-78 19 11

LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT
EN QUÊTE D'EFFICACITÉ

ESPACE EUROPEEN

Surenchère bureaucratique au Kenya

L'aide de la CEE obéit à des critères administratifs
qui renforcent les rigidités locales au lieu d'encourager les initiatives décentralisées

NAIROBI

de notre correspondant

L'ASSISTANCE de la Communauté économique européenne au Kenya a été réduite ces dernières années, alors que l'enveloppe financière allouée dans le cadre des conventions de Lomé augmente régulièrement. Les retards dans la réalisation des programmes sont la conséquence de l'inefficacité de la bureaucratie kenyane mais aussi des procédures parfois paralysantes de Bruxelles, auxquelles s'ajoutent, depuis novembre 1991, le gel de certaines aides décidées par les donateurs.

Ainsi, au moment de la signature du septième Fonds européen de développement (FED) en 1991, la moitié du sixième FED (1986-1990) n'avait-elle pas encore été déboursée, bien que la quasi-totalité du montant ait correspondu à des projets précis. Mis au point par le gouvernement kenyan et les experts européens, le programme indicatif national (PIN) définit les priorités qui seront financées par le FED. Dans la quatrième convention de Lomé (1991-1995), le Kenya s'est vu attribuer 140 millions d'euros (environ 550 millions de francs), une augmentation de 12 millions d'euros par rapport au plan précédent.

Cette aide liée à des programmes ne représente que 50 % environ du total des aides allouées au Kenya par la Commission pour

la même période : l'autre moitié est affectée au soutien du programme d'ajustement structurel, au mécanisme de stabilisation des recettes d'exportations (STABEX) et aux aides d'urgence.

Comme durant le précédent exercice, l'accent est mis sur la réforme du secteur cérélier (65 millions d'euros). À l'origine du projet, en 1986, l'idée était de libérer un secteur économique d'importance primordiale, qu'un étroit contrôle étatique rendait notoirement inefficace, pour lui permettre de s'adapter plus facilement aux variations du marché.

La libéralisation
du commerce agricole

Une des priorités du programme était la privatisation du commerce du maïs, qui se heurte toutefois aux réticences des autorités, peu enclines à se dessaisir de cette activité stratégique. Vers la fin de 1990, les délégués européens notaient un progrès, avec l'augmentation des licences d'acheteurs locaux, mais la tendance s'est ralentie, puis totalement inversée, à l'approche des élections générales de décembre 1992, en dépit des engagements du gouvernement inscrits dans la convention de financement du programme.

En effet, la période électorale n'incite guère les autorités à abandonner le contrôle des prix sur un produit de première nécessité, ou les versements aux producteurs de la Rift Valley, fidèles partisans du gouvernement. L'Of-

fice national cérélier (NCPB) a donc remis la main sur la plus grande partie du secteur.

L'échec relatif de ce plan de réforme tient aussi au détournement des subventions du fonds de roulement destiné à amortir les fluctuations des prix. En fait, cet argent, géré par l'État kenyan, a surtout servi à soutenir les prix aux producteurs et à subventionner la vente aux consommateurs, en contradiction avec les mécanismes du marché. L'an dernier, environ 2 milliards de shillings kenyans y auraient été engloutis, ce qui représente près de 10 % du déficit budgétaire de l'exercice 1992.

« C'est la résultante d'une gestion par deux administrations bureaucratiques, dans laquelle la base (dans ce cas, les associations de producteurs, de ministres ou de commerçants) n'est jamais consultée », estime un conseiller de la CEE.

L'aide européenne à la privatisation de l'économie kenyane s'étend maintenant au secteur industriel. Devant l'insistance des donateurs, le gouvernement s'est décidé à établir la liste de quelques deux cent cinquante sociétés publiques ou parapubliques à privatiser (en excluant une trentaine d'entreprises « stratégiques »).

La Communauté va aider pendant quatre ans une entreprise de gestion qui s'est vu confier la réhabilitation des « canards boiteux » en vue de leur privatisation. La firme Rehabilitation Advisory

Services (RAS), qui compte trois postes de conseillers étrangers financés par le FED, a récemment restructuré une fabrique de textile de la région de Nanyuki. Alors qu'elle accusait des pertes de 3 millions de shillings kenyans par mois, cette société est passée en dix mois à 1 million de SK de bénéfices pour un chiffre d'affaires mensuel de 20 millions de SK. Et cela sans licencier un seul employé ni investir dans des machines plus performantes. « La mauvaise gestion, le manque de formation commerciale des responsables, mais aussi les détournements de fonds, expliquent les déficits précédents », reconnaît Geoffrey Cowley, gérant de Moun-tex, appointé par RAS. Grâce à la garantie européenne, RAS bénéficie d'un atout précieux pour l'accomplissement de sa mission : un compte de devises qui échappe aux réglementations locales.

Le dynamisme
des fermiers

Les micro-projets sont un autre exemple d'aide au développement où l'Etat n'est plus le seul interlocuteur de la CEE. Ils ont des chances de réussir si les communautés locales concernées (agriculteurs, parents d'élèves...) savent s'organiser pour les faire aboutir. Par exemple, le projet d'adduction d'eau potable de Kerariri (30 000 bénéficiaires), dans la région d'Embu, a été achevé avant la date prévue grâce au dynamisme des fermiers qui ont pris en

charge, selon les termes du contrat, le creusement de 70 kilomètres de tranchées (750 paysans en moyenne travaillaient chaque jour sur le chantier) et la construction du bâtiment communautaire.

Dans cette région fertile, à haut potentiel agricole, le bénéfice de l'opération est visible. Désormais, les femmes peuvent consacrer à des travaux productifs le temps qu'elles passaient à puiser de l'eau. La CEE a financé le matériel d'adduction, la construction des réservoirs et les indemnités des experts du ministère de l'eau, déposés sur le terrain.

La lutte
contre le sida

Confrontée aux irrégularités ou aux lenteurs administratives, la Commission a posé ses conditions et multiplié les contrôles. Un sur-saut de rigueur, calqué sur l'attitude des donateurs du Club de Paris, a entraîné un ralentissement des versements qui, pour 1992, n'ont pas dépassé 25 millions d'euros (soit le moitié des prévisions).

Les sommes attribuées au STABEX en 1992 (30 millions d'euros) ont été gelées dans l'attente d'une proposition acceptable de partenaire kenyan. Tout récemment, pour débloquent cette situation, le gouvernement et la Commission ont mis sur pied, à l'aide de ces fonds STABEX, un programme d'importation d'engrais, qui pourrait composer le gel des crédits liés au programme agricole de la

Banque mondiale. Et tirer d'embarras des milliers de paysans frappés par la sécheresse de ces dernières saisons. Cette initiative européenne, qui tient compte de l'urgence en court-circuitant le « train-train » des procédures, vient aussi au secours d'un secteur fournissant l'essentiel des ressources en devises (de plus en plus rares) du pays.

Autre action d'urgence qui a peut-être échappé aux procédures administratives : les programmes de lutte contre le sida. Ceux-ci dépendaient de trois ministères kenyans (ceux des finances, de la santé et du gouvernement local) jusqu'à ce qu'un responsable du ministère des finances confie à ses partenaires européens la gestion des fonds du programme. Celui-ci sera sans doute géré par des chercheurs de l'université de Gend en Belgique pour un projet de « style ONG », mieux adapté au terrain.

« L'esprit de la convention de Lomé, c'est-à-dire l'égalité des partenaires dans une gestion du développement, s'est perdu dans l'inertie des bureaucraties », estime un observateur. Au vu de ces expériences, il est tentant de conclure que l'assistance européenne au Kenya devrait, pour réussir, évoluer vers une coopération libérée des carcasses administratives et tournée vers une coopération plus décentralisée.

JEAN HÉLÈNE

Manuel Marin,
un commissaire contesté

STRASBOURG

de notre correspondant

« C'est un psychopathe. » Claude Cheysson (PS), aujourd'hui parlementaire européen, ne cache pas son peu de sympathie pour Manuel Marin (socialiste espagnol), vice-président de la Commission de Bruxelles chargé du développement. L'ancien ministre des relations extérieures, qui a longtemps été commissaire européen au poste qu'occupe depuis 1989 Manuel Marin, se fait ainsi le porte-parole de la vieille garde de la direction générale du développement (DG VIII). Les fonctionnaires de ce secteur précisent : « Le commissaire est persuadé qu'il existe une mafia française qui mène au sein de la DG VIII et alors il développe une méfiance maladroite. » Un haut responsable rajoute : « Le vice-président n'a pas encore fini de grandir. »

La tension s'est accrue avec la démission de Dieter Fricke (Allemand) au début de l'année. Le directeur général a adressé une lettre à tous les fonctionnaires en poste à Bruxelles et dans les délégations auprès des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) pour expliquer pourquoi, après trente-cinq ans de bons et loyaux services, il quitte la Commission avant d'atteindre la limite d'âge. Il ne pouvait être plus clair : « Mes relations de travail avec le vice-président Marin se sont dégradées au fil des années, à un point qui ne me permet plus d'assurer de manière responsable mes fonctions (...). Disons qu'il y a incompatibilité de tempérament et de caractères, davantage que des divergences de fond. »

La question de sa succession n'est pas réglée. Philippe Soubelet (Français), directeur-général adjoint et directeur de cabinet de Claude Cheysson lorsque ce dernier était responsable des conventions de Lomé, est sur les rangs. Manifestement, Manuel Marin ne songe pas un seul instant à lui. Le commissaire est réticent à parler de « l'affaire Fricke ». Pourtant, il finit par évoquer « le dernier des Mohicans qui n'a jamais occupé le petit poste ». Manuel Marin est arrivé à Bruxelles en 1988, au moment de l'adhésion de l'Espagne, à l'âge de trente-six ans. Il a eu pendant trois ans le portefeuille des affaires sociales, où il eut à gérer « une situation terriblement » et essuya, impuissant, un « divorce » entre la PSOE et

l'UGT, la première grève générale, en 1988, sous le gouvernement de Felipe. »

À partir de 1989, le vice-président espagnol s'est occupé de la fois de la convention CEE-ACP et de la politique commune de la pêche – cette dernière tâche ayant été pour lui un « calvaire ». Aujourd'hui, il en retire une grande satisfaction : « J'ai tout de même réussi à maintenir la paix dans un secteur très conflictuel. »

Le « calvaire »

du dossier de la pêche

Depuis le début de l'année, il est en charge des relations de la Communauté avec l'ensemble du tiers-monde. « C'est vrai que j'ai beaucoup travaillé, mais j'ai aussi beaucoup appris », déclare-t-il sous forme d'auto-critique. « Je suis déterminé à me faire respecter, malgré mes quarante-trois ans, et je n'ai aucunement l'intention de me laisser déstabiliser par l'agitation actuelle. » Il conclut son message en affirmant : « J'ai découvert le monde de la coopération et maintenant j'y suis attaché. J'accomplirai ma tâche en luttant pour mes idées sans oublier que je suis espagnol. » Dans son entourage, et la remarque n'est pas innocente, on relève : « En 1989, quand Marin est arrivé à Lomé, les entreprises espagnoles détenaient 1,9 % des marchés financiers du Fonds européen de développement ; en 1991, cette part n'était que de 1,7 %. »

La commissaire n'est pas seulement soutenu par ses proches. Au Parlement européen, beaucoup s'indignent des accès de violence de Henri Sebby (PS), président de la commission du développement et de la coopération, est de ceux-là. « Certes, ce n'est pas un diplomate, estime-t-il, mais il a au moins le mérite de redonner vie à une véritable politique communautaire à l'égard du tiers-monde, notamment de l'Afrique. » « Dans des conditions difficiles, conclut-il, il a travaillé plutôt avec succès. » Jean-Paul Benoit (PS) insiste aussi sur l'absence de vision de la Communauté dans sa politique à l'égard des pays en développement. « Après tout, finit-il par dire, la France n'avait pas à se mettre sur la touche dans un secteur d'une telle importance. »

M. S.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le Vietnam communiste s'engage dans la voie des réformes avec dix ans de retard sur la Chine. Le Laos s'ouvre prodromiquement à l'Occident. Le Cambodge cherche désespérément à retrouver la paix et à faire repartir une économie complètement sinistrée.

Not de pauvreté dans un Extrême-Orient qui renoue avec la croissance, voire, parfois, avec la prospérité, les trois pays de la péninsule indochinoise ne bénéficient guère de l'aide internationale et, il y a peu, semblaient oubliés par l'Europe qui, après avoir plié bagages à la suite de l'intervention vietnamite au Cambodge, hésite à s'y engager de nouveau. Le Parlement européen, qui plaide volontiers pour une plus forte présence communautaire en Asie – « le Cendillon de l'aide communautaire », regrette-t-on à Bruxelles – s'est à plusieurs reprises élevé contre une telle pusillanimité.

Jusqu'à un certain point, il e réussi à se faire entendre si bien que les experts des Douze retrouvent peu à peu le chemin de Hanoï ou de Phnom-Penh. La CEE a rétabli des relations diplomatiques avec le Vietnam en novembre 1990 et, depuis juillet 1991, finance un programme dont l'objet est de favoriser le retour des boat people réfugiés à Hongkong et dans les autres camps du Sud-Est asiatique. Un concours qui est le bienvenu, alors que l'embargo imposé par les États-Unis (et dont on espère à Hanoï qu'il sera levé par l'administration Clinton) bloque très largement l'aide internationale.

La France
à la traîne

Après une phase expérimentale qui a duré un an, le programme mis en œuvre sous la direction de la CEE vise à créer 80 000 emplois, surtout dans la petite industrie et l'artisanat. Il s'écroule sur environ deux ans. Son coût est évalué à 90 millions d'euros, ce qui représente une contribution de 20 millions d'euros du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) qui prend en charge les rapatriements.

La Communauté a déjà mobilisé 35 millions d'euros, mais elle éprouve des difficultés à rassembler le complément nécessaire. Le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège participent, chèrement, à l'entreprise, qu'en revanche boudent les Français. Peut-être le proba-

Retour en Indochine

La Communauté s'intéresse de nouveau à l'Asie longtemps oubliée

voyage de François Mitterrand, sera-t-il l'occasion d'un changement d'attitude.

L'opération a pour objectif, non seulement de rapatrier des réfugiés, mais aussi de contribuer au développement du pays et à son insertion progressive dans l'économie de marché. Dans cette optique, la CEE a obtenu des autorités de Hanoï (du jamais vu !) qu'une trentaine d'assistants techniques européens coadjoignent le programme. Celui-ci, qui est appliqué maintenant dans les dix-huit provinces maritimes du pays, progresse néanmoins avec une certaine lenteur en raison de la méfiance persistante de la bureaucratie vietnamite.

Sur le plan commercial, la CEE a conclu un arrangement réglementaire dans le cadre de l'AMF (Accord multilatéral) les importations de produits textiles en pro-

vince du Vietnam. Le gouvernement de Hanoï voudrait aller plus loin et conclure avec la Communauté un accord de coopération du type de ceux la liant aux pays de l'ASEAN ou à d'autres pays d'Asie comme le Bangladesh ou Sri Lanka. Il semble possible que cette nouvelle étape soit franchie dès 1993.

Au Laos, petit pays, l'aide communautaire est des plus modestes, de l'ordre de 2 à 3 millions d'euros par an. Les Européens, qui interviennent à la demande, principalement pour aider des communautés rurales ou, semble-t-il, la main d'œuvre. On cite ainsi un projet de développement près de Luang Prabang, ainsi que la construction d'une digue qui protège la plaine de Vientiane. La Commission a financé un projet visant à rapatrier environ 60 000 réfugiés laotiens.

Ph. L.

Le respect des droits de l'homme

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

La référence aux droits de l'homme, inscrite dans le corps de la convention de Lomé IV (art. 5), n'est pas, comme précédemment, dans le seul préambule, n'a rien d'académique, plusieurs gouvernements ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) en ont fait et en font encore la seule expérience.

Pour cause de guerres, d'anarchie, de troubles divers, le fonctionnement normal de la convention de Lomé n'est pas assuré dans une dizaine de pays signataires. C'est le cas notamment de la Libérie, de la Sierra-Leone, de la Somalie, bien sûr, voire partiellement de l'Angola, où, à ce jour, la CEE avait apporté son appui technique et financier à l'organisation d'élections. Elle est fortement ralentie au Togo, pays à propos duquel on s'interroge à Bruxelles sur le fait dont la France conçoit exactement le processus de transition démocratique.

Mais la Communauté agit parfois de façon plus formelle : le rapport présenté par la Commission européenne en octobre 1992 sur « la mise en œuvre de la résolution du Conseil sur les droits de l'homme, la démocratie et le développement » de novembre 1991 fait état de quatre

cas ACP où, selon des procédures diverses, l'application de la convention de Lomé a été, pour l'essentiel, suspendue : il s'agit du Soudan, de Haïti, du Zaïre et du Malawi.

Le cas
le plus grave

Une telle sanction peut comporter des modalités d'application différentes, mais d'une manière générale elle signifie que l'aide prévue en faveur de projets de développement, de même que les transferts dont l'objet est de compenser la chute des recettes d'exportation des produits de base, sont interrompues. Seule l'aide humanitaire (alimentaire ou médicale) transite par des organisations non gouvernementales (ONG), et dont on se l'assurance qu'elle parviendra bien aux populations les plus démunies, est maintenue (même si cette assurance est parfois équivoque, comme c'est le cas en Somalie avant que ne débute l'opération *Rasor Hope*, puis que les convois d'aide alimentaire soient pillés par les bandes armées). En fermant ainsi le robinet, la Communauté espère, bien sûr, inciter les autorités incriminées à revenir à un comportement plus convenable.

Le cas considéré sans doute comme le plus grave est celui du Soudan, où le gouvernement militaire au pouvoir mène une guerre

impitoyable contre les séparatistes du Sud, isolé délibérément des provinces enclavées et, phénomène exceptionnel, se comporte en adversaire déclaré de la Communauté et de ses valeurs. Des raisons qui pourraient être suffisantes pour passer à la sanction suivante, à savoir la dénonciation de la convention. « Il y avait déjà deux ans que le Parlement européen demandait le blocage de l'aide au Soudan, lorsque la décision a été enfin prise », s'indigne M. Henri Sebby, président de la commission du développement de l'Assemblée, qui dénonce les délais, la rampe perdue avant de mettre en œuvre de manière efficace les orientations arrêtées par les Douze en matière de droits de l'homme.

M. Manuel Marin, vice-président de la commission, qui a désormais la responsabilité de l'ensemble du portefeuille du développement, ne se trouve pas, apparemment, sur une ligne très éloignée de celle de M. Sebby. « Le fondamentalisme devrait être combattu. Dans le passé, il fallait supporter les *N'Krummah*, les *Mengistu*. Aujourd'hui, en cas de putsch fasciste, de dictature populaire ou de coup d'État fondamentaliste, nous devons suspendre notre aide », nous a-t-il déclaré.

Ph. L.

L'Europe

Le tonneau des Danaïdes

Une partie importante des sommes distribuées sert à adoucir les effets sociaux de la politique du FMI

STRASBOURG

de notre correspondant

La politique de coopération de la CEE à l'égard de l'Afrique est aussi ancienne que la construction européenne. A la fin des années 50, au moment de la signature du traité de Rome, Paris et Bruxelles ont souhaité et obtenu que la Communauté accompagne le processus de décolonisation au sud du Sahara. Ainsi sont nées les conventions de Yaoundé.

En rejoignant en 1972 le club européen, le Royaume-Uni a apporté ses anciennes colonies africaines mais également celles des Caraïbes et du Pacifique. L'association entre l'Europe et les pays en voie de développement prenait alors le nom d'accords de Lomé. Plus tard, se joignaient aux ACP existants (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) l'Angola, le Mozambique et la Namibie après leur accession à l'indépendance. De sorte que toute l'Afrique noire a établi des liens étroits avec les Douze.

Que de chemin parcouru depuis la première convention de Yaoundé ! Une vingtaine de pays avant 1970 et soixante-neuf aujourd'hui ; « une boîte à outils complète », pour reprendre l'expression de Claude Cheysson, l'un des

principaux fondateurs de Lomé, pour aider au développement économique et social du continent africain ; des systèmes de garantie que ni le Japon ni les Etats-Unis n'ont jamais songé à consentir (stabilisation des recettes à l'exportation des produits de base, prix assuré pour les productions de sucre des ACP ; ouverture du marché communautaire aux ventes de rhum des Caraïbes, interventions financières de la CEE destinées à maintenir les capacités d'exploitation des mines africaines) ; 75,6 milliards de francs de subventions et des prêts à des conditions privilégiées à concurrence de 8,4 milliards de francs pour la période 1990-1994.

Reléguée
au second plan

Ainsi la politique d'aide au développement a-t-elle été pendant longtemps une des toutes premières politiques européennes. L'ère Reagan et la mauvaise image persistante de l'Afrique ont conduit au rassemblement des énergies européennes pour la réalisation du grand marché et ensuite pour la négociation du traité de Maastricht, ont relégué au rang de parent pauvre la coopération avec les ACP, du moins dans la perception de l'action communautaire. Qui sait que la Communauté a fourni 230 000 tonnes d'aide alimentaire à la Somalie l'année der-

nière ? Mais n'est-ce pas significatif que le France ait abandonné en 1986 le poste de commissaire européen chargé de Yaoundé puis de Lomé, alors qu'elle avait toujours confié ce portefeuille à des personnalités ?

C'est en décembre 1989 qu'était signée la quatrième convention de Lomé. « Juste à temps », relève Manuel Marin (socialiste espagnol), l'actuel responsable à Bruxelles de la coopération, « avant que le monde ne change avec la chute du mur de Berlin ». Car, pour ce proche de Felipe Gonzalez, l'accord avec les ACP ne peut rester à l'abri des bouleversements internationaux : « La présence européenne en Afrique était tributaire des affrontements Est-Ouest ; aujourd'hui la géopolitique et les idéologies ne peuvent plus être les caractéristiques essentielles de la politique de la Communauté à l'égard du tiers-monde. » En d'autres termes, poursuit-il, plus rien ne justifie que les Douze soutiennent des régimes tels que celui du maréchal Mobutu.

En réalité, Lomé IV fait référence aux droits de l'homme et à la dignité humaine. Mais, dans l'esprit des ACP, il s'agit avant tout de protéger leurs ressortissants, travailleurs ou étudiants, résidant dans la Communauté. Au sein de l'Assemblée parlementaire CEE-ACP, le Parlement européen a tenté de faire accepter

par les députés des pays en voie de développement des dispositions plus contraignantes. Mais le rapport présenté par Josep Pons Grau (socialiste espagnol) a largement été amendé dans un sens plus laxiste. De sorte qu'aucune véritable percée n'a été effectuée. Cependant, pour le parlementaire espagnol, rien ne pourra s'opposer à la vogue de Lomé : « L'Europe ne pourra plus intervenir pour sauver un dictateur. »

Pour Manuel Marin, la modernisation de la convention ne passe pas seulement par la démocratisation des régimes africains. Le commissaire regrette chaque jour davantage que les Douze ne l'aient pas suivi lorsqu'il a proposé d'intégrer Lomé à la politique extérieure et de sécurité communes (PESC) du traité de Maastricht : « Une grave erreur qui risque d'isoler encore un peu plus l'Afrique. » Afin de mieux intégrer la coopération à la politique générale de la Communauté, il est déterminé à « budgétiser » le Fonds européen de développement (FED) dont la dotation quinquennale est arrêtée en dehors du budget communautaire. Là aussi la nécessité d'un contrôle démocratique s'impose pour Bruxelles, qui, associé à « une aide mieux ciblée et mieux coordonnée avec celle fournie directement par les Etats membres, donnera une image claire et propre des instruments de coopération de la CEE ».

Le commissaire au développement revient aussi sur la sempiternelle question que ses prédécesseurs ont tenté en vain de résoudre : convaincre le Fonds monétaire international (FMI) d'adapter ses programmes d'ajustement structurel en fonction de la réalité du pays ou lieu de plaquer des schémas tout faits. Aujourd'hui, Lomé IV qui bénéficie aussi de crédits affectés aux réformes de structure, sert surtout à corriger les conséquences sociales, parfois dramatiques, des plans du FMI : « Les institutions de Bretton-Woods doivent comprendre que nous ne pouvons pas toujours nous cantonner dans un rôle de pompier », explique Manuel Marin. De notre côté, nous devons nous montrer plus modestes, moins arrogants à l'égard de l'Afrique ; après tout, nous aussi, nous avons nos tribus, celle des Tchèques, des Slovaques ou des Moldaves. »

L'Afrique
à reculons

L'image déformée et injuste qui colle à l'Afrique est aussi un thème cher à Henri Saby (PS), président de la commission du développement et de la coopération du Parlement européen : « C'est une énorme erreur que de regarder à la même enseigne tous les pays du continent. » Et d'expliquer que la décennie 80 a vu les investissements, notamment euro-

péens, qui se dirigeaient traditionnellement vers les pays africains s'orienter vers des « endroits plus sûrs ». Selon les statistiques brunoises par le parlementaire de Strasbourg, les pays du tiers-monde ont vu diminuer de 50 milliards de dollars en cinq ans leurs recettes pour les ventes des produits de base, notamment en raison de la baisse du dollar. Dans le cas du café par exemple, il affirme : « Les prix à la production ont baissé de 36 % en douze ans alors que pendant ce temps ceux à la consommation doublaient. »

Faut-il en conclure que l'Afrique pourrait nettement améliorer sa situation dans un avenir prévisible si les pays industrialisés faisaient preuve de plus d'enthousiasme ? Jean-Paul Benoit (PS), membre de l'Assemblée de Strasbourg et directeur de cabinet entre 1974 et 1977 de Pierre Abelin au ministère de la coopération, est sceptique : « Il n'y a pas de réponse globale ; c'est pour quoi il faut continuer dans la voie de la conditionnalité démocratique à géométrie variable. » Jean-Paul Benoit est carrément pessimiste lorsqu'il s'agit de l'avenir des économies africaines : « Je ne crois pas à l'auto-suffisance économique et financière parce que les choses ne peuvent avancer que très lentement en Afrique, quand elles ne reculent pas. »

MARCEL SCOTTO

L'Europe d'outre-mer

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les « Dominiens », comme on dit à la Commission pour désigner les populations des départements d'outre-mer (DOM), ne sont pas des intrus. Représentant moins de 0,5 % de la population européenne, mais bénéficiant de près de 2 % des financements communautaires pour la période 1989-1993, ils ont voté à 80 % en faveur de la ratification du traité de Maastricht. Une déclaration séparée de ce traité concerne la Réunion, la Martinique, la Guyane, la Guadeloupe et aussi les autres « régions ultrapériphériques de la Communauté » : les îles Canaries, les Açores et Madère. Ce texte promet à l'outre-mer français, espagnol et portugais des mesures « visant à la fois l'objectif de l'achèvement du marché intérieur et celui d'une reconnaissance de la réalité régionale en vue de permettre à ces régions de rattraper le niveau économique et social moyen de la Communauté. »

Dès 1986, un acronyme évocateur avait été forgé pour les DOM : concernés par le traité de Rome au même titre que le reste de la République : POSEIDOM (programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements français d'outre-mer). Une aide spéciale d'un montant de près de 50 millions d'euro (350 millions de francs) par an visait à réduire le coût des approvisionnements en produits de base originaires de l'extérieur et à soutenir les productions locales. Ces concours financiers, étendus ensuite aux Açores, à Madère et aux Canaries, s'ajoutent évidemment à l'aide « normale » à laquelle les DOM ont droit en tant que régions à l'économie défavorisée. L'ensemble des Etats membres : FEAGA, Feder, etc. Le plan de financement pour la période 1989-1993 prévoit 345 millions d'euro pour la Réunion, 166 pour la Guadeloupe, 164 pour la Martinique et 73 pour la Guyane. Avec le Corsica, ces départements sont les seules régions françaises éligibles au fond de « l'objectif numéro 1 », c'est-à-dire destinés aux populations les moins riches de la Communauté.

Le « groupe
interservices »

Les habitants de la métropole ne sont guère conscients de la relative ampleur de cette aide des Douze profitant essentiellement à la France. Les autorités locales, elles, sont de plus en plus habiles à jouer des possibilités ainsi offertes et envoient à leurs bienfaiteurs de la Commission des cartes de vœux bien propres à leur faire plaisir : « Chaque jour dans l'Europe, la Réunion se construit ». L'aide communautaire a fort probablement contribué à affaiblir les cou-

rants indépendantistes. Mais la Commission fait de gros efforts sémantiques pour ne pas céder à ces critiques. Elle ne parle pas d'intégration mais d'insertion modérée.

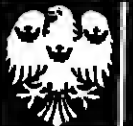
Dans l'organigramme complexe de la Commission, les DOM relèvent des différentes directions générales chargées des affaires intérieures de la Communauté. Les PTOM (pays et territoires d'outre-mer) (1), sont l'œuvre de la direction du développement, puis ils bénéficient non plus des fonds structurels mais du fonds européen de développement (FED), comme les « pays ACP » (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), mais avec un statut particulier d'« associés ». Certaines enclaves existant néanmoins entre les DOM et les PTOM, un « groupe interservices » a été créé au sein de la direction du développement et confié à un Français, M. Yves Roland-Gosselin.

Etrange situation en effet que celle des natifs des PTOM français : le cas des habitants des PTOM britanniques ayant seulement la British Dependent Territory Citizenship et non la Full British Citizenship est différent : ils ont la nationalité française, participent à ce titre à l'élection du Parlement européen, mais ne font pas partie de la liste géographique de la Communauté et donc restent en dehors du grand marché. Il a fallu beaucoup d'imagination juridique pour établir des relations appropriées entre la Communauté et PTOM, le travail étant compliqué par le fait que leurs statuts respectifs au sein des ensembles français, britanniques, néerlandais et danois sont très divers.

La dotation décidée en faveur des PTOM au titre du FED, pour une période de cinq ans commencée en 1982, s'élève à 86 millions d'euro (contre 63,5 millions dans le précédent programme quinquennal). Les PTOM français en profitent le plus, avec 40,2 millions d'euro (contre 26,5 millions précédemment), ce qui est normal puisque ce sont les plus peuplés. Cela fait par exemple une contribution communautaire per capita et par an de 73 euros pour Wallis-et-Futuna et de 17,3 euros pour Mayotte. La politique de la Commission est d'essayer le plus possible les autorités territoriales à la gestion de cette aide, sans passer exclusivement par Paris, ce qui on appellera à Bruxelles « le partenariat ». Un autre objectif est de favoriser les échanges des PTOM avec leurs partenaires naturels, leurs voisins, souvent éloignés, des pays ACP.

J. de la G.

(1) TOM français (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, terres Australes et Antartiques, Wallis-et-Futuna) et collectivités territoriales (Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon) ; Aruba et Antilles néerlandaises ; pays et territoires relevant du Royaume-Uni (Anguilla, Falkland, Montserrat, Sainte-Hélène, îles Vierges, etc.) ; Grenland lié au Danemark par des relations particulières.



BARCLAYS

Nous vous fournissons
le numéro de téléphone et même
le sujet de conversation.



Voilà quelques éléments qui devraient permettre de nourrir la discussion : le taux auquel nous faisons référence est celui de la progression de la valeur de la part de notre fonds Barclays Investissement Patrimonial, taux constaté entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 92 et rapporté à l'année. Là où ça devient très intéressant, c'est que Barclays Investissement Patrimonial est le fonds commun de placement exclusivement réservé aux titulaires du Compte Chèque Dynamique, celui-là même que

vous pouvez utiliser pour toutes vos opérations courantes et qui vous rapporte de l'argent. C'est sur ce fonds que sont automatiquement placées toutes vos liquidités au-dessus de 15 000 F. Les frais de tenue de compte, qui sont appliqués sur votre solde créditeur moyen, varient de 1 à 2 % selon le montant de ce solde. Pour plus de renseignements, vous pouvez adresser votre carte de visite à Barclays, 21 rue Laffitte 75009 Paris, téléphoner au N° Vert 05 31 03 93 ou encore taper 36 14 BARCLAYS.

N° VERT 05.31.03.93

ENQUÊTE

Les nouvelles routes de la mafia

V. - Allemagne : l'eldorado

Après avoir découvert les richesses que l'Europe de l'Est offre aux « familles » du crime organisé, le redéploiement de celles-ci à l'intérieur du marché unique, leurs investissements de prédilection (le Monde des 26, 27, 28 et 29 janvier), voici ces « familles » à l'œuvre dans leur nouvel eldorado.

BONN

de notre envoyée spéciale

Au soir de la chute du mur, un mafieux de Sicile téléphonait à son cousin de Berlin pour le presser d'acheter des appartements. Sans aigreur du business, mieux que le Luxembourg, le Liechtenstein et la Suisse, l'Allemagne est un nouveau paradis pour les narcodollars. L'entrepreneur du crime organisé choisit toujours le pays le plus riche et le plus stable pour faire fructifier ses capitaux. La frontière avec l'Est, la réunification en font une zone stratégique. Enfin les organisations s'appuient sur une forte communauté immigrée. Rien ne freine leurs appétits, qui n'épargnent personne.

En 1991, la police napolitaine, perquisitionnant au domicile d'un camorriste, mettait la main sur une carte d'Europe centrale. A l'image du territoire de Naples, l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche y étaient divisées en zones d'influence, réparties entre les divers clans de la Camorra. En Bavière nord-orientale, autour de la ville de Hof était tracé un petit cercle rouge.

Au Landeskriminalamt (LKA) de Munich, centre de la police bavaroise, ce n'est pas la première fois que l'on soupçonne dans cette zone un racket efficace, commandé de la lointaine Campanie, mais exécuté par des immigrés arrivés depuis peu et légalement. En 1991, justement, à Hof, le ténor d'un hôtel et ses employés avaient été sauvagement battus par un commando dirigé par « un monsieur élégant de Naples ». Au procès qui suivit, les victimes avaient toutes soutenu qu'il s'agissait d'une « affaire strictement familiale qui avait dégénéré en rixe ». Pour le LKA, pas de doute : c'est une « punition » typique de la Camorra.

En février 1992, à Naila, bourgade située à une vingtaine de kilomètres de Hof, l'incendie d'un restaurant italien a détruit une maison. L'enquête s'est heurtée à un mur de silence - l'omertà - de la part du restaurateur mais aussi des habitants allemands de la ville. Pour la police, c'est un acte criminel, comme les 141 autres répertoriés en 1992 par le BKA de Wiesbaden.

Début 1992, l'hebdomadaire Der Spiegel sonna l'alarme : en Allemagne, on recycle, on investit et on cherche à contrôler les populations. L'argent arrive souvent de Suisse. Les cartels colombiens, asiatiques, turcs et italiens investissent en titres, en or et surtout, de plus en plus, en immeubles ou sociétés de préférence

dans l'ex-RDA et l'Europe de l'Est. Selon le Spiegel, le directeur d'un établissement bancaire de Hanovre aurait ouvert des comptes pour le cartel de Medellín.

Les associés de trois banques allemandes à Luxembourg auraient accepté en dépôt des millions de dollars d'un des rois de la cocaïne aujourd'hui décapé, Gonzalo Rodriguez Gacha.

Pour le BKA, en 1991, la Mafia sicilienne aurait à elle seule réinvesti en Allemagne 27 milliards de marks, en toute impunité puisque le blanchiment n'est devenu un délit qu'en septembre 1992. Le président du BKA, Hans-Ludwig Zacher, illustre son constat d'un dessin représentant une ville bien gardée, et une autre laissée à la surveillance d'un vieux chien : « Où va le cambrioleur, d'après vous ? »

De toute façon, Mafia et Camorra disposent en Allemagne d'un réseau de milliers de restaurants, sur lesquels elles mettent la main... Une « Pizza connection » européenne qui n'a rien à envier à son homologue américaine démantelée en 1984. A Francfort-sur-le-Main, forte place boursière où abondent les guichets bancaires, les non moins nombreuses pizzerias servent de « laverie ». En leurs murs s'organise tout aussi bien le trafic de cartes de crédit et d'eurochèques volés - autre spécialité mafieuse en RFA.

Les narcomarks remplacent les narcodollars

Il y a deux ans, une pièce de théâtre évoquant ces étranges aspects de la ville obtint un franc succès. Chacun pouvait y reconnaître des notabilités occupant des immeubles cossus fraîchement acquis. Dans le Bade-Wurtemberg, brocanteurs et antiquaires revendaient les pièces volées dans le Bas-Rhin. À Sélestat particulièrement - pour plusieurs millions de francs - par une bande placée sous les verrous le 12 janvier. Celle-ci faisait par la même occasion du trafic d'héroïne.

D'autres collaborations sont beaucoup plus sanglantes. Le 15 janvier, un restaurateur sicilien des environs de Mannheim est assassiné. Un de ses parents, repenti, en aurait trop dit. C'est dans cette ville, début juillet, que le juge Borsellino poursuivait l'enquête sur l'assassinat de son ami Falcone. Près de Cologne, dans l'arrière-salle d'Al Trulli, fut préparé à l'automne 1990 l'assassinat du juge sicilien Rosario Livatino. Dans un faubourg de cette ville, comme à Sarberücken, le clan Cuntre-Carunna a « ses » tables. D'une puissance financière évaluée à 3 milliards de dollars, contrôlant une bonne partie du trafic de drogue avec l'Amérique du Sud, Miami et le Canada, ce clan cherchait en Europe une base plus solide que l'Italie. L'Allemagne a été sa terre de prédilection. Les narcomarks remplacent avantageusement



les narcodollars, pour « arroser » ensuite les voisins européens.

Dans un modeste bureau de poste de Hambourg revenaient chaque semaine des Turcs chargés de sacs. En un seul semestre de 1992, ils expédièrent par mandat international 79 millions de marks. Le LKA procéda à des arrestations. La scène aurait pu se dérouler à Francfort, à Stuttgart ou à Munich. Des montants importants de marks sont transférés en Turquie, à partir de comptes bancaires allemands, pour payer des factures d'origine turque, et souvent totalement fictives.

En bref, le BKA a repéré l'an passé 400 interventions du crime organisé. Tout cela n'est que la partie visible de l'iceberg, et sur le terrain préféré, « celui où la corruption est répandue ».

A l'assaut des nouveaux Länder

Au cours des années 80, la mafia turque, comme les cartels italiens, colombiens ou asiatiques, ont su intégrer à leur organisation des éléments allemands. « Eux au moins ne se remarquent pas », trône le président Zacher. Les activités lucratives ne manquent pas. Immigration clandestine, trafic de voitures volées, fausses cartes et escroqueries à l'investissement, détournement de déchets nocifs, etc., sont venus s'ajouter aux trafics habituels. Depuis la réunification, à Berlin, la mafia russe règne sur ses compatriotes à peine débarqués. A Dresde et à Leipzig, le crime organisé s'est dépeché d'ouvrir maisons de passe, peepshows, saunas et

casinos. Les nouveaux Länder de la République unifiée sont terres de conquête. « Grave souci », avoue dans un français parfait le Dr Dietrich Hahn, qui dirige à Bonn la division des enquêtes douanières du ministère fédéral des finances. Contrairement à leurs homologues français, les douaniers allemands ont le statut d'officiers de police judiciaire. « La contrebande d'alcool, les fraudes à la PAC (politique agricole commune) avaient commencé avant la réunification. Cela n'a fait qu'empirer », constate le Dr Hahn. En 1991, Goodman International, trust irlandais n°1 de la commercialisation de viande bovine en Europe, fut accusé de trafic au détriment de la Communauté. Le cas est pendu devant un tribunal spécial de Dublin.

D'autres trafics de ce type « contiennent de plus belle », souligne Dietrich Hahn. Ainsi, des bovins ou des porcs vivants venus de Pologne passent par un poste frontière d'Allemagne orientale. Là, ils sont déclarés « un pays du Maghreb ». Pas de droit communautaire à payer. A partir de là, ces bêtes se perdent dans la nature. Elles n'arrivent jamais à bon port, puisqu'elles sont revendues sur le marché clandestin de la CEE. « Comme prévu », affirme le Dr Hahn. « Etudiants des droits importants, ces trafiquants font tout aux concurrents honnêtes (...) Ils sont membres de réseaux criminels ». Un individu, filit-tuand, ne peut à lui seul opérer un tel détournement.

Il faut organiser l'achat et la vente, prévoir de contrôler la surveillance douanière, « parfois corrompre des fonctionnaires », falsifier les cachets : cela coûte entre 10 000 et 50 000 marks à chaque utilisation de cachet ! Il faut des fonds pour finan-

cer cette campagne, et le connais-

sance précise des procédures pour la réussite. « Des réseaux travaillent ensemble », conclut M. Hahn, sur cette « combine » et toutes infractions du régime fiscal. Des firmes leaders de ces secteurs savent prendre appui sur ces groupes du crime organisé, quand il le faut. Ce n'est pas le moins inquiétant.

La « contrebande des troupes » est à la pointe de la mode. Elle aurait déjà rapporté « des centaines de millions de marks à la mafia rouge ». Après la chute du mur de Berlin, la RFA s'est engagée à étaler jusqu'en 1995 le rapatriement des soldats ex-soviétiques en garnison sur son sol. En attendant, ces troupes gardent le droit d'acheter en détail diverses marchandises. Mais celles-ci n'arrivent jamais dans la poche du trafiquant ! Détournés par des officiers, matériel hi-fi, voitures, etc., sont vendus en contrebande, en Allemagne et dans l'Est européen. « C'est typique du crime organisé. De simples soldats ne sont pas en mesure de faire cela ».

D'autres réseaux emploient à façon des tueurs tchécoslovaques, qu'ils font venir puis repartir. Les douanes fédérales viennent de passer un accord avec leur homologue russe pour coopérer contre les trafics de stupéfiants et de déchets nucléaires. « La RFA est comme une éponge. A Berlin, à Potsdam, à Francfort-sur-le-Main, à Düsseldorf, à Cologne, les groupes criminels offrent à même la rue et à profusion des ordinateurs et autres bibelots. Même spectacle, dans une moindre mesure, à Brême, Hambourg et Cologne ».

internationaux apportent des fonds, des organisations mixtes regroupant Allemands, Néerlandais et Polonais tiennent les rênes.

Révisé par le Spiegel, un récent rapport du BND - service fédéral de renseignement - s'inquiète des intentions politiques et économiques des barons de la drogue en ce qui concerne les nations occidentales. Que lit-on en substance dans ces pages confidentielles, dont l'existence nous a été confirmée au BKA ? L'influence est sournoise, démocratiquement « incontrôlable ». Cette dictature s'appuie sur des milliards de dollars. Elle est en train de se doter d'infrastructures propres. Les barons sud-américains et asiatiques rendent les pays industriels endettés dépendants de leur immense capital, comme les titoïsmes. Une partie de ces capitaux seraient ainsi placés en titres d'Etat et participeraient au financement des déficits budgétaires - en Italie par exemple.

Quand la fraude économique flirte avec les mafias, « Dans dix partis politiques d'un montant important, investissements dans le domaine des médias », bien sûr dans le « bâtiment » comme en Italie, dans le « tourisme » aux Caraïbes, etc. Selon le BND, la création du grand marché intérieur européen offrirait aux divers cartels de nouvelles possibilités en matière de blanchiment et d'influence politique. La RFA serait « très largement touchée ». D'ailleurs, « les premiers investissements dans les nouveaux Bundesländer confirment cette évolution ».

Cosa Nostra n'est plus le mal ni la guerre des seules Italiennes. La conscience des Européens s'est réveillée sous le choc des assassinats. En 1992, des juges Falcone et Borsellino. Les commandos de tueurs siciliens venus du Bade-Wurtemberg s'y étaient repliés, aussitôt leur forfait accompli. A Noël, puis à la mi-janvier, un scénario identique a été évité de justesse par les polices italienne et allemande. Il visait Leoluca Orlando, ancien maire du « Printemps de Palermo », dirigeant du mouvement La Rete, un des premiers à avoir prévenu l'opinion européenne de l'infiltration mafieuse.

Mais, Cosa Nostra conserve son commandement... à Palermo. Fait significatif : Toto Riina, chef contesté de la « coupole » sicilienne, vivait tranquillement sur ses terres, jusqu'à son arrestation vendredi 15 janvier. La puissance ténébreuse des entrepreneurs-pirates, elle, n'est pas détruite.

DANIELLE ROUARD

FIN

Rectification. - M. Alexei Lautenberg n'est pas ministre des affaires étrangères de la Suisse, contrairement à ce que nous avons écrit dans le premier article de la série « Les nouvelles routes de la mafia », publié dans le Monde du 26 janvier. M. Lautenberg est ministre, chef du service économique et financier du département fédéral des affaires étrangères.

D. R.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
« Les éditeurs du Monde »
« Association Hubert-Bonne-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros,
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tsafiri.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. : (1) 46-62-72-73

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-16 - Tapez LM

Impression
du « Monde »
11, rue du Colonel-Pierre-Avin
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE VALGUYÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 208.808F
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BONNE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 281.311F
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-0307

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs en francs et coupons CEE réunis
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Contrôle du territoire

MILAN

de notre envoyée spéciale

Retour obligé à la péninsule, à la fin de ses parcours européens. Sur son sol sont nées et ont prospéré des organisations irradiant désormais d'autres continents. Contre ces dernières, les jeunes églises du Père Jésuite Pintacuda à Palermo, les étudiants de Vénétie, des citoyens de tous horizons se mobilisent comme nulle part ailleurs, pour défendre les libertés essentielles. Des magistrats, des fonctionnaires ont payé le plus lourd tribut. La surtaxe récente de l'Etat à son sommet commence à porter ses fruits.

La capitale lombarde s'est longtemps crue épargnée des plaies du Sud. L'illusion s'est envolée. Le crime organisé a su infiltrer le Nord, comme il entend le faire du marché unique européen. La corruption admette comme méthode lui a facilité la tâche. Le pool des juges de l'enquête « Mani pulite », MM. Di Pietro, Colombo et Davigo, sur la piste des pots-de-vin versés à l'administration et aux partis, vient de tirer un fil proprement mafieux.

Le marché des adjudications publiques offre, par ses déviations possibles, des voies à l'entrisme. Dans le cadre de sa procédure contentieuse début 1992, le pool a entendu des dirigeants de firmes italiennes, mais aussi d'autres, représentant Siemens à Alcatel, par exemple. « A croire que cette pratique de l'arrosage est normale

ailleurs qu'en Italie », commente M. Davigo.

« Mais entre la fraude économique et l'activité mafieuse, ne faisons pas de confusion », souligne Franco Della Chiesa. Fils du général assassiné en septembre 1982 à Palermo par Cosa Nostra, ce professeur milanais de sociologie, auteur du Père Jésuite Pintacuda à Palermo, les jeunes églises de Vénétie, des citoyens de tous horizons se mobilisent comme nulle part ailleurs, pour défendre les libertés essentielles. Des magistrats, des fonctionnaires ont payé le plus lourd tribut. La surtaxe récente de l'Etat à son sommet commence à porter ses fruits.

Le rôle des loges « converties »

Dans sa zone d'influence, l'organisation criminelle a toujours voulu « tenir » les votes, pour influencer, via les élus, l'appareil d'Etat. Elle cherche à tenir les rênes du pouvoir économique, étant le passage obligé des contrats, de l'embauche, etc., affirmant fournir du travail à la population. « Faux argument », rétorque Della Chiesa. C'est un fait, établi entre autres par la Campanie. La Camorra a transformé cette région en désert, détournant à son unique profit aussi bien les subventions au développement, l'aide internationale après le tremblement de terre qui frappa Naples, et les fonds communautaires pour la production agricole. « Vigilance civile, donc. Il y a des signes qui annoncent l'arrivée de la Mafia dans nos sociétés ».

Certains de ces oligocrates ont alerté les autorités des nations européennes, qui se sont longtemps crues à l'abri, comme le fit Milan. D'autres canaux suspects se révèlent ces semaines-ci à nouveau dans la péninsule. Une enquête judiciaire du Palmi (Calabre) à Palermo an passant par Turin, Gènes et Rome, met en lumière le jeu de loges « converties ». Certaines, dites « converties ». Certaines auraient servi de lieux de rencontre discrets, pour conclure affaires entre mafieux, entrepreneurs et hommes politiques. Les maîtres du Grand Orient et de la Grande Loge qui ne les reconnaissent pas ont prêté main-forte aux magistrats, en ouvrant leurs fichiers. Le procureur de Palmi, Agostino Cordova, a repris le dossier d'une instruction ouverte par Giovanni Falcone.

Lors du « maxi-procès » de Palermo en 1986, dans un entretien accordé au quotidien La Stampa, le célèbre juge déclarait déjà : « Mafia et maffioserie cohabitent ».

Dans leur dernier rapport semestriel remis fin janvier au président du Conseil Giuliano Amato, les services secrets italiens lance un avertissement. Le crime organisé est « fortement infiltré dans le tissu économique et social ». Le risque est réel « d'éventuelles actions spectaculaires à l'encontre de hauts responsables de l'Etat et de personnalités-symboles ».

D. R.

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

M. Bérégovoy : « Les Français doivent savoir avec qui les écologistes voudront gouverner »

M. Pierre Bérégovoy a souhaité, jeudi 28 janvier au cours de son point de presse hebdomadaire, que les dirigeants écologistes se prononcent clairement sur « les questions de fond » autour desquelles il voudrait que le débat électoral s'organise. Le premier ministre a donné en exemple « le partage du travail » et les « retraites ». A propos des dossiers directement liés à l'environnement, il a parlé du « développement de l'énergie nucléaire », en comparant sa décision d'arrêter Superphénix à « la proposition de l'opposition » de privatiser EDF, ce qui, d'après lui, « ralentirait le développement de l'énergie nucléaire en dehors du contrôle nécessaire de l'Etat ». Il a aussi évoqué la suspension des essais nucléaires critiquée par l'opposition et le souci du gouvernement de maîtriser « l'urbanisme sauvage ».

Pour le premier ministre, c'est en fonction des réponses apportées à « ces questions précises » que les électeurs devront se déterminer. « Je

crois, a-t-il dit, qu'il y a une différence entre la droite et la gauche ». Constatant que « dans beaucoup de régions de France, les responsables qui ont été élus sous l'étiquette des Verts ou de Génération Ecologie ont apporté leur voix à des présidents de droite », il a demandé : « Est-ce que c'était ce que voulaient leurs électeurs ? » Soulignant qu'il en avait été différemment dans le Nord-Pas-de-Calais, où les socialistes soutiennent une présidence appartenant aux Verts, « une personne tout à fait remarquable et compétente », il a affirmé qu'il ne pouvait pas y avoir « d'alliance à la carte » au niveau national. « Les Français, a-t-il lancé, doivent savoir avec qui les écologistes voudront gouverner ».

M. Kouchner : le PS est frappé d'opprobre

A propos de son refus de tenir compte du résultat des prochaines élections législatives dans la répartition de la dotation budgétaire de l'Etat aux partis politiques en 1993, refus qui a été séchement critiqué par

les écologistes (Le Monde du 28 janvier), M. Bérégovoy a déclaré qu'il ne pouvait qu'appliquer la loi. Il a toutefois indiqué que, pour que « tout soit clair », il allait « demander l'avis du Conseil d'Etat » et que si celui-ci avait « une autre interprétation de la loi » il s'y « rangerait ».

Pour sa part, M. Bernard Kouchner a assuré, jeudi 28 janvier au micro de France Inter, que « le renouvellement est nécessaire » dans la vie politique française, et que celui-ci passerait « par l'alliance des écologistes, du Parti socialiste et d'autres encore ». Pour lui, le PS est « frappé d'opprobre », ce qu'il juge à la fois « injuste » et « compréhensible ».

M. François Léotard a affirmé de son côté, le même jour, lors d'un meeting à Cies (Drôme) : « Les écologistes ont été manipulés par le PS comme certains mouvements de généralité ou humanitaires. (...) Aujourd'hui tous ces mouvements se vengent. » Il a ajouté : « Que les socialistes ne viennent pas se plaindre aujourd'hui, après avoir tiré les ficelles, de voir Pinocchio marcher tout seul ».

d'hui, après avoir tiré les ficelles, de voir Pinocchio marcher tout seul ».

M. Alain Carignon, maire RPR de Grenoble, a souligné, sur RMC, « que le RPR, dans un certain nombre de circonscriptions, au second tour, se retire pour permettre aux écologistes d'entrer à l'Assemblée nationale sans contrepartie ». « Il faut respecter les écologistes », a ajouté l'ancien ministre de l'environnement, car ils représentent une sensibilité qui est le contre-poids à la société technicienne, à la société marchande, à la société économique ».

M. Lalonde candidat à Paris. - M. Bize Lalonde, président de Génération Ecologie, a fait savoir, jeudi 28 janvier, qu'il serait candidat dans la première circonscription de Paris (1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e arrondissements), dont le député sortant est M. Jacques Domestici, UDF-PR. L'opposition a investi M. Laurent Domestici, fils du député sortant, qui s'est réjoui que M. Lalonde lui donne « l'occasion de [se] faire un prénom ».

Le second tribunal de M. Mitterrand

Suite de la première page

Et plus le RPR sera dominant, plus le président de la République pourra jouer des cartes que la tentative d'un nouvel « Etat-RPR » ne manquera pas de susciter chez M. Giscard d'Estaing et ses amis.

Dans un tel contexte, d'autant plus différent de celui de 1986 que la compétition électorale ne s'annonce pas domoquée par une confrontation de programmes écologiques et sociaux radicalement opposés, M. Mitterrand ne manquera pas de pousser ses vainqueurs à la faute.

Les calculs stratégiques de l'Elysée apparaissent en filigrane sous les propos tenus par son ancien porte-parole, M. Michel Vauzelle, dans « Paris-Match » daté du 4 février : « En avril prochain, le scénario le plus probable sera celui-ci : la droite, consciente de ses erreurs de 1986 - suppression de l'impôt sur la fortune, par exemple - pourrait gouverner prudemment, à l'image de personnalités comme Balladur ou Barre. Mais cette première ligne risque d'être bousculée dès l'automne par les durs, qui diront : « Vous n'avez pas été durs pour faire cela ! Où est la différence avec les socialistes ? » La politique du gouvernement pourrait se durcir, toucher aux acquis sociaux, verser dans le tout-sécurité. Le président Mitterrand pourra dire : « Je n'accepte pas cela » et prendre les Français à témoin ».

Une magistrature protectrice

Le ministre de la justice ajoute : « Quand on voit quelqu'un aussi modéré que Giscard parler de faire descendre les Français dans la rue, on peut s'inquiéter. (...) Heureusement, le président a des atouts. Il peut précipiter les échéances : législatives, en dissolvant l'Assemblée, ou même présidentielle. S'il voulait tomber à gauche, la droite lui en fournirait l'occasion. Mais ce n'est pas son état d'esprit. Il est prêt au combat et bien décidé à n'abandonner aucune miette de son mandat ».

Personnellement, en effet, M. Mitterrand est « paré contre toute éventualité ». L'Elysée a même théorisé la fonction tribunitienne qu'il s'était empiriquement octroyée de 1986 à 1988, en profitant de l'espace de libertés que lui avait ouvert sa mise à l'écart des circuits de pouvoir installés par le gouvernement de M. Chirac pour saisir toutes les occasions de faire entendre sa différence à l'opinion publique, à l'extérieur de l'Elysée autant qu'en conseil des ministres. Son insistance sur la préservation des acquis sociaux, comme sa récente visite surprise à Valson-la-Romane, ont, depuis trois semaines, qu'il a déjà réendossé les habits du tribun de la « gauche », « gardien de la solidarité », « garant de la cohésion sociale », je veux dire gardien de la cohésion nationale - qu'il avait si bien portés au cours de la première cohabitation et qui lui avaient valu, d'emblée, un regain de popularité.

L'Elysée prépare donc l'après-28 mars comme s'il s'agissait pour M. Mitterrand d'exercer véritablement une magistrature arbitrale et protectrice dans le cadre d'un tribunal institutionnel, en tenant compte, bien entendu, des enseignements de la première expérience.

Il ne renoncera pas complètement, pour sa propre défense, à la stratégie du bunker qu'il avait privilégiée de 1986 à 1988 après l'avoir préparée dès l'automne 1985. Les postes-clés de la haute fonction publique sont déjà verrouillés et, au cours des prochaines semaines, M. Charles Pasqua trouvera certainement d'autres occasions d'accuser la présidence de la République de placer, ici ou là, « ses créatures », selon l'expression

utilisée le 23 janvier par l'ancien ministre de l'intérieur.

On reverra également le chef de l'Etat se balancer pied à pied, au besoin, à propos de chaque nomination en conseil des ministres. Et même si la déroute des socialistes devient telle qu'elle lui ôte la force de résister certaines attributions de portefeuilles dans le domaine de ses prérogatives régaliennes, comme il l'avait fait en refusant, par exemple, la présence de M. François Léotard à la tête du ministère des affaires étrangères, personne ne pourra l'empêcher d'user de tous les moyens que lui confère la Constitution pour s'élever en contre-pouvoir permanent en étant assuré, par son isolement même, de bénéficier d'une couverture médiatique... « spectaculaire ».

Filières d'information

Mais M. Mitterrand cherche surtout à se prémunir contre les difficultés qu'il avait rencontrées quand, court-circuité par l'équipe de M. Chirac (à l'exception notable de M. Balladur, il a fait souffrir d'un manque d'informations qui avait presque subordonné l'Elysée à l'Hôtel Malignon dans la conduite des affaires. Pour ne plus courir le risque d'être absent de la vie quotidienne, il a déjà mis en place un système de défense en profondeur établi sur un réseau de cercles concentriques. Comme M. Vauzelle, chacun des hommes qui ont, depuis 1981, occupé auprès de lui les fonctions les plus éminentes, a été invité à battre le rappel de ses amitiés politiques pour mettre en place une filière d'information. Le secrétaire général de la présidence de la République, M. Hubert Védrine, et son prédécesseur, M. Jean-Louis Bianco, actuel ministre de l'équipement, font naturellement office de chefs d'orchestre.

Parallèlement, chacun des principaux conseillers techniques de l'Elysée anime son propre cercle, en liaison avec son ou ses prédécesseurs, pour solliciter, dans les secteurs publics ou privés, sa compétence, la participation de ses interlocuteurs habituels à des échanges de vues qui ne sont pas politiquement désintéressés. Il se crée ainsi un ensemble de toiles mitterrandiennes dans les milieux politiques et professionnels, et certaines réunions de travail « mixtes » ont déjà eu lieu.

Autre nouveauté par rapport à la période 1986-1988, l'Elysée n'aurait plus de voir le chef de l'Etat recourir, en cas de conflit institutionnel engendré par la nouvelle majorité, à des procédures qu'il trouvait inutilisables à l'époque où il était lui-même candidat potentiel à l'élection présidentielle. Dans un climat de fin de règne et dans un paysage où, à droite, le clivage se fera principalement entre les partisans d'une présidentielle anticipée et les attentistes, l'arme de la dissolution de l'Assemblée nationale, ou celle du référendum, peut fournir à un président à bout de course l'opportunité de terminer son mandat « en tombant à gauche ». Surtout s'il apparaît très vite, comme l'espère visiblement l'Elysée, que la nouvelle majorité ne gouverne pas plus efficacement que les socialistes.

Mais, si l'histoire bégaie parfois, elle ne se répète jamais, et aucun de ses auteurs ne préservera M. Mitterrand de l'effet d'usure qui affecte inexorablement son autorité personnelle et déjouera peut-être ses plans. A supposer même qu'il parvienne à réévaluer son bilan et à redorer un peu son blason, la question de savoir à qui profiterait son ultime sursaut resterait sans doute sans réponse immédiate.

ALAIN ROLLAT

Un entretien avec M^{me} Marie-Noëlle Lienemann

« Le PS doit annoncer que ses candidats se désisteront pour les écologistes mieux placés au premier tour » nous déclare l'animatrice de la Gauche socialiste

Ministre délégué au logement et au cadre de vie, maire d'Athis-Mons, dans l'Essonne, M^{me} Marie-Noëlle Lienemann défend depuis plusieurs années des thèses écologistes au sein du PS. Animatrice de la Gauche socialiste, avec MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, elle préconise l'alliance des « rouges » (communistes), des « roses » (socialistes) et des « verts » (écologistes) et propose que le PS s'engage dès maintenant à se désister, au second tour des élections législatives, en faveur des candidats écologistes qui auront devancé les siens au premier tour.

« Les socialistes semblent aller aux élections comme des moutons à l'abattoir. Avez-vous quelque chose à leur proposer pour retrouver, au moins, le cœur de la campagne ?

« Les socialistes doivent regarder loin et, en même temps, réagir vite. La question qui leur est posée n'est pas simplement le résultat des prochaines législatives. C'est plutôt celle-ci : la gauche saura-t-elle organiser sa relève pour répondre aux attentes des Français ? On est, certes, devant un risque de déclin et de discrédit, mais il y a de vraies raisons d'espérer, parce que la situation est beaucoup moins en décalage avec les aspirations que nous avons toujours portées.

« C'est un paradoxe : au moment où les Américains veulent tourner la page de l'ultralibéralisme de Reagan ou Bush, au moment où les Français croient de moins en moins à l'argent-roi et au principe : « J'entreprends, j'écrase l'autre » comme éléments moteurs de la société, la gauche semble discréditée. C'est bien dans cet état entre des aspirations de la société française, plutôt plus à gauche, et une difficulté politique de la gauche, que se trouvent les raisons de se dire : oui, il faut réagir, deux, tous les espoirs nous sont permis. A condition que nous soyons capables de clarifier nos axes stratégiques, d'être plus incisifs sur un certain nombre de changements sociaux, de mieux formuler les valeurs auxquelles nous tenons et peut-être, alors, d'assurer la relève des équipes.

« Quelle stratégie proposez-vous ?

« Je reste convaincue qu'il faut affirmer clairement une perspective d'alliance « rouges-roses-verts ». L'alliance n'est pas un but en soi, mais c'est ce qui crée une dynamique. Elle pousse chaque parti à se dépasser. Elle oblige à la rédaction d'un programme. Il faut bien, alors, que soient définies et affirmées des grandes axes de transformation sociale.

« Cette alliance me paraît durable, premièrement, parce que l'écologie est un des versants de la contestation de l'ordre établi et, aussi, une des forces qui expriment une volonté de renouveau politique. Des convergences sont donc possibles, à condition de construire que l'écologie ne forme pas à lui seul tout le projet politique du changement. La question du lien social, celle des inégalités, de l'injustice,

celle de l'émancipation de la personne humaine sont aussi importantes que celle de l'équilibre de la planète.

Une stratégie gagnante

« Les communistes l'acceptent, mais les écologistes eux, ne veulent pas de cette alliance.

« Aujourd'hui, le PS doit être le moteur de l'unité. Il a essayé, mais la façon dont il s'y est pris jusqu'à présent n'a pas été d'une grande habileté. La question, aujourd'hui, est de savoir si l'on pourra avancer, grâce au désistement réciproque.

« Second tour, vers la construction de cette alliance durable. Je préconise que les socialistes annoncent qu'ils se désisteront pour tous les candidats communistes ou écologistes placés devant eux au premier tour, à la seule condition que ces derniers s'engagent à ne pas soutenir un gouvernement de droite à l'Assemblée. » Nos concitoyens ont besoin d'être éclairés sur l'avenir. Le clivage gauche-droite a-t-il encore un sens ? Je le crois, même si les projets de la droite et de la gauche, aujourd'hui, ne sont pas suffisamment clairs pour structurer comme il le faudrait le débat politique. La tentation de chercher une voie médiane, la « troisième voie », apparaît chaque fois qu'il y a une crise des projets politiques, mais les forces qui veulent porter un changement de la société sont toujours amovibles, finalement, s'unir. D'ailleurs, l'alliance « rouges-roses-verts » est une stratégie gagnante : les sondages qui prévoient la victoire de la droite montrent, aussi, que le total « rouge-rose-vert » lui est supérieur.

« Le désarmement unilatéral est-il la meilleure manière de garantir la paix ?

« Le surarmement réciproque n'est pas non plus très bon... Vouloir anéantir les forces de ses partenaires en pensant ainsi faciliter une recomposition hypothétique, c'est rester, caricaturalement, dans une logique politicienne. Il faut construire une dynamique unitaire.

« L'engagement de désistement que vous préconisez ne pose-t-il pas un problème tactique ? N'est-ce pas une façon d'encourager vos électeurs à voter dès le premier tour pour les écologistes ?

« Je pense, au contraire, que la meilleure manière d'éclairer un électeur socialiste qui se prépare à voter écologiste, c'est de lui montrer qu'on a compris son message, que l'on est prêt à se remettre en question et à faire du neuf avec d'autres. Cet électeur doit, aussi, tirer les leçons du passé. Il ne doit pas voter les yeux fermés. Il doit se demander ce que les écologistes font de sa voix à l'Assemblée.

« N'y a-t-il pas, aussi, un problème stratégique : comment, à la fois, affirmer vos valeurs et votre identité de gauche, et annoncer dès maintenant votre désistement en faveur de gens qui récusent le clivage droite-gauche ?

« La spécificité des écologistes réside dans les thèmes qu'ils défendent.

« L'idée de se définir comme « gauche ni droite » n'est qu'une tentation momentanée. Il existe une gauche et une droite, des forces de transformation sociale et d'autres, conservatrices, qui pensent que l'ordre établi est inébranlable. Le rattachement social du discours de la droite, ne saurait faire illusion sur la réalité de la politique conservatrice qu'elle prépare. Les écologistes sont, plutôt, globalement, dans le camp de la transformation. Travaillons avec eux sur des convergences claires, cherchons ce qui rassemble plutôt que ce qui sépare.

« Vous reprochez à la droite son « rattachement » social pour ces élections. Ne pratiquez-vous pas, vous-même, un « rattachement » vert, tout aussi circonstanciel ?

« Je ne peux être personnellement suspectée de conversion tardive. Cela fait dix ans que je me bats pour qu'on prenne en compte la dimension écologique des problèmes, y compris au sein de mon propre parti.

« La gauche, dans son ensemble, a évolué sur ces questions. Je n'y vois plus beaucoup de gens qui pensent que la logique productiviste doit prendre le pas sur la protection de l'environnement. Et puis il y a un bilan : ce sont des gouvernements socialistes qui ont préparé toutes les lois d'inspiration écologique depuis 1988. Ce sont les députés socialistes qui les ont votées. Les grandes impulsions, lors du sommet de Rio ou du sommet sur la forêt, sont venues du président de la République. En matière d'écologie, les socialistes ne rendent pas une copie blanche.

« En revanche, l'écologie n'embrasse pas tout le champ de la transformation sociale et ne définit pas, pour l'avenir, une alternative d'ensemble. Là est la responsabilité de la gauche. Je pense à la semaine de trente-cinq heures, à la création d'emplois pour répondre à des besoins de nouveaux services publics, au partage de la décision dans l'entreprise.

L'archaïsme du « devoir de grisaille »

« Que répondez-vous à M. Bernard Kouchner quand il dit que les majorités futures ne peuvent pas être constituées par les partis politiques actuels et que, s'agissant du Parti socialiste, son nom même est en question ?

« Il va vite en besogne ! Il ne cherche pas à comprendre l'origine de l'équipement des partis actuels. Il ne voit pas le rôle décisif qu'ont joué les institutions de la V^e République et le mode de scrutin. Le présidentialisme a asséché le débat politique et transformé les partis et les courants en écuries présidentielles au service d'un homme. Le mode de scrutin interdit les votes positifs d'adhésion à un programme : au deuxième tour, c'est bien connu, on élimine !

« Non, pour moi, le socialisme n'est pas à bout de souffle. Dire que le capitalisme est un « horizon indépassable », c'est casser la continuité historique. Une économie de marché n'est pas nécessairement capitaliste. L'accumulation et la concentration

du capital sont contestables lorsqu'elles engendrent les inégalités, la destruction de la nature et de l'humain. Mais le socialisme et la V^e République sont, à la longue, incompatibles. C'est bien pourquoi je plaide pour une V^e République, de type parlementaire, et pour la proportionnelle. M. Kouchner passe à côté de cela, mais s'il veut dire que les partis et, notamment, le PS doivent se dépasser pour s'adapter, ce n'est pas moi qui dirai le contraire.

« Lorsque vous pensez à la « relève », estimez-vous que le travail fait à Matignon pendant trois ans par M. Michel Rocard, champion de cette « deuxième gauche » dont vous êtes issu, constitue un investissement prometteur, ou bien qu'il e sa part dans le passé de la gauche ?

« Je ne suis pas enthousiaste du bilan de M. Rocard à Matignon, mais tout bilan est contrasté. Je laisse l'autoévaluation à ceux qui s'en contentent. Je préfère analyser ce qui reste à faire et les erreurs à ne pas répéter à l'avenir. Dans ce domaine, l'obsolescence du consensus et le « devoir de grisaille » me semblent devoir être rangés au musée des archaïsmes.

« La question, pour moi, n'est pas de savoir qui sera le candidat à la prochaine élection présidentielle, mais, d'abord, ce qu'il y a à dire, ce qu'il proposera aux Français et avec qui il proposera de diriger le pays. La relève de la gauche est urgente. Elle nous permettra de construire l'avenir. Commentons ! »

Propos recueillis par PATRICK JARREAU

M. Bayrou (UDF) est hostile à un référendum sur l'éducation nationale.

M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a affirmé, jeudi 28 janvier à Saint-Lô, qu'il était « totalement contre » l'organisation d'un référendum sur l'éducation nationale, que propose le RPR. « On ne peut pas traiter par référendum les questions les plus complexes de la société française », a-t-il dit, ajoutant : « Si l'on fait un référendum, on redouble les passions et on fait de l'école un enjeu de parti ». M. Bayrou s'est d'autre part déclaré « partisan du maintien et du renfort des concours nationaux de recrutement des enseignants qui est le système le plus démocratique et le plus juste ».

En Ile-de-France

Le conseil régional rejette le projet de schéma directeur

L'unanimité des votants a rejeté, jeudi 28 janvier au cours de la séance du conseil régional d'Ile-de-France, le projet de nouveau schéma directeur présenté par le préfet de région, M. Christian Sautter. Tous les groupes, à l'exception du PS, ont rejeté « sans nuances » le texte, ce qui devrait provoquer son retrait par le gouvernement. Les conseillers régionaux socialistes, qui avaient quitté la salle, n'ont pas participé au

vote pour ne pas « s'associer à une mascarade de débat ». Ils ont déclaré vouloir laisser à l'exécutif régional RPR-UDF, qui a refusé une discussion sur des amendements, la « lourde responsabilité de bloquer l'aménagement de l'Ile-de-France ».

Au cours de son point de presse du 28 janvier, le premier ministre, M. Bérégovoy a notamment déclaré : « Nous sommes devant un grand choix. Est-ce que l'on organise

la région parisienne en maîtrisant son développement ou est-ce que l'on continue un développement sauvage ? (...) La politique suivie par les gouvernements précédents et que je reprends à mon compte, vise à développer un aménagement du territoire aussi harmonieux que possible. Que la région parisienne s'y oppose me paraît un défi lancé à toute la province française. »

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

La liste des candidats présentés ou soutenus par le Parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche

Le Parti socialiste a presque achevé de désigner ses candidats ou ceux qu'il soutiendra aux élections législatives de mars prochain. Appartenant au PS dans la quasi-totalité des circonscriptions, ce sont, dans trente-six autres, des membres du Mouvement des radicaux de gauche (MRG), auxquels s'ajoutent deux membres du Mouvement des réformateurs (MDR) et douze «divers gauche» (div. g.) ou «majorité présidentielle» (me. p.). Nous en publions ci-dessous la liste pour les départements métropolitains, sur laquelle les noms des élus de juin 1988 - restés députés ou entrés au gouvernement - apparaissent en italique.

ALSACE

Bas-Rhin. - 1^{er}: Roland Ries; 2^e: Michel Schmitt; 3^e: Alfred Müller, div. g.; 4^e: en cours; 5^e: Gilbert Estève; 6^e: Alain Ferry, div. g.; 7^e: Jean-Claude Weil; 8^e: Gilbert Lehn; 9^e: en cours.

AQUITAINE

Dordogne. - 1^{er}: Bernard Bioulac; 2^e: Renaud Boissvert; 3^e: MRG en cours; 4^e: Roland Dumas.

Gironde. - 1^{er}: Joëlle Dusseau; 2^e: François Tournier, MRG; 3^e: Claude Baraud; 4^e: Pierre Garment; 5^e: Pierre Brana; 6^e: Michel Saint-Marie; 7^e: Pierre Ducout; 8^e: Jean-François Acot-Mirande; 9^e: Bernard Castagnet; 10^e: Gilbert Mitterrand; 11^e: Bernard Madrelle.

Landes. - 1^{er}: Alain Vidalles; 2^e: Jean-Pierre Dufau; 3^e: Henri Ennassouli.

Lot-et-Garonne. - 1^{er}: Francis Auradou; 2^e: Gérard Gouzes; 3^e: Christophe Donon.

Pyrénées-Atlantiques. - 1^{er}: René Majesté; 2^e: Georges Labazée; 3^e: André Labarère; 4^e: Pierre Bidart; 5^e: Nicole Pery; 6^e: MRG en cours.

AUVERGNE

Allier. - 1^{er}: François Colcomber; 2^e: Bernard Pozzoli; 3^e: Jean Malot; 4^e: Gérard Charnasse, MRG.

Cantal. - 1^{er}: René Souche; 2^e: Laurent Teller.

Haut-Loire. - 1^{er}: Roland Casanova; 2^e: Gérard Fraquier.

Puy-de-Dôme. - 1^{er}: Maurice Pouchon; 2^e: Alain Néri; 3^e: Alain Bardot; 4^e: Jean-Pierre Baquet; 5^e: Maurice Adenah-Peuf; 6^e: Edmond Vacani.

BOURGOGNE

Côte-d'Or. - 1^{er}: François Rebaumen; 2^e: Colette Popard; 3^e: Roland Carras; 4^e: Jean-François Hory, MRG; 5^e: François Patriat.

Nièvre. - 1^{er}: Pierre Bérégovoy; 2^e: Jean-Pierre Mignard; 3^e: Bernard Burdin.

Seine-et-Marne. - 1^{er}: en cours; 2^e: Roland Cottin; 3^e: André Biltard; 4^e: Didier Mathus; 5^e: Jean Truc; 6^e: Alain Muller.

Yonne. - 1^{er}: Michel Bonhenry; 2^e: Henri Nallet; 3^e: en cours.

BRETAGNE

Côtes-d'Armor. - 1^{er}: Yves Dollo; 2^e: Charles Josselin; 3^e: Didier Chouat; 4^e: Maurice Briand; 5^e: Pierre-Yves Trénel.

Finistère. - 1^{er}: Bernard Poignant; 2^e: Joseph Gourmelon; 3^e: François Caillaud; 4^e: Marylise Lelanchu; 5^e: Jean-Pierre Thomin; 6^e: Kofi Yamgnane; 7^e: Daniel Souer; 8^e: Louis Le Penec.

Ille-et-Vilaine. - 1^{er}: Jean-Michel Boucheron; 2^e: Edmond Hervé; 3^e: Marcel Rogemont; 4^e: Jean-René Marsac; 5^e: Guy Gerbaud; 6^e: Louis Feuervic, div. g.; 7^e: Isabelle Thomas.

Morbihan. - 1^{er}: Alain Le Fur; 2^e: Jean-Claude Ropert; 3^e: en cours; 4^e: Paul Pabaut; 5^e: Jean-Yves Le Drian; 6^e: Jean-Yves Laurent.

CENTRE

Cher. - 1^{er}: Jean-Pierre Saulnier; 2^e: André Gagneux; 3^e: Alain Calmet, maj. p.

Eure-et-Loir. - 1^{er}: Georges Lemoine; 2^e: Roger Bambuck, maj. p.; 3^e: Bertrand Gallet; 4^e: Jean-Yves De Franciosi.

Indre. - 1^{er}: Jean-Yves Gateaud; 2^e: André Laignel; 3^e: Jean-Paul Chanteguet.

Indre-et-Loire. - 1^{er}: Jean Germain; 2^e: Jean-Jacques Fillet; 3^e: Eric Guebali, div. g.; 4^e: Jean Proveau; 5^e: Jean-Michel Testu.

Loire-et-Cher. - 1^{er}: Jack Lang; 2^e: Jeanny Lorgeux; 3^e: Daniel Chantet.

Loiret. - 1^{er}: Jean-Pierre Sœur; 2^e: François Lebon; 3^e: Jean-Pierre Lapaire; 4^e: Albert Mimoun, div. g.; 5^e: Claude Laurent.

CHAMPAGNE-ARDENNE

Ardenne. - 1^{er}: Roger Mar; 2^e: Gérard Istace; 3^e: Jean-Paul Bachy.

Aube. - 1^{er}: Marc Bré; 2^e: Jean-Pierre Chéreau; 3^e: Michel Carlelet.

Marne. - 1^{er}: Jean-Claude Laval; 2^e: Michel Voisin; 3^e: Alain Bisteur; 4^e: Bertrand Wiedemann-Goiran.

Haute-Marne. - 1^{er}: Guy Baillet; 2^e: Guy Chanfrault.

CORSE

Corse-du-Sud. - 1^{er}: MRG en cours; 2^e: en cours.

Haute-Corse. - 1^{er}: Emile Zuccarelli, MRG; 2^e: Robert Alberti.

FRANCHE-COMTÉ

Doubs. - 1^{er}: Robert Schwini; 2^e: Jean-Louis Fousset; 3^e: Guy Bêche; 4^e: Pierre Moscovici; 5^e: Yves Lagier.

Jura. - 1^{er}: Alain Brune; 2^e: en cours; 3^e: Jean-Pierre Santa-Cruz.

Haute-Saône. - 1^{er}: en cours; 2^e: Jean-Pierre Michel; Jean-Noël Jeannevey, maj. p.

Territoire-de-Belfort. - 1^{er}: Ray-

mond Forni; 2^e: Jean-Pierre Chénement.

ILE-DE-FRANCE

Paris. - 1^{er}: Dominique Bertinotti; 2^e: Philippe Chauvet; 3^e: Alain Morell; 4^e: Jacques Bravo; 5^e: Tony Dreyfus; 6^e: Georges Sarre; 7^e: Patrick Bloche; 8^e: Eric Chevallier; 9^e: Jean-Marie Le Guen; 10^e: Serge Bisko; 11^e: Pierre Castagnon; 12^e: Claude Fieutiaux; 13^e: Marc Wessé, MRG; 14^e: Jean-Yves Mano; 15^e: Danièle Pourtaud; 16^e: Jean-Luc Ganneau; 17^e: Yvette Davant; 18^e: Christophe Carasco; 19^e: Daniel Vallah; 20^e: Jean-Christophe Cambadélis; 21^e: Michel Charzat.

Seine-et-Marne. - 1^{er}: Jean-Louis Mouton; 2^e: en cours; 3^e: Dominique Vincent; 4^e: Philippe Darrilat; 5^e: Frédéric Chéd'hotel; 6^e: Jean Lion; 7^e: Jean-Paul Planchou; 8^e: Jean-Pierre Fourré; 9^e: Jacques Heudin.

Yvelines. - 1^{er}: Roland Nadaus; 2^e: Alain Gribbe; 3^e: Michèle Valadon; 4^e: Denis Leroux; 5^e: Gérard Mouchard; 6^e: Jean Laurent; 7^e: Michel Rocard; 8^e: Bernard Schreiner; 9^e: Jean-Alain Rousseau; 10^e: Anne-Andrée Beaugendre; 11^e: Guy Malandain; 12^e: Marie-Annick Trentarossi.

Essonne. - 1^{er}: Jacques Guyard; 2^e: Alain Girard; 3^e: Yves Tavernier; 4^e: Eric Cochard; 5^e: Paul Lorient, sén.; 6^e: Claude Geron; 7^e: Marie-Noëlle Lelennan; 8^e: Michel Berson; 9^e: Thierry Mandon; 10^e: Julien Droy.

Hauts-de-Seine. - 1^{er}: Chantal Léopold, maj. p.; 2^e: Michel Lanret; 3^e: Pierre Roussel; 4^e: Michel Sapin; 5^e: Gilles Catoire; 6^e: Elisabeth Gourevitch; 7^e: Madeleine Darbel; 8^e: Carole Roy, MRG; 9^e: Pierre Gahery; 10^e: Marie-Josée Bizon; 11^e: Philippe Bassinet; 12^e: Pascal Buchet; 13^e: Jean-François Morle.

Seine-Saint-Denis. - 1^{er}: Gilbert Bonnemaison; 2^e: Henri Weber; 3^e: Jacques Salviator; 4^e: Gérard Fuchs; 5^e: Gilles Lacan; 6^e: Claude Barotone; 7^e: Daniel Chavry; 8^e: Jean-François Dauriac, MRG; 9^e: Vionique Nèzière; 10^e: Jacques Delahaye; 11^e: Jean-Claude Mejsas; 12^e: Pascal Poppin; 13^e: Jacques Mahès.

Val-de-Marne. - 1^{er}: André Maurin; 2^e: Laurent Cuhala; 3^e: Roger Gérard Schwartzberg, MRG; 4^e: Serge Delaporte; 5^e: Jean-Claude Emorine; 6^e: Michel Salter; 7^e: Jean-Louis Besnard; 8^e: Raymond Riquier; 9^e: René Rouquet; 10^e: Jean-Luc Laurent; 11^e: Alain Geismar; 12^e: Patrick Sève.

Val-d'Oise. - 1^{er}: Jean-Pierre Muller; 2^e: Alain Richard; 3^e: Jean-Pierre Bequet; 4^e: Marcel Chermoux, MRG; 5^e: Michel Vallé; 6^e: François Ballestracci; 7^e: Jean-François Lecur; 8^e: Dominique Strauss-Kahn; 9^e: Michel Coffineau.

Pas-de-Calais. - 1^{er}: Jean-Pierre Defontaine, MRG; 2^e: Jean-Marie Alexandre; 3^e: Cécile Locqueville; 4^e: Jean-Marie Krajewski; 5^e: Guy Lengagne; 6^e: Dominique Duplet; 7^e: André Capet; 8^e: Michel Lécât; 9^e: Jacques Melk; 10^e: Serge Janquart; 11^e: Noël Joseph; 12^e: Jean-Pierre Kuchida; 13^e: Jean-Claude Bois; 14^e: Albert Facon.

BASSE-NORMANDIE

Calvados. - 1^{er}: Yves Mével; 2^e: Louis Mexandreu; 3^e: Yvette Roudy; 4^e: Jeanyou Lecarpentier; 5^e: André Lédan; 6^e: Olivier Sira.

Manche. - 1^{er}: Michel Levilly; 2^e: Philippe Durand; 3^e: en cours; 4^e: Patrick Mougenot; 5^e: Bernard Cavin.

Orne. - 1^{er}: Yves Lepape; 2^e: André Grudet; 3^e: François Dubin, MRG.

HAUTE-NORMANDIE

Eure. - 1^{er}: Daniel Guérin, MRG; 2^e: Alain Bureau; 3^e: Jean-Louis Destans; 4^e: François Loncle; 5^e: Pascal Lamy.

Seine-Maritime. - 1^{er}: Michel Bérégovoy; 2^e: Dominique Gambier; 3^e: Pierre Bourguignon; 4^e: Laurent Fabius; 5^e: Jean-Claude Balex; 6^e: Paul Dhaille; 7^e: Eric Doufi; 8^e: Joseph Menga; 9^e: Frédérique Bredin; 10^e: Jean-Marie Leduc; 11^e: Jean Beaufils; 12^e: Alain Le Vern.

PAYS-DE-LA-LOIRE

Loire-Atlantique. - 1^{er}: Daniel Asseray; 2^e: Albert Mahé; 3^e: Jean-Marc Ayraut; 4^e: Jacques Floch; 5^e: Thérèse Caillaud; 6^e: Martine Baron; 7^e: René Leroux; 8^e: Claude Evrin; 9^e: Camille Durand; 10^e: Alexandre Mazouza, MRG.

Maine-et-Loire. - 1^{er}: Yves Meunier; 2^e: Jean-Claude Boyer; 3^e: MRG en cours; 4^e: Michel Cartron; 5^e: Jean-Pierre Bonnaux; 6^e: Annie Kerrou; 7^e: Jean-Yves Dumont.

Mayenne. - 1^{er}: Michel Saurin; 2^e: Francis Duligault; 3^e: Alain Pers.

Sarthe. - 1^{er}: Pierre Chesnier, MRG; 2^e: Raymond Douyère; 3^e: Guy-Michel Chauveau; 4^e: Gérard Gilbert; 5^e: Jean-Claude Boulard.

Vendée. - 1^{er}: Jacques Auxiette; 2^e: Jean-Louis Berland; 3^e: Jacques Fraisse; 4^e: Daniel Houes, MRG; 5^e: Jean-Claude Rемаud.

PICARDIE

Aisne. - 1^{er}: René Dosièr; 2^e: Yves Mennesson; 3^e: Jean-Pierre Balligand; 4^e: Bernard Lefranc; 5^e: Dominique Jourdain.

Oise. - 1^{er}: Yves Rame; 2^e: André Sajoion; 3^e: Jean Anciant; 4^e: Olivier Deuil; 5^e: Michel François; 6^e: Gérard Beyle; 7^e: Jean-Pierre Braine.

Somme. - 1^{er}: Jean-Claude Dessein; 2^e: Bernard Wallois; 3^e: Pierre Hjad; 4^e: Jacques Becq; 5^e: Roger Lineatte; 6^e: Jacques Fleury.

POITOU-CHARENTES

Charente. - 1^{er}: Bernard Desbordes; 2^e: Jean-Claude Fayemendie; 3^e: Jérôme Lambert; 4^e: Jean-Claude Beauchaud.

Charente-Maritime. - 1^{er}: Michel Crépeau, MRG; 2^e: François Fontaine, MRG; 3^e: Roland Reix; 4^e: Pierre-Jean Daviaud, maj. p.; 5^e: Henri-Georges Dubois.

Deux-Sèvres. - 1^{er}: Bernard Bellet; 2^e: Sébastien Royat; 3^e et 4^e: en cours.

Vienne. - 1^{er}: Jacques Sanitrot; 2^e: Alain Clays; 3^e: Philippe Charpentier; 4^e: Guy Monjalou.

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

Alpes-de-Haute-Provence. - 1^{er}: François Massot; 2^e: José Escanez.

Hautes-Alpes. - 1^{er}: Daniel Chevallier; 2^e: MRG en cours.

Alpes-Maritimes. - 1^{er}: Joseph Ciccolini, MRG; 2^e: en cours; 3^e: Jean-Hugues Colonna; 4^e: Michèle Mathieu; 5^e: Paul Cuterello; 6^e: Pierre-Marie Vidal, MDR; 7^e: Marc

Dannis; 8^e: Jean-Paul Lécard; 9^e: en cours.

Bouches-du-Rhône. - 1^{er}: Michel Coullomb; 2^e: Bernard Pigamo; 3^e: Philippe Sanmarco; 4^e: Charles Emile Loo; 5^e: Janine Ecochard; 6^e: en cours; 7^e: Michel Pezet; 8^e: Marius Masse; 9^e: en cours; 10^e: Roland Povinelli; 11^e: Marc Eglhoff, MRG; 12^e: Henri d'Attilio; 13^e: Roger Camoin; 14^e: Alexandre Medvedowsky; 15^e: Daniel Conte; 16^e: Michel Vauzelle.

Var. - 1^{er}: Gérard Maestracci; 2^e: Alexandre Hory, MRG; 3^e: Roland Joffe; 4^e: Patrick Gio; 5^e: Serge Rambaud; 6^e: Maurice Jussé; 7^e: en cours.

Vaucluse. - 1^{er}: Guy Ravier; 2^e: André Borel; 3^e: Christian Gros; 4^e: Jean Galé.

RHÔNE-ALPES

Ain. - 1^{er}: Dominique Saint-Pierre, MRG; 2^e: Marie-Eliane Deut-Gorji; 3^e: Pierre Carroz; 4^e: Michel Raymond.

Ardèche. - 1^{er}: Robert Chapuis; 2^e: Yves Jouvet; 3^e: Jean-Marie Ailaize.

Drôme. - 1^{er}: Roger Léron; 2^e: Alain Fort; 3^e: Henri Michel; 4^e: Henri Berthelot.

Isère. - 1^{er}: Gérard Dulac, MRG; 2^e: Jean-Pierre Lappi; 3^e: Michel Desvès; 4^e: Didier Migoud; 5^e: Edwige Avic; 6^e: Jean Bourdier; 7^e: Jean-Pierre Philippe; 8^e: Louis Mermaz; 9^e: André Vallin.

Loire. - 1^{er}: Gérard Lindeberg; 2^e: Jean-Claude Bertrand; 3^e: André Friedemann, MRG; 4^e: Jean-Paul Chartron; 5^e: Jean Auroux; 6^e: Albert Prost; 7^e: Alain Pomes.

Rhône. - 1^{er}: Thierry Brailhard, MRG; 2^e: André Rives; 3^e: Yves Deschamps; 4^e: Martine Rouse; 5^e: Guy David; 6^e: Jean-Paul Bret; 7^e: Jean-Jack Queyenne; 8^e: Yves Olivier; 9^e: Alain Rocher, MRG; 10^e: Guy Oudaud; 11^e: Gabriel Monchamp; 12^e: René Lambert; 13^e: Martine David; 14^e: Marie-Joséphine Sublet.

Savoie. - 1^{er}: Jean-Paul Calloud; 2^e: Pierre Bonhomme; 3^e: Roger Rinchet.

Haute-Savoie. - 1^{er}: André Pittet; 2^e: 3^e, 4^e: en cours; 5^e: Bernard Comont.

Le RPR et l'UDF éliminent quelques primaires

Le RPR et l'UDF, qui poursuivent des discussions sur les investitures aux élections législatives, ont publié, jeudi 28 janvier, une nouvelle liste qui complète l'accord électoral conclu, le 20 janvier, entre les deux formations (le Monde du 22 janvier). En Loire-Atlantique, deux «primaires» sont supprimées: le candidat unique est M. Jean-Luc Harousseau (UDF) dans la troisième circonscription et M. Alain Saillant (RPR) dans la quatrième. Dans l'Oise qui était un département «réservé», le RPR et l'UDF présentent des candidats uniques dans les sept circonscriptions (le Monde du 24-25 janvier). Il s'agit, pour le RPR, de MM. Olivier Dassault, député sortant (1^{er}), Jean-François Mancel, député sortant (2^e), Ernest Chénier (3^e), Arthur Dehaene, député sortant (4^e), Lucien Deganchy (5^e); pour l'UDF, de MM. François-Michel Gonnat, député sortant (6^e) et Patrick Malaizé (7^e).

□ L'Alliance populaire (extrême droite) présentera quatre-vingts candidats. M. Jean-François Touzé, président de l'Alliance populaire, a présenté, mardi 26 janvier à Paris, une liste de quatre-vingts candidats que cette organisation d'extrême droite présentera aux élections législatives dans trente-cinq départements avec pour slogan «François, relevez la tête». Créée il y a neuf mois (le Monde du 5 mai 1992) par d'anciens membres du Front national et du Parti des forces nouvelles (PFN), ce mouvement avait pour ambition d'être présent dans deux cents circonscriptions.

Dans le Haut-Rhin, le RPR a retiré son candidat dans la cinquième circonscription, permettant à M. Joseph Klifa (UDF-PSD) d'être candidat unique alors que l'UDF a retiré le sien dans la septième afin que M. Michel Habig (RPR) se trouve dans une situation identique. Dans la neuvième circonscription de l'Essonne, l'UDF réserve le nom de son candidat (qui ne sera pas M. Huelin, dont le nom figurait sur la première liste) afin que M. Georges Tron (RPR). En revanche, dans la quatrième circonscription des Côtes d'Armor qui était «réservée» par l'UDF, cette dernière a désigné M. Yvon Lemoigne, qui sera candidat unique. Cas de figure semblable dans la première circonscription du Bas-Rhin où le candidat unique de l'opposition parlementaire sera M. Emile Kuhl, député sortant (UDF). Dans les Vosges, la troisième circonscription est «réservée» car le député sortant, M. Christian Spiller (div. d.) a manifesté son intention de ne pas se représenter.

Dans le Gard, l'UDF a décidé de présenter M. Jean-Marie André face à M. Simon Casas, candidat du RPR, dans la deuxième circonscription; et dans le Territoire de Belfort, M. Michel Raclot face à M. Lionel Courber, candidat du RPR, dans la seconde circonscription. Dans la sixième circonscription du Nord, l'UDF, qui avait «réservé» son candidat, apporte son soutien à M. Vandelande (div. d.). Enfin, le RPR a «réservé» le nom de son candidat dans la neuvième circonscription de Seine-et-Marne où M. Guy Geoffroy avait été précédemment désigné.

Papa, c'est quoi une législative ?

Si votre enfant vous pose des questions sur les législatives, le rôle d'un député, la politique... achetez-lui le nouveau numéro d'Astropi ou d'Okapi chez votre marchand de journaux.

ASTRAPI pour les 7-11 ans OKAPI pour les 11-15 ans

هنا من الأصل

JUSTICE

Le meurtre d'une fillette devant la cour d'assises de la Moselle

Le handicap mental de Christian Giacchetto

Christian Giacchetto, trente-six ans, comparaît depuis le mercredi 27 janvier devant la cour d'assises de la Moselle pour répondre du viol et du meurtre d'une fillette de trois ans, commise à Metz le 25 février 1989. Un premier procès, qui s'était ouvert le 23 janvier 1992, avait été interrompu après six jours de débat afin de permettre l'instruction d'un complément d'information ordonné par la cour. Il a principalement porté sur les faits, alors que ce procès pose une autre question : quels sont les critères permettant d'apprécier la situation mentale d'un accusé lui permettant d'être jugé dans des conditions normales ?

METZ

de notre envoyé spécial

La présidente lui parle comme s'il s'agissait d'un enfant. Pour obtenir une réponse à peu près cohérente, il faut former des phrases courtes avec des mots simples. Et même à ce prix, le dialogue devient rapidement impossible. D'un instant à l'autre, si la question lui est posée autrement, Giacchetto conteste ce qu'il vient d'affirmer péremptoirement. Ou bien il répond « oui » en argumentant aussitôt le contraire. Et dans une affaire aussi grave, la salle laisse souvent échapper un bref sourire, aussitôt réprimé par un sentiment de consternation. Ainsi, lorsque la présidente, M^{me} Marie-Agnès Minguet, lui

indique : « Vous êtes l'un des onze enfants », Giacchetto rétorque, formel : « Non ! Je suis le plus vieux. » Et lorsqu'on lui permet de se rasseoir, c'est lui qui déclare, solennel : « Je n'ai plus de questions à poser. »

A l'âge de trois ans, il ne marchait pas encore. « Il se traînait par terre », raconte sa mère, en rappelant que c'est ainsi qu'il s'est faufilé dans une cage d'escalier pour tomber du quatrième étage. Il a été hospitalisé pendant six mois avec un traumatisme crânien et ce n'est qu'à l'âge de sept ans qu'il a commencé à marcher difficilement. Il n'a été à l'école qu'à dix ans, mais il n'a jamais appris à lire ni à écrire, et il sait à peine compter. Placé dans un institut médico-professionnel pour handicapés mentaux à treize ans, son état, selon les éducateurs, s'est aggravé. A quinze ans, le directeur dit de lui : « C'était un garçon craintif, peureux, sauvage, qui ne comprenait pas le sens des mots. » A dix-huit ans, il entre comme bachelier auxiliaire à la ville de Metz.

Cet emploi, qui pouvait être interprété comme une chance, est en fait un handicap supplémentaire. « J'avais souhaité qu'il soit plutôt orienté vers un centre d'études ou travail (CAT) », explique un éducateur. Car la loi est ainsi faite que dès qu'un travail ordinaire a été occupé, il est très difficile, voire impossible, de revenir en milieu protégé.

Malgré la patience de son employeur, il est licencié au bout d'un an et il ne touchera jamais les allocations d'handicapé auxquelles il aurait eu droit s'il était resté à l'institut médico-pédagogique (IMP). Alors, avec une petite charrette, il ramasse des métaux qu'il vend aux récupérateurs. Quelques factures ont été

retrouvées. Elles vont de 17,50 F à 50 F. Sa mère est convaincue qu'il a un don pour réparer les téléviseurs. Cette femme, qui travaille depuis trente ans comme agent d'entretien, pleure doucement à la barre en répétant : « Je suis fatiguée, ça fait quatre ans que ça dure, j'en peux plus. Il était trop gentil, ce garçon-là. Je l'ai toujours protégé, car ce n'est pas un enfant comme les autres. » Pendant un an, le juge d'instruction lui a interdit de voir son fils. Maintenant, elle va trois fois par semaine à la prison, mais les frères et sœurs de Giacchetto n'ont toujours pas le droit d'accéder au parloir.

Des aveux rétractés

Christian Giacchetto n'a eu qu'une petite amie : une jeune voisine qu'il rejoignait furtivement pour un bref rapport malade sans très bien comprendre ce qui lui arrivait, car ce n'est que bien plus tard qu'il trouvera la force de demander à une femme discrète le mécanisme d'une ejaculation qui l'étonne et le dégoûte. Pour le mariage, c'est soit un « clochard », soit un « garçon gentil ». Les uns le voient sobre, mais beaucoup l'ont connu ivre et baroque. L'un de ses frères a dit aux enquêteurs : « Il était un peu dérangé, mais pas méchant. On ne parlait pas avec lui, car quand il parlait, c'était tellement bête... »

Il va cependant falloir juger Christian Giacchetto. Lorsque la petite Christine Burbach a été retrouvée à 20 h 30, égarée et violée dans un square de Metz le 25 février 1989, il y avait plus d'une heure que sa mère la recherchait éperdument. Car elle l'avait laissée endormie dans la voi-

ture quelques minutes, le temps d'une courte visite chez ses parents. L'enquête so dirigea vers quatre jeunes hommes soupçonnés d'avoir volé des objets dans les voitures en stationnement ce soir-là. Parmi eux, Christian Giacchetto, qui finira par avouer le crime devant les policiers et le juge d'instruction ; puis il se rétracta et depuis, il nie formellement. « On m'accuse d'un crime que j'ai pas commis, et moi, j'étais pas là ! » répète Giacchetto. Quant aux trois autres, ils auraient vu la scène du meurtre et ils compareraient librement pour répondre du délit de « non-assistance à personne en danger ».

Sans preuve, sans élément matériel, la conviction se fera sur les débats, et l'état mental de l'accusé est donc particulièrement important. Certes, les experts ont estimé que Giacchetto n'était pas en état de déraison au moment des faits et qu'il était « accessible à la sanction pénale ». Mais pour la défense, menée par M^{me} Lilian Glok, le bâtonnier Michel Neyt, et M^{me} Luc Girard, la difficulté, pour l'instant, est ailleurs. Il s'agit surtout de savoir si Giacchetto, avec un QI de 47, peut se défendre normalement, malgré son handicap et malgré la prise de puissants neuroleptiques. Selon une ultime expertise réalisée juste avant l'ouverture des débats, son état de santé physique et mental « lui permet de comparaître » devant la cour d'assises. Cette formule vague et plus juridique que médicale ne répond pas aux questions de la défense qui demandait une évaluation précise des capacités de compréhension de l'accusé.

MAURICE PEYROT

Les suites de l'affaire SAGES

Le maire de Massy et l'ancien maire d'Ostwald sont inculpés par le juge Van Ruymbeke

M. Claude Germon, député socialiste de l'Essonne et maire de Massy, a été inculpé, jeudi 28 janvier à Rennes, de trafic d'influence par le juge Renaud Van Ruymbeke. Le magistrat rennais, qui enquête sur la nature des financements dont certains élus socialistes ont bénéficié de la part du bureau d'études de la SAGES, proche du PS, avait déjà inculpé, mardi 26 janvier, un ancien adjoint du maire de Massy, chargé de l'urbanisme, M. Hubert Bourcier (le Monde du 28 janvier). Dans la même journée, et dans le même dossier, le juge a notifié le même chef d'inculpation à M. André Fougerousse, ancien maire d'Ostwald (Bas-Rhin) et ancien membre du conseil régional d'Alsace.

Les investigations menées par le juge Renaud Van Ruymbeke depuis un an lui ont permis d'établir que la SAGES, présidée par M. Michel Rey, et sa filiale ARAVIS avaient encaissé, entre 1989 et 1991, 13 millions de francs de commissions auprès d'entreprises pour des marchés conclus sur la commune de Massy (le Monde du 22 janvier). Dans une requête en date du 6 juillet 1992, le magistrat écrivait : « Ces sociétés ont pris en charge des frais de campagne électorale et le financement politique pour le compte de M. Germon et de deux autres adjoints (M. Méléchon et M^{me} Ograndi). Hubert Bourcier apparaît comme salarié de la société ARAVIS, fonction qu'il aurait acceptée à la demande de M. Germon. » Il ajoutait que « le nom de M. Germon apparaît sur des factures d'un traiteur payées par la SAGES ».

« Personne protégée »

Sur instructions de la chancellerie, six informations judiciaires, dont une concernant M. Bourcier, étaient revenues entre les mains du magistrat rennais, tandis que vingt-cinq enquêtes préliminaires étaient confiées aux parquets compétents. M. Germon échappait ainsi au juge d'instruction, mais pas pour longtemps. La suppression du privilège de juridiction, entrée en vigueur le 4 janvier, a modifié la procédure. Avant cette date, le juge n'aurait pas pu inculper un élu « bénéficiant du statut de « personne protégée » - sans le feu vert de la Cour

de cassation. Jeudi 26 janvier, il lui a suffi de convoquer M. Germon dans son bureau, comme il le ferait pour n'importe quel autre citoyen, pour lui notifier son inculpation.

A l'issue de son audition, M. Germon a fait lire par son avocat, M^{me} Jacques Bourdais, bâtonnier du barreau de l'Essonne, un communiqué dans lequel il affirme que cette « inculpation ne repose sur aucune charge ou fait mettant en cause la responsabilité pénale » du maire de Massy, car ce dernier « n'a perçu de la SAGES aucune rémunération, aucune commission, aucun avantage personnel de quelque nature que ce soit ». Le texte précise que « la SAGES n'a jamais conclu de marché ni avec la ville de Massy ni avec la SEM-Massy [société d'économie mixte] et souligne que « la chambre régionale des comptes n'a relevé aucune irrégularité dans la passation des marchés de ces deux collectivités ».

Convocation du maire de Courcouronnes

Le cas de Massy n'est pas le seul dans lequel le juge s'efforce de déterminer si les sommes versées par la SAGES et ARAVIS aux élus relèvent du financement politique ou de l'enrichissement personnel. L'inculpation de M. André Fougerousse, dans le même dossier, procède de la même démarche. L'ancien maire d'Ostwald ainsi que des membres de sa famille auraient bénéficié, en relation avec des commissions facturées par la SAGES à des entreprises attributaires de marchés à Strasbourg et Ostwald, de voyages (en Egypte et en Tunisie) payés par la société de M. Rey. Enfin, le juge a convoqué pour le lundi 1^{er} février M. Guy Briantais, maire socialiste de Courcouronnes (Essonne). Cet élu avait, lui aussi, fait l'objet d'une requête dans laquelle le juge signalait les activités de la SAGES et ARAVIS à Courcouronnes, et notait que M. Briantais et sa famille avaient bénéficié, en 1990, d'un voyage payé aux Etats-Unis.

Dans un communiqué diffusé le 28 janvier, M. Briantais affirme que « rien ne peut [lui] être reproché » et estime qu'il devrait « bénéficier prochainement d'un non-lieu ». Si le juge Van Ruymbeke n'arrivait pas, lui aussi, à cette conclusion, M. Briantais « souhaiterait être inculpé lundi » pour avoir accès au dossier.

R.-P. P.

Au tribunal correctionnel de Lyon

Le procès de cinq trafiquants britanniques relance un débat sur les méthodes des douaniers

L'affaire des « Britanniques de Perrache » - ces cinq trafiquants de haschich arrêtés, le 6 juin 1990 à Lyon, avec une tonne de résine de cannabis - est examinée depuis mercredi 27 janvier par le tribunal correctionnel de Lyon. L'opération, montée par les douaniers pour « infiltrer » le groupe de trafiquants, a été pesée au crible lors des audiences des 27 et 28 janvier. Le procureur a requis des peines de huit à douze ans de prison assorties d'amendes.

LYON

de notre bureau régional

Il aura fallu des mois de péripéties judiciaires, d'escarmouches procédurales et de glosses juridiques pour en arriver au débat sur le fond. Un premier procès avorté pour cause d'« inscription en faux » contre le procès-verbal de flagrant délit (le Monde du 7 octobre 1992) puis deux renvois. « L'opération Gisèle », montée par la direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED), commençait à sentir le réchauffé. C'est dans le juridictionnel que mijota pourtant ce vieux ragout lors de la première demi-journée d'audience, mercredi 27 janvier.

Enfin, on se soucia de la personnalité mystérieuse des cinq sujets de Sa Majesté qui, visio un interprète, tenaient de suivre un jeu plus compliqué que le cricquet. Avec leurs costumes gris muraille de bonne coupe et leur opiniâtisme mutisme, James D'Dea, quarante-sept ans, marchand de tableaux à Amsterdam, Terence Stuart, cinquante ans, commerçant à Londres, Alan Morgan, trente-six ans, Michael Cook, quarante-trois ans, et leur complice, prévenu libre, Jeffrey Thurgood, trente-deux ans, sont surtout remarquables par leur discrétion. Largement compensée par l'activisme de leurs avocats.

Ces demi-gros bonnets auxquels les douanes ont fait porter un large chapeau se prétendent « occasionnels », « fourvoyés », naïfs en somme. C'est quasiment par inadvertance que les quatre premiers se seraient retrouvés un matin de printemps, près de la gare de Perrache à Lyon, dans un camping-car (sur)chargé de 1 058 kilos de « shit ». On en apprendra fort peu sur leurs trajectoires, leurs relations, leurs commanditaires. Rien non plus sur leur « boss » supposé, « l'homme aux cheveux blancs »,

un certain Michael Green qui s'est mis au vert et que le douanier « infiltré » décria comme « la plus grande tête pensante du système ». Damned !

En saura-t-on réellement davantage sur « Gisèle », cette opération farouchement chaperonnée à posteriori par un ministre du budget amateur de havanes mais pourfendeur de hasch, dont la défense s'efforce de bousculer les pudeurs administratives ? Assez pour comprendre que ce coup monté en vue de réaliser une saisie record - « faire du chiffre » comme on dit dans le jargon - ressemble à un « coup », sinon tordu, du moins biaisé.

Enormes ficelles

Le « flagrant délit » miraculeux de Perrache cachait, en amont, une opération d'infiltration poussée. Comme le juge d'instruction le découvrit, il s'agissait moins d'une « livraison surveillée », légalisée depuis des lustres, que d'une livraison étroitement contrôlée. Sous la fausse identité d'« Eric », M. Jean-Pierre Cazé, contrôleur divisionnaire à l'antenne lyonnaise de la DNRED, avait joué un rôle actif dans le transport, le stockage et la livraison du haschich importé du Maroc. Faisant décharger le bateau à Port-la-Nouvelle (Aude), prenant contact avec un intermédiaire marocain, assurant le transport de la marchandise vers Lyon, assistant à des négociations et au paiement de la drogue à l'hôtel George V, à Paris, commençant ses « complicités » vers la source de Perrache après les avoir installés et aidés, pour le conditionnement du « H », dans un hangar loué à la chambre de commerce de Lyon... Encore ne s'agit-il là que de la version officielle, paquet d'invasions emballé avec d'énormes ficelles.

Au cours de l'audience du jeudi 28 janvier qui prit les allures d'un procès à l'anglo-saxonne, la noria des défenseurs, renversant les rôles, s'acharna avec malice sur les gabous métamorphosés en limiers, auto-affranchis des règles judiciaires. Michel Ribatet, ex-paron de l'échelon de Lyon de la DNRED, et Jean-Pierre Cazé, par ailleurs inculpés et momentanément écroués par un juge d'instruction de Dijon dans le cadre d'un autre « dérapage » et qui bénéficieraient de l'amnistie liée à une loi conecotée par leur ministre de tutelle, M. Mielbel Charasse, subirent ainsi, avec vaillance, les assauts des pénalistes.

On s'étonne que l'intermédiaire marocain, Abdel Rafik, aimablement redressé à son hôtel, ait pu regagner son pays avec quelque 850 000 francs en poche, on s'interroge sur l'identité et l'âge du capitaine du bateau transporteur de « H », dont les douanes ne prirent ni photo ni signalement, on s'ébanoit devant les circonstances du rendez-vous de Port-la-Nouvelle, on se demandait comment l'un des acheteurs avait pu caisher 850 000 francs en florins sous sa chemise. Bref, on persifla, à défaut

de savoir comment démonter le montage. Et puis, les parties civiles et le substitut, passionné et vibrant, ramassèrent un peu de gravité autour de cette affaire gaudiloque. Il fut question de « fonctionnaires courageux », d'une puissante organisation capable de sortir 10 millions de francs, de « marchands de mort », de lourdes peines... L'ordre judiciaire reprenait ses droits.

Le procès devait se terminer vendredi 29 janvier.

ROBERT BELLERET

Fausse factures et démarchages publicitaires

Le principal syndicat de policiers serait mis en cause dans une affaire de délits financiers

Placé en garde à vue, jeudi 28 janvier, M. Jacky Viallet, secrétaire général du Syndicat national de la police en tenue (SNPT, majoritaire), affilié à la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, proche de la gauche), devait être défilé, vendredi, devant M. David Peyron, juge d'instruction à Paris chargé d'enquêter sur des pratiques de fausses factures et de démarchages publicitaires abusifs. Cette affaire, qui a déjà atteint le secteur mutualiste de la police nationale et dont il n'est pas exclu qu'elle touche d'autres responsables syndicaux, pourrait ébranler la crise du syndicalisme policier majoritaire, récemment ébranlé par des divisions internes.

Ce sont d'abord deux policiers responsables d'une mutuelle de la police nationale qui ont été inculpés, jeudi 28 janvier, d'usage de faux par M. David Peyron, juge d'instruction au tribunal de Paris.

Interpellés la veille à Lille, le brigadier-chef Georges Vincent, président de la mutuelle Prévoyance familiale des policiers en tenue, et le brigadier Christian Janssens, trésorier de la mutuelle, ont été laissés en liberté sous contrôle judiciaire. Les deux inculpés sont

permanents syndicaux du SNPT. Selon les investigations en cours, la mutuelle aurait eu des rapports avec une régie publicitaire parisienne, où « apparaîtrait un système de fausses factures après des démarchages publicitaires abusifs visant des commerçants et sociétés ».

« Pompe à fric »

Puis, deux autres policiers, responsables syndicaux nationaux du SNPT, étaient, jeudi soir, placés en garde à vue, à Paris. M. Jacky Viallet, secrétaire général du SNPT, dont le siège est rue de Dunkerque à Paris (X^e), et le trésorier national du syndicat, ont été interpellés à la suite de la perquisition opérée, jeudi matin, au siège du SNPT par le huitième Cabinet de délégation judiciaire de la police judiciaire parisienne.

Des « documents financiers » auraient été saisis, « renforçant les soupçons pesant sur le rôle présumé de ce syndicat dans cette affaire », indique-t-on de source proche de l'enquête. L'instruction pourrait ainsi révéler l'existence d'une « pompe à fric », selon la formule d'un enquêteur, mise en place dans l'entourage de la FASP.

Dix personnes sont déjà inculpées dans ce dossier, dont trois dirigeants de deux régies publi-

itaires, les sociétés ABCDM et BEAS. Des revues spécialisées comme la Voix des cadres, de la direction générale des impôts, la Voix des cadres de la direction générale des douanes ou l'Annuaire des maires de l'Allier demandaient en toute bonne foi à des régies publicitaires de trouver des annonceurs pour leurs encarts publicitaires.

Les régies sous-traitaient alors à des « agents commerciaux » qui leur facturaient leurs prestations. Contre cette facture était remis un chèque que les « agents commerciaux » décaissaient. En réalité, plusieurs d'entre eux étaient de véritables « taxis », établissant des factures fictives sans prestation ou surévaluant des factures.

Sept d'entre eux ont été inculpés, dont deux sont sous mandat de dépôt.

o Saisies de drogue. - A l'issue d'une opération réalisée simultanément à Marseille, Nice, Sanary (Var), La Ciotat, ainsi que dans certaines localités du Sud-Ouest par les enquêteurs de la brigade des stupéfiants du SRPJ de Marseille et de la brigade de recherches et d'interventions (BRI), 20 kilos de cocaïne ont été saisis, ainsi que des armes et des explosifs, et une trentaine de personnes interpellées, parmi lesquelles un ancien international de football. A Toulon, une dizaine de personnes, soupçonnées d'avoir écoulé trois

L'affaire Carrefour du développement

M. Nucci n'exclut pas de déposer un pourvoi contre l'arrêt de la Cour des comptes

M. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération, a indiqué, jeudi 28 janvier, dans un communiqué, qu'il n'exclut « nullement » de déposer un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la Cour des comptes qui le déclare comptable de fait, dans l'affaire de l'association « Carrefour du développement » (le Monde du 29 janvier).

M. Nucci s'étonne de la publication par la presse, « à l'aube de la campagne électorale », de cet arrêt en date du 30 septembre 1992 mais notifié aux parties à la fin du mois de janvier. L'ancien ministre, ainsi que M. Yves Chaliar son chef de cabinet, et M. René Trillaud, chef du service des dépenses au ministère, ont été déclarés conjointement et solidairement « comptables de fait » pour la somme de 51 897 786,83 francs.

kilos d'héroïne en cinq mois, pour une valeur estimée à 3 millions de francs à la revente, ont été interpellés par des gendarmes agissant sur commission rogatoire du juge Thierry Rolland, et écroués. A Mulhouse, le ministre de l'Intérieur, Paul Quilès, qui signait il y a un plan local de sécurité entre l'Etat et la commune, a indiqué que 5 657 trafiquants et dealers ont été interpellés en 1992 en France, soit 38 % de plus que l'année précédente, et que 44 tonnes de drogues diverses avaient été saisies en 1992.

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Après avoir essayé de vives critiques

M. Jack Lang reconsidère son projet de réforme du baccalauréat

Contrairement à ce qu'avait annoncé le ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, au mois de décembre dernier en présentant sa réforme du baccalauréat, les lycéens qui échouent à l'examen ne pourront pas bénéficier du maintien de leurs notes pendant cinq ans mais seulement pendant une année. En revanche, le délai de cinq ans est maintenu pour les adultes en formation professionnelle, salariés ou au chômage.

Ce sont des textes modifiés portant sur la réforme du baccalauréat qui ont été présentés, jeudi 28 janvier, au Conseil supérieur de l'éducation (CSE) et approuvés par ce dernier. Le ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, avait annoncé, le 15 décembre dernier (*le Monde* du 16 décembre 1992), plusieurs mesures destinées à mettre le baccalauréat en cohérence avec la nouvelle architecture des filières du lycée. La décision d'affecter un même coefficient à toutes les disciplines «dominantes» dans chaque série de bac avait notamment été bien accueillie.

Mais M. Lang innovait sur un autre terrain en décidant que, désormais, les élèves ayant échoué à l'examen pourraient conserver, pendant cinq ans, le bénéfice de leurs notes supérieures à la moyenne. Une manière habile d'ouvrir en douceur la voie à des formes d'évaluation par contrôle continu — déjà en vigueur pour les baccalauréats professionnels et certains BEP, — sans pour autant por-

ter atteinte d'un seul coup au sacro-saint principe de l'examen final. L'idée était aussi d'inciter des élèves tentés par l'abandon de leurs études après un échec au baccalauréat de rester dans le système scolaire ou bien de revenir au lycée un an ou deux après un échec.

Cette mesure avait cristallisé la plupart des critiques émises sur la réforme de M. Lang, et suscité de violentes attaques de la part, notamment, des syndicats d'enseignants proches de la droite comme le SNALC (Syndicat national des lycées et collèges), ou encore de Force ouvrière et de la Société des agrégés. Une douzaine d'associations de spécialistes entendent d'ailleurs manifester à Paris, le 10 février prochain, notamment pour «sauver le bac en danger».

Pour calmer le jeu, M. Lang a donc préféré revenir sur cette disposition en la limitant aux «adultes salariés ou au chômage» qui seraient candidats à l'examen. Pour les autres, les lycéens, ils pourront en cas d'échec conserver le bénéfice de leurs notes supérieures à la moyenne pendant une année, à condition qu'ils redonnent immédiatement. Ce qui limite singulièrement, par rapport à l'idée initiale, l'incitation à la reprise d'études.

S'agit-il, en faisant cette concession, de sauver l'essentiel de la réforme engagée, comme on l'explique dans l'entourage du ministre, ou bien la perspective d'une renouveau en cause du baccalauréat, couperet — fut-elle progressive et limitée — est-elle à ce point difficile à envisager?

Ch. G.

REPÈRES

NUCLÉAIRE

Sursis pour les réacteurs Osiris et Siloé du CEA

Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a annoncé, jeudi 28 janvier, une redistribution des missions d'Osiris, de Saclay (Essonne), et de Siloé, de Grenoble (Isère), deux réacteurs de recherche dont le capital est aujourd'hui surabondant à nos besoins.

Construits respectivement en 1968 et 1963, Osiris (70 mégawatts) et Siloé (35 mégawatts) ont servi, dans le passé, à la mise au point des centrales nucléaires civiles. Aujourd'hui, utilisés à de nouvelles applications, ils ne fonctionnent qu'à 75 % de leur capacité. Après avoir examiné plusieurs hypothèses (dont l'arrêt de Siloé), le CEA a finalement décidé de maintenir les deux réacteurs au service «sur une période de trois ans, avec un réexamen de leurs conditions d'exploitation dans dix-huit mois». Osiris fonctionnera à pleine capacité, et accueillera l'ensemble des irradiations technologiques. Siloé verra son temps de fonctionnement réduit de 30 % et sa puissance abaissée progressivement de 20 %, et sera consacré aux irradiations à caractère industriel, tout en conservant sa mission de recherche fondamentale.

Orphée (174 mégawatts), construit en 1980 à Saclay, et qui ne sert qu'à la recherche fondamentale, n'est pas concerné par ces mesures.

DROITS DE L'HOMME

Cinq ONG primées pour leur aide à l'enfance

Le Prix des droits de l'homme 1992, patronné par le premier ministre, a été attribué à cinq

organisations non gouvernementales (ONG) pour récompenser leurs actions en faveur des enfants. M. Gauguier Kleinman, ministre délégué aux affaires étrangères, a remis, lors d'une cérémonie officielle, jeudi 28 janvier, les prix (120 000 francs) aux responsables de deux ONG : M^{me} Martine Brousse, présidente de la fédération française La Voix de l'enfant, qui a été primée pour son travail en faveur des enfants croates et bosniaques réfugiés dans les camps de Novo-Cisa et de Tampo à Zagreb, et le Père Miguel Jean-Baptista, directeur des foyers Maurice-Sixto, qui sont primés pour l'accueil réservé aux enfants des rues à Haiti. M. Kleinman a rendu hommage aux trois autres lauréats absents : le bureau des droits de l'homme de l'archevêché de Guatemala, Mère Miralila de Gasquet du Nicaragua et les organismes haïtiens des droits de l'homme.

ILE-DE-FRANCE

La région va participer au sauvetage d'Orlyval

La conseil régional d'Ile-de-France a décidé, jeudi 28 janvier, de participer au sauvetage d'Orlyval, la ligne de métro automatique qui dessert l'aéroport d'Orly à partir de la station de RER d'Antony. La région versera 10 millions de francs par an pour contribuer aux dépenses de renouvellement du matériel. L'exploitation de cette ligne pourra ainsi être reprise par la RATP, après que les banques et les actionnaires ont accepté d'abandonner les deux tiers de leurs créances, soit près d'un milliard de francs. Concéder en avril 1988, et conçu pour transporter 4 millions de voyageurs par an, Orlyval n'était en fait utilisé, depuis sa mise en service en 1981, que

MÉDECINE

A l'initiative du professeur Luc Montagnier et de M. Federico Mayor

La Fondation mondiale contre le sida cherchera à «compléter» l'effort des pouvoirs publics

Le professeur Luc Montagnier et M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, ont annoncé, jeudi 28 janvier, la création de la Fondation mondiale recherche et prévention sida (*le Monde* du 24-25 janvier). Destinée, selon l'expression du professeur Montagnier, à «compléter» l'effort déjà entrepris pour lutter contre le sida, cette Fondation a droit de suite à pour objectif d'innover dans la recherche (1).

La Fondation mondiale contre le sida envisage de créer trois centres de recherche appliquée, assurant le suivi des séropositifs par de nouveaux tests de laboratoire et permettant l'évaluation rapide de l'efficacité de nouveaux traitements dans le cadre d'essais cliniques. Ces trois centres seront situés en Afrique (vraisemblablement, selon nos informations, à Abidjan), en France (sans doute à l'hôpital Saint-Joseph, Paris) et aux États-Unis. Leur coût estimé est de 60 millions de francs pour la construction et l'équipement et de 30 millions pour le fonctionnement annuel.

D'ores et déjà, la Fondation mondiale contre le sida peut se prévaloir du soutien de nombreuses institutions et personnalités : outre le président de la République, M. François Mitterrand, et M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, de nombreuses personnalités politi-

ques françaises (parmi lesquelles MM. Jacques Chirac et François Léotard) ont fait savoir qu'elles soutiendraient cette initiative. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et l'OMS ont également fait part de leur soutien aux deux fondateurs. C'est d'Italie que sont venus les premiers donateurs privés (des banques et des groupes industriels).

Raffirmant une nouvelle fois qu'il souhaitait dépasser «la querelle stérile» qui l'a opposé au professeur Robert Gallo (2) à propos de la paternité de la découverte du virus du sida, le professeur Montagnier a déclaré qu'il comptait beaucoup sur la nouvelle administration Clinton pour mettre en œuvre une coopération avec les institutions scientifiques américaines. Il y a quelques jours, au cours d'un dîner à Washington, le professeur Montagnier avait évoqué avec le professeur Gallo la possibilité de joindre leurs efforts en vue de la création de l'équivalent du Manhattan Project pour le sida. Le professeur Montagnier avait en outre eu des contacts avec la direction du National Institute of Health (NIH) afin d'étudier la possibilité d'une coopération — scientifique et financière — entre sa fondation et le NIH.

Il sera intéressant de connaître, dans les prochaines semaines, la composition du conseil scientifique de la Fondation mondiale contre le sida. On saura alors si ce projet intéresse l'ensemble de la communauté internationale des chercheurs spécialisés dans le sida ou s'il vise surtout à financer les travaux de recherche de l'équipe du professeur Montagnier, en particulier concernant l'étude des facteurs qui amplifient l'action du virus du sida.

F. N.

(1) Fondation mondiale recherche et prévention sida, 1, rue Milla, 75015, Paris (tél. : 45-88-45-20 et 45-68-38-41).

(2) Il y a quelques semaines, un rapport du département américain de la santé avait accusé le professeur Gallo de «mauvaise conduite scientifique», estimant que ce dernier avait «entravé les progrès potentiels de la recherche sur le sida à l'aide de L'AV» déposé à l'Institut Pasteur de Paris (*le Monde* des 1^{er} et 2^{es} janvier).

SPORTS

TENNIS : les Internationaux d'Australie Courier et Edberg en finale

Comme en 1992, la finale des championnats internationaux d'Australie opposera, dimanche 31 janvier à Melbourne, l'Américain Jim Courier, numéro un mondial et tenant du titre, au Suédois Stefan Edberg, numéro deux. En demi-finale, vendredi 29 janvier, le Suédois a battu l'Américain Pete Sampras 7-6, 6-3, 7-6. Le champion du monde, qui n'a toujours pas perdu de set depuis le début du tournoi, a éliminé l'Allemand Michael Stich, 7-6, 6-4, 6-2.

Accord de coopération entre la France et l'Afrique du Sud dans le domaine sportif. — M^{me} Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, et M. Steve Tshwete, chargé des sports au sein du Congrès national africain (ANC), ont conclu, jeudi 28 janvier, un accord d'échanges et de coopération dans le domaine sportif afin de «contribuer à une véritable déségrégation du sport en Afrique du Sud». Après une étude des besoins des populations noires dans les sports qu'elles pratiquent massivement, la France devrait contribuer à la formation d'entraîneurs pour le basket-ball féminin, l'athlétisme, la boxe, le football et le rugby. C'est la première fois qu'un tel programme est mis en œuvre en faveur des townships d'Afrique du Sud.

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE

Renseignements : 46-62-74-43

QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

NOM : Atmon. Prénom : Yemine. Age : quarante-quatre ans. Nationalité : française. Profession : danseuse et, entre deux engagements, secrétaire intérimaire. Activité annexes : conseiller aux prud'hommes. Situation de famille : célibataire. Signes distinctifs : fine, jolies, teint mat, queue de cheval et grosse frange brune, petit nez de chat. Domicile : sans.

Où elle est sans domicile fixe, Yemine. Sans domicile et sans papiers. D'où cette fiche d'état civil. Fourtant elle avait une adresse, une bonne adresse : le 141, rue Lamarck, dans le XVIII^e arrondissement de Paris, troisième étage gauche. J'y vais. J'entends un pas dans l'escalier. Elle me rejoint, légère, enjouée, dans son petit imper noir, un foulard rouge autour du cou, devant une porte fermée. Serre change.

Ca va faire quatre mois qu'elle est à la rue. Et au chômage. Obligée de coucher chez des copains, un jour ici, trois jours là. Comment? Pourquoi? C'est toute une histoire! Une drôle d'histoire que m'a signalée l'ADUA, l'Association de défense des usagers de

boîte à lettres remplie de prospectus, de courrier, dont une enveloppe à en-tête de sa banque.

— Permettez? — Je l'ouvre. Elle a plus de 13 000 F à son compte. Un compte régulièrement approvisionné.

— Je comprends pas, suffit de leur réclamer un nouveau chèque pour... — Pour qu'on me le refuse. Sans explication.

Stupéur de me part. Je demande où est le téléphone. J'appelle son avocat. Qui confirme. Elle a envoyé une mise en demeure et au directeur de l'agence au siège social, en protestant contre une mesure abusive. Pas de

réponse. — Quand je vous le disais! A croire qu'ils ont subi des pressions. En 1992, à peine installée dans l'appartement, vétusta, moche, mais bon, je m'y plaisais bien, je commence à recevoir des avis de paiement — là pas de problème, le loyer, 1 800 F par mois, était prélevé directement sur mon compte — systématiquement accompagnés d'un arriéré sans aucun justificatif.

Elle finit par engager une procédure pour obtenir la



l'administration. Toujours est-il qu'en revenant de son travail, le 29 septembre dernier...

— Je farfouille dans mon sac à la recherche de ma clé, je la trouve, je lève les yeux, et qu'est-ce que je vois? Un avis d'huissier. Défense de pénétrer sous peine de poursuites pénales. Et là ma retrouvée, habillée comme vous voyez là, sans vêtements de rechange, sans carte d'identité, sans carnet de chèques, sans même une brosse à dents. Crue et nue. J'ai pas l'air comme ça, mais je ne suis pas bien. Vous n'imaginez pas ce que c'est... J'imagine très bien. Vous aussi, sûrement. Suffit de rester plantée toute seule, bras ballants, dans un aéroport, devant le tapis à bagages qui s'immobilise après avoir livré sacs et valises à une foule de voyageurs pressés, pour se sentir mal, très mal.

Elle me montre par la fenêtre du palier son deux-pièces sur cour, vitres voilées de rideaux orange... — Ma télé, mon magnétoscope, mes fringues, mes valises, mes disques, mes bouquins, mes dossiers de prud'hommes, à part deux trois bricoles envoyées au garde-meubles, à Pantin, tout est resté là. Impossibilité de remettre la main dessus. A la mi-octobre, l'huissier occupe de m'ouvrir. Je me pointe avec un témoin. Il n'est pas au rendez-vous. Refuse de m'en donner un autre. Et prétend que je vivais sur un tas d'ordures. Simplement, plus d'électricité, plus de frigo. Sur que ça doit cocoter un peu! Je l'emmène prendre un café au bistro en face. En sortant, elle passe devant sa

détail des charges. Et obtient satisfaction. On lui a compté les impôts et les assurances de la concierge, il n'y en a pas dans l'immeuble, la taxe d'un balcon inexistante et les frais des assemblées des copropriétaires!

En 1987, ses 32 mètres carrés tombent sous le coup de la loi Méhaignerie. Son loyer passe à 2 000 F par mois. Elle conteste cette augmentation et continue à s'acquitter de son ancien loyer. Son bailleur la traîne en justice. L'affaire est en cassation. Entre-temps, il obtient le droit de l'expulser.

Vous me direz : Normal. Part-à-peu. Mais ce qui ne l'est pas, c'est qu'on ait séquestré ses biens. Et qu'on s'arde à les lui rendre. L'ADUA a alerté la garde des Sceaux. Et j'apprends, moi, pas elle, que ses papiers et une partie de ses affaires viennent d'être transportées dans un autre garde-meubles, en Seine-et-Marne. Et qu'elle devra allonger 5 000 balles pour les récupérer! Enfin, c'est insensé! Qu'un officier ministériel délègue quelqu'un, à la fois bien, mais qu'il l'empêche de retrouver un toit, un emploi à durée déterminée et, là, maintenant, les moyens de débiter une situation à la Kafka en le privant de sa carte d'identité, de ses feuilles de paya et de son chèque, avouez qu'il y a de l'abus. Abus de pouvoir et violation des droits de l'homme.

De quoi déposer plainte. Ce qu'elle a fait, Yemine. Vous vous souvenez de cette pub, à la télé? Som-lis pas beaux, pas gentils, les huissiers? Voire!

Politis
En kiosque à partir du 29 janvier

Bossier :
Prostituées et après...

Enquête :
L'Espagne 93

Entretien :
Pierre Mauroy

EN BREF

812 cents infirmières varoises manifestent à Draguignan. — Huit cents infirmières des centres hospitaliers varoises ont manifesté jeudi 28 janvier à Draguignan pour soutenir une infirmière titulaire inculpée d'homicide involontaire et menacée de perdre son emploi, à la suite de la mort, le 20 novembre, d'une fillette de 5 ans provoquée par une surdose de quinine administrée par une stagiaire. Les infirmières, qui ont reçu le soutien de la coordination nationale infirmière, réclament la

création de 920 postes dans les hôpitaux varoises, dont 38 pour le seul hôpital de Draguignan.

Onzième attentat depuis le début de l'année à Nice. — Une charge a explosé, vendredi 29 janvier vers 13 h 30, boulevard de Cessole, dans un quartier très peuplé du nord de Nice (Alpes-Maritimes). Il n'y a pas de victimes, mais un restaurant et un magasin de chaussures ont été fortement endommagés, de même que l'entrée d'un immeuble. C'est le onzième attentat à Nice depuis le début de l'année.

هكذا في الامم

Café-theatre
LE REPOS DU SE
de PAUL C
COMMAN
TEMPÊTE
MONÉTAI
vante chez votre marchand

CULTURE

THÉÂTRE

L'ange et la fée Michèle Morgan et Jean Marais, magiciens du bonheur

LES MONSTRES SACRÉS
aux Bouffes-Parisiens

« Le deuxième acte me semble insurmontable. Le premier était assez facile : je le voyais. Les autres, je vis. Alors moi, mon ange. Vole jusqu'à ma cabine et verse-moi ton soleil lunaire, le seul qui me réchauffe. » Signé Jean Cocteau. Sa prochaine pièce, *Prima Donna* (qui va devenir *Les Monstres sacrés*), lui fait des mièzes : il a du mal à l'écrire. Il appelle à l'aide Jean Marais. Jean Marais, mobilisé à Roye, dans la Somme, surveille l'approche éventuelle de l'ennemi du haut du clocher du village. Le ciel, les cloches, le coq, la tenue bleu horizon : pour Cocteau, c'est l'ange, qui a si souvent survolé ses poèmes. Jean Cocteau est absolument malade de l'éloignement de Jean Marais. Il est inquiet aussi. « J'ai le cœur à l'étranger à travailler une pièce sans toi », lui écrit-il.

Cocteau avance quand même, parce qu'il n'a plus un sou. Et rien à vendre : son appartement, place de la Madeleine, est vide ; juste quelques assiettes données par des copains, et deux chaises que Marais, avant la déclaration de guerre, avait chapardées dans le jardin des Champs-Élysées (des chaises pliantes). « *Fenosa m'a donné une lettre du gérant qui réclame le loyer* », écrit Cocteau à Marais. Fenosa, grand sculpteur catalan (Picasso, jusqu'à la fin, tiendra à garder, à portée de regard, des statues de Fenosa dans son atelier), est fauché lui aussi ; il n'est pas mêlé aux loyers impayés de Cocteau, simplement le caennais lui a remis une enveloppe alors qu'il montait chez Cocteau. Fenosa sculpte alors un « *loup petit buste portatif* » de notre poète : « *Je l'ai eu tout le temps avec moi pendant la guerre* », a précisé Marais.

Les Monstres sacrés est une pièce de « boulevard climatisé ». Le propos est to-fo-fo-fo. Une très jeune actrice, Liane, juste sortie du Conservatoire et de passage au Théâtre-Français pour quelques figurations (comme cela se faisait et se fait encore), est tombée amoureux d'un célèbre comédien marié : Florent. Un soir, elle va voir jouer son épouse, Esther, actrice « de boulevard », fabuleuse. Liane en ressent un tel choc qu'après le baisser du rideau, comme une folle, elle monte dans la loge, et là, en état d'hypnose, de délire, elle joue une scène qu'elle a écrite. Florent est son amant, et qu'il lui a



Michèle Morgan et Jean Marais, deux monstres sacrés pour la pièce du même nom

proposé le mariage. Stupéfaction d'Esther, qui a toujours cru son mari, si grand acteur soit-il, incapable de « jouer la comédie dans la vie ». Et il suffit que Florent arrive pour que le mensonge de Liane apparaisse.

Mais l'hallucination brève que vient de vivre Esther va la décider à « jouer la comédie dans la vie ». La pièce de Cocteau est ainsi construite sur le mensonge de la vérité et la vérité du mensonge. Esther, qui, dans la première scène, a imprudemment déclaré : « *La grandeur du théâtre, c'est que les morts, à la fin de la pièce, se relèvent* », s'amuse à tenter le diable, prend Liane chez elle, et « la jette dans les bras » de Florent.

Cocteau écrit le premier rôle des *Monstres sacrés* pour l'actrice hors normes Yvonne de Bray, qui avait été hallucinée dans les *Parents terribles*. Il y eut pendant les répétitions, et même lors des représentations, des soirs d'angoisse, parce que Yvonne de Bray, grande névropathe, avait des crises d'alcoolisme, parce que, aussi, sa

compagne, Violette Maurice, était une terror. Championne de courses automobiles, elle s'était fait couper les seins, qui la gênaient pour conduire, se coiffait et s'habillait et même « se rasant » comme un homme : en cas d'événement de grosses colères de Violette, Yvonne de Bray devenait, sur la scène, un éponantant.

Charme irrésistible

Les Monstres sacrés furent joués tout de même, avec un succès tel que le Théâtre Michel se trouva trop petit, et la pièce enchaîna dans une salle plus grande, celle des Bouffes-Parisiens où Jean-Claude Brialy l'accueillit aujourd'hui. C'est Jean Marais qui, cette fois, est là, sur la scène. Il joue Florent. Et c'est une autre figure de légende qui joue Esther : Michèle Morgan.

C'est simple : des mois et des mois de triomphe et d'émotion assurés ! Parce que ces deux grands artistes, d'ailleurs adorés du public, sont absolument irrésistibles de

charme, d'éclatante beauté, de simplicité poignante, d'élégance d'esprit, d'aisance, d'imagination. Dans la mise en scène de Raymond Gérôme, Anne Rousselle (Liane) et Yvette Ferret (l'habilleuse Loulou) sont tout à fait remarquables et aussi Françoise Fleury dans le rôle d'une « suivante » d'Esther : Charlotte.

Mais le bonheur fou de cette pièce, c'est l'accord Morgan-Marais. Oui, ce mot de « bonheur » s'impose. La grâce infuse de ces deux acteurs fait penser à un mot de Giraudoux. A un éditeur qui avait censuré deux chapitres de l'un de ses romans, et qui lui disait : « *Peu importe : si vous êtes deux mesures d'une belle sonate, la sonate reste la même* ». Giraudoux avait répondu : « *Ce roman n'est pas une sonate, c'est un piano : je voulais inviter les jeunes à jouer de leur bonheur* ».

MICHEL COURNOT

► Du mardi au samedi à 20 h 30. Samedi à 17 h 30. Dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-56-60-24.

MUSIQUES

Noces chez les grands bourgeois

Un metteur en scène canadien
pousse Mozart vers le vaudeville chic

BORDEAUX

de notre envoyée spéciale

Le comte Almaviva pourrait être de la Mafia. Séducteur, machiste et violent, dans la grande tradition de la Cosa Nostra revu par Hollywood, il fait souffler le chaud et le froid sur cette production bordelaise des *Noces de Figaro*, de Mozart, mise en scène par Robert Carsen. Ce beau gosse gominé, en costume trois pièces rayé, pourrait être aussi l'héritier trop gâté d'une famille de grands bourgeois italiens. Baryton, péremptoire, acteur né, l'australien Peter Coleman-Wright est, logiquement, mais contrairement à une tradition qui met Suzanne et Figaro en avant, le vrai héros (bémé) de la pièce de Beaumarchais revu par Da Ponte.

Noble ? Non. Chef de clan. On est au Grand Théâtre de Bordeaux, pur bijou XVIII^e nouvellement restauré, le plus bel édifice français actuel pour le théâtre chanté. Mais on est aussi au théâtre, au vaudeville, on guette les jeux de scène, on rit sans arrêt, on redécouvre la pièce derrière la musique, on s'émerveille, on s'émeut, on se sent une fois de plus à une tradition qui met Suzanne et Figaro en avant, le vrai héros (bémé) de la pièce de Beaumarchais revu par Da Ponte. Noble ? Non. Chef de clan. On est au Grand Théâtre de Bordeaux, pur bijou XVIII^e nouvellement restauré, le plus bel édifice français actuel pour le théâtre chanté. Mais on est aussi au théâtre, au vaudeville, on guette les jeux de scène, on rit sans arrêt, on redécouvre la pièce derrière la musique, on s'émerveille, on s'émeut, on se sent une fois de plus à une tradition qui met Suzanne et Figaro en avant, le vrai héros (bémé) de la pièce de Beaumarchais revu par Da Ponte.

On les quitte enlacés en un long baiser de cinéma. Happy end... Robert Carsen est ce jeune metteur en scène canadien qui avait ensorcelé le Festival d'Aix-en-Provence il y a deux ans avec *Le Songe d'une nuit d'été*, de Shakespear (1). Il y avait partie liée avec le décor et la scénographie, couleurs crues, volumes géométriques, costumes

insolites, surfaces de guingois, anachronismes systématiques. Une récente *Turandot* à Anvers confirmait ces priorités (oubliions la *Munon* ratée, accueillie à la Bastille).

Et l'on découvre en Carsen un directeur d'acteurs, et un vrai ! Excepté un quatrième acte qui ne serait rien s'il ne se déroulait dans une forêt onirique de mannequins de couturier, ses *Noces* pourraient se priver de décor. L'important est d'où l'on entre, comment l'on sort, ce qui est vu, ce qui est caché : le couloir coupé du premier acte, la place de la fenêtre et des portes au second, Almaviva assis de dos à son bureau au troisième. Dans ces grands espaces de douce lumière et de libre circulation, c'est le regard qui fait irruption.

Impétueux chanteurs

Autour de Charlotte Margiono, mozartienne éprouvée, parfaite comtesse, autour du comte irrésistible dont nous parions, la distribution réunit de jeunes, d'impétueux chanteurs : Erhan James (Chérubin), Lilian Watson (Suzanne), Hanna Schaer (Marcelline), Erich Knodt (Bartolo), Gilles Caehemille (Figaro). Hans Graf, après une ouverture prestissimo, avait parfois, au soir de la première, du mal à caler les tempos de l'orchestre sur cette impétuosité. Mais depuis 1979 où il a reçu le prix de direction Karl-Böhm, le chef autrichien n'a guère quitté Salzbourg. Cela s'entend à certains détails stylistiques (attaques des cordes en douceur, luminosité des solos instrumentaux), « *Chaufé* » au long de sa saison symphonique par Alain Lombard, l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine ne cesse de faire des progrès.

ANNE REY

(1) Le *Songue d'une nuit d'été* effectuera une tournée en 1994 : par exemple à l'Opéra-Comique à Paris en février, le metteur en scène canadien, en passant par Lyon, Caen et Montpellier.

► Prochaines représentations : la 31 janvier à 14 h 30 et le 2 février à 20 heures. Tél. : (01) 56-48-58-54.

Richard Gotainer le facétieux ordinaire

Décor années 50
pour un spectacle où le rire vole un peu bas

RICHARD GOTAINER
à l'Olympia

Deux heures durant, Richard Gotainer, chanteur (*In Ballade de l'obsédé*, *le Youki*, *Chiple*, *le Mambo du décalco*), publicitaire (*« Buvez, éliminez ! »*), essaye de nous convaincre de notre appartenance commune à la grande famille humaine. A ce grave, ces liens quotidiens qui font de nous des individus embarqués sur la même galère, et dont la géographie se situe plutôt sous la ceinture. La démonstration n'exclut pas certaines vulgarités, d'ailleurs revendiquées par le chanteur, et un culte un tantinet provocateur, et l'assurance rigolarde des enfants en âge de fréquenter la maternité.

Hormis les petits faits et gestes de tous les jours (l'usage intime des lavabos, les phantasmes de « *nanas courues main* »), on trouve au rayon des archétypes de l'humanité selon Gotainer : la chienne aux moustiques par nuit d'été, la gueule de bois (il entre alors en scène vêtu d'un peignoir en éponge à grands carreaux, manquant les charentaises), ou encore le ras-le-bol franchouillard devant les stars et les grands de ce monde (« *Quand je vois la horde de roublards qui se mouche dans mon drapau* »), pape et politiciens compris.

Le succès de Richard Gotainer a longtemps bénéficié d'un don certain pour le second degré. Son humour simple (*le Youki*, apologie cinglante des toutous familiaux), le sens du rythme, des mélodies construites sans détour et chantées d'une voix légèrement acide et pétillante, l'art de l'image-choc (*Printif*, *le Samsa*) ont construit un profil plutôt flatteur. Le personnage n'était pas exempt de tendresse : les *Quatre Saisons*, en 1982, valaient certes mieux que le *Vive la Gaule* de 1987.

Mais les clichés, les mimiques et les lieux communs résistent mal au passage du temps, et les promesses de Gotainer dans les prochains albums de la planète (*Rupture de stock*, on la triste histoire de disparition des eaux de sources) ressemblent à du tourisme en chemise à fleurs, avec appareil photo en ban-

douillère. Sur la scène de l'Olympia, où il revient après la parution de l'album *D'amour et d'orage* (chez Flare-nash), Gotainer a beau planter un joli décor années 50 - lampes tulipes à tiges métalliques - il a beau installer une chambre à coucher sous l'estrade du batteur pour signifier qu'il s'y passe bien des choses, il ne parvient pas à convaincre de sa complète innocence.

Le sens du kitsch (il sort, en habit de croquer, d'un grand cœur de carton-pâte rose), les envies de ce grand garçon, porté sur l'onomatopée, d'être autre chose que lui-même (un mage, un saltimbanque, un John Lennon, un clown...) laissent le regret d'une ambition non réalisée.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Jusqu'au 31 janvier, à 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49.

CINÉMA

Café-théâtre médiéval

LES VISITEURS
de Jean-Marie Poiré

Dans les débris du ennemi espace-temps, il y a toujours moyen de glisser un film. On peut envoyer ses contemporains se frotter aux rudesses de la vie médiévale, ou, comme Jean-Marie Poiré, précipiter un seigneur du XI^e siècle (Jean Reno) et son valet (Christian Clavier, qui a écrit le scénario avec Poiré) dans l'enfer de notre fin de millénaire. C'est s'assurer d'une provision à peu près inépuisable de gags aussi faciles que résistants à l'usage (la rencontre avec les voitures, l'apprentissage de l'eau courante ou de l'électricité, le découpage de l'édifice des privilèges).

Poiré et Clavier ont voulu en faire un peu plus. Le long prologue médiéval qui aboutit à la conjuration du sortilège temporel louche manifestement du côté des Monty Python, de Terry Gilliam et des délires médiévaux de *Sacré Graal* ou *Bandits Bandits*. Pendant ce

temps, le mépris flagrant des auteurs pour l'exactitude historique est assez réjouissant. En revanche leur inaptitude au fantastique confirmera tous les lieux communs sur le cartésianisme français. Et, malgré la sympathie que peut inspirer la tentative, on est finalement soulagé de voir les *Visiteurs* s'installer au XX^e siècle. Les héros y rencontrent Valérie Lemercier en comtesse sortie des « Oiseaux » (c'est la descendante de Reno), Marie-Anne Cozart en clocharde (elle reprend, à très peu de choses près, le rôle de Zazette épouse X du *Père Noël est une ordure*) et Clavier, qui tient un second emploi, celui du parvenu, descendant du manant. Le film se déroule alors gentiment, avec quelques accès de langage, jusqu'à sa conclusion tout à fait dans l'air du temps : à travers les siècles les nobles restent nobles et les manants des gueux. *Les Visiteurs* aurait dû sortir le 21 janvier.

T. S.

Un flash dans l'ombre

L'ŒIL PUBLIC
de Howard Franklin

Leon Bernstein, Berny pour ses intimes des trottoirs, des bars, des rues et des commissariats, est un roublard, un baratinier, un vulgaire, un rusé. Berny est surtout photographe, champion toutes catégories du fait divers sur le vif, des « tues » sanglantes ou suggestives, à l'aise comme un crapaud dans les eaux troubles du New-York des années 40. Berny, à bout d'arguments et de petites coupures, élame qu'il est un artiste et que son travail sera un jour reconnu. Nous, qui regardons les photos de « *Weges* » à côté de celles d'Avedon dans nos bibliothèques, savons qu'il a raison. Pas les rudes chefs, les films, les prostituées et les truands auxquels il a affaire, et qui le méprisent copieusement.

Un soir, la piste de Berny croise le chemin de la belle Kay, propriétaire du Café Society, en butte aux manœuvres de racket-

teurs. Barracien amoureux d'une étoile, le petit Leon (joué avec tout l'efficacité sans nuances de Joe Pesci) trahira pour la séduisante veuve (Barbara Hershey, impeccable) sa loi d'airain : tout voir et ne rien dire, ne jamais choisir son camp. Il finira, justicier armé d'un flash, en pleine guerre des gangs.

Le cinéaste débutant Howard Franklin n'apporte guère d'idée originale pour la réalisation de ce film noir, et, finalement, c'est heureux. Le genre, pourvu qu'il soit traité avec modestie, fournit aisément les ressorts dramatiques et les ambiances, filmés tel avec ce qu'il faut de dynamisme. Mieux, sans dévier de son scénario pétaradant et gouailleux, l'Œil public devient, sans préchi-précha, une ode de bon aloi aux petites gens, ceux qui restent dans l'ombre et trinquent pour les autres. Discret et sympathique à la fois, ce n'est pas le cas tous les jours.

JEAN-MICHEL FRODON

Voisins, voisines

JEUX D'ADULTES
d'Alan Pakula

Dans deux maisons voisines d'une banlieue aisé habitent deux couples. Un bourgeois timoré, musicien réduit à composer des jingles publicitaires, Kevin Kline et son épouse Mary Elizabeth Mastrantonio, mère de son enfant ; un golden boy tricheur sur le retour, Kevin Spacey, marié à une « croquette » abandonnée par le métier, Rebecca Miller.

Chacun ayant envie de coucher avec la femme de l'autre, Kevin Spacey propose à Kevin Kline de le faire, une nuit, sans rien dire aux dames, qui, lui affirme-t-il, feront sans doute semblant de ne s'apercevoir de rien. Après un haut-le-cœur de convenance, et environ vingt minutes de film, Kevin Kline se décide. C'est alors que l'horreur lui

tombe dessus et le poursuit jusqu'à la fin, fin heureuse comme on n'en fait plus. On peut le dévoiler, car si *Jeux d'adultes* d'Alan Pakula se veut suspense psychologique, il n'y a ni suspense ni psychologie tant les situations et les personnages sont convenus, tant les comportements sont invraisemblables.

Certes, le vraisemblable n'est pas une priorité s'il est remplacé par le mystère, la poésie, la finesse. Trois qualités ignorées d'Alan Pakula, qui filme avec honnêteté, mais pratique des ellipses désinvoltes dans le récit, et s'étale sur les regards lourds de sons et les détails significatifs. Tous les comédiens sont mauvais, en particulier Kevin Kline, trop abrupt pour qu'on s'intéresse une seconde à ce qui lui arrive. Forest Whitaker, détective privé, passe dans le fond. G. G.

THÉÂTRE 14 JEAN-MARIE SERREAU LOC. 45 45 49 77
DU 19 JANVIER AU 7 MARS
LE REPOS DU SEPTIÈME JOUR
de PAUL CLAUDEL
COMPAGNIE JEAN BOLLERY

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS
Février
1993
1^{er} dossier
TEMPÊTES
MONÉTAIRES
En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

Maison
des
Cultures
du
Monde
Jusqu'au 17 février
le chef d'œuvre de
NAZIM HIKMET
LE NUAGE
AMOUREUX
une mise en scène
éblouissante de
MEHMET ULUSOY
« Ce spectacle fit le bonheur
d'une multitude de publics
dans le monde entier.
La nouvelle présentation est
plus entraînante encore. »
Michel Cournot LE MONDE
45.44.72.30

CULTURE

POINT DE VUE

Le paysage de l'Ouest parisien et son avenir

par Paul Chemetov

Le Conseil d'Etat doit se prononcer sur le recours introduit par le ministre de l'équipement contre la décision du tribunal administratif de Versailles ordonnant l'arrêt des travaux de l'autoroute A 14 au pied de la terrasse de Saint-Germain. Dans ce temps suspendu, le Monde publie le 16 janvier un « Point de vue » qui, proposant d'enfourer l'autoroute, risque d'enterrer le débat que le moratoire actuel permettrait. Ses auteurs, au nom des grands travaux parisiens, au nom de l'axe royal que la République a conçu par l'Arche de Sreckselsen, entendent poursuivre l'esprit de cet aménagement jusqu'à Saint-Germain.

Un point d'histoire cependant : l'axe de La Nôtre n'aboutit pas à la terrasse de Saint-Germain ; une ligne qui en serait issue, dirigée

vers le Louvre, peserait sur le Vésinet. La terrasse de Saint-Germain est une pièce essentielle du grand paysage de l'Ouest parisien ; elle n'est pas une pièce détachée de l'axe. Poursuivre des axes sans raison ? Cœsescu au prix du massacre de Bucarest, Speer dans le projet du Gross Berlin, ou Mussolini taillant la vie Delle Concillazione, n'ont essayé.

Le projet de l'autoroute A 14 a été mal engagé ; le concession d'un ouvrage d'utilité publique à une entreprise privée – fût-elle excellente – entraîne la suspicion sur les fins dernières du projet. Je n'ai pas trouvé dans l'article de Monique Mosser et Pascal Cribier de critique de cette première anomalie, ni même le nom de l'homme d'Etat délaqué qui signe cette concession. Décidé et décliné comme s'il n'était qu'une

ligne sur une carte, un tel ouvrage transforme le paysage, il doit être étudié avec sa zone d'influence, de cohabitation, il ne peut être une suture recousue par quelques fils de verdure.

Mais comment se réclamer de la loi de 1913 pour décider que nul viaduc ne saurait être compatible avec l'œuvre de La Nôtre, alors qu'on laisse s'édifier au pied de la terrasse et dans son périmètre sur Saint-Germain, La Paque et Montesson des centaines de logements collectifs et individuels dont les habitants naturellement inquiets fournissent la masse de manœuvre de pétitions vertueuses. Pétitionnent-ils pour la valeur de leur bien ou pour la défense du nôtre ?

Comment supposer qu'une traversée sous-fluviale au lieu et place d'un viaduc à Mesnil-le-Roi réglerait tous les problèmes au prix d'une dépense qui avoisinerait le milliard de francs, en acceptant que les 700 hectares maraîchers de la plaine de Montesson (premier horizon paysager de la terrasse) soient, à la faveur du passage de l'autoroute, lotis hors de tout débat public, de toute consultation. Comment défendre les bords de Seine à Saint-Germain et ne pas se préoccuper de ceux de Nanterre et de l'île de Chateaufort, il y a peu, on proposait d'édifier un stade gigantesque. La Seine serait-elle moins noble au contact de ses rives prolétaires ? Le Nôtre ou La Votre ?

L'enfouissement des vivants

Cette situation de crise oblige à poser, pour maintenant et pour l'avenir, d'une nouvelle façon, le problème des infrastructures. La terrasse de Saint-Germain – ouvrage de génie civil – a eu un auteur, le canal du Midi, aussi, comme le viaduc de Garabit et le pont-tunnel de Brie, la voûte du CNIT ou les hangars d'Orly malheureusement détruits. Les hommes de ces projets furent ingénieurs, jardiniers, remement architectes, mais ils ne réalisaient pas seulement des nécessités fonctionnelles. Dans l'audace des solutions techniques, la beauté des formes et l'économie de la matière, leurs projets étaient pensés comme des ouvrages d'art.

Aujourd'hui, les grands projets ont occupé le champ de l'architecture, plus récemment celui des politiques urbaines. Il paraît difficile que les grandes infrastructures routières au ferrées et leurs ouvrages, d'un investissement supérieur au plus prestigieux des bâtiments, échappent à la réflexion que la loi impose en France pour la plus petite des maternités. Les infrastructures ne peuvent rester des solutions de nécessité et de contingence égrémentées, pour faire pièce aux défenseurs de l'environnement, de quelques plantations qui évoquent inamoviblement le persil des neveux à la denture des boucheries.

Mais si la seule réponse aux inquiétudes soulevées consistait à enterrer les ponts, puis les routes, demain les trains et pourquoi pas les pistes d'envol, il faudrait effectivement décréter un moratoire et enrêter toute nouvelle infrastructure en France ; car l'idéal, dans cette optique, pour chacun d'entre nous, serait de creuser un tunnel direct de son séjour à son lieu de travail. Ils existent : ce sont les égouts.

Les défis de la terrasse de Saint-Germain sont nombreux ; pour y répondre, il faut affirmer le rôle majeur des transports en commun dans les zones urbaines ; le tramway de Saint-Denis en est un bel exemple. Pour y répondre, il faut revendiquer le statut et les moyens du projet pour les infrastructures. Le défi majeur est de poser enfin l'exigence de la confrontation du patrimoine ancien et des ouvrages contemporains dans une même prise en compte du paysage et du territoire que ne sauraient rassembler ni de mélanges pastiches ni l'enfouissement généralisé des vivants dans des ouvrages ratés de la beauté nécessaire d'une ville contemporaine.

► Paul Chemetov est architecte.

Naissance de l'Académie universelle des cultures

Sous la présidence du Prix Nobel de la paix Elie Wiesel, un nouveau « grand chantier » voulu par M. François Mitterrand

Une trentaine de personnalités de toutes nationalités, artistes, universitaires, hommes politiques, dont plusieurs Prix Nobel, devaient participer, vendredi 29 janvier au Palais du Louvre à Paris, à la séance inaugurale de l'Académie universelle des cultures sous la présidence de l'écrivain Elie Wiesel. Cette instance, née d'une initiative du président de la République, est destinée à encourager le renouveau de toutes les cultures du monde. Elle récompensera, chaque année, une œuvre contribuant à la lutte contre l'intolérance.

« Cette fin de millénaire impose un bilan des valeurs reçues et des erreurs commises. Des idées ont été brisées, des idéaux trahis. Les valeurs sont révisées. Les rapports entre les cultures du monde changent. Il leur faut un lieu de dialogue indépendant de toute puissance politique », coécrit Elie Wiesel pour justifier la création de cette Académie universelle des cultures qu'il a accepté de présider.

Parmi la quarantaine d'intellectuels représentant toutes les formes de pensée et tous les continents déjà cooptés, on trouve des écrivains comme Mario Vargas Llosa, Jorge Semprun, Toni Morrison, Octavio Paz, Ismail Kadare, Umberto Eco, des musiciens comme Yehudi Menuhin et Luciano Berio, des scientifiques comme François Gros et Joshua Lederberg, des gens de cinéma comme Liv Ullmann et Federico Fellini, des historiens comme Rudolf von Thadden, Zvi Yavetz, Michelle Perrot et Jacques Le Goff, des philosophes (Paul Ricoeur), des anthropologues (Françoise Héritier-Augué), des linguistes (André Miquel), des peintres (Antoni Tàpies), des architectes (Kenzo Tange) et des

politiques comme Aung San Suu Kyi, Bronislaw Geremek, Javier Pérez de Cuellar et Jacques Attali. Salman Rushdie pourrait y siéger, ainsi qu'une trentaine d'autres célébrités représentant l'Afrique et l'Asie, et notamment le monde arabe. « Nous sommes pour le mélange », commente Elie Wiesel. « L'étranger nous offre et ne nous fait pas peur. L'autre n'est pas un ennemi mais un compagnon, un semblable. »

Un thème chaque année

Les premiers membres de l'Académie ont déjà signé une « charte » proclamant leur volonté de « unir et pour penser le XXI^e siècle et en particulier le « message des civilisations » que sont déjà en train de créer les poussées migratoires sur toute la planète ». Chaque année, ils choisiront un thème – « L'autre » ou « L'intervallon » en 1993 – qui sera au cœur des colloques et recherches organisés ou aidés par l'Académie. Celle-ci entend soutenir « tout ce qui peut contribuer à la lutte contre l'intolérance, la xénophobie, le racisme, la misère, le mépris pour toute forme de vie dans notre univers », et décernera, à cette fin, un prix à la personnalité incarnant le mieux le thème retenu.

Elie Wiesel ne cache pas que MM. François Mitterrand et Jack Lang sont à l'origine de cette initiative. « Le président m'a écrit une lettre en février 1992 me

demandant de réunir les membres de cette académie. Cela correspond à son souhait de laisser une empreinte en tant qu'homme de culture. » Initiative politique, voire électorale ? « Nos réflexions auront évidemment une dimension politique, mais nous serons totalement indépendants », assure le Prix Nobel de la paix. Je n'ai jamais permis qu'on me manipule. D'ailleurs, les membres de l'Académie sont si prestigieux qu'il est inconcevable qu'on les humilie en les manipulant. »

Le projet d'Elie Wiesel ne correspond ni à une UNESCO en réduction, car les personnalités n'y représenteront qu'elles-mêmes, ni à un simple club de réflexion, car les travaux de l'Académie seront « orientés vers l'action ».

Financée au départ par le ministère de l'Éducation nationale et de la culture, elle souhaite rassembler des fonds publics et privés pour rassembler les 6 millions de francs de son budget prévisionnel pour 1993. L'Académie universelle des cultures ne dément pas son allure de nouveau « grand chantier du président » par le choix de son lieu de réunion : les salons du duc de Morny, situés dans l'aile Richelieu du « Grand Louvre ».

PHILIPPE BERNARD

Académie universelle des cultures. 33, rue Saint-Merry, 75004 Paris. Tél. : 44-78-14-47 ou 44-78-14-48.

EUROPE 1

Dimanche 9h15.
"Persona ... Gratter"
de Jean Garretto.



Dimanche 31 janvier 9h15.
Invité :
Charles Pasqua

théâtre international de langue française
— Ouverture du Pavillon du Charolais —
Les Filles du 5-10-15 C
de ABLA FARHOU. Mise en scène GABRIEL GARRAN
DU 27 JANVIER AU 7 MARS 1993
Métro : Porte de Pantin. La Vierge. 40.03.93.95

Le Monde
L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

7^e arrdt
HORS DU COMMUN
SAINT-THOMAS D'AQUIN
Superbe 93 m². Récent. + ch. Décor prestigieux. Plein sud. Poss. park. 44-15-00-53

8^e arrdt
HAUSMANNIENNE/CHARENTAIS
MAISON P. DE T. RENOVÉE
5 P. 160 M². 49-95-07-08

HORS DU COMMUN
ALMA
Vue panoramique sur Seine et plaines. Face aux Eiffel et Invalides. 265 m². Séjour cathédrale. Standings exceptionnels. Parking. Excl. vend. VERNANCE. 44-18-50-53

12^e arrdt
Imm. récent. Beau studio 33 m². 650 000 F. 4 P. + terrasse 40 m². 2 S.M. Privé. 43-73-33-31

14^e arrdt
Imm. récent. M² PLASSANCE
20 000 F LE M2
Tr. ch. 5-6. Logg. Box. Sd. 2 chambres, cuisine, bain. 215, rue Raymond-Losserand Sam. dim. 14-17 h.

15^e arrdt
PROJ. INTÉRESSANT
M² PORTE VANVES. S/ par. Récent. et ch. Balc. SUD. Un. ch. 2 ch. cuis. bain. C. av. ALBERT-BARTHOLÉME Sam. dim. 14-17 h.

16^e arrdt
65. 60 BEAUSÉJOUR
RANGLAGE 130 M². Récent. et ch. 4-6. Park. Sd. ch. 3/4 ch. cuis. bain. Sam. dim. 14-17 heures.

18^e arrdt
RUE MONTCAULM
ORIGINAL. DUPLEX 50 m². Refait neuf. 48-85-07-08

19^e arrdt
AV. JEAN-JAURES récent studio 35 m². 5-6 ch. cuis. bain. poss. 600 000 F. 45-51-51-10

Province

A VENDRE à Saligny-le-Ferron (Landes), de l'océan à la mer, zone plat. F2. 50 m². 3-4 ch. Asc. Ent. éd. ch. cuis. équipée. 6 de br. wc. Terrasse carrelée. Vue sur dune. 1ère. Vendu meublé. État n^o chauff. électr. Tél. Garage et cailler sous-sol. Plage à 100 m. Plac. eau de mer. Tous commerces à 50 m. Houssegar à 5 minutes. PRIX : 400 000 F. Réf. : 88-91-67-13

locations meublées offres

Paris
MÉTRO CRIMÉE
Luxe apt 60 m². 2 chambres. Tél. : 42-05-34-41

locations non meublées offres

Région parisienne
GENTILLY (94)
A louer F 3 conf. 1^{er} ét. libre au 1^{er} 350 F + ch. mois. Avril 18 h. 110 73-32-03-18

77 MELUN

3 pièces 58 m². 2^e étage + balcon 5 m². cuis. et park. Loyer TTC : 4 178 F. Comm. : 2 728 F. AGIFRANCE 49-03-43-05

maisons individuelles

THAIS GOLF
Maison 7 P. 170 m². Jard. paysagé. Excl. état. 2 000 000 F. 42-88-01-88

Le Monde

AGENTS IMMOBILIERS
pour passer votre annonce
46-62-73-43
46-62-75-13

pavillons

MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE
Ville 7 pièces sur 900 m² terrain. 100 m de ch. : écuries, ch. cathédrale, cheminée, 2 chambres, salle de bain, cuisine, équipée, wc, buanderie. 1^{er} et 2^e ch. cuis. s. de br. dressing. Garage 2 voitures, terrasse 200 m². Quartier résidentiel, proche commerces, écoles, lycée, équipements sportifs, golf, centre équestre. PRIX : 1 600 000 F. Avril 18 h. : 45-88-12-78

L'AGENDA

Livres
A vendre livres historiques et politiques. Période 38/45 « FRANCE ». Ouvrages originaux. Liste sur demande au (18/1) 40-36-40-39 heures bureau répondant.

Vignoble

Directement du vigneron à votre table un vin à découvrir
MONTLOUIS-SUR-LOIRE
A.O.C.
Sec. demi-sec. moelleux. Méthode champenoise. Plus. millésimes disponibles. Tarifs sur demande.

L. CHAPEAU

15, r. des Aloues-Hussieu 37270 Montlouis-sur-Loire Tél. : (18) 47-80-80-84

Associations

Appels
Section bilingue franco-japonaise
Remise acad. 1993 : ouverture de 3 classes CE1, CE2, CE3 (1^{er}, 10, 9) à l'école primaire de l'hydre inconnu. de St-Germain-en-Laye (établissement public). Dossiers de pré-inscription à demander avant le 20 février 1993, au lycée international (section japonaise), France, BP 120 78104 St-Germain-en-Laye, Fax : 33 (1) 34-62-43-03.

Sessions et stages

Offrir un CADEAU-SANTÉ à vos enfants : une semaine aux sports d'hiver dans le Mont-Blanc. Tél. : 45-11-51-52.
SKI DE FOND - QUÉBEC
12 jours - Mars 93 - 6 000 F. Découverte taïga, lac, forêts. CLUB ALPIN FRANÇAIS. 24, avenue Laurière. Tél. : (1) 42-02-75-94.

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
COMMUNICATIONS
et tous services. 43-55-17-50

locaux commerciaux

Locations
PRÈS NATION. BEAU LOCAL
NEUF 200 M². TOUT USAGE. 21 612 F TTC/mois. 43-73-33-31

Vacances.

tourisme.

HAUT-JURA

3 h Paris TGV
Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme franco-comtoise du XVII^e, confortable, rénovée, chère 2 personnes avec 6 de br. wc. Ambiance conviviale, détente, repos. Accueil 14 pers. max. tables d'hôte. Cuisine moderne (produits maison et pain cuit au vieux four à bois). Pous. rand. pédestres, pous. à glace, tennis, VTT, ski de fond. Pension complète + vin + matériel de ski + accompagnement : 2 450 F + 3 050 F par semaine.
Réservations et renseignements : (18) 61-38-12-51
LE CIST - L'AGNEAU
La Longeville - 25500 MONTBENOIT

le l'Académie universelle des...

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-82). Quelles nouvelles de M... 18 h. Rel. dim. lun. Lettres d'amour et autres tendresses : ven. sam. mar. jeu. (dimanche) 22 h. Lettre d'une inconnue : ven. sam. 20 h 30. Sans titre : mer. mar. jeu. 20 h 30.

ANTOINE. SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). L'Amour fou : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. lun. ARCAN (43-38-19-70). La Belle de Fontenay : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. lun. ATALANTE (45-08-11-80). Pratiques inconnues : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. lun.

ATELIER (45-08-49-24). Le Jugement dernier : ven. sam. (dimanche) 20 h 30 ; sam. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOURVET (47-42-87-27). Salle C. Gérard. Les Filles du néant : ven. sam. mar. jeu. 18 h 30 ; dim. 15 h 30. Impressionnisme : 20 h 30 ; dim. 18 h ; mar. 19 h. Rel. dim. lun. BASTILLE (43-57-42-14). Le Chasseur de fer : ven. sam. mar. jeu. 18 h 30 ; dim. 15 h 30. Impressionnisme : 20 h 30 ; dim. 18 h ; mar. 19 h. Rel. dim. lun. BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU DIABLE-ROUGE (40-48-00-72). Les Voisins : 19 h. Rel. lun. mar. La Dame aux camélias : ven. sam. mar. jeu. 21 h ; dim. 17 h. Gogol : mar. 19 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE OUBAGAN (40-51-84-53). Deux siècles d'amour : mer. jeu. ven. sam. 21 h ; dim. 17 h. L'entente par laquelle on sort : mer. jeu. ven. sam. 18 h ; mar. 20 h 30. Un monde fou : mer. jeu. ven. sam. 21 h.

BEAUNOIR CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-26-16). Jolies cultures : 18 h. Rel. lun. BERRY-ZERRE (43-57-51-55). Mariage : 19 h 45. Rel. dim. lun. Les Champêtres de joie : dim. 19 h 30. Loin ou près de l'écran : mar. 21 h 30.

BOUTES PARISIENS (42-06-90-24). Les Montagnes sacrées : 20 h 30 ; sam. 17 h 30 ; dim. 16 h 30. Rel. dim. lun. BOUFFON-THÉÂTRE OU XIDE (42-38-35-53). Pascal Emman : 18 h. Rel. dim. lun. Les Mots en balade : jeu. 14 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-75-89). Temps contre temps : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. lun. CAFÉ DE LA GARE (43-78-52-51). Le Gaspard de Bosc : 20 h. Rel. dim. lun. Qui vous savez : ven. sam. mar. jeu. (dimanche) 22 h.

CAPES DES 13E, 14E ET 15E ARRONDISSEMENTS (42-96-97-03). On jouait : 20 h 30. Rel. mar. jeu. Le CARRE BLANC (43-81-27-14). Novodnie, Novodnie, Novodnie : jeu. ven. sam. 18 h 45 ; mar. 20 h 30 ; dim. 17 h.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPE (43-28-36-36). Salle II. Les Sept contre Thèbes et Souvenirs des tragédies défuntes : 21 h ; dim. 18 h 30. Rel. dim. lun. La Tempête : 20 h 30 ; sam. mar. jeu. 20 h 30 ; dim. 16 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-66). États féroces et la source : 21 h ; dim. 16 h 30. Rel. dim. lun. CENTRE CULTUREL DE LA CLEF (43-31-48-27). Sand et Musset : mer. mar. jeu. 21 h.

CENTRE MANOAPA (45-89-01-63). Corps d'acier VI : ven. sam. mar. jeu. 20 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le Jeu de l'amour et du hasard : ven. sam. mar. jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h 30.

CIRQUE D'HIVER-BOUGLIONE (47-03-80-12). Tourné d'improvisation théâtrale 92/93 : lun. 21 h.

CITÉ INTERNATIONALE (45-38-38-69). La Géométrie. La Nuit juste avant les forêts : ven. sam. mar. jeu. (dimanche) 20 h 45 ; dim. 19 h 45. Les Combattants : ven. sam. 21 h ; dim. (dimanche) 17 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Odette Gustin dans Maîtres au muséum : 21 h. Rel. dim. lun. COMÉDIE DE PARIS (42-61-00-11). Voltaire-Rousseau : 21 h ; sam. 18 h 21 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. lun. COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-25-02-34). L'Amour fou : 21 h ; sam. 18 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. lun. COMÉDIE FRANÇAISE (40-15-00-15). Antigone : ven. sam. mar. jeu. 20 h 30 ; sam. 14 h. Les Précieuses ridicules : L'improvisateur de Versailles : ven. sam. 20 h 30. Le roi amoureux : ven. sam. mar. jeu. 20 h 30. La Servante amoureuse : dim. 14 h. mar. 20 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Épouse prodigue : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. lun. CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR D'ART ORNAMENTIQUE (42-48-12-81). L'Art naturel ou les Épreuves de la vertu : ven. sam. mar. jeu. (dimanche) 20 h 30 ; dim. 18 h.

QUAUNOU (42-61-69-14). Le Canard à l'étranger : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. lun. DEUX ANES (46-06-10-28). Tonton, pourquoi tu t'occupes : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. lun. DOX-HUT THÉÂTRE (42-28-47-47). Ubu : ven. sam. mar. jeu. 20 h 30 ; dim. 18 h.

EDOUARD-YII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Tota : 20 h 45 ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. lun. ELORDADO (42-48-80-27). Rose de Noël : ven. 14 h 30 ; sam. dim. (dimanche) 14 h.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-03). La Mère d'Israël : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. lun. ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51). La Nuit juste avant les forêts : ven. sam. (dimanche) 20 h 30 ; sam. 15 h.

ESPACE JEMMAPPES Les Portes du chaos : 21 h ; ven. 14 h 15. Rel. dim. lun. L'Amour potage : ven. sam. (dimanche) 18 h 30. Qui est le véritable inspecteur Hound ? mar. 18 h.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariage forcé : 18 h. Rel. dim. lun. L'île des esclaves : 18 h ; dim. 15 h. Rel. dim. lun. 23 h ; dim. 18 h. Fou le maître de madame : ven. sam. 20 h ; dim. 16 h. Le Mariage de Figaro : dim. 16 h. La Mouton : ven. 21 h. ESSAON DE PARIS (42-78-48-43). Salle I. Kalka : Aurore : 20 h 30 ; dim. 18 h. Rel. dim. lun. La Belle vampire : sam. 16 h. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). C'est vous qui voyez : 20 h 30. Rel. dim. lun. PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE) (48-03-11-30). Bud dans l'es au quard : 21 h ; dim. 18 h. Rel. dim. lun. PALAIS-ROYAL (42-57-53-81). Une folle : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. lun.

veuves : 20 h 45 ; sam. dim. 15 h 30. Rel. dim. lun. LE FUNAMBULE THÉÂTRE (42-23-88-63). La Horle : Boule de saut : 20 h 30. Rel. dim. lun. GAITÉ-MONTMARTRE (43-22-18-18). La Contrebasse : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. lun. GRAND EDGAR (43-35-32-31). Une fille entre nous : 20 h 15 ; sam. 18 h. Rel. dim. lun. Tout est en ordre : 22 h. Rel. dim. lun. GUICHET MONTMARTRE (42-27-86-51). Fausbourg passion : 22 h 15. Rel. dim. lun. Amour en pièces : ven. sam. (dimanche) 20 h 30. L'Amour Fin d'un séducteur : mer. mar. jeu. 20 h 30. O'ramour et d'au froide : lun. mar. jeu. 18 h 45. Délire à deux : ven. sam. (dimanche) 18 h. Trois minutes pour s'écouter : lun. 20 h 30.

GYMNASIE MARIE-BELL (42-46-79-79). Solo : 20 h 30 ; sam. 17 h. Rel. dim. lun. HUCHETTE (43-28-38-88). La Contrebasse : 19 h 30. Rel. dim. lun. L'Augmentation : 21 h 30. Rel. dim. lun. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. lun. Etna l'est et l'est : 21 h 30. Rel. dim. lun. Théâtre d'été. Summer Lightning (en anglais) : 19 h 30. Rel. dim. lun. Les Peupliers d'été : 20 h. Rel. dim. lun. Magdalène Lesclapart : 20 h 30. Rel. dim. lun. Le Nage amoureux : 20 h 30. Rel. dim. lun. L'Augmentation : 21 h 30. Rel. dim. lun. MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE DU FORUM DES HALLES) (42-36-27-50). La Consommation chez Apollinaire : mar. 20 h 30.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30). Le Nage amoureux : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. lun. MARAIS (42-78-03-53). L'École des femmes : 21 h. Rel. dim. lun. MARIE STUART (45-08-17-80). La Ronde : 22 h. Rel. dim. lun. Huit chas : ven. sam. (dimanche) 19 h 30. Maria and Bruce (en anglais) : dim. 19 h 30 ; dim. 17 h. Ramona vivante : mer. ven. mar. 20 h 15 ; dim. 16 h.

MARIGNY (42-56-04-41). Le ne s'écrit pas un homme facile : 21 h ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. lun. MARIGNY (SALLE POPESCO) (42-25-20-74). Salle royale : 21 h ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. lun.

SPECTACLES NOUVEAUX

LES FILLES DU S-10-15 C. Parc de la Villette (Pavillon du Chariot) (40-05-93-00) (dim. soir, lun. 21 h ; dim. 17 h).

HERODIADE, L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE, Nouveau Théâtre Moutouffard (43-31-11-89), mer. jeu. ven. sam. 18 h (21).

RENDEZ-VOUS RUE WATT. Théâtre de la Main-d'Or de Belle-maison (49-05-87-89), mer. jeu. ven. sam. 18 h (27).

LES VOISINS. Bateau-théâtre la Mare au diable-Rive gauche (40-48-00-72) (dim. lun. 19 h (27)).

DAVID ET BATHSABA. Théâtre Paris-Pleure (42-43-01-82), ven. sam. mar. jeu. 20 h 30 et dim. 17 h (28).

DÉSIR SOUS LES ORMES. Nanterre (Théâtre des Amandiers) (48-14-70-00) (dim. soir, lun. 20h30 ; dim. 18 h (28)).

L'HOMME, LA BÊTE ET LA VERTU. Secours (Grangeur) (48-61-38-67) (dim. soir, lun. 20 h 30 ; dim. 17 h (28)).

NOIR BAROQUE. Ranelagh (42-88-84-44), 20 h 30 ; dim. 17 h 30 ; sam. dim. mer. 15 h (28).

LA TEMPÊTE. Cartoucherie-Théâtre de la Tempête (43-28-36-36) (dim. soir, lun. 20 h ; dim. 18 h (29)).

PIERRE HENRI. Tournet (48-87-82-49), dim. 17 h et lun. 20 h 30 (31).

LES CHIENS DE LA MER. Villeneuve-la-Vieille (CC Jacques-Prévert) (54-27-84-99), lun. et mar. 20 h 30 (1).

O'AMOUR ET D'EAU FROIDE. Guichet Montmartre (42-27-86-51), lun. mar. mer. jeu. 18 h 45 (1).

ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR. Nanterre (Théâtre des Amandiers) (48-14-70-00) (dim. soir, lun. 21 h ; dim. 15 h 30 (1)).

3^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU MIMÉ DE SAINT-MAUR. Saint-Maur (17 h 30 ; dim. mer. 16 h. Rel. dim. lun. MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schütz : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. lun. MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). MATHURINS à Nocturne : ven. sam. mar. jeu. (dimanche) 18 h 30.

MICHEL (42-85-35-03). Chantal Gatte : ven. sam. 21 h ; dim. 18 h 15 h 30. Rel. dim. lun. MONTMARTRE (43-22-77-74). Moutouffard : ven. sam. 21 h ; dim. 18 h 15 h 30. Rel. dim. lun. MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74). Le Carpe du duc de Brinone : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. lun. MONTMARTRE (GRAND) (43-22-77-74). L'île des esclaves : mer. jeu. dim. 15 h 30 ; ven. sam. 20 h 30.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (49-31-11-89). Ariane ou l'oubli : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. lun. Hérodiade : L'Après-midi d'un faune : mer. jeu. ven. sam. 18 h.

NOUVEAUTES (47-70-52-78). Les Malheurs d'un POG : 20 h 30 ; sam. 18 h 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. lun. OUVREUR (48-74-42-52). Remède à l'œuvre : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 15 h. Rel. dim. lun. OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Les Contes d'Hoffmann : sam. 18 h 30. Un bal masqué : dim. 18 h 30.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-65-88-83). Les Indes Galantes : ven. (dimanche) 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). C'est vous qui voyez : 20 h 30. Rel. dim. lun. PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE) (48-03-11-30). Bud dans l'es au quard : 21 h ; dim. 18 h. Rel. dim. lun. PALAIS-ROYAL (42-57-53-81). Une folle : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. lun.

17 h 30 ; dim. mer. 16 h. Rel. dim. lun. MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schütz : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. lun. MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). MATHURINS à Nocturne : ven. sam. mar. jeu. (dimanche) 18 h 30.

MICHEL (42-85-35-03). Chantal Gatte : ven. sam. 21 h ; dim. 18 h 15 h 30. Rel. dim. lun. MONTMARTRE (43-22-77-74). Moutouffard : ven. sam. 21 h ; dim. 18 h 15 h 30. Rel. dim. lun. MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74). Le Carpe du duc de Brinone : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. lun. MONTMARTRE (GRAND) (43-22-77-74). L'île des esclaves : mer. jeu. dim. 15 h 30 ; ven. sam. 20 h 30.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (49-31-11-89). Ariane ou l'oubli : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. lun. Hérodiade : L'Après-midi d'un faune : mer. jeu. ven. sam. 18 h.

NOUVEAUTES (47-70-52-78). Les Malheurs d'un POG : 20 h 30 ; sam. 18 h 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. lun. OUVREUR (48-74-42-52). Remède à l'œuvre : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 15 h. Rel. dim. lun. OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Les Contes d'Hoffmann : sam. 18 h 30. Un bal masqué : dim. 18 h 30.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-65-88-83). Les Indes Galantes : ven. (dimanche) 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). C'est vous qui voyez : 20 h 30. Rel. dim. lun. PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE) (48-03-11-30). Bud dans l'es au quard : 21 h ; dim. 18 h. Rel. dim. lun. PALAIS-ROYAL (42-57-53-81). Une folle : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. lun.

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

PARC DE LA VILLETTE (PAVILLON DU CHARIOT) (40-05-93-00). Les Filles du S-10-15 C : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. lun. PARIS-VILLETTE (42-02-02-88). Le Lapon, le serpent et l'apérçu : ven. sam. mar. jeu. (dimanche) 21 h ; dim. 18 h 30.

PASSAGE DU NORD-OUEST (40-21-88-88). The Best of Jango : 22 h. Rel. dim. lun. POCHÉ-MONTMARTRE (45-48-92-97). Salle I. Montaigne ou l'île, que la femme ne reste obscure : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. lun. Salle II. La Pêche trop fine : 21 h ; sam. 18 h. Rel. dim. lun. PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 15 h. Rel. dim. lun. POTINIERE (42-61-44-18). Ménéral : 21 h ; sam. 17 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. lun. RANGLAGH (42-88-84-44). Le Surpris de l'amour : 18 h 30 ; dim. 20 h 30. Rel. dim. lun. Les mille et une nuits d'Aladin : 22 h 15 ; dim. 18 h. Rel. dim. lun. Noir baroque : ven. mar. jeu. 20 h 30 ; sam. dim. 15 h.

LE RELAIS DU BOIS (40-50-19-58). Clovis : dim. 15 h 30.

RENAISSANCE (44-03-05-00). Un soir au bout du monde : mer. mar. jeu. 20 h 30. ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Comédiens du roy : 18 h 30. Rel. dim. lun. L'île et le Chant des sirènes : ven. sam. mar. jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h. Source blanche : ven. sam. mar. jeu. 22 h 30 ; dim. 15 h.

SAINT-GEORGES (48-78-43-47). Une espérance pour deux : 20 h 45 ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. lun. SALLE ROSSINI (MAIRIE DU 9^e ARRONDISSEMENT) (L'Avare : sam. 20 h 30 ; dim. 15 h 30).

SPLENDEUR SAINT-MARTIN (42-08-21-83). L'île et le Chant des sirènes : ven. sam. mar. jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24). Contre-jour : 20 h 30 ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. lun. THÉÂTRE 13 (45-88-16-30). Le Jeu de

(Théâtre Rond-Point-Liberté) (48-89-99-10), mar. 20 h 30 (2).

L'ATROCE FEMME (SÉDUCTEUR). Guichet Montmartre (42-27-86-51) (dim. soir, lun. 21 h 30 ; dim. 17 h).

CABARET CAMI. Corbelle-Essonnais (M. J. C. Fernand-Léger) (46-96-27-89), mer. mar. jeu. 21 h (27).

CACHE-CACHE AVEC LA MORT. Gennepvilliers (Théâtre) (47-83-28-30) (dim. soir, lun. 20 h 30 ; dim. 15 h (2)).

FARCES. Carry-Pontolise (Théâtre des Arts) (30-33-33), mar. et mer. 20 h 30 (2).

LES FAUSSES CONFIANCES. Théâtre national de Chaillot (47-27-81-61) (dim. soir, lun. 20 h 30 ; dim. 15 h (2)).

GIACOMO. Bureau-théâtre la Mare au diable-Rive gauche (40-48-00-72), mar. 19 h 30 (2).

JUSTE LE TEMPS DE VOUS EMBRASSER. Théâtre de Vesle (46-61-04) (dim. 19 h (2)).

LEIN OUI CLAVE. Le Théâtre de Berry-Zabre (43-57-51-55), mar. 21 h 30 (2).

QUI EST LE VÉRITABLE INSPECTEUR HOUNOU ? Espace Jemmapes, mar. 18 h (2).

RACHAT. Théâtre du Rond-Point (42-88-84-44), 20 h 30 ; dim. 18 h (29).

THÉÂTRE CLAVE (42-38-22-58). Le Double Inconnu : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. lun.

THÉÂTRE D'EDGAR (42-78-87-87). Il faut que l'ode parte : 20 h 15. Rel. dim. lun. Les Secrets Montreux : 22 h. Rel. dim. lun.

THÉÂTRE DE DOX-HEURES (48-06-10-17). Vous êtes fers : 22 h. Rel. dim. lun. L'île : ven. sam. (dimanche) 20 h 30. Rien ne sert de dormir, il faut s'élever l'esprit : lun. (dimanche) 20 h 30.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-84-80-83). Prié Martin : mer. ven. sam. 20 h 30 ; jeu. 19 h ; dim. 15 h.

THÉÂTRE DE LA LUNE NOIRE (42-27-86-51). Les Voleurs de l'île : ven. sam. mar. jeu. (dimanche) 20 h 45.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-06-67-88). Salle de Mai. Vingt-cinq Années de l'écriture de Léon Talbot : ven. sam. 21 h ; sam. 18 h ; dim. (dimanche) 17 h. L'Assaut des églises : ven. sam. mar. jeu. (dimanche) 20 h 30 ; dim. 17 h. Au jour le jour : mer. 20 h 30. Rendez-vous vers Vesp : mer. ven. sam. 18 h.

THÉÂTRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Clowates : jeu. ven. sam. 22 h ; dim. 20 h 30.

THÉÂTRE DE NEBLE (46-34-81-04). Salle du Bateau de la veuve : ven. sam. (dimanche) 20 h 15. Le Bel indifférent : ven. sam. (dimanche) 20 h 30. L'Épave : ven. sam. (dimanche) 19 h. Juste le temps de vous embrasser : mer. jeu. 19 h. L'Amour, retour : mer. jeu. 20 h 45.

THÉÂTRE DÉJAZET (48-87-52-55). Les Crisants vers dans le spectacle de fin d'année : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. lun.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-80-80). Le Prince Igor : ven. (dimanche) 18 h 30 ; dim. 15 h 30 ; dim. 15 h 30. Volants : sam. 19 h 30 ; dim. (dimanche) 15 h.

THÉÂTRE DU ROND-POINT RENAULT-BARRAULT (42-56-80-70). Petite salle. Rache : mer. mar. jeu. 18 h.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-84). Moutouffard chesal : ven. sam. mar. mer. jeu. (dimanche) 20 h 15 ; dim. 15 h.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47). Chantal Ladeu : 20 h 30. Rel. dim. lun.

THÉÂTRE LUCIEN-PAYE (45-89-38-96). L'Assommoir : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. lun.

THÉÂTRE MAUBERT-MICHEL GALABRU (40-44-64-78). Combat avec l'ombre : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. lun. Didier Follebert : 22 h. Rel. dim. lun. C'est sérieux l'assommoir : 20 h 30. Tango : ven. sam. (dimanche) 22 h.

THÉÂTRE MONTROGUEL (48-70-98-63). Les Amours de Jacques le fardiste : ven. sam. lun. (dimanche) 20 h 30 ; dim. 18 h 30. Jacques a dit : sam. dim. lun. mar. 20 h 30. Répét : mar. 20 h 45.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-61). Salle. Flammes Montreux : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. lun. Salle Jean-Vilar. Les Fausse Confidences : mer. mar. jeu. 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (44-41-38-38). Terre incognite : ven. sam. mar. mer. jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h. Le Livre des fées : ven. sam. mar. jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (44-41-38-38). Le Livre des fées : ven. sam. mar. mer. jeu. (dimanche) 18 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-68-43-60). Grande salle. Ombre : 19 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. lun. Petite salle. Source des monts Pyrénées : mer. 17 h ; lun. 20 h 30 ; dim. (dimanche) 18 h.

THÉÂTRE PARIS-PLAINE (40-43-01-82). David et Bathsheba : ven. sam. mar. jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h.

THÉÂTRE PIERRE-MONFORT (45-31-10-86). Lundi, huit heures : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. lun.

TOURTOUR (48-87-82-48). Les Hérités : 18 h. Rel. dim. lun. Les Contes de l'histoire : sam. 17 h ; lun. 20 h 30. Pierre Henri : dim. 17 h ; lun. 20 h 30.

TREMPIN-THÉÂTRE DES TROIS-FRÈRES (42-54-91-00). Hécate Stéphanie : ven. sam. (dimanche) 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (44-41-38-38). Terre incognite : ven. sam. mar. mer. jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h.

VARIÉTÉS (42-33-05-82). Thé à la menthe ou le chéron : 20 h 45 ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. lun.

RÉGION PARISIENNE

ANTONY (THÉÂTRE FIRMIN-GÉMIER) (45-89-42-74). Les Femmes savantes : 21 h. Rel. dim. lun.

ATHIS-MONS (CENTRE CULTUREL) (60-48-46-19). Cabaret Cami : ven. sam. 21 h ; dim. 17 h.

AUBERVILLIERS (THÉÂTRE DE LA COMMUNE) (48-74-47-87). Les Femmes savantes : 20 h 30 ; dim. 18 h. Rel. dim. lun.

AUBERVILLIERS (THÉÂTRE ÉQUESTRE ZINGARO) (44-38-78-89). Opéra équestre : jeu. ven. sam. 20 h 30 ; dim. 17 h 30.

AULNAY-SOUS-BOIS (ESPACE JACQUES-PRÉVERT) (48-89-00-22). Ven. Récit européen autour d'un conte : ven. sam. (dimanche) 21 h.

BOIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (49-31-11-49). Grande salle. Agnès de Cadix : ven. sam. mar. mer. jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Petite salle. Fanny et les Fous : 21 h ; dim. 18 h ; mar. 22 h. Rel. dim. lun. Cabaret Carl Valentin : mer. mar. jeu. 20 h.

BONNEUIL-SUR-MARNE (SALLE GERARD-PHILIPS) (49-30-37-38). Le Miroir : 20 h 30 ; dim. 17 h 30.

LA CELLE-SAINT-CLOUD (THÉÂTRE) (92-70-10-70). Le Mal : ven. 20 h 30.

CERGY-PONTOISE (THÉÂTRE DES ARTS) (92-30-33-33). Forces : mer. mar. 20 h 30.

CHATELAIN (THÉÂTRE) (48-57-22-11). Moutouffard : 20 h. Rel. dim. lun.

CHELLES (THÉÂTRE) (92-08-55-00). L'Antichambre : 20 h ; dim. 15 h.

CHEVILLY-LARUE (CENTRE CULTUREL ANDRÉ-MALRAUX) (48-55-54-48). Victor, le sauvage : sam. 20 h 30.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 30 JANVIER

» Le marché aux Puces à Saint-Ouen, c'est un des plus beaux marchés de France. 10 h 30, métro Porte-de-Clignancourt, au Vanon Paris surtois.

» Des appartements royaux du Louvre aux Maisons de Carle de Véro-nèse, 10 h 30 et 14 h 30, métro Louvre (Art et Histoire).

» Approche artistique et religieuse de l'île à travers les collections du Musée Guimet. Carte d'identité. Limité à vingt-cinq personnes. 14 h 30, 6, place d'Iéna (Monuments historiques).

» Les appartements rocaillés de l'hôtel de Soubise, 14 h 30, 80, rue des Francs-Bourgeois (Séquestra de Paris Historique).

» Saint-Pierre, spécialement ouvert, et Saint-Vincent : deux petits ciné-matons-matons avec projections sur la butte Montmartre, 14 h 30, sortie supérieure du funiculaire (V. de Langley).

» Le de la Cité, naissance de Paris, 14 h 40, 2, rue d'Arcole (Paris surtois).

» Les salons dorés de l'ambassade de Pologne, 15 heures, sortie métro Invalides, côté esplanade (D. Bouchard).

» L'expressionnisme en Allemagne, de 1905 à 1914, entrée de l'exposition, Musée d'Art moderne de la ville de Paris, 15 heures, devant l'église Wiscon Paris et son histoire.

» Exposition Byzance, 15 h 30, sous le pyramide, piller central (M. Hager).

DIMANCHE 31 JANVIER

» Le palais royal du Louvre, 11 heures, cour Napoléon, devant la statue de Louis XIV (A. Hervé).

» L'Opéra Garnier, 14 h 30, en haut des marches, à gauche (Tourisme culturel).

» La Conciergerie, la Sainte-Chapelle et l'Hôtel de la Cité, 14 h 30, 1, rue de l'Horloge (Connaissance de Paris).

» Du Buisson Saint-Louis au bas Belleville, 14 h 30, sortie métro Goncourt (V. de Langley).

» Les Puces à Saint-Ouen, le plus important marché mondial d'antiquités. Conférence déposée, 14 h 30, 1, rue de l'Horloge (Connaissance de Paris).

» Moutouffard, l'ancien bourg Saint-Médard. Son église et l'hôtel Scipion Sardini, 14 h 45, devant l'église Saint-Médard (Paris, capitale historique).

» L'hôtel de Bourbon-Condé, œuvre de Brongniart, 15 heures, 12, rue Monsieur (Monuments historiques).

» Les appartements du prince et de la princesse à l'hôtel de Soubise, 15 heures, 80, rue des Francs-Bourgeois (E. Romani).

» Salons et jardins de l'hôtel de Clugny, ministère de la fonction publique (nombre limité, 15 heures, sortie métro Varanville (D. Bouchard)).

» Académie Française et Institut, 15 heures, 23, quai de Conti (C. Médic).

» L'hôtel de Lemoignon-Angoulême, 15 heures, sortie métro Saint-Paul (J. Heuler).

CLAMART (CENTRE CULTUREL JEAN-ARPI) (48-45-11-87). Cuisine et Dépendances : lun. mar. 20 h 30.

COMBS-LA-VILLE (LA CUDPOLE) (64-88-89-11). Terre ou l'Épave Sauvage de Gaudet et Mendo : ven. 20 h 45.

CORBEIL-ESSONNES (M.J.C. FERNAND-LÉGER) (54-86-27-89). Cabaret Cami : mer. mar. jeu. 21 h.

COURBOVOIE (CENTRE CULTUREL) (68-90-18-88). Grande salle. Marie Tudor : mer. ven. sam. mar. 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Petite salle. Le Parc : mer. ven. sam. mar. 20 h 30 ; dim. 15 h 30.

ENRIEN (THÉÂTRE MUNICIPAL DU CASINO) (54-12-84-94). Anne Roumanoff : sam. 20 h 30. Née : sam. 20 h 30.

ERAGNY (THÉÂTRE DE L'USINE) (50-37-84-57). Les Chaises : ven. sam. lun. 20 h 30 ; dim. 15 h.

ERMONT (THÉÂTRE PIERRE-FRESNAY) (34-15-08-48). La Trésorière Témoin : dim. 18 h.

EVRY (AGORA) (84-87-22-99). Le Badge de Lénine : ven. sam. 20 h 30.

GENNEVILLIERS (THÉÂTRE) (47-83-28-30). Marie : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. lun. Cache-cache avec la mort : mer. mar. jeu. 20 h 30.

LE KREMLIN-BICÊTE (ECAM 2) (44-31-87-00). Kinsky : ven. sam. (dimanche) 21 h.

LEVALLOIS-PERRET (LE PETIT THÉÂTRE) (47-48-18-71). L'Épave du 20 h 30. Rel. dim. lun.

LONGJUMEAU (THÉÂTRE ADOLPHE-ADAM) (89-09-40-77). Moutouffard Amédée : dim. 15 h.

MAISON-ALFORT (THÉÂTRE CLAUDE-DEBUSSY) (43-96-77-67). Sans rancune : sam. 20 h 45 ; dim. 18 h.

MAKOFF (THÉÂTRE 71) (46-55-43-45). Le Double Inconnu : 20 h 30 ; ven. 19 h

ÉCONOMIE

BILLET

Union sacrée pour les cadres chômeurs

En croissance de 23,5 % sur un an à la fin du mois de novembre, le chômage des cadres provoqua des réactions anchaïques. Jeudi 28 janvier, en grande pompe, l'APEC (Association pour l'emploi des cadres), l'ANPE bien sûr, les cabinets de recrutement et les entreprises du travail temporaire se sont officiellement rapprochés. Les uns et les autres sont maintenant déterminés à travailler ensemble. Formellement, deux conventions ont été signées. Avec le Syntec et la Chambre syndicale nationale des cabinets de recrutement (CSNCR), qui représentent 80 % de la profession du recrutement, le document prévoit que les offres d'emploi seront désormais publiées par *Courrier cadres*, le magazine de l'APEC. Un effort particulier sera fait pour les cadres de plus de quarante-cinq ans à la recherche d'un emploi. Avec l'UNETT et le PROMATT, qui sont les deux organisations professionnelles de l'intérim, une collaboration est engagée afin que des missions d'une durée de plus de quatre mois puissent être proposées aux chômeurs cadres. Ce qui devrait favoriser leur reclassement ou permettre leur insertion professionnelle. Avec l'ANPE, il s'agit de renforcer les liens déjà existants, d'échanger des informations et de faciliter l'accès réciproque aux offres.

Il y a encore deux ans, une telle «synergie», pour reprendre l'expression de M^{me} Chantal Cunneil (CGC), présidente de l'APEC, était impensable. Concurrents de fait sur le marché du travail où ils intervenaient tous, ces institutions, ces cabinets et ces agences tentant à leur indépendance et, plus encore, à leur spécificité. Le placement de chômeurs ne devait pas se confondre avec la démarche commerciale des sociétés de travail temporaire, qui se flattaient de répondre précisément aux besoins conjoncturels des entreprises. Quant aux cabinets de recrutement, qui s'honorent de fournir une prestation de haut niveau, parfaitement adaptée, ils ne voulaient surtout pas être confondus avec le tout-venant du service public de l'emploi. Aujourd'hui, en raison de la récession, les préventions sont tombées. L'APEC croque sous les candidatures - 1,4 million en 1992. Elle a géré 20 000 offres et n'a réussi que 7 000 placements. L'intérim connaît un effondrement de son marché, le nombre d'heures de travail vendues ayant chuté de 19 % en décembre. Les cabinets de recrutement, qui canalisent un tiers des propositions de postes publiées dans la presse, souffrent énormément. EGOR, le numéro un du secteur, a déposé son bilan et d'autres ont suivi. Selon l'APEC, 41 000 offres, seulement, ont été rendues publiques en 1992, soit 30 % de moins que l'an passé. Face à un pareil cataclysme, l'union sacrée devenait la seule riposte possible. Mais l'addition des échecs ne suffira pas à enrayer la tendance.

ALAIN LEBEAUX

Le G7 crée un fonds pour l'amélioration de la sûreté des centrales nucléaires à l'Est. - Les ministres français et allemand de l'Industrie, MM. Dominique Strauss-Kahn et Klaus Toepfer, ont annoncé, jeudi 28 janvier, la création par le groupe des Sept (G7) d'un fonds multilatéral pour l'amélioration de la sûreté des centrales nucléaires dans les anciens pays socialistes. Ce fonds, doté dans un premier temps de 60 millions d'euros (400 millions de francs environ), permettra de payer au plus pressé, de améliorer le fonctionnement des centrales nucléaires anciennes, type Tchernobyl, dans l'attente de leur arrêt définitif.

Une semaine après son investiture, le président Clinton a reçu, le 28 janvier, à la Maison Blanche, le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, en présence des responsables économiques de son cabinet. Les deux hommes se sont entretenus des engagements de réduction du déficit budgétaire récemment confirmés par M. Clinton et de la politique d'accélération de la croissance qu'il entend mener la nouvelle administration. Le secrétaire au Trésor, M. Lloyd Bentsen, a, ultérieurement, indiqué que le président entendait privilégier la réduction des dépenses fédérales, plutôt que l'augmentation des impôts, pour réduire le déficit de l'Etat.

NEW YORK

de notre correspondant

Pour leur premier tête-à-tête à la Maison Blanche depuis la mise en place de la nouvelle administration, M. Bill Clinton et le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, avaient un sujet de discussion tout trouvé le 28 janvier. En tout début de matinée, le département du commerce a annoncé pour le quatrième trimestre 1992 une croissance de 3,8 % du produit intérieur brut (PIB), après une augmentation de 3,4 % le mois précédent. Ce taux est le plus élevé depuis celui de 3,9 % constaté au dernier trimestre 1988. Son ampleur définitive doit encore être confirmée à l'occasion des traditionnelles opérations de révision de l'indice (celui du troisième trimestre avait ainsi été révisé en baisse), mais il est d'ores et déjà acquis que depuis la fin officielle de la récession, au printemps 1991, l'économie américaine consolide peu à peu son mouvement de reprise.

Pour l'ensemble de l'année 1992, la croissance du PIB aura atteint 2,1 %, soit le meilleur résultat depuis 1989 lorsque celui-ci avait reflété une

Enregistrant la plus forte hausse depuis quatre ans

La croissance américaine a atteint 3,8 % au dernier trimestre de 1992

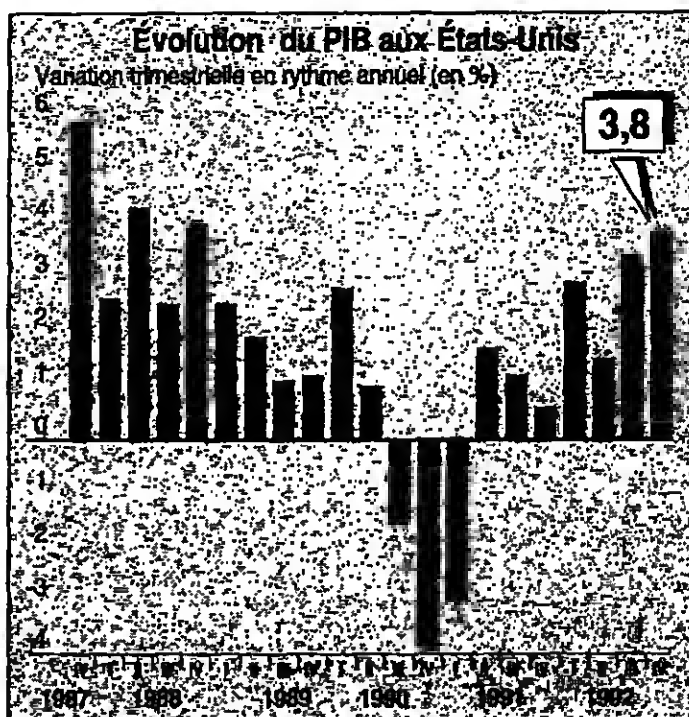
hausse de 2,5 %. Stimulées par l'augmentation des ventes de fin d'année dans les magasins et, d'une façon générale, par l'espoir placé dans la nouvelle équipe Clinton, l'augmentation des dépenses de consommation est en grande partie à l'origine de la progression du PIB. Au cours du dernier trimestre 1992, ces dépenses, qui constituent environ les deux tiers de la richesse nationale, ont augmenté de 35 milliards de dollars (189 milliards de francs) contre 30 milliards au cours des trois mois précédents.

Dans le même temps, les investissements réalisés par les entreprises ont crû de 12,1 milliards de dollars, après une augmentation de quatre milliards pour le précédent trimestre, et les dépenses de construction de nouvelles habitations ont progressé de 29 %, taux le plus élevé depuis le dernier trimestre 1983 (41 %). La reprise est cependant encore loin d'égaliser les 6 % ou 7 % enregistrés

des précédentes sorties de crise et la préoccupation majeure de l'administration, des milieux d'affaires et des parlementaires est d'éviter, à tout prix, une éventuelle décadence de la croissance dans les mois qui viennent alors que le taux de chômage ne reflète toujours pas l'amélioration de la conjoncture.

Quinze milliards de dollars pour la relance

«Le fait est que nous disposons de tous les éléments d'une relance de l'activité, y compris une inflation qui n'est plus un problème, mais que nous assistons à une reprise qui ne crée pas d'emplois!», s'exclama, récemment, le sénateur démocrate Paul Sarbanes (Maryland). Confronté à ce problème (le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté depuis trois semaines consécutives en janvier), qui risque de s'accroître avec les dizaines



Le contentieux sidérurgique

La surtaxe sur l'acier critiquée aux Etats-Unis

La décision de Washington de surtaxer les importations d'acier est critiquée par certains experts américains qui en contestent la bien-fondée.

Le *Journal of Commerce* part en guerre contre le protectionnisme américain. Dans son édition du 28 janvier, ce quotidien, spécialisé dans la législation commerciale, et qui, dans ce domaine, fait autorité dans les milieux d'affaires et gouvernementaux de Washington, se déchaîne contre la décision du département américain du commerce de surtaxer certaines importations d'acier (*le Monde* du 29 janvier).

Sous le titre «Big Steel» («La grande escroquerie») : jeu de mot avec «Big Steel», de steel = acier, qui désigne les grands sidérurgistes américains, l'éditorial est sévère : «Personne n'accommoder à son profit la législation commerciale comme le fait le monde de l'acier américain, affirme-t-il. Et si l'on a effectivement, et là, une bataille sur les prix, celle-ci ne ressemble en rien à la conspiration anti-US à laquelle on

veut nous faire croire». L'article rappelle que la sidérurgie américaine a obtenu, depuis 1969, des mesures de protection et soutien des autorités fédérales, que le commerce de l'acier avec les États-Unis a été, des années durant, régi par des quotas bilatéraux, qui, renouvelés pour la dernière fois en 1984, sont parvenus à expiration en mars 1992. Et souligne, sans trop le dire, l'ambivalence de la présidence Bush, acquiescente en doctrine au libre-échange. Promettant de faire l'abandon des restrictions à l'importation, l'administration républicaine n'en a pas moins invité les sidérurgistes locaux à se défendre en déposant des plaintes pour concurrence déloyale.

La législation commerciale en vigueur aux États-Unis est ainsi faite qu'elle peut imposer des mesures conservatoires avant même que le litige soit définitivement jugé sur le fond. L'anne peut s'avérer redoutable. Les Européens l'avaient bien compris en exigeant lors des négociations multilatérales sur l'acier engagées l'an passé que les États-Unis renonceraient à leur arsenal juridique en faveur de procédures internationales.

Les discussions ont échoué. «Il est très difficile d'arrêter la machine une fois qu'elle est lancée», confie une juriste française spécialisée dans les contentieux commerciaux à Washington. Saisir le GATT, comme Paris et Bruxelles en ont évoqué la possibilité? Avant que l'arrêt de la juridiction internationale ne soit rendu, les droits de douane supplémentaires, même provisoires, continueront à s'appliquer. Et à grever lourdement les importations concernées, soit 90 % des produits plats vendus par des producteurs étrangers aux États-Unis.

Les tribunaux trancheront

En fait, seul le retrait des plaintes déposées par Bethlehem Steel, National Steel, Inland, Armco, USX, deux de la sidérurgie américaine, peut lever les surtaxes. Une hypothèse peu probable. «L'administration Clinton va-t-elle, pour calmer le jeu, demander à Pittsburgh de renoncer à ses plaintes? Je n'y crois pas», s'interroge-t-on chez le sidérurgiste français.

Les sidérurgistes européens, japonais et canadiens, entre autres, sont condamnés à mener l'affaire devant les tribunaux. Usinor-Sacilor a mobilisé des légions d'avocats et juristes outre-Atlantique. Le département du commerce a jugé recevables les plaintes en anti-dumping, après avoir constaté, entre autres, que les producteurs européens vendaient leur acier moins cher aux États-Unis que sur leur propre marché. «Ils ont converti en dollars le prix de vente de la tonne d'acier sur le marché communautaire et l'ont comparé aux prix intérieurs, alors que les parités monétaires ont énormément varié», s'insurge-t-on chez le sidérurgiste français.

En tout cas, cet écart de prix - réel ou pas - ne scandalise pas vraiment l'éditorialiste du *Journal of Commerce*. «Les sidérurgistes américains procèdent de même sur les marchés étrangers», écrit-il. «Et même si la tonne d'acier importée est vendue moins cher aux États-Unis par les exportateurs, son prix est, en général, plus élevé que celui pratiqué par les gros sidérurgistes américains.»

CAROLINE MONNOT

Protestations et menaces de représailles

La décision américaine de surtaxer certaines importations d'acier en provenance de dix-neuf pays parmi lesquels figurent sept membres de la CEE et le Japon (*le Monde* du 29 janvier) a continué de susciter de très violentes réactions jeudi 28 janvier.

A Paris, le gouvernement français a évoqué à plusieurs reprises la possibilité de représailles. «Si l'administration américaine s'engage sur la voie du protectionnisme, des mesures de rétorsion s'avèreraient nécessaires», a estimé le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, lors de son traditionnel point de presse hebdomadaire.

«La France condamne cette décision totalement injustifiée au regard des règles du GATT», a affirmé, pour sa part, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Béroard, ajoutant que cette question serait à

l'ordre du jour du conseil des ministres de la CEE lundi 1^{er} février. «Une des voies d'action de la Communauté européenne est justement de déposer une plainte au GATT», a précisé M. Dominique Strauss-Kahn. Pour le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, les mesures américaines, si elles étaient maintenues, pourraient, en outre, contraindre la CEE à revoir ses accords avec l'Europe de l'Est concernant l'importation d'acier européen : «Si nous n'arrivons pas à faire entendre raison à nos amis américains, nous serons malheureusement obligés de revoir nos relations et l'ouverture des marchés d'Europe centrale», a-t-il indiqué.

En Grande-Bretagne, dont le producteur national British Steel est particulièrement affecté par les

droits de douane supplémentaires, le ministère du Commerce et de l'Industrie a qualifié la décision américaine de «harcellement scandaleux», résultant de «pressions protectionnistes d'une industrie américaine de l'acier particulièrement protégée».

Pour la Fédération allemande de l'industrie de l'acier, le droit commercial a subi «un abus sans vergogne». Le président du lobby sidérurgique allemand a estimé à 600 000 tonnes le volume d'exportations affecté, outre-Rhin, par les droits de douane supplémentaires imposés par les États-Unis. «La réaction américaine est unfair, cela veut dire malhonnête, pas correcte», a déclaré, pour sa part, le président du groupe français Usinor-Sacilor, M. Francis Mer, qui attend «une réaction forte, musclée et cohérente de la CEE».

Création du deuxième voyageur français

Air France fusionne sa filiale Sotair avec Chorus

Air France détient la majorité du capital d'un nouvel organisateur de voyages, baptisé Jet Tours, qui naîtra de la fusion de sa filiale Sotair (marques Jet Tours, Jumbo et Eldorado) avec son concurrent SFTA (marques Chorus Tours, Touring, Crusair, Kappa Club). La compagnie nationale a signé, jeudi 28 janvier, un protocole d'accord en ce sens avec les deux principaux actionnaires de SFTA, le groupe Havas et TUI, le premier voyageur allemand.

Avec 700 000 clients et plus de 3 milliards de francs de chiffres d'affaires, Jet Tours se classera au deuxième rang des organisateurs de voyages français. Son capital sera

Nouvelles attaques monétaires

La chute de la livre et de la punt agite les marchés

La chute de la livre sterling a secoué les autres devises européennes, jeudi 28 janvier, sur le marché des changes. La décision de la Banque d'Angleterre de ramener le taux d'intérêt britannique de 7 % à 6 % a fait chuter la livre (*le Monde* du 29 janvier), qui s'est négociée en dessous du seuil de 2,3850 deutschemarks (DM), jeudi 28 janvier, avant de se reprendre dans l'après-midi. Cette baisse régulière de la devise britannique a fait pression sur la monnaie irlandaise - la punt - obligeant la Banque centrale d'Irlande à augmenter, mercredi 27 janvier, son taux au jour le jour de 14 % à 100 %.

La franc français a, de son côté, perdu du terrain, jeudi, face au deutschemark. Les opérateurs pensant qu'une dévaluation de la monnaie irlandaise placerait le franc en première ligne face à la spéculation. Dans l'après-midi, la monnaie irlandaise parvenait enfin à quitter le seuil des 2,6230 deutschemarks pour remonter aux alentours de 2,6260 deutschemarks. Le ministre irlandais des finances, M. Bertie Ahern, a réaffirmé que la livre irlandaise ne serait pas dévaluée.

L'indice définitif de l'INSEE

Les prix à la consommation ont augmenté de 2 % en 1992

Les prix à la consommation en France ont finalement baissé de 0,1 % en décembre par rapport à novembre, au lieu de la stabilité (0 %) initialement prévue par l'INSEE, selon l'indice définitif des prix publié, jeudi 28 janvier, par l'Institut. Cette révision laisse inchangée l'estimation de l'INSEE pour l'ensemble de l'année 1992 : la hausse des prix a atteint 2 % (+ 1,9 % hors tabac) entre décembre 1991 et décembre 1992, contre 3,1 % en 1991.

Les prix dans l'alimentation ont baissé de 0,2 % en décembre par rapport au mois précédent, poursuivant le mouvement amorcé au cours de l'été (- 0,6 % sur les six derniers mois de l'année). Pour l'ensemble de l'année 1992 - en glissement annuel de décembre 1991 à décembre 1992 - les prix dans l'alimentation ont progressé de 0,3 %, avec de forts reculs enregistrés dans les fruits (- 8,2 %) et les légumes (- 9,5 %).

L'indice des prix des produits manufacturés est resté stable en décembre, alors qu'il baissait de 0,1 % pour les produits du secteur privé. Sur un an, l'indice a enregistré une hausse de 1,1 % pour l'ensemble des produits manufacturés. Les produits pétroliers étaient en baisse de 0,2 % en décembre, portant à 0,3 % leur recul sur un an, alors que l'habillement et le textile ont enregistré une nouvelle baisse (- 0,1 %) le mois dernier, confirmant l'orientation de novembre (- 0,2 %).

Enfin, les services sont le seul poste qui s'est stabilisé en hausse de 0,1 % au mois de décembre, ce qui porte à 4,3 % l'inflation dans ce secteur sur douze mois.

ÉCONOMIE

COMMUNICATION

Les suites de l'affaire Parretti - Metro Goldwyn Mayer

Le Crédit lyonnais s'engage dans une bataille médiatique contre M. Kerkorian

Les batailles hollywoodiennes du Crédit lyonnais se déplacent à Paris. Décidée à obtenir de M. Kirk Kerkorian, vendeur de MGM, Metro Goldwyn Mayer, des dommages et intérêts pour présentation frauduleuse des comptes (le Monde du 26 janvier), la banque française donne des explications.

Le Crédit lyonnais n'a aucun goût pour le fracas médiatique. Mais quand M. Kirk Kerkorian, riche homme d'affaires américain et ex-proprétaire de Metro Goldwyn Mayer (MGM), lance un campagnon en France à la fois et demi des élections législatives, la banque nationalisée que dirige M. Jean-Yves Haberer riposte. M. François Gilles, directeur général adjoint du Crédit lyonnais, a vu des journalistes, jeudi 28 janvier, en compagnie de M. Rick Holwell (cabinet White and Case), avocat américain de la banque, pour expliquer pourquoi, deux ans après le rachat de MGM, plainte et demande de dommages et intérêts avaient été déposées contre M. Kerkorian.

L'explication est simple. A l'occasion d'un procès qui opposait, en août 1992, la banque française

aux producteurs des films «James Bond», des documents nouveaux ont été produits. Ces textes montraient, selon M. Gilles, que M. Kerkorian, vendeur de MGM, M. Giancarlo Parretti, acheteur de MGM, et le cabinet d'audit Houlahan Lokey se sont entendus, à la veille du rachat, pour «embellir» les prévisions de résultat et de cash-flow de MGM. En d'autres termes, l'audit de Houlahan Lokey, qui a servi de base au Crédit lyonnais Bank Nederland pour ouvrir des crédits relais à M. Parretti, était une «fraude» destinée à masquer un déficit de cash-flow de MGM de 250 millions de dollars (près de 1,4 milliard de francs).

Facettes multiples

Pourquoi M. Parretti a-t-il contribué à maquiller les comptes de la société qu'il convoitait ? «Il était pressé de mettre la main sur les actifs de MGM», répond M. Gilles. Sans doute pour les vendre de manière à compléter le rachat de MGM. Ce qui fut fait. Mais la vente massive de droits sur les films et la vidéo a privé aussitôt MGM de recettes. Quelques semaines après le rachat de MGM, la banque française fut donc obligée d'injecter à nouveau 145 millions de dollars pour éviter la liquidation. M. Gilles est resté cependant discret sur les sommes engagées depuis 1991 pour permettre la continuation de l'explo-

itation. Selon lui, le cash-flow de MGM devrait redevenir positif l'année prochaine. Il s'est également déclaré confiant dans la conclusion du procès engagé contre M. Kerkorian, lequel devrait aboutir dans un délai de douze à vingt-quatre mois. De leur côté, les avocats de M. Kerkorian affirment qu'ils ouvriront les hostilités en Europe dès le 8 février.

L'imbrication juridico-cinématographique du Crédit lyonnais est cependant à facettes multiples. Deux producteurs hollywoodiens, MM. Moshe Diamant et Eduardo Sarli, ont également engagé une guerre juridique et médiatique contre la banque française. Déposés d'Epice, leur société de production, par un Crédit lyonnais qui désespérait d'obtenir le contrôle des comptes, MM. Diamant et Sarli ont saisi le tribunal de commerce de Paris. Estimant que le Crédit lyonnais leur a fait perdre 18 millions de dollars en empêchant la vente de leur société à M. Parretti, que leurs relations avec un certain nombre d'acteurs vedettes de Hollywood ont été gravement détériorées par la faute du Crédit lyonnais et que la manière dont la banque française a fait jouer son droit de nantissement est illégal, MM. Diamant et Sarli ont demandé aux tribunaux américains de désigner le véritable propriétaire d'Epice.

YVES MAMOU

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

RÉSULTATS DE L'ANNÉE 1992
BÉNÉFICE NET DE 662 MILLIONS DE DOLLARS

En 1992, le bénéfice net s'élève à 662 millions de dollars, soit 2,75 dollars par action. En 1991, ces chiffres étaient respectivement de 816 millions de dollars et de 3,42 dollars. Si l'on exclut des résultats de 1991 le gain de 0,74 dollar par action provenant de la cession de titres de participation et la charge de restructuration de 0,10 dollar par action, le bénéfice net reste à son niveau de 1991, le bénéfice net par action diminuant de 1 %.

Le chiffre d'affaires d'exploitation est de 6,33 milliards de dollars en 1992, contre 6,15 milliards de dollars l'année précédente, en augmentation de 3 %. Le chiffre d'affaires de Mesure et Systèmes est de 2,48 milliards de dollars, en hausse de 8 % par rapport à l'année précédente.

12 % de l'activité de forage dans le monde, le chiffre d'affaires des Services pétroliers de Schlumberger est resté à son niveau de 1991, des services exclusifs plus performants compensant la faiblesse d'activité en Amérique du Nord, en mer du Nord et en Extrême-Orient. Il a ajouté : « Nous nous sommes engagés à améliorer significativement nos activités avant un revirement de tendance dans les pays de l'OCDE. Toutefois, l'imposition repositionnement opérée par Schlumberger depuis plusieurs années nous permettra de prospérer malgré l'actuel climat de morosité ».

Au quatrième trimestre de 1992, le chiffre d'affaires d'exploitation est de 1,63 milliard de dollars, en hausse de 1 % par rapport à l'année précédente. Si l'on exclut le gain de 0,55 dollar par action, provenant de la cession de titres de participation au quatrième trimestre de 1991, le bénéfice net par action a diminué de 12 %, en raison de la faiblesse des marchés pétroliers.

SICAV 5000

INVESTIR C'EST CHOISIR

Alors voici trois raisons pour décider d'un placement de référence en actions françaises :

Entre le 31 décembre 1984 et le 31 décembre 1992, la progression de SICAV 5000 s'élève à +166,77 % (coupons bruts réinvestis). En 1992 celle-ci s'est établie à 9,44 %.

La sécurité de SICAV 5000 s'organise à partir d'une gestion rigoureuse de la part de nos spécialistes du CREDIT LYONNAIS. Depuis 1978, date de sa création, SICAV 5000 a démontré son aptitude à faire face à toutes les situations de marchés. La diversification des risques sur SICAV 5000 est renforcée en outre par un actif géré de plus de 15 milliards de F au 31 décembre 1992.

L'avantage fiscal de SICAV 5000 était hier celui des SICAV MONY - CEA ; aujourd'hui, il s'exerce par son éligibilité au PEA et aux exonérations qui y sont attachées.

CREDIT LYONNAIS

LES 2 300 AGENCES DU CRÉDIT LYONNAIS SONT À VOTRE DISPOSITION POUR VOUS RENSEIGNER

Les salariés de Hoover dans l'attente d'un plan social

«L'Amérique a assassiné la région»

DIJON

de notre correspondante

Jeudi 28 janvier, les employés de Hoover France, filiale du groupe américain Maytag, qui ont appris, lundi, le transfert des activités de leur usine à Cambuslang en Ecosse, vivent leur sixième jour de grève. Huit heures à ne rien faire, c'est long. Des voix s'élèvent. «Je veux bien remonter les poubelles ou faire n'importe quoi, mais pas rester inoccupé». «Doux ouvriers se proposent de tenir le standard, dès le lendemain. Elles ne l'ont jamais fait, mais elles se débrouilleront. La proposition vient à point. Un responsable de l'union départementale de la CFDT arrive, impuissant : «La presse n'arrête pas de nous téléphoner : chez vous c'est toujours occupé. Qu'est-ce que je leur dis ?» Son interlocuteur le rassure. Trois cellules vont être mises en place : l'une pour la gestion quotidienne, l'autre pour la presse, la troisième se chargera de la négociation du plan social.

Les premières discussions devaient, normalement, débiter la semaine prochaine, lorsque la déclaration administrative instituant la fermeture définitive et les licenciements aura été faite. Pour l'instant, la procédure est tributaire du calendrier des licenciements, non encore communiqué par la direction. Les négociations s'annoncent difficiles. L'esquisse de

plan social que nous a présentée la direction est inacceptable», affirme le représentant des cadres lors de la réunion d'information du 17 heures. «Les propositions sont nettement en dessous de nos exigences», renchérit un représentant du collège ouvrier. L'auditoire reste sur sa faim. «Notre plan social n'est pas tout à fait bouclé car, sur 700 personnes, il y a au moins une centaine de cas différents. Nous informons complètement le personnel lorsque notre plan sera conclu chapitre par chapitre. A peine une centaine de solutions sont, pour l'instant, apportées : vente d'immobilier, procédures FNE et sobriété, emplois préservés au service commercial et après-vente ainsi qu'à la gestion des entrepôts. La première réunion officielle avec la direction est fixée au vendredi 5 février.

Une lettre à Bill Clinton

Depuis le début de la semaine, le même scénario se répète : réunions d'information à heure fixe. De l'autre côté de la grille, qui s'ouvre précautionneusement sur les visiteurs, les ateliers, soigneusement nettoyés, sont silencieux. La production est totalement arrêtée, les sorties de produits finies - soit, en moyenne, 4 000 aspirateurs par jour - sont bloquées. En revanche, les livraisons de

matières premières sont réceptionnées et stockées à l'entrepôt. Pour montrer que tout le monde est prêt à redémarrer, l'avenir immédiat commence à rattraper l'angoisse des lendemains. «Huit jours de travail en moins, ça fait beaucoup pour les petits salaires», disent les uns. «Il existe d'autres moyens d'action tout aussi efficaces, comme le débrayage ponctuel au fur et à mesure des négociations», suggèrent d'autres. «De toute façon, on ne pourra pas tenir six mois comme ça. Il faut que les gens soient payés», conclut la majorité. Une assemblée générale, réunie le 1^{er} février, décidera de la poursuite de la grève.

De leur côté, les élus poursuivent leurs déclarations et démarches. La dernière, à l'initiative du député et maire socialiste de Chenôve, M. Roland Carrat, est une lettre au président des Etats-Unis, M. Bill Clinton, lui demandant «de faire son possible» auprès du président du groupe Maytag. Cet engagement de la classe politique rassure et apaise à la fois les ouvriers de Hoover : «La plainte déposée devant la Cour européenne de justice, on n'y croit pas : ça ne servira pas à grand-chose». Tous ne sont certains que d'une chose, comme l'affirme une banderole accrochée à l'entrée de l'usine : «L'Amérique a assassiné la région».

CHRIS MAIZIAT

Chacun pour soi

Suite de la première page

Au nom du bon vieux principe selon lequel l'économie doit précéder le social, les gouvernements de la Communauté ont libéré les mouvements de capitaux, rapproché leur fiscalité, ouvert frontières et marchés publics mais ont repoussé à un avenir lointain l'élaboration de normes protégeant les salariés. Or le social vient de se rappeler au bon souvenir de l'Europe.

Qu'il s'agisse du transfert des activités de Hoover de Grondig en Ecosse, de celles de Bourdig de Lorraine vers l'Allemagne et l'Autriche (la décision a été renvoyée au 12 février) ou de Rockwell Graphic System de Nantes vers l'Angleterre, aucun des groupes en cause n'a directement reçu d'aide de Bruxelles. En revanche, tous ont mené des discussions serrées avec les pouvoirs publics des Etats membres qui attribuent aux régions en difficulté des subsides qui échappent au contrôle de la Communauté. Dans ces conditions, considère le gouvernement français, ces aides risquent de fausser la concurrence, le «dumping social» devenant l'ultime moyen d'emporter la décision d'un investisseur.

Ce point de vue a été développé jeudi 28 janvier avec une certaine énergie par M. Pierre Bérégovoy. Le premier ministre a parlé de «l'insécurité d'une plainte». A l'Hôtel Matignon on précisait vendredi matin que la France allait, en réalité, demander officiellement à la Commission d'ouvrir une enquête sur les subventions financières accordées par les Britanniques. Ces aides ne doivent pas être «destinées à détruire des emplois ailleurs», selon le premier ministre.

Grundig reporte sa décision sur le sort de l'usine de Creutzwald

Les protestations soulevées en France par l'éventuelle fermeture de l'usine de Creutzwald (Moselle) ont-elles ébranlé le directoire de Grundig AG (le Monde du 28 janvier) ? Il est encore trop tôt pour le dire, mais, jeudi 28 janvier, le directoire du groupe allemand d'électronique grand public a reporté au 12 février sa décision sur l'avenir de ses usines de téléviseurs en Europe : Nuremberg, Vienne et Creutzwald. Un communiqué du groupe précise que, lors de sa réunion sur «les perspectives d'avenir industriel», le directoire a étudié «la demande du personnel de Creutzwald de reporter à une date ultérieure les mesures nécessaires». Le directoire, poursuit le communiqué, «a révoqué (...) de reporter au 12 février sa décision sur le fait de savoir quelle capacité de fabrication devra être retirée du marché».

Il conviendrait donc de faire sauter le tabou des aides régionales - qu'il s'agisse du Mezzogiorno italien, du nord de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne orientale - en obtenant que celles-ci soient examinées par Bruxelles sous l'angle du respect des conditions de la concurrence. Au passage, Michel Sapin, ministre de l'Economie, a été chargé de faire savoir jeudi à Vienne que l'attribution de facilités accordées aux importations de certains pays tiers risquait de ne pas faciliter l'intégration de l'Autriche dans la Communauté européenne.

L'attitude du gouvernement français éclaire cruellement les carences de la construction communautaire. En l'absence d'un véritable droit du travail minimum européen, inutile d'invoquer la charte sociale qui figure dans les accords de Maastricht. Pour espérer faire respecter les «acquis», mieux vaut plaider la distorsion de concurrence et s'en remettre au traité de Rome. Un texte qui va sur ses trente-six ans. «Il est temps de prendre conscience que l'Europe est menacée si elle joue la dévalorisation sociale compétitive», estime M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste au Parlement européen.

«L'usine à sucre de l'Europe»

L'expression correspond tout à fait à la stratégie de Hoover. M. Richard Rankin, directeur du marketing du groupe américain en Europe - qui va supprimer six cents emplois à Longvic (Côte d'Or) mais n'en créera que quatre cents à Cambuslang, en Ecosse - se dit «surpris par l'émotion suscitée» par l'annonce d'une délocalisation qui, selon lui, permettra de réduire de 25 % les coûts de fabrication. «Les aides publiques qui nous ont été proposées étaient à peu près comparables», précise M. Rankin qui, arguant d'un «accord confidentiel» avec les autorités écossaises refuse d'en donner le montant (on sait néanmoins que les pouvoirs publics français ont avancé une offre de quelque 70 millions de francs).

Hoover, qui affirme que cette décision «n'a pas été prise de manière significative en comparant les aides offertes par l'un et l'autre pays», a confirmé les conditions imposées aux salariés de Cambuslang : réduction du paiement des heures supplémentaires, gel des salaires pendant un an et restriction du droit de grève. Il faut ajouter que les nouvelles recrues qui seront engagées avec un contrat à durée déterminée de deux ans ne bénéficieront pas d'indemnité en cas d'arrêt-maladie. Enfin, une partie du fonds de retraite pourrait être réinvestie dans le capital de la société. Alors dans le capital de la société écossaise a expliqué avoir signé «le contenu sous la gorge» l'accord avec Hoover, le député travailliste Sam Galbraith a accusé jeudi le

gouvernement conservateur (qui vient de supprimer les conseils paritaires chargés depuis 1909 de fixer les salaires minima dans certaines branches professionnelles) de faire de la Grande-Bretagne «l'usine à sucre de l'Europe».

Tant que la croissance ne sera pas au rendez-vous, les rivalités interrégionales - y compris au sein des Etats membres - ne pourront que s'exacerber. Les affaires liées au démantèlement de Grundig ou de Kimberly Clark-Sopalin, près de Rouen, rappellent que la compétition internationale est difficilement compatible avec les exigences sociales. D'ailleurs, ces dernières années, la France a, en plusieurs occasions, su tirer son épingle du jeu, notamment en accueillant Eurodisney, même si, dans ce dernier cas il ne s'agit pas d'un transfert. Mickey, si son règlement intérieur n'est pas exempt de tout reproche, n'a pas exigé de déroger aux conditions normales de rémunérations ou de droit de grève des travailleurs français. «L'affaire Hoover» n'est pas de même nature. Elle symbolise une Europe incapable de contrôler une dérive vers le chaos pour soi qu'aucune charte sociale sans effet contraignant ne pourra contenir.

JEAN-MICHEL NORMAND

Grève à la SNCM. - Les liaisons maritimes avec la Corse et l'Afrique du nord sont interrompues depuis mercredi 27 janvier à la suite d'une grève des officiers et des marins de la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM), qui protestent contre le passage sous pavillon de complaisance du cargo mixte «Sainte Barbe». Le mouvement a été décidé pour une durée d'une semaine par les marins CGT et pour 72 heures par les officiers CGT, CFDT, CFC, CGC et autonomes. Il concerne les équipages des 12 navires - 6 cargo-freighters et 6 cargos - qui desservent la Corse, la Tunisie et l'Algérie.

Précision sur Renault et PSA en Espagne. - A la suite de la parution de l'article «Renault s'installe en Espagne» (le Monde du 24-25 janvier), le groupe PSA Peugeot Citroën nous précise qu'il «s'est situé, en 1992, à la première place des constructeurs automobiles sur le marché espagnol. Le groupe est, avec 199 000 immatriculations, en progression de 37 400 véhicules et atteint une part de marché de 21,2 % contre 19,1 % en 1991». Ce résultat, PSA Peugeot Citroën le doit à l'augmentation des ventes de chacune de ses marques. Dotée par le score de la ZX, Citroën a augmenté ses ventes de 27 000 unités, faisant passer sa part de marché de 9,1 % en 1991 à 11,4 % en 1992. Peugeot, précise le texte du groupe, «est également en progression de 10 400 véhicules et occupe 10,2 % de part de marché contre 10,1 % en 1991».

(Ajoutons, les ventes du groupe PSA Peugeot Citroën dépassant celles de Renault qui, avec 178 000 immatriculations et 18 % de marché, reste néanmoins la marque automobile la plus vendue en Espagne).

VIE DES ENTREPRISES

Après un dépôt de bilan en mars 1991

Le groupe Montlaur fait l'objet d'une information judiciaire

MONTPELLIER

de notre correspondant

Le parquet de Montpellier a demandé, mardi 26 janvier, l'ouverture d'une information judiciaire pour « infraction aux lois sur les sociétés commerciales », « banque-routière » et « faux et usage de faux » afin d'éclaircir certaines pratiques douteuses constatées dans la gestion du groupe Montlaur, qui a déposé son bilan le 13 mars 1991.

A la tête, il y a plus de trente ans, d'une épicerie familiale à Mazamet (Tarn), commune dont il fut le maire (div. 4) de 1977 à 1991, M. Michel Montlaur avait bâti progressivement un empire régional de distribution implanté dans tout le sud-ouest de la France. Celui-ci se composait en 1991 de quinze hypermarchés, six supermarchés, cinq jardineries et huit cafés. Il réalisait alors un chiffre d'affaires de 4,7 milliards de francs et employait 2 840 personnes.

Le groupe avait développé une politique commerciale qui favorisait les producteurs locaux. Un choix qui

ne le plaçait pas toujours dans une position concurrentielle favorable face à d'autres enseignes aux marges bénéficiaires plus importantes. M. Montlaur avait également pour principe de conserver l'intégralité du capital de ses trente-six sociétés entre ses mains. Cette volonté farouche de préserver son indépendance avait un revers. La croissance du groupe, entièrement financée par du crédit-bail, était devenue très lourde à porter et des embarras financiers très importants ont progressivement épuisé la trésorerie.

Au moment du dépôt de bilan, le groupe Montlaur accusait officiellement 540 millions de francs de dettes aux fournisseurs. Après la procédure commerciale conduite par le tribunal de commerce de Montpellier, qui a abouti le 23 mars 1991 au rachat des actifs du groupe par Carrefour, le dossier avait été transmis au procureur de la République. Ce dernier a ouvert en juin 1991 une enquête préliminaire confiée au SRPJ (service régional de police judiciaire) de Montpellier, dont les

conclusions ont été remises au parquet en septembre 1992. Après une étude approfondie, ce dernier a conclu à l'existence d'infractions pénales dans la gestion du groupe. De faux bilans comptables et de fausses déclarations de stocks ont été publiés durant les trois dernières années de son existence.

L'information judiciaire, ouverte après consultation de la chancellerie, a été confiée à M. Dominique Vogliacci-Stephanopoulos. Il devra déterminer les niveaux de responsabilité des dirigeants de l'entreprise familiale dans la rédaction de ces faux. Il devra ainsi être amené à entendre M. Colette Montlaur et M. Michel Montlaur, tous deux cités dans les réquisitions du parquet, mais également certains techniciens de la comptabilité, soit parce qu'ils ont été amenés à rédiger ces documents, soit parce qu'ils pouvaient être, de par leur fonction, en mesure de les dénoncer.

JACQUES MONIN

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CAPITAL

□ La SFAC va prendre le contrôle de la Cobac (Belgique). — La Société française d'assurance crédit (SFAC) va prendre le contrôle majoritaire de la première compagnie d'assurance crédit belge, la Cobac, a annoncé, jeudi 28 janvier, un communiqué du groupe français. Un accord a été conclu aux termes duquel les principaux actionnaires de la Cobac, détenant ensemble près de 85 % du capital, vont céder leurs actions au groupe SFAC. L'accord doit encore être soumis aux autorités compétentes, et le prix définitif de la transaction sera fixé après l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 1992. La Cobac, qui détient 50 % du marché belge de l'assurance crédit, a encaissé en 1991 pour 370 millions de francs de primes et emploie 333 personnes.

□ Pioneer rachète 66 % de son distributeur français. — Pioneer Electronics Corporation vient de racheter 66 % de son distributeur français, Musique diffusion française SA (MDF), et est devenu l'unique propriétaire de sa seule usine française située près de Bordeaux, a annoncé, lundi 25 janvier, à Tokyo, le fabricant japonais de matériel audio. Pioneer contrôle ainsi complètement son réseau de distribution en Europe sauf au Portugal, en Irlande et en Grèce. Cette opération « vise à renforcer sa compétitivité dans le marché intégré de la CEE », précise le groupe.

□ Aéroports de Paris envisage une ouverture partielle de son capital. — Aéroports de Paris (AdP) étudie la possibilité de passer du statut d'établissement public à celui de société anonyme du secteur public pour pouvoir financer son plan de développement en nuant son capital au marché financier. L'opération supposerait l'autorisation des pouvoirs publics et le vote d'une loi pour être concrétisée. Dans une lettre adressée le 26 janvier au personnel d'AdP, pour répondre à des inquiétudes du per-

sonnel relatives au statut, la direction générale souligne que dans l'hypothèse d'un changement de statut, « l'aéroport de Paris devrait demeurer, par décision de la loi, dans le secteur public sous le contrôle de l'Etat, avec maintien du statut spécifique actuel de son personnel (6 837 salariés) ». La question est liée au financement des 12 milliards de francs d'investissements prévus sur les cinq années pour faire de Paris (Orly et Roissy) la première place aéroportuaire d'Europe continentale.

STRATÉGIE

□ Thyssen AG étudie « toutes les possibilités » de sa division acier, y compris la vente. — Les dirigeants du groupe Thyssen AG, qui réalise un tiers de ses activités dans la sidérurgie, ont déclaré envisager « toutes les possibilités » quant à l'avenir de leur secteur acier, y compris sa vente, au cas où « une solution politique ne serait pas trouvée au niveau européen. « Si la politique n'agit pas », Thyssen se sera amené à envisager de se séparer « partiellement ou entièrement » de ses activités-acier, a déclaré M. Heinz Kriwet, président du directoire, lors de la conférence de presse de bilan de Thyssen AG, jeudi 28 janvier à Essen.

RÉSULTATS

□ Usinor-Secilor : perte nette de 2,4 milliards de francs en 1992. Le sidérurgiste public Usinor-Secilor a annoncé, jeudi 28 janvier, une perte nette de 2,4 milliards de francs pour 1992, soit un peu moins que les 3 milliards de francs accusés en 1991. Cette « amélioration » ne rend pas compte de la dégradation de la rentabilité économique du groupe français, pour cause de très mauvaises conjonctures. Le résultat courant d'exploitation est beaucoup mieux, cette évolution. En 1992, il s'est avéré négatif à hauteur de 1,8 milliard de francs, tandis qu'en 1991 la société avait réussi à maintenir une

exploitation légèrement positive, pour 500 millions de francs. Ce résultat aurait été plus mauvais encore si le groupe n'avait récupéré 1,4 milliard au titre d'une reprise sur provision. Le chiffre d'affaires consolidé a baissé de 10,8 %, revenant de 97,2 milliards en 1991 à 86,7 milliards en 1992. Les effectifs du groupe public ont baissé l'an dernier de plus de 7 000 personnes pour revenir à 90 800 salariés.

□ Chrysler a renoué avec les bénéfices en 1992. — Chrysler, le troisième constructeur automobile américain, a renoué avec les profits l'an passé, dégageant un bénéfice net de 723 millions de dollars (3,8 milliards de francs). Il avait perdu 795 millions de dollars en 1991. Le chiffre d'affaires du groupe, en hausse de 25,5 %, s'est élevé à 36,9 milliards de dollars (197 milliards de francs). La part du marché américain détenue par Chrysler a augmenté de 1 % en 1992 pour se situer à 13,4 %.

COOPÉRATION

□ TGV européens : signature d'un accord entre Français, Belges, Allemands et Néerlandais. — Les responsables des quatre réseaux de chemin de fer belge, français, allemand et néerlandais ont signé, jeudi 28 janvier à Bruxelles, un protocole d'accord relatif à l'exploitation de liaisons à grande vitesse sur les relations dites « PBKA » (Paris-Bruxelles-Cologne-Amsterdam) qui constituent un des noyaux du futur réseau européen à grande vitesse. La signature de ce protocole, précisent les quatre entreprises dans un communiqué, entraîne notamment la commande ferme, au consortium mené par GEC-Alsthom, des 27 rames « PBKA » de deux matrices et huit voitures chacune, définies en novembre 1990, capables de rouler à 300 km/h et de capter les 4 courants électriques différents des 4 réseaux ferrés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TRESORICIC

La Sicav Monétaire des Institutions

Sicav monétaire réservée aux investisseurs institutionnels.

Actif net au 31.12.1992 : F. 4.308.498.014

Valeur liquidative au 31.12.1992 : F. 137.730,90

Performance 1992 : + 10,62 %

Capitalisation des revenus.

Le Président Gérard ROUBACH a déclaré :

« Au cours de l'année 1992, le taux du marché monétaire s'est maintenu à un niveau élevé au-dessus de 10 %.

La valeur liquidative de TRESORICIC a ainsi bénéficié d'une bonne performance tout en restant fidèle à son orientation privilégiant la régularité et la sécurité au travers d'une sélection rigoureuse des signatures mises en portefeuille, comme en atteste l'attribution à votre sicav de la meilleure notation (AAA) par l'Agence Standard and Poor's-ADFF ».

AGO du 19.01.1993

CIC Paris

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.14 code CIC

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS : 29 janvier

PARIS, 29 janvier

Poursuite de la reprise

La timide mouvement de reprise amorcé jeudi en fin de séance se poursuivait vendredi 29 janvier à la Bourse de Paris. En hausse de 0,19 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 0,88 %. Ce mouvement haussier devait d'ailleurs s'accroître. En début d'après-midi, la progression moyenne des valeurs françaises s'élevait à 1 %.

Les chiffres de l'inflation en Allemagne en janvier (+4,4 % en taux annuel) repoussent tout espoir de détente des taux allemands. Un sentiment qui confirme les dernières déclarations des responsables de la Bundesbank. M. Wilhelm Geddum, membre de la banque centrale, a dit que si la stabilité monétaire ne signifiait pas automatiquement des taux élevés, le but de la Bundesbank restait la maîtrise de l'inflation et de la croissance de la masse monétaire.

A Paris, le foyer de l'argent se retrouve légèrement en dessous du niveau des 12 %. Les cotations sur le Monop et le Matif ont été de nouveau suspendues vendredi matin, mais, à la différence de la veille, ce n'est pas l'irruption de grévistes sur le parquet qui en est la cause mais une alerte à la bombe. Les transactions devaient reprendre aux alentours de 13 heures.

Du côté des valeurs, à la mi-séance, les pétroliers se représentent sensiblement : Total gagnait 2,1 % et Elf-Aquitaine 2,2 %. A la reprise des cotations vendredi, Dev. Pétro. Sud-Est gagnait 3,4 %, Bepi qui, à partir du 1^{er} février changera de dénomination en Bourse pour devenir la Banque Colbert, était en hausse de 4,8 %, Sud-Est de 4,1 % de Sat et de 3,8 % de Via Banque.

NEW-YORK, 28 janvier

Progression

Wall Street est repartie en hausse, jeudi 28 janvier, grâce à une chasse aux bonnes affaires en fin de séance. Le mouvement haussier était d'ailleurs encouragé par l'annonce d'un accroissement plus élevé que prévu du produit intérieur brut (PIB) au quatrième trimestre aux Etats-Unis. Au terme des échanges, l'indice Dow Jones des valeurs américaines a clôturé à 3 206,25 points, en hausse de 14,86 points, soit une progression de 0,45 %. L'activité a été moyenne avec quelque 250 millions de titres échangés. Les valeurs en hausse et en baisse ne sont pas en nombre : 812 en hausse, 618 en baisse ont été échangées.

Le PIB a progressé de 3,8 % au quatrième trimestre alors que les analystes tablèrent sur une hausse de 3 %. Le bon chiffre a été obtenu grâce à un accroissement de la consommation de 0,4 % et à une augmentation de la production de 0,4 %. Les dépenses de consommation ont augmenté de 0,4 %, à 364 000, des dépenses de consommation (pour le deuxième trimestre de janvier), au lieu du recul de 11 000 attendu.

VALEURS	Cours de 27 jan.	Cours de 28 jan.
Alcoa	72 1/2	74 1/4
AT&T	53 1/8	53 1/8
Boeing	34 3/4	35 1/4
Chemical Bank	30 3/4	31 1/4
Deere & Co	46	46 3/4
Eastman Kodak	48 1/2	49 1/4
Exxon	80 1/2	81 1/2
Ford	44 3/8	45 1/8
General Electric	34 1/4	35 1/4
General Motors	38	37 3/4
IBM	99 3/4	100 1/4
ITT	72	72 1/2
McDonald	67 1/2	68 1/2
Pfizer	86 3/8	86 1/8
Schering	57 3/8	58 1/8
Union Carbide	42 1/2	43 1/4
United Tech.	115 3/8	116 1/4
Windsor	14	13 3/4
Xerox Corp.	82 3/4	82 3/8

LONDRES, 28 janvier

Repli

Les valeurs ont nettement baissé, jeudi 28 janvier, au Stock Exchange, affectées par les craintes de nouvelles augmentations de capital — après celle annoncée dans la matinée par Asda Group — et par un déficit plus important que prévu de la balance commerciale britannique en décembre. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 18,4 points à 2 517,1 points, soit une baisse de 0,5 %. Le volume des échanges s'est élevé à 828,1 millions de titres contre 782,1 millions la veille.

Les groupes de value ont été faibles après les déclarations concordées la veille, pour la première fois, à une « tournée » passive britannique. Rostrom a perdu 18 pence à 812 et BAT Industries a baissé de 11 pence à 976.

TOKYO, 29 janvier

Prises de bénéfice

La Bourse de Tokyo a fini en repli, vendredi 29 janvier, sous l'effet de prises de bénéfices qui ont tiré les cours à la baisse en toute fin de séance. L'indice Nikkei a clôturé 38,83 points (0,23 %) à 17 023,78 points. Le volume des transactions s'est sensiblement accru, passant de 300 millions de titres jeudi à 320 millions de titres.

Malgré cette baisse, les courtiers ont fait état d'un marché optimiste dans la mesure où les investisseurs semblent croire que le gouvernement va s'écarter de la rigueur de la Bourse. Des achats d'institutions ont également été signalés. Aussi le Keiretsu-cho connaît-il son premier bon mois de janvier depuis quatre ans, estiment les professionnels.

VALEURS	Cours de 28 jan.	Cours de 29 jan.
Aijunco	1 220	1 220
Asahi	1 180	1 180
Coca-Cola	1 380	1 380
Fuji	1 220	1 220
Honda Motor	1 380	1 380
Mitsubishi Electric	1 140	1 140
Mitsubishi Heavy	1 140	1 140
Sony Corp.	1 120	1 120
Toyota Motor	1 380	1 380

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa Cibles	440	441	French Vitelec	1000	998
BAC	23 70	23 70	Inter. Comput	138 90	138 90
Borée (L)	480 10	481	IPSA	37 95	37 95
Bouret (Lyon)	242	242	N.S.C. Schenker	130	130
CAI de Fr. (CCI)	726	729	N.S.C. Schenker	780	780
Calsonic	235	235	Publi-Papier	525	530
Cardif	590	590	Rease-Alp Est (L)	317	317
CEGEF	185	185	Sales Invest (L)	95	95
CFP	220	219	Serbo	149	147
CNUM	951	950	Sopas	328	328
Codimor	280	280	TFI	411	425
Coleis	95	91 60	Thomson H. (L)	300	300
Dagblis	185	200	Unilog	213	217
Danubio Wines Co	429	429	Viel et Co	120	121
Doverly	1114	1114	V. St-Laurent Group	758	763
Dorville	75	75			
Dorville	100	100			
Edison National	198	198			
Europ. Population	189 30	185			
Financ	138	138			
G.F.F. (group. Fin.)	45	45			
GLM	429	429			
Geograph	127	130			
Genial	945	944			
ILC	185	185			
Servis	45 30	45			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 28 janvier 1993

Nombre de contrats estimés : 87 616

COURS	Mars 93	Juin 93	Sept. 93
Dernier	112,56	113,98	114,04
Précédent	112,78	114,13	114,08

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 93	Juin 93	Mars 93	Juin 93
113	0,02	0,41	0,49	0,84

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Jan. 93	Fév. 93	Mars 93
Dernier	1 761	1 786	1 802
Précédent	1 775,50	1 796,50	1 815

CHANGES

Dollar : 5,39 F ↑

Après avoir coté du terrain, le dollar s'est repris, vendredi 29 janvier à Paris, s'échangeant à 5,39 francs, contre 5,375 francs à la clôture des échanges interbancaires de jeudi. Le deutschmark cédait en revanche du terrain face au franc à 3,3867 francs, la devise américaine était orientée à la hausse à 1,5925 DM, contre 1,5753 DM la veille.

FRANCFORT 28 janv. 29 janv.
Dollar (en DM) 1,5753 1,5925
Tokyo 28 janv. 29 janv.
Dollar (en yen) 134,15 134,30

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (29 janv.) 11 768 - 12 %

New-York (28 janv.) 3 %

BOURSES

PARIS (ISBF, base 100 : 31-12-81)

27 janv. 28 janv.
Indice général CAC 475,12 471,25
ISBF, base 1000 : 31-12-87
Indice CAC 400 1 777,35 1 788,64

NEW-YORK (indice Dow Jones)

27 janv. 28 janv.

Industrielles 3 291,18 3 306,25

LONDRES (indice Financial Times)

27 janv. 28 janv.

100 valeurs 2 832,50 2 816,90

30 valeurs 2 187 2 184,80

Médias d'Or 67,50 69,30

Fonds d'Etat 94,45 94,83

FRANCFORT

27 janv. 28 janv.

Dax 1 567,32 1 567,84

TOKYO

28 janv. 29 janv.

Nikkei Dow Jones 17 063,41 17 023,78

Indice général 1 291,87 1 298,98

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert
\$ E-U	5,3716	5,3740
Yen (100)	4,3237	4,3280
£	6,6815	6,6940
Deutschmark	3,3875	3,3886
Franc suisse	3,6752	3,6787
Lire italienne (1000)	3,6217	3,6282
Lire sterling	8,1316	8,1375
Franc japonais (100)	4,4748	4,4768

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

UN MOIS	TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8
Yen (100)	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8
£	9 1/2	9 1/4	9 1/2	9 1/4
Deutschmark	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4
Franc suisse	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4
Lire italienne (1000)	11 7/8	12 1/4	11 7/8	12 1/4
Lire sterling	6 3/8	6 1/2	6 3/8	6 1/2
Franc japonais (100)	13 3/4	14	13 3/4	14
Franc français	12 1/2	13 1/2	12 1/2	13 1/2

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde des

DEBATS

et Monie

LE TEMPS DES EXCLUS

La crise multiplie le nombre des exclus et distend davantage encore les liens sociaux. Comment repenser de nouvelles formes de solidarité ? Les analyses d'Alvin TOFFER, sociologue américain, Jean-Baptiste DE FOI - CAUD, commissaire au plan, Bronislaw GLERLIK, historien polonais.

Numéro de janvier 1993

BOURSE DU 29 JANVIER

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.	1000	903 0	Protonas (C)	387	38
Emp.Ét. 9.9% 78	99 90	5 58	C.I.T.R.A.M. (R)	2529		Promidia	625	84
10.50% 79/94	100 91	4 35	Cie Industriale	3330	3330	Rachodrynia	118	115
Emp.Ét. 13.4% 83	102 97	1 43	Cie Lycaie Alcantara	250	250	Razario	132	137
10.25% sans 86	105 9	8 07	Cover Adm. Prov.	580		Rongier	178	
OAT 10% 9/2000	111 91	0 76	Collec. Gds Ind.	110		SACER	639	83
OAT 9.9% 12/1987	107 18	1 27	C. Universal (C)	325		S.A.F.I.A.	186	
OAT 9.8% 11/1988	103 86	1 77	Dailly	484		S.A.F.I.C. Alcat.	188 40	
PIT 11.2% 96	105 40	1 79	Dalmis Veljeux	1310		Saga	351	351
CFP 10.5% nov 80	111 30	8 86	Delors Repts.	589	580	Saint Dominique P.J.	151	528
CNA 10 % 87/91	.....	8 46	Eau Brebis Veljeux	2100	2010	Saint de Mar	516	
OH 8.00% 8/86	98 82	0 66	Eds	255	255	Sevignoles M.	145	
CNE Pansat 5000F.	99 10	0 66	Est. Mng. Pch.	4000	3912	S.I.P.H.	86	50
CNE Saut 5000F.	98 10	0 66	Euromed-Algérie C.	485	469	S.M.C.I.	50	500
CNE 10/2 5000F.	99 30	0 66	Fidel	371	374 50	Solal	470	
CNE 5 % 86	101 70	8 59	Fimelma	300	300	Sofin	172 10	
CNA 10.50% dcs 85	108	0 60	F.I.N.P.	46 25		Sofin (en Saut.)	65	66
CRH 10% 3% 100	.....	.....	F.N.A.C.	1919	1919	Sofimag	2253	
CHCA	1097	.....	Foschire (Cie)	448	448	Southern Automobile	871	855
Cherbourg 5 % pps 89	695	.....	Foschire	300	340	Sovabati	251	
L. Eaux ex 0.5%	752	.....	France L.A.R.O.	359		Spmi	632	
Thomex ex 0.2% 86	715	.....	France S.A. (L)	1821	1816	Talanger	2175	2239
			Frans. Paul-Henri	2051		Tenat-Augustin	90	100
			Gaumont	351	398	Tout Eiffel	228	
			Gaumont	245	245 10	Utrac	1076	
			Géolocat.	448		Versin	447	
			G.F.C.	353 50	353	Vieljeux	1676	1676
			Groupe Viscous	735	735	Vit	110	108
			G.Z.L.V. (revent)	281	254	Weste S.A. (revent)	200	

SICAV (reflection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frang inch.	Rachet net	VALEURS	Emission Frang inch.	Rachet net	VALEURS	Emission Frang inch.	Rachet net
Etrangers											
A.E.E.	515		Action	198 35	194 02	France-Regions	1068 55	1055 54	Prv/Associations	31361 48	3137
Alcan Min.	404		Accronneur C.	20324 51	20324 51	Fract/Associations	37 45	37 45	Profession	997 10	997 10
Alcan Alumin.	98		Accronneur D.	20324 51	20324 51	Fract/Cont.	45 32	44 95	Quartz	133 25	133 25
American Brands	135	135	Amfipon	7294 28	7294 50	Fract/cont.	243 34	239 74	Rafinerie	730 95	
Arbed	241 10		Amplapha	840 77	822 95	Fract/force action C.	802 45	880 44	Royalties	194 58	
Autosuisse Mines	82 30		Aspicor	410 34	400 30	Fract/force action D.	802 45	880 79	Stemont	6425 36	52
Banco Popular Esp.	618	600	Aspicor	410 34	400 30	GAW Production	5238 86	5239 36	Stemont Transm.	194 58	
B. Hoffmann & L.	18000	18000	Auripac	10353 44	10303 47	GAW Production	15262 80	15269 85	Stemont Yarn	1151 93	
Car. Pacifica	88 20	89 15	Avicor Ailes	1741 02	1707 47	Gas Associations	172 19	186 40	St Helens Vlg & Sand	854 69	
C. I. T.	211	200	Avicor Capital	183 77	180 47	Habibin	1257 62	1221 18	St Helens Vlg de St.	11940 23	119
Comcast	850	850	Avicor Corp. France	14857 71	14856 71	HLM Modems	14870 16	14870 15	St Helens Vlg	763 69	
Dow Chemical	287 10	283 10	Avicor Co. Ex. Div.	805 40	879 03	Indicor	380 10	370 85+	St Helens Pacific	588 32	
East	14 75	14 55	Avicor P. & A. Agency	767 35	745	Indicor Ex. Court. 7	1571 18	1571 10	St Helens Rmtg.	15971 20	
ENI (Eni Lamb.)	444	448	Avicor	125 18	122 49	Interpar	10069 13	10046 17	St Helens Rmtg.	1800 85	
GEV	395	1070	Avicor Investments	105 30	100 28	Interpar	14883 70	14801 97	St Helens Rmtg.	12659 57	123
Gen. Holdings Ltd.	37	57	Avicor Oils	119 81	116 13	Interpar	490 11	489 60	St Helens Rmtg.	1479 92	
Goodyear Tire	370	363 30	Avicor Oils	145 67	145 13	Interpar	144 95	149 73	St Helens Rmtg.	1479 92	
Grain and Co (WV)	232 10	254	Avicor Oils	139 33	125 13	Interpar	231 69	227 20	St Helens Rmtg.	729 70	
Harwood Inc.	186		Avicor Oils, M. & L.	124 02	120 41	Interpar	2238 05	2233 47	St Helens Rmtg.	1962 55	19
Johannesberg	70 95		Avicor Ph. & Ag.	150 75	146 37	Interpar	11026 92	11026 92	St Helens Rmtg.	885 05	
Kompagnie Pakobad	21 30	21 80	Avicor Ph. & Ag.	122 94	119 35	Interpar	31947 79	31708 03	St Helens Rmtg.	1127 88	
Kubota	70 95		Avicor Ph. & Ag.	1061 95	1045 10	Interpar	31947 79	31708 03	St Helens Rmtg.	430 43	
Noranda Mines	70 95		Avicor Ph. & Ag.	1061 95	1045 10	Interpar	2284 77	2282 15	St Helens Rmtg.	1285 91	12
Olivetti p.p.	4 50	4 30	Avicor Ph. & Ag.	1061 95	1045 10	Interpar	2780 19	2780 19	St Helens Rmtg.	697 68	
Polar Inc.	330	352 40	Avicor Ph. & Ag.	1061 95	1045 10	Interpar	558 38	540 10	St Helens Rmtg.	399 36	
Refract	321 90		Avicor Ph. & Ag.	1061 95	1045 10	Interpar	702 96	682 49	St Helens Rmtg.	222 28	
Refract	751 90		Avicor Ph. & Ag.	1061 95	1045 10	Interpar	1724 77	1724 77	St Helens Rmtg.	438 20	
			Avicor Ph. & Ag.	1061 95	1045 10	Interpar	38602 84	38602 84	St Helens Rmtg.	1067 09	
			Avicor Ph. & Ag.	1061 95	1045 10	Interpar	67 462 91	67 462 91	St Helens Rmtg.	1069 09	

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

Hors-cote .

Bpex Hydro Energy.....	330	....
Caltelco.....	55 10	....
C G H Copacolor.....	7	....
Copacast.....	615	....
Emper. Accum.....	77 60	79
Europ. Stocks Ind.....	8 10	....
Gey Degussa.....	270	283 10
Lectroson de Worle.....	220 80	225
Nichols.....	1050	....
Paripac Partner.....	204	....
Revento N.V.....	244 10	243 80
St-Gobain-Emballage.....	1885	....
Schneider.....	475	482
S.E.F.R.....	1381	....
S.M.T. Group.....	0 81	0 81
S.P.R. act. R.....	232	....
Winneco.....	1100	....

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 29/1	COURS sch.
Etats Unis (1 uni).....	5 362		
Ecu.....	6 608		
Allemagne (100 dm).....	338 100		321 100
Suède (100 kr).....	10 978		10 978
Pays-Bas (100 fl).....	301 430		298 100
Italie (1000 lire).....	3 818		
Danemark (100 krh).....	87 750		
Grèce (1000 dr).....	6 106		
Grèce (100 drachmes).....	2 631		
Suède (100 f.).....	369 340		
Suède (1000 kr).....	74 650		350 100
Norvège (100 kr).....	78 680		70 100
Autriche (100 sch).....	48 225		41 100
Espagne (100 pes).....	4 759		
Portugal (100 esc).....	4 234		
Canada (1 \$ can).....	4 313		
Japon (100 yen).....			

Marché libre de l'or

DES BILLETS		MONNAIES	COURS	COUR
en vente		ET DEVICES	préc.	29
5	58	Or fin (pds en barre)	58400	58500
10	367	Or fin (en lingot)	58200	57400
50	149	Napoléon 2000	330	32
100	310	Pièce Fr (100)	400	32
200	32	Pièce Suisse (20 fr.)	323	32
500	28	Pièce Lestrin (20 fr.)	320	32
1000	375	Pièce 20 dollars	2085	210
2000	84	Pièce 10 dollars	1140	105
5000	49 8	Pièce 5 dollars	582 50	58
10000	5 41	Pièce 60 pesos	2125	2110
20000	44	Pièce 10 florins	341	38
50000	43			

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Le CNRS veut renforcer sa collaboration avec les entreprises

WEEK-END D'UN CHINEUR

PLUS LOIN
Samedi 30 janvier. - Dijon (rue Paul-Cabet) 14 h 15 : argenterie, bijoux. Dijon (rue De Gray) 10 heures et 14 heures : vins,

IP

FOIRES ET SALONS

Paris (Forum des Halles, collection), Grenoble, Lisieux, Bordeaux, Rennes, Reims, Amiens, Louviers, Le Chesnay, Montebourg (50), Angoulême (Salon de la BD).

Naissances

Décès

Sam BENS1MON.

CARNET DU MONDE

TACOTAC

LISTE OFFICIELLE DES LOTS A VENDRE
par adjudication au 1^{er} jour de l'année 1904

LE N° 125 588 GAGNE 400 000 F

TOUS LES BILLETS SE TERMINANT PAR		
00000		00000

25 588		40 000 F
5 588		4 000 F
588	GABRIENT	100 F

38	40 F
39	10 F

TABLEAU DE PAIEMENT DES LOTS:

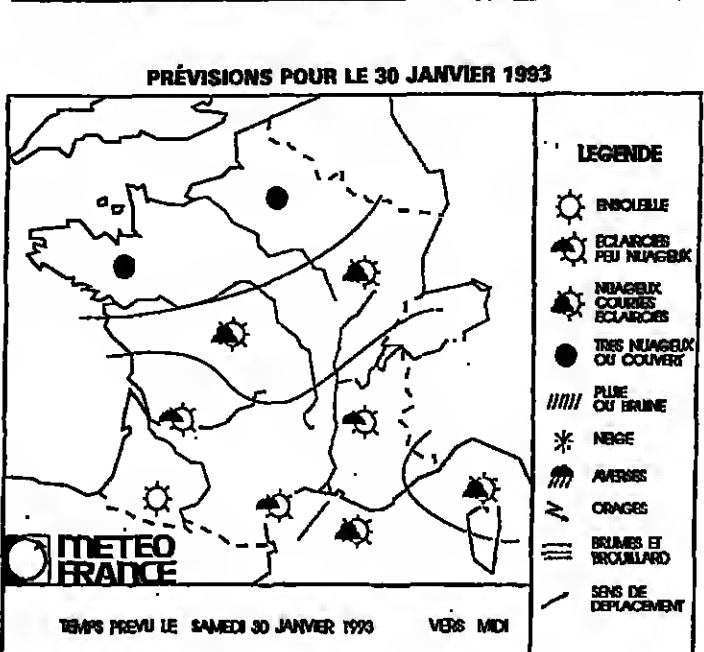
4 - TRANCHE
TRACÉ DU 22 JANVIER 1993

1

من الاصل

100

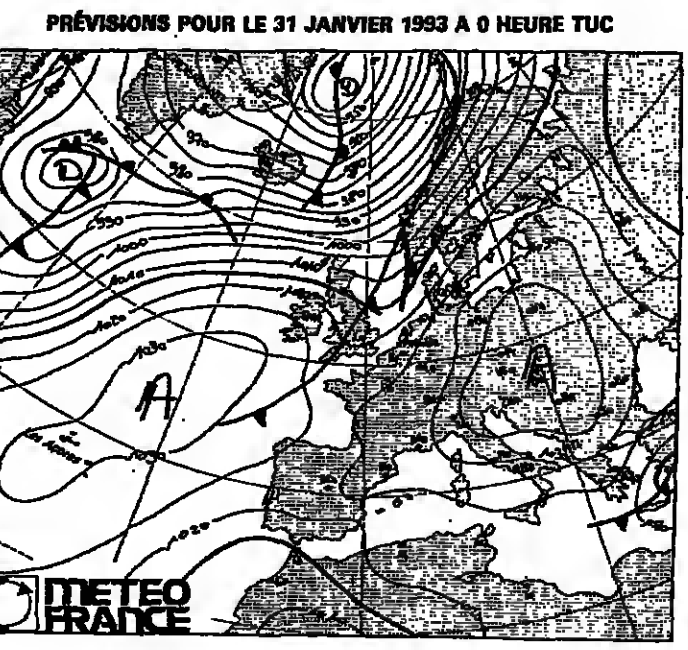
SITUATION LE 29 JANVIER 1993 A 0 HEURE TUC



Samedi 1 : très nuageux au Nord, soleil au Sud. Le matin, les brouillards matutins seront nombreux sur l'ensemble du pays et seront parfois persistants sur le Nord-Ouest. Sur les Pyrénées et les Alpes, le soleil brillera largement au-dessus de 1 600 mètres. Sur le Sud-Est et le Corse, des nuages bas accompagneront le soleil. L'après-midi, la brume sera grise dans les vallées. Les températures : Du Pôloux au Centre jusqu'au Nord-Est, les nuages seront abondante avec de timides éclaircies. Au sud d'un axe Bordeaux-Lyon, le soleil sera au moins deux fois plus nuageux sur le pourtour méditerranéen et en Corse.

Les températures minimales sont de 4 à 6 degrés sur le Nord-Ouest du pays, et de -1 à 2 degrés ailleurs.

L'après-midi, les températures seront le plus souvent comprises entre 7 et 10 degrés au Nord, et 11 à 13 degrés au Sud. Il fera plus frais au Nord-Est avec seulement 5 à 7 degrés.

[illegible]

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 8

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

...and the fact that the *Journal of Management* is a leading journal in the field of management research.

...the fact that the *in vitro* and *in vivo* results are in good agreement, and that the *in vivo* results are in good agreement with the results obtained from the *in vitro* studies.

...and the fact that the *Journal* is a journal of the American Psychological Association, the largest and most prestigious of the professional organizations in the field, is a source of great pride for me.

مكتبة الأنجل

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 30 janvier

IMAGES DANIEL SCHNEIDERMAN

« Casques bleus »

TOUT d'un coup, ils sont apparus au bout du couloir, riant et dansant, grimés et gendarmes, chantant et jouant de la flûte. On a été froissé les yeux. C'était un couloir d'hôpital. Derrière les portes des chambres, des enfants luttaient contre le cancer. Des petits enfants chevelus, an plaines chimiothérapies. Et ils riaient, ils étaient comme des enfants. Ils s'écoulaient les blouses des clowns et se sauyaient en pouffant. On venait de leur rendre le premier droit inaliénable de l'enfant, celui de faire des grosses bêtises. Ils battaient des mains, ils en redemandaient. Pensez, c'était plus drôle que leurs compagnons habituels, le souffrance, les minas tragiques, les chuchotements étranges des adultes.

Ces clowns, qui dansaient et chantaient dans les antichambres de la mort, s'appelaient Docteur Giref, Docteur Choufleu ou Docteur Jaep. Ils déboulèrent ainsi, sans prévenir, à la fin de ce premier « Envoyé Spécial » consacré à la science. Le rapport avec la science était lointain, mais qu'importe ! Avant leur arrivée, on s'était familiarisé avec l'intelligence des singes, et l'indéniable duo d'un chimiste et d'une cuisinière nous avait détaillé les implications moléculaires de la cuisson d'une pièce de bœuf. C'était très prometteur, surtout le duo, à qui l'on pourrait prédire sans risque une grande carrière télévisuelle.

Enfin, arrivèrent donc ces clowns qui dansaient devant le muflé brulant de la mort, lui disaient son butin, le tenant à distance, força d'interposition entra la mort et ses proies, «casques bleus». Qu'est-ce, le mort ? Un abandon, une résignation, un endormissement, un lent naufrage de soi. Les clowns sauvaient-ils un seul enfant ? Ce n'était pas la question. A entendre rire les petits malades, une seule question se posait : pourquoi n'y avait-on pas pensé plus tôt ? C'est indécent, des clowns dans un service de pédiatrie cancéreuse ? Pas davantage que la mort elle-même, en tout cas, ni que la sale drôle du destin qui ferait qu'un seul sur quatre de ces enfants, et prendrait la quinzaine. Pourquoi n'y avait-on pas pensé plus tôt ? Parce que les docteurs, les ministres, tous ceux qui seraient pu y penser, sont des adultes. C'est bien trop intelligent, un adulte, pour penser à danser dans les couloirs des hôpitaux. Les adultes préfèrent inventer la purification ethnique, les portavions, les opérations militaires humanitaires, toutes ces trouvailles. Cela ne sert à rien, des clowns. Strictement à rien. Comme les contes. Comme les fées. Comme les ouages, les merveilleux ruges.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du dimanche-matin. Signification des symboles : * signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; m On peut voir ; m Ne pas manquer ; m Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 29 janvier

- TF 1**
- 20.45 Magazine : Les Marchés de la gloire.
 - 22.25 Magazine : Lushia. Présenté par Nicolas Hulot.
 - 23.25 Divertissement : Sexy Ding.
 - 23.55 Arthur, émission impossible.
 - 0.50 Divertissement : Le Bébête show.
 - 0.55 Journal et Météo.

- FRANCE 2**
- 20.50 Téléfilm : Bécidive. De Franck Appréhends.
 - 22.25 Magazine : Bouillon de culture. Que pouvez-vous faire pour la vingt et unième série ?
 - 23.45 Journal et Météo.
 - 0.05 Sport : Boxe. Demi-finale mondiale des mi-lourds : Eric Nicollet contre Saul Montano.
 - 1.20 Magazine : Envoyé spécial (rediff.).
 - 3.00 Sports : Tennis. Internationaux d'Australie en direct de Melbourne, finale dames.

- FRANCE 3**
- 20.45 Magazine : Thalassa.
 - 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Matinée : les musiciens du sultan ; Lorraine : La Marmite du rock ; Roumanie : la pensionnat des étoiles.
 - 22.45 Journal et Météo.
 - 23.10 Magazine : Le Divan. Invité : Marcel Maréchal.
 - 23.35 Série : Les Incorruptibles.
 - 0.20 Court métrage : Libre court.

- FRANCE 5**
- 20.45 Magazine : Thalassa.
 - 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Matinée : les musiciens du sultan ; Lorraine : La Marmite du rock ; Roumanie : la pensionnat des étoiles.
 - 22.45 Journal et Météo.
 - 23.10 Magazine : Le Divan. Invité : Marcel Maréchal.
 - 23.35 Série : Les Incorruptibles.
 - 0.20 Court métrage : Libre court.

- FRANCE 6**
- 20.45 Magazine : Thalassa.
 - 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Matinée : les musiciens du sultan ; Lorraine : La Marmite du rock ; Roumanie : la pensionnat des étoiles.
 - 22.45 Journal et Météo.
 - 23.10 Magazine : Le Divan. Invité : Marcel Maréchal.
 - 23.35 Série : Les Incorruptibles.
 - 0.20 Court métrage : Libre court.

- CANAL PLUS**
- 19.20 Sport : Football. Metz-Strasbourg. Match de la 23^e journée du championnat de France de D1. A 19.30, coup d'envoi du match.
 - 21.20 Téléfilm : Grandeur et décadence de Léona Helmsley. De Richard Michaels.
 - 22.50 Flash d'informations.
 - 23.00 Cinéma : Comme un oiseau sur la branche. Film américain de John Badham (1990).
 - 0.45 Cinéma : 588, rue Paradis. Film français d'Henri Verneuil (1991).

- ARTE**
- 20.40 Magazine : Transit.
 - 22.10 Documentaire : Cirque Goss, Artiste in Concert. De Guillaume Debrosse.
 - 23.05 Magazine : Lire et écrire. De Pierre Dumayet. Marguerite Duras.
 - 0.00 Festival jazz de Montreux.

- M 6**
- 20.45 Téléfilm : Deux belles en cavale. De Burt Brinckerhoff.
 - 22.30 Série : Mission impossible, vingt ans après. L'Hologramme.
 - 23.30 Magazine : Emotions.
 - 0.00 Magazine : Culture rock.
 - 0.25 Informations : Six minutes premières heures.
 - 0.35 Magazine : Rapline.

- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio archives.
 - 21.28 Poésie sur parole. Blue. Spécial Art Blakey.
 - 22.40 Les Nuits magnétiques.
 - 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Hubert Juin (rediff.).
 - 0.50 Musique : Coda.

- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert donné le 21 janvier au Théâtre des Champs-Élysées : Concerto pour violoncelle et orchestre, de Dvorak ; Symphonie n° 5 en si bémol majeur op. 100, de Prokofiev, par l'Orchestre national de France ; Yo Yo Ma, violoncelle.
 - 23.09 Jazz club. En direct de La Villa à Paris : le Quartette du saxophoniste Joshua Redman avec Aldo Romano, batterie.
 - 1.05 Papillons de nuit.

- TF 1**
- 13.15 Magazine : Reportages. Presse de cœur, presse à scandale.
 - 13.55 Jeu : Millionnaire.
 - 14.20 Le Une est à vous.
 - 17.25 Magazine : Trente millions d'émis.
 - 17.55 Divertissement : Les Rousseries.
 - 18.25 Série : Starsky et Hutch.
 - 19.15 Divertissement : Vidéo gag.
 - 19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
 - 19.60 Tirage du Loto (et à 20.40).
 - 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
 - 20.45 Divertissement : Rire sur la ville.
 - 22.35 Téléfilm : Los Angeles Detective. De Steven H. Stern.
 - 0.15 Magazine : Formule sport. Formule foot : championnat de France ; Formule sport : Rallye de Monte-Carlo ; Voile.
 - 1.40 Journal et Météo.
 - 1.45 Magazine : Le Club de l'enjeu.

- FRANCE 2**
- 13.25 Magazine : Géopolis. La Lombardie saisie par l'autonomie.
 - 14.15 Magazine : Animalia.
 - 15.10 Magazine : Sport passion. A 15.20, Tiercé, en direct de Vincennes ; A 15.30, Magazine du rugby ; A 16.00, Football (Coupe de France) ; Sedan-Troyes.
 - 18.05 Série : Matt Houston (ou Mr T).
 - 18.55 INC.
 - 19.00 Magazine : Frou-frou. Invité : Roland Grac.
 - 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Divertissement : La Nuit des rigoles. Présenté par Thierry Beccaro et Valérie Maurice.
 - 22.40 Magazine : Ardimat. Présenté par Thierry Ardisson.
 - 23.55 Journal et Météo.
 - 0.10 Magazine : La 25^e Heure. Présenté par Jacques Perrin. Four en fin avec Jean-Luc Godard ; The Lunch Date ; Le

- FRANCE 3**
- 13.15 Magazine : Reportages. Presse de cœur, presse à scandale.
 - 13.55 Jeu : Millionnaire.
 - 14.20 Le Une est à vous.
 - 17.25 Magazine : Trente millions d'émis.
 - 17.55 Divertissement : Les Rousseries.
 - 18.25 Série : Starsky et Hutch.
 - 19.15 Divertissement : Vidéo gag.
 - 19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
 - 19.60 Tirage du Loto (et à 20.40).
 - 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
 - 20.45 Divertissement : Rire sur la ville.
 - 22.35 Téléfilm : Los Angeles Detective. De Steven H. Stern.
 - 0.15 Magazine : Formule sport. Formule foot : championnat de France ; Formule sport : Rallye de Monte-Carlo ; Voile.
 - 1.40 Journal et Météo.
 - 1.45 Magazine : Le Club de l'enjeu.

- FRANCE 5**
- 13.15 Magazine : Reportages. Presse de cœur, presse à scandale.
 - 13.55 Jeu : Millionnaire.
 - 14.20 Le Une est à vous.
 - 17.25 Magazine : Trente millions d'émis.
 - 17.55 Divertissement : Les Rousseries.
 - 18.25 Série : Starsky et Hutch.
 - 19.15 Divertissement : Vidéo gag.
 - 19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
 - 19.60 Tirage du Loto (et à 20.40).
 - 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
 - 20.45 Divertissement : Rire sur la ville.
 - 22.35 Téléfilm : Los Angeles Detective. De Steven H. Stern.
 - 0.15 Magazine : Formule sport. Formule foot : championnat de France ; Formule sport : Rallye de Monte-Carlo ; Voile.
 - 1.40 Journal et Météo.
 - 1.45 Magazine : Le Club de l'enjeu.

- FRANCE 6**
- 13.15 Magazine : Reportages. Presse de cœur, presse à scandale.
 - 13.55 Jeu : Millionnaire.
 - 14.20 Le Une est à vous.
 - 17.25 Magazine : Trente millions d'émis.
 - 17.55 Divertissement : Les Rousseries.
 - 18.25 Série : Starsky et Hutch.
 - 19.15 Divertissement : Vidéo gag.
 - 19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
 - 19.60 Tirage du Loto (et à 20.40).
 - 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
 - 20.45 Divertissement : Rire sur la ville.
 - 22.35 Téléfilm : Los Angeles Detective. De Steven H. Stern.
 - 0.15 Magazine : Formule sport. Formule foot : championnat de France ; Formule sport : Rallye de Monte-Carlo ; Voile.
 - 1.40 Journal et Météo.
 - 1.45 Magazine : Le Club de l'enjeu.

- FRANCE 7**
- 13.15 Magazine : Reportages. Presse de cœur, presse à scandale.
 - 13.55 Jeu : Millionnaire.
 - 14.20 Le Une est à vous.
 - 17.25 Magazine : Trente millions d'émis.
 - 17.55 Divertissement : Les Rousseries.
 - 18.25 Série : Starsky et Hutch.
 - 19.15 Divertissement : Vidéo gag.
 - 19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
 - 19.60 Tirage du Loto (et à 20.40).
 - 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
 - 20.45 Divertissement : Rire sur la ville.
 - 22.35 Téléfilm : Los Angeles Detective. De Steven H. Stern.
 - 0.15 Magazine : Formule sport. Formule foot : championnat de France ; Formule sport : Rallye de Monte-Carlo ; Voile.
 - 1.40 Journal et Météo.
 - 1.45 Magazine : Le Club de l'enjeu.

- FRANCE 8**
- 13.15 Magazine : Reportages. Presse de cœur, presse à scandale.
 - 13.55 Jeu : Millionnaire.
 - 14.20 Le Une est à vous.
 - 17.25 Magazine : Trente millions d'émis.
 - 17.55 Divertissement : Les Rousseries.
 - 18.25 Série : Starsky et Hutch.
 - 19.15 Divertissement : Vidéo gag.
 - 19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
 - 19.60 Tirage du Loto (et à 20.40).
 - 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
 - 20.45 Divertissement : Rire sur la ville.
 - 22.35 Téléfilm : Los Angeles Detective. De Steven H. Stern.
 - 0.15 Magazine : Formule sport. Formule foot : championnat de France ; Formule sport : Rallye de Monte-Carlo ; Voile.
 - 1.40 Journal et Météo.
 - 1.45 Magazine : Le Club de l'enjeu.

- FRANCE 9**
- 13.15 Magazine : Reportages. Presse de cœur, presse à scandale.
 - 13.55 Jeu : Millionnaire.
 - 14.20 Le Une est à vous.
 - 17.25 Magazine : Trente millions d'émis.
 - 17.55 Divertissement : Les Rousseries.
 - 18.25 Série : Starsky et Hutch.
 - 19.15 Divertissement : Vidéo gag.
 - 19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
 - 19.60 Tirage du Loto (et à 20.40).
 - 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
 - 20.45 Divertissement : Rire sur la ville.
 - 22.35 Téléfilm : Los Angeles Detective. De Steven H. Stern.
 - 0.15 Magazine : Formule sport. Formule foot : championnat de France ; Formule sport : Rallye de Monte-Carlo ; Voile.
 - 1.40 Journal et Météo.
 - 1.45 Magazine : Le Club de l'enjeu.

- FRANCE 10**
- 13.15 Magazine : Reportages. Presse de cœur, presse à scandale.
 - 13.55 Jeu : Millionnaire.
 - 14.20 Le Une est à vous.
 - 17.25 Magazine : Trente millions d'émis.
 - 17.55 Divertissement : Les Rousseries.
 - 18.25 Série : Starsky et Hutch.
 - 19.15 Divertissement : Vidéo gag.
 - 19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
 - 19.60 Tirage du Loto (et à 20.40).
 - 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
 - 20.45 Divertissement : Rire sur la ville.
 - 22.35 Téléfilm : Los Angeles Detective. De Steven H. Stern.
 - 0.15 Magazine : Formule sport. Formule foot : championnat de France ; Formule sport : Rallye de Monte-Carlo ; Voile.
 - 1.40 Journal et Météo.
 - 1.45 Magazine : Le Club de l'enjeu.

- FRANCE 11**
- 13.15 Magazine : Reportages. Presse de cœur, presse à scandale.
 - 13.55 Jeu : Millionnaire.
 - 14.20 Le Une est à vous.
 - 17.25 Magazine : Trente millions d'émis.
 - 17.55 Divertissement : Les Rousseries.
 - 18.25 Série : Starsky et Hutch.
 - 19.15 Divertissement : Vidéo gag.
 - 19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
 - 19.60 Tirage du Loto (et à 20.40).
 - 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
 - 20.45 Divertissement : Rire sur la ville.
 - 22.35 Téléfilm : Los Angeles Detective. De Steven H. Stern.
 - 0.15 Magazine : Formule sport. Formule foot : championnat de France ; Formule sport : Rallye de Monte-Carlo ; Voile.
 - 1.40 Journal et Météo.
 - 1.45 Magazine : Le Club de l'enjeu.

- FRANCE 12**
- 13.15 Magazine : Reportages. Presse de cœur, presse à scandale.
 - 13.55 Jeu : Millionnaire.
 - 14.20 Le Une est à vous.
 - 17.25 Magazine : Trente millions d'émis.
 - 17.55 Divertissement : Les Rousseries.
 - 18.25 Série : Starsky et Hutch.
 - 19.15 Divertissement : Vidéo gag.
 - 19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
 - 19.60 Tirage du Loto (et à 20.40).
 - 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
 - 20.45 Divertissement : Rire sur la ville.
 - 22.35 Téléfilm : Los Angeles Detective. De Steven H. Stern.
 - 0.15 Magazine : Formule sport. Formule foot : championnat de France ; Formule sport : Rallye de Monte-Carlo ; Voile.
 - 1.40 Journal et Météo.
 - 1.45 Magazine : Le Club de l'enjeu.

- FRANCE 3**
- 13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.
 - 14.00 Série : La croisière s'émuse.
 - 15.55 Série : Montagne. Invité : le lama Sherab Dorje, dans le monastère tibétain de Kaguling à Toulon-sur-Arroux (Saône-et-Loire). Showan, dernière fortresse himalayenne, de Claude Franchon (2^e partie).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.55 Un livre, un jour. Saigon-Hanoi, de Cosey.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugo défile (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : Yecapa.
 - 20.45 Téléfilm : Les Taupes-niveaux. De Jean-Luc Troignon.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Documentaire : Nos enfants de la patrie. De Christophe de Pontilly.
 - 23.40 De John Kory. Présenté par Manu Dibango et Yanna Katsoudis.
 - 0.25 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.

- CANAL PLUS**
- En clair jusqu'à 14.00
 - 13.30 Magazine : L'œil du cyclone.
 - 14.00 Téléfilm : Les Années perdues. De John Kory.
 - 15.33 Court métrage : Ménage. De Pierre Salvadori.
 - 15.45 Les Superstars du catch.
 - 16.35 Dessin animé : Zoolympics.
 - 16.40 Sport : Basket-ball américain.
 - 17.55 Dessin animé : Zoolympics.
 - En clair jusqu'à 20.30

- FRANCE 5**
- 13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.
 - 14.00 Série : La croisière s'émuse.
 - 15.55 Série : Montagne. Invité : le lama Sherab Dorje, dans le monastère tibétain de Kaguling à Toulon-sur-Arroux (Saône-et-Loire). Showan, dernière fortresse himalayenne, de Claude Franchon (2^e partie).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.55 Un livre, un jour. Saigon-Hanoi, de Cosey.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugo défile (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : Yecapa.
 - 20.45 Téléfilm : Les Taupes-niveaux. De Jean-Luc Troignon.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Documentaire : Nos enfants de la patrie. De Christophe de Pontilly.
 - 23.40 De John Kory. Présenté par Manu Dibango et Yanna Katsoudis.
 - 0.25 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.

- FRANCE 6**
- 13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.
 - 14.00 Série : La croisière s'émuse.
 - 15.55 Série : Montagne. Invité : le lama Sherab Dorje, dans le monastère tibétain de Kaguling à Toulon-sur-Arroux (Saône-et-Loire). Showan, dernière fortresse himalayenne, de Claude Franchon (2^e partie).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.55 Un livre, un jour. Saigon-Hanoi, de Cosey.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugo défile (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : Yecapa.
 - 20.45 Téléfilm : Les Taupes-niveaux. De Jean-Luc Troignon.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Documentaire : Nos enfants de la patrie. De Christophe de Pontilly.
 - 23.40 De John Kory. Présenté par Manu Dibango et Yanna Katsoudis.
 - 0.25 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.

- FRANCE 7**
- 13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.
 - 14.00 Série : La croisière s'émuse.
 - 15.55 Série : Montagne. Invité : le lama Sherab Dorje, dans le monastère tibétain de Kaguling à Toulon-sur-Arroux (Saône-et-Loire). Showan, dernière fortresse himalayenne, de Claude Franchon (2^e partie).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.55 Un livre, un jour. Saigon-Hanoi, de Cosey.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugo défile (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : Yecapa.
 - 20.45 Téléfilm : Les Taupes-niveaux. De Jean-Luc Troignon.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Documentaire : Nos enfants de la patrie. De Christophe de Pontilly.
 - 23.40 De John Kory. Présenté par Manu Dibango et Yanna Katsoudis.
 - 0.25 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.

- FRANCE 8**
- 13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.
 - 14.00 Série : La croisière s'émuse.
 - 15.55 Série : Montagne. Invité : le lama Sherab Dorje, dans le monastère tibétain de Kaguling à Toulon-sur-Arroux (Saône-et-Loire). Showan, dernière fortresse himalayenne, de Claude Franchon (2^e partie).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.55 Un livre, un jour. Saigon-Hanoi, de Cosey.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugo défile (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : Yecapa.
 - 20.45 Téléfilm : Les Taupes-niveaux. De Jean-Luc Troignon.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Documentaire : Nos enfants de la patrie. De Christophe de Pontilly.
 - 23.40 De John Kory. Présenté par Manu Dibango et Yanna Katsoudis.
 - 0.25 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.

- FRANCE 9**
- 13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.
 - 14.00 Série : La croisière s'émuse.
 - 15.55 Série : Montagne. Invité : le lama Sherab Dorje, dans le monastère tibétain de Kaguling à Toulon-sur-Arroux (Saône-et-Loire). Showan, dernière fortresse himalayenne, de Claude Franchon (2^e partie).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.55 Un livre, un jour. Saigon-Hanoi, de Cosey.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugo défile (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : Yecapa.
 - 20.45 Téléfilm : Les Taupes-niveaux. De Jean-Luc Troignon.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Documentaire : Nos enfants de la patrie. De Christophe de Pontilly.
 - 23.40 De John Kory. Présenté par Manu Dibango et Yanna Katsoudis.
 - 0.25 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.

- FRANCE 10**
- 13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.
 - 14.00 Série : La croisière s'émuse.
 - 15.55 Série : Montagne. Invité : le lama Sherab Dorje, dans le monastère tibétain de Kaguling à Toulon-sur-Arroux (Saône-et-Loire). Showan, dernière fortresse himalayenne, de Claude Franchon (2^e partie).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.55 Un livre, un jour. Saigon-Hanoi, de Cosey.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugo défile (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : Yecapa.
 - 20.45 Téléfilm : Les Taupes-niveaux. De Jean-Luc Troignon.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Documentaire : Nos enfants de la patrie. De Christophe de Pontilly.
 - 23.40 De John Kory. Présenté par Manu Dibango et Yanna Katsoudis.
 - 0.25 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.

- FRANCE 11**
- 13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.
 - 14.00 Série : La croisière s'émuse.
 - 15.55 Série : Montagne. Invité : le lama Sherab Dorje, dans le monastère tibétain de Kaguling à Toulon-sur-Arroux (Saône-et-Loire). Showan, dernière fortresse himalayenne, de Claude Franchon (2^e partie).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.55 Un livre, un jour. Saigon-Hanoi, de Cosey.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugo défile (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : Yecapa.
 - 20.45 Téléfilm : Les Taupes-niveaux. De Jean-Luc Troignon.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Documentaire : Nos enfants de la patrie. De Christophe de Pontilly.
 - 23.40 De John Kory. Présenté par Manu Dibango et Yanna Katsoudis.
 - 0.25 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.

- FRANCE 12**
- 13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.
 - 14.00 Série : La croisière s'émuse.
 - 15.55 Série : Montagne. Invité : le lama Sherab Dorje, dans le monastère tibétain de Kaguling à Toulon-sur-Arroux (Saône-et-Loire). Showan, dernière fortresse himalayenne, de Claude Franchon (2^e partie).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.55 Un livre, un jour. Saigon-Hanoi, de Cosey.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugo défile (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : Yecapa.
 - 20.45 Téléfilm : Les Taupes-niveaux. De Jean-Luc Troignon.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Documentaire : Nos enfants de la patrie. De Christophe de Pontilly.
 - 23.40 De John Kory. Présenté par Manu Dibango et Yanna Katsoudis.
 - 0.25 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.

- FRANCE 13**
- 13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.
 - 14.00 Série : La croisière s'émuse.
 - 15.55 Série : Montagne. Invité : le lama Sherab Dorje, dans le monastère tibétain de Kaguling à Toulon-sur-Arroux (Saône-et-Loire). Showan, dernière fortresse himalayenne, de Claude Franchon (2^e partie).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.55 Un livre, un jour. Saigon-Hanoi, de Cosey.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugo défile (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : Yecapa.
 - 20.45 Téléfilm : Les Taupes-niveaux. De Jean-Luc Troignon.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Documentaire : Nos enfants de la patrie. De Christophe de Pontilly.
 - 23.40 De John Kory. Présenté par Manu Dibango et Yanna Katsoudis.
 - 0.25 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.

- M 6**
- 13.00 Série : Booker.
 - 13.55 Série : Supercopier.
 - 14.50 Série : Les Champions.
 - 15.40 Variétés : Metchmusic.
 - 16.40 Magazine : Cultura rock.
 - 17.10 Série : Amicalement vôtre.
 - 18.15 Série : Les Têtes brûlées.
 - 19.05 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chappane. Le Peugeot 306 ; Le téléphone de voiture ; Essai moto : la Suzuki 1100 GSR ; La marotte des masquées ; Fulgurex.
 - 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
 - 20.00 Série : Notre belle famille.
 - 20.35 Overtissamment : Prie de rire.
 - 20.40 Téléfilm : La nuit tonquée sur Manhattan. De Larry Elikann.
 - 0.15 Série : L'heure du crime.

- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Photo-portrait. Patrick Berger, architecte.
 - 20.45 Dramatique. La relaxation des porteurs de charge, de Jacques Gabriel.
 - 22.35 Musique : Dpus. Bobby Lapointe.
 - 0.05 Rencontre au clair de la nuit... Fabienne Courtade.

- FRANCE-MUSIQUE**
- 19.30 Soirée lyrique. A 20.30 Concert (en direct de Bologne) : L'amor rende agito, de Cimarosa, par le Chœur et l'Orchestre du Théâtre municipal de Bologne ; sol : Enzo Dara, Luigi Ronconi, témoins, Chœur Toni, Valerina Valente, Carl Di Censo, sopranos, Roberto de Candia, basse.
 - 23.35 Ciné-radio Days. Par François Jemmy, Jérôme Korn.
 - 0.30 Sortilèges du flamenco. Par Robert J. Vidal.
 - 1.02 Maestro, Claudio Abbado. Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur op. 83, de Brahms ; Macbeth, extrait, de Verdi.

- FRANCE 5**
- 13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.
 - 14.00 Série : La croisière s'émuse.
 - 15.55 Série : Montagne. Invité : le lama Sherab Dorje, dans le monastère tibétain de Kaguling à Toulon-sur-Arroux (Saône-et-Loire). Showan, dernière fortresse himalayenne, de Claude Franchon (2^e partie).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.55 Un livre, un jour. Saigon-Hanoi, de Cosey.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugo défile (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : Yecapa.
 - 20.45 Téléfilm : Les Taupes-niveaux. De Jean-Luc Troignon.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Documentaire : Nos enfants de la patrie. De Christophe de Pontilly.
 - 23.40 De John Kory. Présenté par Manu Dibango et Yanna Katsoudis.
 - 0.25 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.

- FRANCE 6**
- 13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.
 - 14.00 Série : La croisière s'émuse.
 - 15.55 Série : Montagne. Invité : le lama Sherab Dorje, dans le monastère tibétain de Kaguling à Toulon-sur-Arroux (Saône-et-Loire). Showan, dernière fortresse himalayenne, de Claude Franchon (2^e partie).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.55 Un livre, un jour. Saigon-Hanoi, de Cosey.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugo défile (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : Yecapa.
 - 20.45 Téléfilm : Les Taupes-niveaux. De Jean-Luc Troignon.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Documentaire : Nos enfants de la patrie. De Christophe de Pontilly.
 - 23.40 De John Kory. Présenté par Manu Dibango et Yanna Katsoudis.
 - 0.25 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.

- FRANCE 7**
- 13.00 Samedi chez vous (et à

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Londres est hostile à une intervention accrue en Bosnie

LONDRES

de notre correspondant

« Nous ne pouvons être partout et nous ne pouvons tout faire » : les propos tenus, mercredi 27 janvier, par M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, devant l'Institut des affaires internationales, résumant la position britannique devant la multiplication des tâches demandées aux Nations unies, d'est-à-dire aux pays qui, comme la Grande-Bretagne, fournissent des contingents militaires pour des opérations humanitaires ou de maintien de la paix. « Notre diplomatie est aujourd'hui à court d'effectifs, en comparaison de celles de nos principaux partenaires ; nos forces armées sont déjà à la limite de leurs capacités », a prévenu M. Hurd. La Grande-Bretagne maintient 80 000 soldats à l'extérieur de ses frontières (notamment en Allemagne), auxquels s'ajoutent les 20 000 hommes stationnés en Irlande du Nord. Enfin, 3 700 soldats sont au service des Nations unies, dans le cadre de six opérations distinctes.

Cela explique, selon M. Hurd, que Londres soit a priori hostile à l'idée d'envoyer davantage de troupes en Bosnie-Herzégovine pour renforcer les 2 400 soldats britanni-

ques qui s'y trouvent déjà et dont le rôle se limite à escorter les convois humanitaires. « Imposer et garantir l'ordre dans l'ancienne Yougoslavie supposerait des forces et des risques considérables pendant une période indéfinie, estime le secrétaire au Foreign Office, qu'une démocratie ne peut justifier aux yeux de son peuple. » Le ministre de la défense estime en effet que près de 7 500 soldats britanniques seraient nécessaires si la Grande-Bretagne devait jouer un rôle majeur dans la mise en place du plan de paix de Genève, qui prévoit l'éclatement de la Bosnie en dix provinces autonomes.

Les propos de M. Hurd rejoignent les préoccupations des parlementaires du Parti conservateur, en majorité favorables à un repli du contingent britannique si celui-ci devait enregistrer des pertes humaines importantes. Selon eux, le rôle du porte-avions *Ark Royal*, qui croise actuellement en Adriatique, est davantage de repérer éventuellement le contingent britannique que d'augmenter sa puissance de feu. Le gouvernement de M. John Major est cependant placé devant un dilemme à propos de la Yougoslavie car les pressions américaines pour un élargissement de l'interven-

tion des pays européens dans cette région se multiplient.

La Grande-Bretagne a déjà opposé une fin de non-recevoir à une demande américaine d'envois de troupes d'infanterie en Somalie, ainsi que l'ont confirmé, mercredi, des fonctionnaires du ministère de la défense. Or l'arrivée d'une nouvelle administration à Washington coïncide avec la « réévaluation » de cette fameuse « relation spéciale » qui lie les États-Unis et la Grande-Bretagne. Des tensions sont déjà apparues, notamment parce que les Américains envisagent (ou font mine d'envisager) une remise en cause des responsabilités de la Grande-Bretagne dans un certain nombre d'organisations des Nations unies. M. Warren Christopher, le nouveau secrétaire d'État américain, a ainsi donné le sentiment que la question des sièges permanents au Conseil de sécurité (avec l'éventualité d'une entrée de l'Allemagne et du Japon) était pour lui ouverte, en répondant il y a quelques jours à un journaliste qui le sollicitait que le temps était venu pour « une forme de réorganisation de l'ONU », tout en ajoutant, il est vrai, qu'il était conscient de « la complexité » de cette affaire.

M. Hurd souligne implicitement

à quel point le programme de réduction des effectifs de l'armée britannique semble peu adapté à cette multiplication des tâches de « gendarme de la paix » demandées notamment à la Grande-Bretagne, via l'ONU. Ce plaidoyer rejoint celui du ministre de la défense, qui suggère un réexamen de ce plan, lequel prévoit de ramener les effectifs de l'armée de terre de 155 000 à 115 000 hommes, le nombre de bataillons passant de 55 à 38, avant 1995. Cette perspective est activement combattue depuis plusieurs mois par différents groupes de pressions liés à l'armée, notamment au sein de la commission de la défense de la Chambre des communes.

Les parlementaires estiment que cette baisse des effectifs, liée à la fin de la guerre froide, ne se justifie plus, face aux nouvelles tensions internationales, notamment en Yougoslavie. Les fonctionnaires du ministère de la défense n'hésitent pas à affirmer qu'en cas d'urgence l'armée n'aurait pas les effectifs disponibles pour renforcer rapidement le bataillon Cheshire, stationné en Bosnie, en raison des besoins militaires en Irlande du Nord.

LAURENT ZECCHINI

Vu de Davos (Suisse)

Un show économique « global » sous la neige

La 23^e réunion annuelle du Forum de l'économie mondiale s'est ouverte jeudi 28 janvier à Davos (Suisse). Ce « show » désormais traditionnel permet aux dirigeants économiques et politiques du monde entier de se rencontrer pendant six jours et de débattre de l'avenir de la planète, en présence de nombreux chefs d'entreprise.

DAVOS

de notre envoyé spécial

Gardes du corps, limousines avec chauffeur et capelines de vision sont de retour à Davos (Suisse). Avec l'ouverture, sous la neige, jeudi 28 janvier, de la 23^e réunion annuelle du Forum de l'économie mondiale, le palais des congrès de la station des Grisons s'est retrouvé en fébrilité. Pendant six jours, les dirigeants économiques et politiques du monde entier vont, aidés de quelques grands intellectuels, débattre de l'avenir de notre planète.

Un événement qui, à écouter les premiers discours – celui du président de la Confédération suisse, M. Adolf Ogi, notamment –, ne s'annonce guère joyeux. Grand orateur de ce gigantesque show annuel, le professeur de l'université de Genève M. Klaus Schwab a pourtant fixé, toujours avec un sens développé de l'opportunité, le mot d'ordre, mobilisateur, de cette session : « Regroupons nos forces pour favoriser une reprise économique globale ».

Davos 1993 sera-t-il un grand cru ? Le forum attire, en tout cas, toujours de très nombreux chefs d'entreprise. Cette année encore, huit cent cinquante dirigeants de sociétés (notamment Nestlé, Sony, Pepsi-Cola, Du Pont de Nemours, Volkswagen...) s'apprêtent ainsi à réfléchir sur des thèmes aussi variés que le rôle de la femme

dans l'économie, l'art de communiquer avec la presse ou l'avenir de la Russie. Une réflexion qui coûte cher. Les droits d'inscription s'élèvent à 14 000 francs suisses (53 000 francs français environ) pour le tout-vanant, à 7 200 francs suisses pour les membres de l'association qui constitue la Forum, l'adhésion à cette association s'échelonnant entre 13 000 et 16 000 francs suisses. Pour les aider dans leur travail, les organisateurs ont invité deux cent cinquante experts de toutes disciplines.

Mais la réflexion ne constitue pas la seule activité de ces messieurs, accompagnés pour la plupart de leur épouse. Ils viennent aussi à Davos pour faire des affaires, et il n'en faut pas moins, dans les salons des hôtels ou dans les files d'attente d'un taxi. Toute une organisation est mise à leur disposition à cet effet – une messagerie électronique omniprésente en particulier.

Et puis, ils sont invités à Davos pour la troisième dimension de l'opération : le show politico-médiatique. Aidé de ses nombreux amis, dont l'ancien premier ministre français M. Raymond Barre, rapporteur de la réunion de cette année, M. Schwab invite systématiquement toute une palette de personnalités politiques de très haut niveau. Il s'efforce, toujours avec une grande efficacité, de provoquer quelque événement. Près de trois cents journalistes suivent la manifestation ! Sont ainsi attendus deux cents dirigeants politiques, dont vingt chefs d'Etat (l'Argentin M. Carlos Menem, l'Ukrainien M. Leonid Kravtchouk...).

Cette année, de nombreux Français sont à l'affiche. Le programme promet M^{rs} Royal, M^{rs} Badinter, Lang, Kouchner, Strauss-Kahn, Bianco... et même le commandant Cousteau.

ERIK ISRAELWICZ

La réunion du CNS sur le Cambodge à Pékin

Les Khmers rouges refusent de s'associer à une déclaration condamnant le « terrorisme politique »

PÉKIN

de notre correspondant

Les Khmers rouges ont confirmé, jeudi 28 janvier, à Pékin, leurs mauvaises dispositions à l'égard du processus de paix au Cambodge en refusant de s'associer à une déclaration du prince Sihanouk, cosignée par les autres factions khmères, contre toute forme de violence. Ce texte a été rendu public à l'issue de la réunion de travail conjointe du Conseil national suprême (CNS), de l'Autoprotectrice des Nations unies (APRONUC) et des représentants des pays impliqués dans le proces-

sus de paix. Le régime de Phnom-Penh, les sihanoukistes du FUNKINPEC et les nationalistes de M. Son Sann y condamnent tout acte de violence, « assassinats à motivations politiques, crimes racistes, harcèlements, intimidations, menaces, terrorisme politique », tant à l'encontre de Cambodgiens que de personnes étrangères, et toute atteinte à la sécurité des membres de l'ONU. En revanche, les Khmers rouges n'ont pas émis d'objection à la décision du CNS de procéder, du 23 au 25 mai, aux élections législatives auxquelles ils refusent de s'associer.

F. D.

La situation des opposants au Maroc

La cour d'appel confirme la condamnation à deux ans de prison d'un dirigeant syndicaliste

RABAT

correspondance

« Nous résisterons jusqu'à la victoire. » C'est avec cette phrase, le poing levé, que M. Noubir Amaoui, secrétaire général de la Confédération démocratique du travail (CDT) et membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), a accueilli, jeudi 28 janvier, le verdict de la cour d'appel de Rabat qui l'a condamné à deux ans de prison ferme, confirmant ainsi la peine prononcée à son encontre, le 17 avril dernier, par le tribunal de première instance de Rabat. M. Amaoui était poursuivi pour des propos jugés « diffama-

toires » et « injurieux » envers le gouvernement, qu'il aurait tenus dans un entretien publié, le 11 mars 1992, par le quotidien espagnol *El País*.

Lors de sa dernière intervention devant la cour, M. Amaoui a rejeté ces accusations : « Je n'ai pas diffamé, ni insulté, ni accusé personne, j'ai seulement critiqué. » Il a souligné, devant ses juges, l'instauration d'une monarchie parlementaire et d'une authentique démocratie. « Ce procès prouve, une fois de plus, que le Maroc est encore très loin d'être un Etat de droit », a commenté M. Khalid Soufiani, l'un des avocats de M. Amaoui.

MOJUNA EL BANNA

SOMMAIRE

AU COURRIER DU MONDE

Bosnie : Monsieur Clinton, décidez pour nous... 2

ÉTRANGER

Le mort de l'ambassadeur de France au Zaïre et les troubles à Kinshasa... 3
Israël : le premier ministre se prépare à affronter le Conseil de sécurité de l'ONU... 3
La guerre dans l'ex-Yougoslavie, 4
Afghanistan : « la guerre continue... » 6

ESPACE EUROPÉEN

La politique de développement en quête d'efficacité • De bons Samaritains méconnus • Surenchère bureaucratique au Kenya • Retour en Indonésie • Le tonneau des Danaïdes... 7 à 9

ENQUÊTE

Les nouvelles routes de la mafia : V. - Allemagne : l'eldorado... 10

POLITIQUE

M. Bérgovoy : « Les Français doivent savoir avec qui les écologistes voudront gouverner »... 11
Un entretien avec M^{rs} Marie-Noëlle Lienemann... 11

SOCIÉTÉ

Les aides de l'affaire SAGES... 13
La Fondation mondiale contre la sida cherche à « compléter » l'effort des pouvoirs publics... 14
M. Jack Lang reconsidère son projet de réforme du baccalauréat... 14

CULTURE

Théâtre : « Les Monstres sacrés », de Jean Cocteau, aux Bouffes Parisiens... 15
Musiques : « Les Noëls de Figaro », de Mozart, à Bordeaux ; Richard Gotainer à l'Olympia... 15

Naissance de l'Académie universelle des cultures... 16

ÉCONOMIE

La croissance aux États-Unis... 18
Le contentieux sur l'acier... 18
Nouvelles turbulences monétaires 18
Les salaires de Hoover dans l'attente d'un plan social... 19

COMMUNICATION

Les suhas des déboires du Crédit lyonnais avec la Metro-Goldwyn-Mayer... 15

SANS VISA

La refuta du Connétable • Escalles : louées soient les voiles • Inde, le damier frontalier • Paris-Roubaix, prévue classée • Violettes dans l'assiette • L'Europe des casarolles • Villequier, Léopoldine et Hugo... 25 à 32

Services

Abonnements... 10
Annonces classées... 16
Carnet... 22
Jeux... 30
Tac-o-tac... 22
Marchés financiers... 20 et 21
Météorologie... 22
Radio-Télévision... 22
Spectacles... 17
Week-end d'un chineur... 22

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa »

Le numéro du « Monde » daté 29 janvier 1993 a été tiré à 485 397 exemplaires.

EN BREF

■ GRANDE-BRETAGNE : explosion d'une bombe dans le centre de Londres. Une bombe de faible puissance a explosé à Londres, près des magasins Harrods, jeudi matin 28 janvier, le vendredi de la cour d'appel de Rabat qui l'a condamné à deux ans de prison ferme, confirmant ainsi la peine prononcée à son encontre, le 17 avril dernier, par le tribunal de première instance de Rabat. M. Amaoui était poursuivi pour des propos jugés « diffama-

toires » et « injurieux » envers le gouvernement, qu'il aurait tenus dans un entretien publié, le 11 mars 1992, par le quotidien espagnol *El País*.

■ FIDJI : Paris « déplore » l'expulsion d'un diplomate français. La France « déplore » l'expulsion d'un diplomate français de Fidji et la considère comme un « geste inacceptable », a indiqué, dans une déclaration, l'ambassade de France en Nouvelle-Zélande, vendredi 29 janvier. M^{rs} Carine Kobler, attachée d'ambassade, avait refusé de payer des droits de douane sur l'importation d'un bateau de plaisance. Le ministre fidjien des affaires étrangères a estimé que la convention de Vienne ne l'autorisait pas à refuser de s'acquiescer de « sur un article de luxe, non répertorié comme un article domestique ». La déclaration française juge, pour sa part, « inacceptable » cette « interprétation restrictive de la convention ». - (AFP)

■ ÉCHECS : la finale de Tournoi des candidats. En remportant jeudi 28 janvier la douzième partie de la finale du Tournoi des candidats au titre de champion du monde d'échecs, le Britannique Nigel Short mène au score par 7 points à 5 devant le Néerlandais Jan Timman. Une nulle suffit à Nigel Short dans l'une des deux parties restant à disputer pour remporter cette rencontre et devenir le challenger du tenant du titre Garry Kasparov.

■ TIMOR-ORIENTAL : le procès du chef de FRETILIN sera lieu le

1^{er} février. Le chef des indépendantistes timorais du FRETILIN, M. Xanana Gusmao, arrêté en novembre dernier, sera jugé le 1^{er} février, a-t-on appris, jeudi 28 janvier, auprès du parquet de Dili. D'autre part, M. Jose Ramos Horta, représentant spécial du Conseil national du mouvement de résistance de Timor-Oriental auprès des Nations unies, a déclaré jeudi à Sydney que les magistrats - dont le nouveau chef est M. Ma'buno Bulerek Karathayano - avaient tué au moins soixante-dix militaires indonésiens depuis la capture de M. Gusmao. - (AFP)

■ L'UVE affirme que sa cible n'était pas la victime, un plombier travaillant dans le maison, mais le propriétaire, un catholique inculpé pour des activités terroristes présumées. - (AFP)

■ M. André Lajoie invité du « Grand Jury RTL-« le Monde »

M. André Lajoie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-« le Monde » dimanche 31 janvier de 18 h 30 à 19 h 30.

Le député communiste de l'Allier, qui fut candidat au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, répondra aux questions d'André Passeron et de Jean-Louis Saux, du Monde, et de Richard Arx et d'Isabelle Torre, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

jusqu'à dimanche inclus

Vêtements de luxe

COSTUME

pure laine super 100'S, valeur 5.500 F at

MANTEAU

cachemire et laine, valeur 4.500 F,

bradés

1.590 F

3.000 F les deux (ou au choix, un costume et un manteau)

Veste cachemire et laine 990 F ou 1.750 F les deux

Remises énormes sur les CACHEMIRE

DE LUXE et 50 % au RAYON FEMME

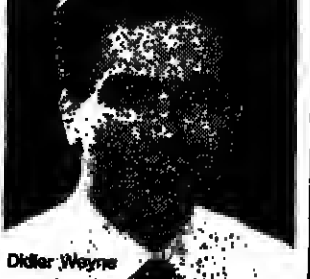
DAVID SHIFF

Club des Dix

13, RUE ROYALE PARIS 8^e (hôtel particulier dans la cour)60 BIS, RUE DE PARIS, 75130 ST-GERMAIN-EN-LAYE, 5, RUE DES ARCHERS, LYON 2^e

CARNEGIE®

Leader mondial de la Formation.



Pour progresser en

- ★ relations humaines
- ★ confiance en soi
- ★ communication
- ★ leadership
- ★ mémoire
- ★ enthousiasme
- ★ maîtrise du stress
- ★ épanouissement
- ★ expression en public, en réunion, en entretien

Venez voir !

CONFÉRENCES GRATUITES

à l'Art de Communiquer

• 90 CHAMPS ÉLYSÉES, 75008

1^{er} février, de 15h30 à 17h15

et 4, 5 février, de 18h à 20h45

• 38 Av. de WAGRAM, 75017

1^{er} et 2 février, de 18h à 20h45

• SAINT GERMAIN

Parillon Hard IV, 21 rue Tiers

Mardi 2 février, de 18h à 20h45

• LE CHESNAY, 2 rue de Marly

Party 2 bureaux, juste Hôtel Marceau

Mer, 3 février, de 18h à 20h45

ENTRAÎNEMENTS DALE

Stages de qualité dans 30 villes en France

pour Sociétés, Administrations, Particuliers

Siège : 516 Weyne Tél. 1.39.54.61.06

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

S A N S • V I S A

Le refuge du Connétable



GERARD RONDEAU

A Colombey, passent des visiteurs qui, à travers le familier du décor de la Boissérie, tentent de percer le mystère dont de Gaulle s'est toujours entouré dans cette retraite livrée au doute et à la réflexion. Le Connétable, comme l'appellera Churchill, semble bien avoir laissé ici les marques d'un homme plus tourmenté et plus fragile que l'image qu'en donne sa légende.

SAIT-ON seulement, dans ce pays déprimé, ce que l'été veut dire ? Y rit-on, y aime-t-on dans l'insouciance ? Y risque-t-on un pari sur l'avenir ? Pas sûr. La Champagne, en cet endroit, est terre de désolation, et, au détour de la nationale 19, lorsque apparaît l'immense croix de Lorraine, statue du Commandeur que Don Juan aurait manquée, et qui attendrait toujours, le cœur du voyageur est comme le paysage. De glaise. Bien sûr, il pleut, sous un vent d'Irlande, l'horizon se voile de brumes sur la ligne sombre des forêts ; bien sûr, l'approche de Colombey-les-Deux-

Eglises met toujours l'humeur en berne, qu'on ait été ou non gauliste, depuis le 9 novembre 1970.

Mais, pour une fois, l'état d'esprit du visiteur n'est pas en cause. Tout, ici, des traces de l'homme mort à son environnement survivant, s'empresse de mélancolie. Le mémorial, le cimetière, la Boissérie, et à l'intérieur de la Boissérie, cette intimité qui paraît s'être figée dans le deuil, qui pourrait même n'avoir été inconsciemment organisée, hier, que pour son seul avènement : les masques africains, grinçants, de l'antichambre, l'aulère salle à manger à la cheminée ornée de carreaux de Delft, la sobre bibliothèque où le général s'est éteint, peu avant 19 heures, assis à la petite table de jeux, sans d'autre parole historique, semblait-il, que « Oh ! j'ai mal, là, dans le dos. » Et ce bureau, meublé par les cadeaux, en 1947, des artisans du faubourg Saint-Antoine, cette pièce d'angle au-delà de laquelle Charles de Gaulle, l'écrivain, scrutait « les lointains dans la direction du couchant ».

Bonheur d'ami du général ont souvent préséauté Colombey-les-Deux-Eglises comme le cœur d'une France éternelle. « Celle », a écrit Jacques Vendroux, haut-fonctionnaire de Charles de Gaulle (1), de nos vieilles provinces de Lorraine, de Champagne, de Franche-Comté, de Bourgogne, qui s'étend d'Alsace aux champs Coteaux, de Fontaine-Française à Valmy, de Champaubert à Villers-sous-Morvan, et qui s'illumine de l'éclat de Domrémy, de Reims, de la Colline inspirée, de Vézelay... Cette France de saints, de prophètes et de batailles avait trouvé son épigone par un appel de 18 juin. Colombey était socle de grandeur. Haute référence, à quelques encablures de Clairvaux, dans les premiers plis de la terre vers la frontière, sanctuaire, aux

marbres de la Lorraine, du refus des décadences et de l'invité au dépassement.

Pourtant, Colombey ne prête guère aux sursauts. Une étrange morosité vous y étirent. Le décor de confins fuyants fait autre des langues que Charles de Gaulle connaissait bien : « (...) Vastes, frustes et tristes horizons, écrivait-il, en 1958, dans ses *Mémoires de guerre* ; bois, prés, cultures et friches mélancoliques ; reliefs d'anciennes montagnes très usées et résignées ; villages tronqués et peu fortunés, dont rien, depuis des millénaires, n'a changé l'âme ni la place (...). » Lorsqu'en 1934 il avait fait l'acquisition de l'ancienne brasserie d'un village de Haute-Marne qui ne compte, aujourd'hui encore, que trois cent soixante habitants, une rugueuse maison au bas d'un parc en pente douce, le lieutenant-colonel de Gaulle, sentant venir la guerre, avait choisi de se placer entre l'arrière et l'avant, à mi-chemin de Paris et d'un front possible. Ses affectations allaient forcément le mener — après Verdun et trois blessures — entre Ardennes et Vosges, puisque l'état-major, malgré ses suppliques, refusait ses conceptions sur la guerre de mouvement. Et sa fille, Anne, enfant handicapée, risquait de souffrir de trop de déplacements.

Il allait combattre au-delà de la ligne Maginot, à Arras, seul chef à enrayer la course de l'ennemi à la tête d'une brigade mécanisée composée à la hâte, entamant ainsi un vaste cercle autour de la Boissérie. Paris, Londres, Alger, Paris. Les Allemands avaient trouvé ce qu'il appelait sa « demeure » et l'avaient endommagée. Aussi, lorsqu'en janvier 1946 l'homme providentiel de 1940 refusa le retour des partis, il dut attendre de longues semaines, à Marly, l'achèvement des travaux de restauration de Colombey. Il y fit adjoindre cette

tour d'angle qui regarde le val de la Rouelle, vers les forêts de Clairvaux. Il s'y enferma pour ce que l'on nomma sa « traversée du désert ». Il devint le reclus volontaire de Colombey. Longtemps, il n'en sortit que pour ses discours de restauration, en province. De sa résidence, il donna l'ordre de sabotage du RPF, puis s'enferma dans le silence.

Le maître de Colombey, M. Jean Raullet, se souvient de ce long mutisme. « Il vivait comme si son avenir politique était derrière lui, et le village respectait sa retraite. » Son épouse, Yvonne, connaissait le prénom des gamins. Le général, le jour des noces, acceptait les dragées que les jeunes mariés apportaient « au château ». Le dimanche, les de Gaulle assistaient à la messe à Notre-Dame-de-la-Claye, l'église trape du bourg. Le banc de la famille était placé sous la statue de Jeanne d'Arc. Parfois, on voyait les proches, Philippe, Elisabeth, et son mari, Jean de Boissieu. Quelques compagnons de juin 1940.

Charles de Gaulle, gentleman-farmer, rédigeait ses *Mémoires* et, chaque jour, partait en promenade. Il s'adonnait à son autre pensant après la France : l'écriture. Et en acceptait les exigences d'abnégation. « Dans le tumulte des hommes et des événements, nata-t-il, la solitude était ma tentation. Maintenant, elle est mon amie. » De ce temps, sans doute, date le mimétisme entre l'homme et son paysage familier, ces songes

(1) La Boissérie. Librairie Plon/Institut Charles-de-Gaulle, 1979, hors commerce. Vendu, à Colombey, au bénéfice de l'Institut Charles-de-Gaulle.
(2) Dans un discours prononcé, le 13 mai 1972, à l'occasion du vingt-cinquième centenaire de l'Amicale des anciens de la brigade Alsace-Lorraine.
(3) Lettres, notes et carnets. Mai 1969, novembre 1970, de Charles de Gaulle. Plon, 1988.

paysage flatait ses idées, fortifiait son profond pessimisme. L'après-midi, à son bureau, l'ancien libérateur cherchait chez Renan ou Bergson des citations qui illustraient son humeur, puis ressortait communiquer aux arbres ses moroses conclusions. Le village respectait cette fusion entre un destin, en son point d'immobilité, et les éléments. De Gaulle allait voter, se montrait parfois, comme au passage du Tour de France, il finança quelques travaux pour la commune. Mais ces douze années jusqu'à son rappel, en 1958, le virent repêlé.

En 1953, Charles de Gaulle écrivait : « J'ai soixante-trois ans. Désormais, tout ce qui se rapporte à moi s'organise en fonction de ma mort (3). » Anne, sa fille, avait épuisé sa courte vie quelques années plus tôt. Les autres enfants, la famille par alliance, revenaient aux vacances, pour les fêtes, pour la Saint-Charles, surtout, car Charles refusait que l'on célèbre son anniversaire. La mort devait être entrée à demeure à la Boissérie. Et comme le général travaillait, la maison devint monastère. Repas à 12 h 30 et à 19 h 15. Il fermait lui-même, la nuit venue, les volets de la bibliothèque et du bureau, après un dernier coup d'œil sur ses « couchants » nostalgiques. Puis, il attendait le dîner, en s'exerçant à quelques réussites, à la table de bridge.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio
Lire la suite page 28

AU SOMMAIRE



| | |
|---|-------|
| Croisières, état de la mer | p. 26 |
| Inde, la dernière frontière | p. 27 |
| Paris-Roubaix, parcs classés | p. 29 |
| Villequier, Léopoldine et Hugo | p. 32 |
| Escapes (p. 26) • Télé (p. 26) • Jeux (p. 30) • Table (p. 31) | |

ASSINTER VOYAGES

38, rue Madame - 75006 Paris. Tél. : 45-44-45-87.

Destinations lointaines : circuits culturels avec accompagnateurs spécialisés et voyages individuels

IRAN : « La rose d'Ispahan »
19 jours à partir de 23 300 F

Départs : 9 avril - 7 mai - 6 août - 8 octobre
5 novembre

EQUATEUR/GALAPAGOS
« Au milieu du Monde »
19 jours à partir de 28 700 F

Départs : 14 mai - 6 août - 5 novembre

Brochure sur simple demande et dans votre agence de voyages

STUME
INTEAU
590

Transats
erudites

Ce n'est effectivement ni le plus grand paquebot du monde, ni le plus long, ni le plus moderne. N'empêche. Le *Queen-Elizabeth-II* a un nom magique, presque mythique, associé, il est vrai, à une image de «palace des mers», mais surtout à une tradition qu'il reste le seul paquebot à perpétuer : la fameuse traversée de l'Atlantique nord, de l'Ancien au Nouveau Monde. Qui n'a rêvé un jour d'arriver à New-York en bateau et, outre le choc esthétique, de ressentir ainsi ce qu'éprouvèrent les millions d'émigrants qui vécurent cette expérience ? Une expérience magnifiquement retracée et illustrée par le passionnant musée établi aujourd'hui sur Ellis Island («le Monde sans visa» du 13 octobre 1990), fle qui, des dizaines d'années durant, fut, pour ces derniers, un point de passage obligé.

Une «transat» que la compagnie Cunard (dont l'agent général pour la France est la Compagnie générale de croisières) programme vingt-six fois d'avril à décembre, dont quatre au départ de Cherbourg, solution idéale pour les passagers français pour qui la croisière commence à Paris, d'où un car rallie Cherbourg. Préface d'une approche douce du Nouveau Monde : cinq jours en mer, un décalage horaire progressif et, avant de découvrir au petit matin les gratte-ciel de Manhattan, la possibilité de se détendre et de se cultiver.

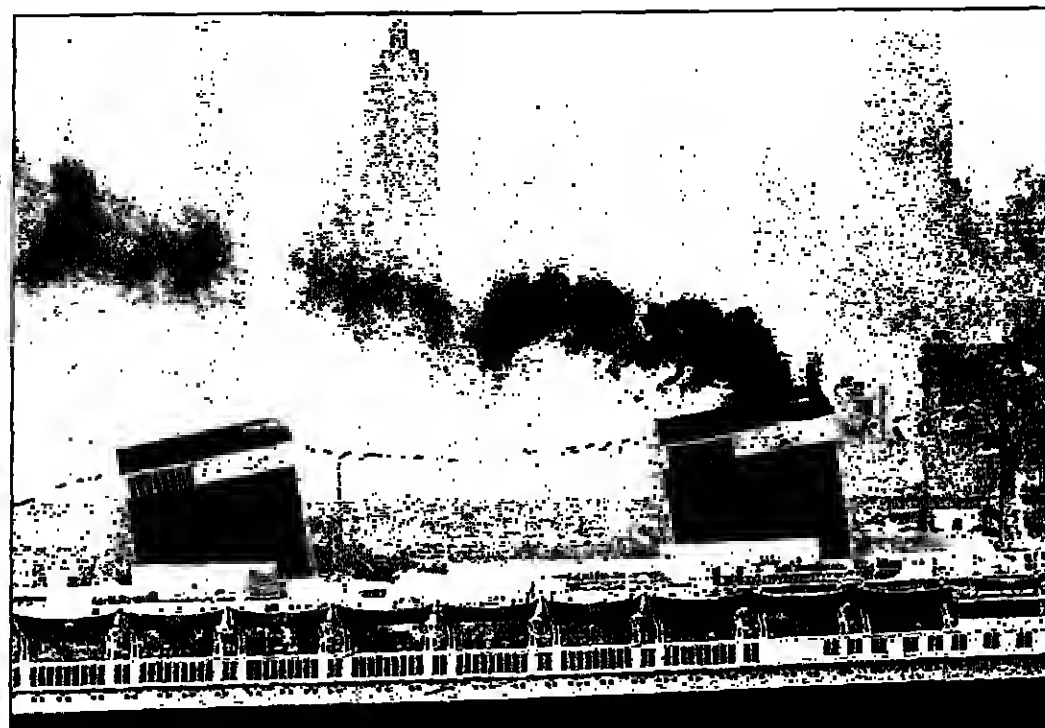
Pour chacun de ces départs, des conférences en français ont, en effet, été prévues. En vedette, le 28 mai, l'histoire de la mer et des arts avec des conférences de M. Alain Dunoyer de Segonzac («L'histoire des paquebots»), «La vie du corsaire Félix von Lückner», «Les perspectives d'avenir» et de M. Daniel Soutié qui parlera du Louvre à l'occasion de son deux centième anniversaire. La table sera à l'honneur, le 3 juillet, avec la présence à bord de quelques maîtres cuisiniers de France et d'un des meilleurs sommeliers de l'Hexagone, Jean-Luc Poutou. A l'affiche des traversées des 6 septembre et 12 octobre, les danseurs de l'Opéra de Paris pour la première et, pour la seconde, le contre-amiral François Bellec, directeur du Musée de la marine, qui évoquera notamment la découverte de l'Amérique, l'aventure de la Compagnie des Indes et la manière d'explorer New-York. La traversée se prolonge en effet par un séjour libre de trois jours dans cette ville avant le retour en avion à Paris.

Une «transat» accessible à partir de 9 710 F et 10 340 F par personne en cabine double intérieure (deux lits superposés), étant entendu qu'à chaque catégorie de cabine correspond un prix différent. Ainsi il en coûte 14 500 F/15 000 F environ par personne pour une cabine double extérieure avec deux lits et bain, en classe transatlantique, et un peu plus de 20 000 F pour une cabine analogue en première classe avec accès au restaurant haut de gamme du paquebot. Des prix qui comprennent le transfert, la traversée en pension complète, trois nuits à New-York et le vol de retour en classe économique.

A signaler, pour les plus fortunés, les formules qui consistent, soit à revenir de New-York en Concorde affrété («transat» du 3 juillet) soit à s'y rendre pour voguer ensuite vers Southampton (départ du 10 juillet, avec trois conférences de l'écrivain Gonzague Saint-Bris), à partir de 18 950 F par personne, c'est-à-dire le prix d'un aller simple sur le supersonique franco-anglais. A signaler aussi la formule «Deux traversées pour le prix d'une seule», proposée aux passagers séjournant de un à quatre mois en Amérique, acceptant de voyager dans certaines catégories de cabines et de faire la traversée de retour à des dates imposées. Renseignements dans les agences de voyages.

Quarantième
anniversaire

En 1953, Transocean organisait sa première croisière à bord du *Batory*, en direction du cap Nord. Pour fêter son quarantième anniversaire, ce voyageur offre.



Paquebot devant Manhattan, New-York 1941.

sur toute réservation enregistrée avant le 15 février, une réduction de 30 % pour la deuxième personne inscrite, sur trois de ses plus belles croisières : «Lumières d'Azur» avec escales à Naples, Palerme et Tunis (du 3 au 10 avril, de 5 520 F à 16 230 F), «Au-delà du Bosphore» jusqu'en Ukraine via la Grèce et la Turquie (du 15 au 29 mai, de 9 350 F à 27 350 F), au départ de Marseille à bord du *Chota-Roustaveli* et «Au Spitzberg» (du 29 juin au 15 juillet, à partir de 13 000 F en cabine de quatre), sur l'*Azerbaijan*, au départ de Dunkerque. A noter également la gratuité pour les moins de seize ans (dans certaines catégories de cabines) sur les croisières de printemps. Renseignements dans toutes les agences de voyages et au 49, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 44-58-26-26.

Cent ans
de cabotage

Tous les jours, toute l'année, une flotte de onze navires butine la côte norvégienne, de Bergen à Kirkenes via le cap Nord. En 1993, l'Express côtier fête ses cent ans de bons et loyaux services. Avec la mise en service du premier d'une série de nouveaux bateaux qui, tout en conservant leur fonction de cargo mixte cabotier, offriront un confort accru aux touristes sensibles à une formule qui permet de découvrir une Norvège authentique, à l'écart des fjords fréquentés par les grandes compagnies maritimes qui croisent dans les eaux scandinaves. Grand spécialiste, comme son nom l'indique, de cette région, le voyageur Scandiflora (brochures et réservations au 47-42-80-00) programme, à partir de mai, des voyages-découvertes (de 10 000 F à 17 500 F de Paris, pour huit jours, et de 11 600 F à 24 340 F pour 13 jours), voyages agréments de nombreuses excursions.

Croisière
à l'italienne

Dernier-né de la flotte de Costa Croisières, le *Costa-Allegro* (820 passagers, 188 mètres de long, 29 500 tonnes), lancé en novembre 1992, illustre le dynamisme d'une compagnie, leader de la croisière en France (33 200 passagers en 1992), qui, depuis 1990, a mis en service un nouveau paquebot chaque année. Une stratégie qui s'explique par l'essor prometteur du marché européen et qui, au niveau de la conception des nouvelles unités, joue résolument la carte de la créativité, du confort et du raffinement. Objectif : séduire une clientèle de plus en plus exigeante et plus sensible, en matière de décoration et de design, à un «style italien» (synonyme d'élégance) qu'aux standards banalisés de la croisière à l'américaine.

Résultat : un bateau dont les ponts portent des noms de peintres (Van Gogh, Degas, Toulouse-Lautrec, etc.), où le restaurant principal a été baptisé «Montmartre» et le théâtre-cinéma «Folies-Bergère».

et où ont été largement utilisés le verre de Murano et le marbre rose de Carrare. Un paquebot spacieux (des cabines de 20 m², des suites de 60 m² et un vaste «espace pour enfants») et lumineux grâce à l'abondance de baies vitrées, de puits de lumière, de dômes translucides et de coupes de verre. Une alliance de confort et de convivialité «à l'italienne» avec, par exemple, une «piazzetta», véritable petite place de village. Avec, jusqu'en avril, deux croisières dans les Caraïbes, l'une de 9 jours au départ de San-Juan (à partir de 14 000 F par personne en cabine double, Paris/Paris), l'autre de 16 jours au départ de Saint-Martin (à partir de 17 565 F), dont 8 jours dans un hôtel de l'île, en hébergement et petit déjeuner. A partir de mai, le *Costa-Allegro* enchainera, au départ de Venise, des croisières de 10 et 11 jours en Méditerranée orientale (Grèce, Turquie, Egypte et Israël) et en mer Noire. Informations au numéro vert du service conseil Costa Croisières (05-42-33-00) et réservations dans les agences de voyages.

La famille
à l'honneur

Longtemps considérés comme des empêcheurs de croiser en rond, surtout au temps où les croisières

étaient l'apanage d'une clientèle aisée et adulte, les enfants sont désormais les bienvenus à bord. Ils sont même l'objet d'attentions particulières. Ainsi, pour favoriser les départs en famille, les Croisières Paquet (renseignements dans les agences de voyages) offrent-elles, à certaines dates, en période de vacances scolaires, des croisières gratuites (avec, toutefois, une participation aux frais d'acheminements aériens) aux moins de seize ans partageant la cabine de deux adultes, parents ou grands-parents. Avec, à bord, un Club Junior (à partir de cinq ans) ou des animateurs organisant des activités adaptées à leurs goûts et à leur âge : travaux manuels, jeux, films vidéo, spectacles, soirées costumées, dîners, goûters, voire excursions. Une formule proposée notamment pour les croisières du *Memoz*, Brésil/Amazonie/Caraïbes (du 28 février au 14 mars, à partir de 15 610 F de Paris, participation aux frais aériens pour les moins de seize ans, 3 250 F) et aux Antilles (les 10, 17 et 24 avril et le 1^{er} mai, à partir de 11 810 F, 2 950 F pour les moins de seize ans) ainsi que sur la croisière en Grèce (24 avril), au départ de Nice, à bord de l'*Ocean-Princess*.

TÉLEX

Ancien ferry transformé en hôtel-club flottant, le *Xanadu*, rebaptisé *Croisière-Club-Grenadines*, croise dans les Antilles avec soixante-dix passagers. Le départ du 18 février permet d'assister aux carnavales de Grenade et de Trinidad. Brochure Chorus Tours, dans les agences de voyages.

Saint-Petersbourg en vedette des «Croisières fluviales Russie et Ukraine» programmées par le voyageur Tapis Rouge International (39, rue Marbeuf, 75008 Paris, tél. : 42-56-55-00) dont le voyage culturel du 14 au 21 février permettra notamment d'assister à la première de la *Flûte enchantée* au théâtre Kirov. Egalement au menu un itinéraire «Delta du Danube-Crimée-mer Noire» (huit jours, à partir de 4 960 F en cabine à quatre lits, de Paris).

Sur la route des épices à bord du luxueux *Royal-Viking-Queen* (cabines de 27 m², gastronomie et aucune contrainte d'horaires), du 3 au 20 mars. De Singapour à Hong-kong via Semarang et le temple de Borobudur, Java, Bali, Lombok, la mer des Célèbes, la Malaisie et les Philippines. 54 900 F par personne de Paris à Paris. Une exclusivité de l'Espace Croisières, 6, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris, tél. : 47-23-74-41.

Première brochure «Croisières» pour Nouvelle Liberté, voyageur d'Air Liberté, filiale du Club Med, qui, à bord de l'*Odysseus* et du *Jason* de la

compagnie Epirotiki, propose de voguer aux Caraïbes (neuf jours de Paris à partir de 8 325 F vol compris) et en mer Rouge (huit jours de Paris, à partir de 7 000 F vol compris) jusqu'en mars, et en Méditerranée des côtes turques aux îles grecques jusqu'en Egypte et Israël (huit jours de Paris, à partir de 6 640 F et 7 800 F avec l'avion), depuis Athènes, à partir d'avril. Dans les agences agréées, les agences Club Med et American Express notamment.

Nouvelles Frontières rapatrie les croisières dans sa brochure générale avec, côté nouveautés, une transat Cherbourg-New-York sur le *QE-2*, des périples d'une semaine en Polynésie à bord du *Wind-Song* et les Bermudes, au départ de New-York.

La voyageur Fram voguera désormais avec la compagnie Epirotiki Lines qui, pour la saison printemps-été, programme notamment des mini-croisières en mer Egée et des croisières d'une semaine en Grèce (à partir de 5 040 F de Paris) Turquie, Egypte et Israël. Deux semaines en pension complète avec une croisière de sept jours de la Grèce à l'Egypte et Israël, à partir de 6 520 F de Paris. Renseignements : 120, rue de Rivoli, 75001 Paris, tél. : 40-26-30-31 et à Toulouse, 1, rue Lapeyrouse, tél. : 62-15-16-17.

Sélection établie
par Patrick Francis
et Danielle Tramard.

SÉLECTION

Louées soient les voiles

A l'occasion du dernier Salon nautique de Paris, Isabelle d'Erceville a navigué pour nous de hall en hall. Pour constater, notamment, que le concept d'«hôtellerie nautique» s'affirmait de plus en plus avec des voiliers offrant une vie à bord de plus en plus confortable. Démonstration.

De l'excellence au prestige. Après avoir lancé, il y a deux ans, la classe «Excellence», avec, sur des bateaux atteignant 23 mètres un équipage et un service «5 étoiles», Moorings-Kavos, premier groupe mondial de la location (600 bateaux, 27 bases), affirme sa position de leader en proposant cette année la classe «Prestige», constituée des fleurons des deux grands chantiers français, Jeanneau et Beneteau : l'*International-62*, un monocoque de 18 mètres, et le *Lagoon-55*, un catamaran de taille similaire. A découvrir dans les eaux calmes et limpides des Bahamas (700 îles entre Miami et Haïti), ou aux Antilles françaises ou anglaises.

Une semaine aux Bahamas, au départ de Treasure Cay : 68 000 F (sans l'acheminement aérien) pour huit personnes, en pension complète, avec équipage, sur un *Lagoon 55*. Espace Passion : 20, rue des Pyrénées, 75001 Paris, tél. : 42-61-66-77.

Châtier on catamaran. Pour goûter, au charme, de la marine d'anlan tout en bénéficiant du service «5 étoiles» d'un équipage de quatre personnes, Stardust propose des escapades autour de Saint-Martin et de Saint-Barth. A jamais plus de deux heures de mer, affluent des îles désertes comme Prickly, Pear (on y déjeune d'une langouste grillée) ou Tintamar qui, comme son nom ne l'indique pas, est un paradis bercé par le seul clapotis des vagues sur la coque. On navigue sur des *Scorpios 72*, clippers en leek et grés en ketch. Ceux qui rêvent de filer au ras des vagues à bord d'un catamaran opteront pour la star de la flotte ATM, le *Highest Honour*, un 25 mètres avec une plate-forme aussi vaste qu'un court de tennis, véritable salon flottant panoramique de 45 mètres carrés, idéal pour croiser dans les lagons polynésiens, mais aussi dans la mer des Antilles.

Prix sans la transport aérien : une semaine Saint-Martin/Saint-Martin à bord d'un *Scorpio 72* (22 mètres, huit personnes, avec équipage) : 13 300 F par personne en pension complète, et de 19 040 F à 28 220 F par jour, aux Antilles (équipage et nourriture inclus), sur un *Highest Honour* qui embarque quatorze passagers. Stardust Travel : 16, avenue Carnot, 75017 Paris, tél. : 46-22-60-22.

D'un hôtel à l'autre. Plus qu'une croisière, Jet Sea propose un véritable art de vivre aux Caraïbes. Fort d'une flottille de 300 bateaux (dont 78 catamarans), ce loueur propose, dans les Caraïbes, en association avec la chaîne Méridien, une formule «hôtel + croisière». Entre le Méridien Saint-François (en Guadeloupe) et le Méridien l'«Habitation Longvilliers» (à Saint-Martin), une croisière de huit jours (à partir de 4 970 F) sur un *Privilege* de 12 mètres. On jette l'ancre dans les baies d'Antigua la «British» et dans celles de Saint-Kitts, la sauvage. Depuis l'un de ces deux établissements, on peut effectuer des escapades de cinq jours (3 225 F par personne en pension complète) en bénéficiant d'un excellent service et en s'adonnant aux divers sports nautiques proposés.

Jet Sea : 38 bis, rue Albert-I^{er}, 75008 Paris, tél. : 42-56-60-60.

Les îles de l'océan Indien. Les Seychelles, vues du pont d'un bateau. De préférence en catamaran afin de s'approcher le plus près possible de ces plages de rêve. La température y est idéale toute l'année et les eaux, calmes. A Mayotte, le dépaysement assuré : les visages intrigants et évoquent l'époque où régnaient sur l'archipel sultans et princesses. Les burlingueurs adoreront. D'autant qu'à trente heures de mer se trouve Nossi-Bé, la perle de l'océan Indien.

La aamaine, par personne, au départ des Seychelles : de 7 820 F à 8 740 F par personne, avec équipage, sur un catamaran de 16 mètres ; et de 7 145 F à 8 525 F la semaine, par personne, au départ de Mayotte. Soutours : 15, place de la Madeleine, 75008 Paris, tél. : 47-42-48-38.

Tiercé vénézuélien. Les atolls de Los Roques, l'Amazonie, la fantastique rumeur des chutes du Salto Angel. Le Venezuela à la carte, au gré des humeurs et du vent. On y navigue notamment dans les 225 000 hectares des Roques, un archipel de 340 îles riches d'oiseaux et de poissons, ou à 40 milles plus à l'ouest, dans l'archipel de Los Aves et ses flamants roses. Avec, partout, le royaume de la pêche au gros : aux Roques, celui du bone-fish ; à El Huequito, Osman ou Los Meros, celui du marlin bleu et de l'espadon voilier.

La semaine sans équipage, au départ de Margarita, sur un catamaran Fidi : de 18 260 F à 25 840 F. Compter 650 F par jour pour un skipper. Possibilité d'extensions vers l'Amazonie, la Grande Savane, Los Llanos, le Canada : de 2 950 F à 3 600 F par personne, trois jours en pension complète. De Paris, on forfait sur un bateau avec équipage, sept jours + trois jours en Amazonie ou aux Llanos : 17 500 F en pension complète. A partir de 16 900 F par personne, depuis Paris, pour un programme de dix jours de pêche. Acheminement aérien : de 4 900 F à 6 900 F. Vite Voyage : 8, rue Domat, 75005 Paris, tél. : 43-23-30-30.

Les Marquises ou Trinitad. Pour beaucoup, elles symbolisent le paradis. Elles ont charmé tour à tour Gauguin et Jacques Brel. Du pont d'un bateau, elles sont encore plus émouvantes et spectaculaires. Grâce à un charter Paris-Papeete à 5 950 F. Nouvelles Frontières les rend plus accessibles et y propose des croisières d'une semaine sur le *Mano-lu*, un bateau de 19 mètres en bois des îles pouvant accueillir six personnes. Moins loin, le carnaval de Trinitad, le plus beau des Antilles. A vivre dans le cadre d'une croisière de trois semaines dans la mer des Antilles, au départ de la Martinique, sur un bateau de type *Sun Odyssey* 42 de 12 mètres. Pour explorer les plus beaux lagons des Grenadines, s'initier à la voile avec un skipper et faire la fête à Port-of-Spain, pendant trois jours non-stop, fin février à début mars, avec les steels-bands et les écoles du Carnaval.

Pour les Marquises, 11 800 F par personne jusqu'en février (12 500 F à partir du mois de mars) en pension complète, sur des catamarans de 17 mètres. Non compris le vol A/R de Papeete (ni celui de Paris) mais avec vol intérieur. Pour Trinitad, 6 900 F par personne, trois semaines au départ de Fort-de-France, sans la pension complète. Compter 150 F par jour pour la nourriture, le fuel et les frais de port. Nouvelles Frontières : 87, boulevard de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15, tél. : 42-73-10-64.

Sélection établie par
Isabelle d'Erceville

Inde, la dernière frontière

Bien qu'elle le considère encore comme « zone stratégique » à la frontière chinoise, l'Inde a décidé d'ouvrir dès cette année aux voyageurs étrangers certaines régions de l'Arunachal Pradesh. Vingt-quatrième Etat de l'Union depuis 1987, cette région himalayenne, où vivent des tribus isolées, était coupée du monde extérieur depuis 1873.

Il était une fois une terre, un ciel et deux soleils. Deux soleils c'était trop, il fallait toujours chaud, il fallait toujours jour. Le peuple avait voulu dormir, le bétail avait soif, et les cultures flambaient. On evoqua alors un guerrier habile planter une flèche bien ajustée dans le regard brillant de l'un des deux soleils. Celui-ci mourut et devint lune. Le soleil restant poursuivait sa course en solitaire dans un ciel enfin changeant, et il y eut des jours, et il y eut des nuits...

L'Arunachal Pradesh ou le « pays du soleil levant » : le gouverneur qui baptisa ainsi, il y a une vingtaine d'années, cette *terra incognita* à peine violée par quelques Britanniques aventureux et une poignée d'ethnologues privilégiés, avait certes entendu parler du *donji-polo*, culte du soleil et de la lune et mythe fondateur des Adis, l'une des nombreuses tribus de la région.

Mais il est cependant plus probable que son Excellence eût simplement à la facilité pour trouver un nom à ce moutonnement infini de collines, ensemble grandiose de cinq vallées étroites et parallèles que semblent avoir taillées dans le vif de la jungle les grands fleuves s'écoulant du plateau tibétain : adossés aux Himalayas, perché tout en haut de la carte de la péninsule indienne, à l'extrémité la plus orientale du sous-continent, enfoncé comme un coin entre Bhoutan, Tibet, Chine et Birmanie, l'Arunachal est bien le premier des Etats de l'Inde à recevoir chaque matin la caresse du soleil.

New-Delhi est pourtant peu sensible à cette disposition géographique puisque l'obscurité tombe ici comme un couperet plus d'une heure et demie avant d'atteindre la capitale indienne, située 2 000 kilomètres plus à l'ouest ! Mais l'Arunachal ne mérite sans doute pas que le lointain pouvoir central lui taille un fuseau boréal sur mesure...

A travers un paysage d'une luxuriance absolue, la route remonte le cours du Brahmapoutre en direction de la Chine. Quelque deux milliers de kilomètres plus au

nord-ouest, sur les hauteurs du plateau tibétain, l'un des plus grands fleuves du monde prend sa source. Fleuve étrange et fantasque : il court d'abord vers l'orient, décide soudain de filer plein sud, s'enroule en Arunachal Pradesh, traverse l'Assam, et finit par s'enliser dans le vaste borborygme d'un « pays-delta » nommé Bangladesh.

Fleuve étrange, fleuve divin. « Fils de Brahma », le Brahmapoutre mérite bien le nom de son père lors de son passage en Arunachal : Brahma, dieu créateur, « directeur du ciel » et « maître des horizons », n'aurait, ouille part ailleurs, un rêve plus beau lit pour cette rivière au long cours que l'on affuble pourtant ici d'un autre nom, le Siang. Paisible en apparence, mais peuplé de rapides, celui-ci dévoile ses anneaux vert sombre au creux d'une vallée étroite et tourmentée qui s'en va mourir vers la plaine assamaise et ses immenses plantations de thé.

Depuis des plages à la blancheur neigeuse, la montagne grimpe, abrupte. Vu de cette route qui monte vers un horizon lointain à travers une forêt de bananiers géants, le spectacle est impressionnant. Des collines recouvertes d'une jungle épaisse se succèdent à perte de regard sous un ciel immense où filent des ouragans rapides. Fusil en bandoulière, un arc à la main, des hommes marchent dans la montagne, carquois de flèches sur le dos.

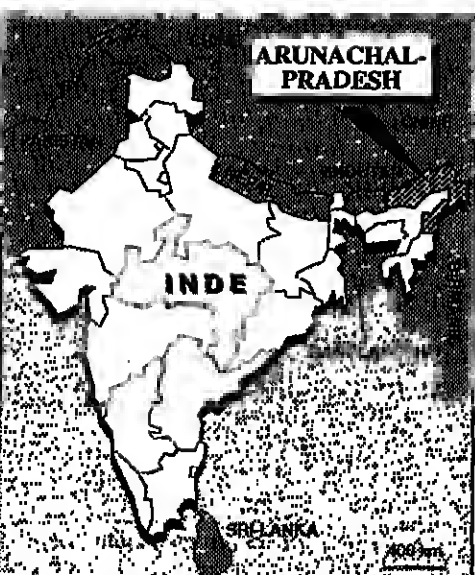
Jusqu'en 1972, date à laquelle il acquit le statut de « territoire », l'Arunachal Pradesh était une zone un peu floue des contreforts himalayens. Pour désigner cette région au peuplement hétérogène – vingt-six tribus de langues tibéto-birmanes divisées en autant de clans et en une infinité de sous-clans exogames – les Britanniques n'avaient d'ailleurs trouvé qu'une désignation aussi prosaïque qu'imprécise : The North East Frontier Agency (NEFA). Celle-ci dut attendre 1987 pour devenir le vingt-quatrième Etat de l'Union indienne.

L'Arunachal, dernière frontière... Mais ce bout du monde géographique n'est pas toujours passé à côté de l'histoire. Il y a bien longtemps, le dieu Krishna s'y était risqué pour épouser Rukmini, la fille d'un maharajah local. Bien plus tard, en 1962, mais dans un tout autre registre, les Chinois tentèrent également l'expédition : « trahissant » son « ami » Nehru, Mao Zedong y envoya la vaillante « armée populaire de libération » écraser la soldatesque indienne forcée de reculer vers les plaines de l'Assam sous la pression des troupes du Grand Timonier.

La défaite militaire explique, entre autres, pourquoi l'Arunachal resta si longtemps interdit. Même les Indiens habitant le reste du pays doivent encore obtenir un permis spécial pour avoir le privilège d'y passer leur lune de miel, comme il est parfois de coutume. Car la fameuse ligne McMahon qui court en Arunachal sur la ligne de crête himalayenne et marque de facto la frontière sino-indienne



Tribu des Adis, l'une des vingt-six communautés de l'Arunachal Pradesh.



l'outrage des ans ainsi qu'à l'indianisation » subtile voulue par un pouvoir central dont l'attitude tendue de condescendance n'est pas toujours populaire. « Nous sommes indiens, mais si différents du reste du pays, explique une jeune femme. L'Inde reste malgré tout le bon choix. Pour rien au monde nous ne voudrions être chinois ou birman. Regardez la carte de la région : il n'y a guère d'alternative... »

hauteur, des poissons du Siang ou des morceaux de porc rôtissent lentement, léchés par les flammes d'un feu à ciel ouvert.

De vieilles femmes identifiées aux cheveux courts étrangement taillés « au bol », la bouche ensanglantée de bétel, apportent l'opung, bière traditionnelle de riz et de millet que l'on sert à toute heure du jour et de la nuit en signe de bienvenue, dans des récipients faits de bambous fraîchement coupés. Du plafond, un petit sac enfilant les restes d'un animal sacrifié par le *chamon* (sorcier) signale la présence d'un malade dans la maison. Un homme accroupi porte au revers de sa veste des crocs de tigre, témoignage d'un combat avec le seigneur de la jungle : après la mise à mort, le guerrier doit s'isoler pendant plusieurs jours afin de se libérer de l'âme de l'animal vaincu...

Plus loin, une douzaine de jeunes filles vêtues de *sarong* de couleur dansent le *ponoug*, se balançant doucement au son des paroles du récitant. Pour tout instrument, celui-ci dispose d'un sabre rituel entouré d'un anneau métallique qu'il fait cliqueter en agitant la lame, tout en plaçant son autre main en cornet sur l'oreille pour ne pas perdre le rythme...

Le soir, les hommes se réunissent en assemblée plénière : c'est le *Kebang*, parlement démocratique, fier des Adis. Les chefs de village sont élus, détiennent le pouvoir exécutif, mais c'est le *Kebang* qui fait force de loi comme le remarquait en 1853 le Père Krick, missionnaire et pasteur britannique : « Toutes les décisions sont prises par le peuple, et les chefs n'ont d'autre droit que de les opposer et de les appliquer. » Même l'administration mise en place par la République indienne n'a pas relégué le *Kebang* au rang des bizarreries exotiques.

Certains Adis éduqués se gaussent cependant gentiment de quelques-uns de leurs « députés » : « L'autre jour, raconte l'un d'eux, mon oncle rentra complètement

soûlé. Il est très tard, et ma tante l'apostrophe : « Où étais-tu passé ? » « J'étais au *Kebang* », répond l'oncle. C'était un sujet sérieux. En fait, l'ordre du jour concernait le vol d'une papaye qu'un paysan disait on peut scrupuleux avait été mangée sur le champ d'un voisin. Il lui fallait toute la nuit pour régler la querelle. Mais après force toasts à la bière, tout le monde est rentré chez soi, complètement ivre mais réconcilié. »

Dans mon souvenir, les « Anglais » étaient bien plus grands, confie un homme qui se rappelle en avoir vu pour la dernière fois en... 1947, à l'âge de cinq ans ! Inutile de dire que l'arrivée d'un *miglan* (étranger) ne passe pas inaperçue dans les villages. Une vieille paysanne inépuisable manque presque de s'étouffer de surprise à notre approche. Et ne trouve qu'un seul mot dans son glossaire ethnologique pour désigner l'étrange humanoïde : « aux yeux noirs » qui lui fait face : « Un Chinois, un Chinois », s'exclame-t-elle en hurlant...

Dans un lointain passé, les « chocs des cultures » furent parfois rudes entre ces fiers guerriers de l'Arunachal que les autorités britanniques auraient bien voulu pacifier. En 1911, un « tragique *molentendu* » coûta la vie au *political agent* Williamson et au docteur Gregerson, représentants officiels de Sa Majesté. Un chef de village qui intercepta un courrier destiné à Mr Williamson se méprit sur le sens de la missive qui était en fait un *faire-part* annonçant la mort du roi Edouard VII, décédé dix mois plus tôt : le sceau impérial cacheté à la cire ne pouvait que symboliser la colère des Blancs, et la lettre bordée de noir, une menace de mort... Williamson et le docteur furent exécutés sur-le-champ.

La répression fut terrible. Les Anglais détruisirent les villages, brûlèrent les maisons. Les guerriers adis se battirent comme des lions, à coups de pierres, de flèches et de lances. Mais les chefs tribaux finirent par se soumettre. Verre de bière en main, de vieux Adis racontent aujourd'hui que le charmant bungalow construit plus tard le long du Brahmapoutre sur les lieux mêmes du dernier affrontement des troupes anglaises contre les Adis résonne encore du bruit de la bataille : la nuit venue, les soldats anglais morts au combat reviennent hanter l'édifice, qui se met à craquer de toutes ses planches...

De notre envoyé spécial
Bruno Philip

► Soucieux de protéger la culture tribale des populations de l'Arunachal Pradesh, le ministère indien du tourisme entend limiter le nombre d'étrangers autorisés à visiter ce bout du monde himalayen et les obliger à passer par des agences de voyages habilitées. Renseignements auprès de l'Office du tourisme indien à Paris, 8, boulevard de la Madeleine, 75009 Paris. Tél. : 42-65-63-86.

EPIROTIKI

10% DE RÉDUCTION
Sur les croisières de 14 jours, pour toute inscription ferme, avant le 1^{er} Mars 1993

A bord de l'ARGONAUT

AUTOUR DE L'ITALIE, départ le 15 mai.
L'UNIVERS DES ÎLES GRECQUES, départ le 21 août.
LE MONDE CLASSIQUE, départ le 18 septembre.
CROISIÈRE À THÈME, ART ET MUSIQUE, départ le 4 septembre.

A bord de WORLD RENAISSANCE

LES 7 MERS, départs les 14 et 18 août.
ÉTÉ MAURESQUE Au départ de Nice les 31 juillet et 11 septembre.

Le N°1 des Croisières en Grèce

DANS TOUTES LES AGENCES DE VOYAGES OU
EPIROTIKI 5, BOULEVARD DES CAPUCINES - 75002 PARIS
TEL. : 42 66 97 25 - FAX : 42 65 15 33

"LA PAUSE-BATEAU"...
VOUS CONNAISSEZ ?

Une croisière pour des vacances de rêve...

- 22 ans d'expérience de la croisière fluviale
- 16 bases d'embarquement sur les plus belles voies fluviales du territoire
- 11 régions navigables
- Des croisières d'une semaine ou 15 jours
- Plus de 400 bateaux entièrement équipés et aménagés tout confort
- Plus de 40 préparations d'itinéraires
- Et des possibilités infinies d'itinéraires à votre seule initiative

JOURNÉE PORTES OUVERTES
6-7 FÉVRIER 1993
QUIZTOUR
1901 QUAI DE LA LOI
BOULEVARD DE LA VILLETTÉ
75019 PARIS
TEL. 42 40 85

VOYAGEZ NOTRE BATEAU LE CLASSIQUE

CROWN BLUE LINE

1^{er} Lancement du bateau aux Harfres en France
BP 21 / 101 / 11471 Contamboury Cedex TEL. 03 23 92 81 - Fax 03 23 92 86

CROISIÈRES CHANDRIS *Celebrity Cruises*

Vacances d'Hiver ? Où partez-vous ?
ANTILLES ? FLORIDE ? JAMAÏQUE ?
MEXIQUE ? VENEZUELA ?

Quel que soit votre choix, le soleil des Caraïbes vous y attend !

... à des prix très... très... très... compétitifs
(ex : à partir de 11 135 F, au départ de Paris*)

pour des croisières de 8, 11 et 12 jours d'île en île, de plage en plage, sur la mer bleue et chaude des Caraïbes, sous le signe de la fête, de la familiarité et de la découverte

*Croisière Hivernale 8 jours, cab. int. double, taxes et ass. en sus

Sans aucun engagement de votre part, demandez nos brochures 93
CROISIÈRES CHANDRIS - Lic 175921 - 35 rue Etienne Marcel 75001 Paris

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

CP & Ville : _____



GÉRARD RONDEAU

Le refuge du Connétable

Suite de la page 25

Sans les événements d'Algérie, la Boisserie serait restée cellule de moine, maison de solitaires que Malraux aurait découverts plus tôt. Mais, même revenu aux affaires, de Gaulle, selon ses biographes, ne quitta plus jamais vraiment sa demeure de la colline. Il multiplia les retraites, avant un discours, ou une élection. Il ne s'éloigna jamais tout à fait des rives du désenchantement, même en poste, même en charge de la France. Il eut plus de maux dérobés que la moyenne des chefs d'Etat. Plus de marge que n'importe quel souverain. Cet homme qui aimait dire non présidait comme s'il devait rompre à l'aube, peut-être repris par le vertige de l'échec, fasciné par les lourds pressentiments de sa Haute-Marne.

A l'Elysée, il ne posa jamais aucune affaire personnelle. Seulement les uniformes de sa charge, et son livre de chevet. Ses retours à la Boisserie, dans ses soubres DS, au passage de la grille, annonciateur, à chaque fois, une autre promesse de retraite qui pouvait,

le lendemain, à n'importe quelle indécision de la France, redevenir définitive. En 1965, au soir d'un premier tour de l'élection présidentielle qui le mettait en ballottage, il faillit céder à « une vague de tristesse », notait André Frossard (4).

Souvent, relevèrent ses proches, il eut la tentation de la réclusion, antichambre d'une nuit dessinée par les courbes du val en contrebas. La maison était devenue mausolée, encombrée de souvenirs d'autant qu'il n'eut jamais la valeur émotionnelle des premières reliques de la France libre. Sur la bibliothèque étaient rangées des photographies dédiées de grands de ce monde. Il les contemplait de bas en haut, malgré sa taille, comme s'il ne se jugeait pas lui-même à leur hauteur. Il achetait les œuvres intégrales de Barres, de Saint-Simon, de Giraudoux. Il était vieux. Il réduisait la langue de ses marches à pied, souvent tournait en rond, dans les allées du parc.

Il crut partir en mai 1968. Sa retraite n'était plus qu'une question de mois. Après le référen-

dum, qu'un qualifia de suicidaire, d'avril 1969, il prit définitivement cette silhouette de supplicé courageux qu'un lui avait toujours connue. « Maintenant, ils m'ont achevé. Et maintenant, je suis mort », lâcha-t-il. Ce enstème sombre, cet habit de deuil qu'il avait toujours porté, curieusement, lui allait mieux. Il y eut ces photos, prises en Irlande, mais sa maison, le musée du mémorial, regorgeait de clichés pris ailleurs, parfois des années auparavant, dans les paysages de Colomby, et qui leur ressemblaient étrangement.

Il y eut ces voyages, d'Irlande et d'Espagne, pour éviter de se trouver en France, le jour du 18 juin, ces propos de mystique trompé sur ces Français qui « n'aiment pas la France ». Ses refus des conversations politiques. Entre la grandeur et le déclin, le pays avait choisi le déclin, et lui ne pouvait en être. Sa femme éloignait les visiteurs, plus inquiète que l'Histoire, en sachant plus sur ce temps d'agonie, et, sans doute, sur sa probable brève.

Il demandait qu'on prie pour lui, afin que la vie lui laisse le répit d'achever ses *Mémoires d'espérance*. Dans son carnet, les phrases notées s'accumulaient un peu plus. De Rivarol : « Le peuple donne un feu, jamais sa confiance. » De Fénelon : « Les heures sont longues et la vie est courte. » Ces derniers mois, sans doute, Colomby

recueillait un homme en communion avec ces lieux désenchantés, et cela devenait juste calcul que d'avoir choisi ce village, et ce manoir sans charme. Il continua ses promenades, mais en limita la durée. La Boisserie veillait, en silence, comme si l'on attendait plus que ce qu'il avait depuis si longtemps indiqué lui-même. Le terme.

En décembre 1969, Malraux fut reçu, un jour de neige. Il resta un peu plus d'une heure, mais de cette dernière rencontre naquit un long récit, *Les chènes qu'un abat* (Gallimard), fulgurantes variations de deux monologues sur la mort. Malraux avait perdu Louise de Vilmorin quelques semaines plus tôt. Il n'allait même plus jusqu'au terroir où sa compagne était enterrée, au fond du parc de Verrières-le-Buisson. Dans ce récit, largement imaginaire, on ne sait pas vraiment ce que l'Histoire devait retenir d'exact. N'importe. Malraux était venu déposer sa longue espérance de la mort dans la bibliothèque de celui qui l'auscultait aussi, sur les lignes noires des forêts de Clairvaux. En accompagnant son compagnon, Charles de Gaulle scruta le ciel, répétant une phrase qu'il avait déjà écrite : « Regardant les étoiles, je me pénétre de l'insignifiance des choses. »

Il écrivit beaucoup, pressé, terrifié, sans doute, à l'idée de ne pas achever ce second tome. Lui qui

aimait les phrases des autres, il cita souvent, jusqu'à l'automne 1970, ce terrible constat de Nietzsche : « Rien ne vaut rien. Il ne se passe rien, et cependant, tout arrive. Mais cela est indifférent. » Au rythme de ces crises de découragement, ses proches s'inquiétèrent un peu plus. Colomby, pour de Gaulle, devait enfin resplendir, les pentes battues par le vent, la terre lourde, désespérée. Lors d'une promenade, il désigna l'endroit, en haut de la colline, où l'on élèverait, peut-être, quelque chose à sa mémoire. « Mais pas une statue ! » Puis il ajouta qu'il s'en moquait. Puis il se tut, et courba sa haute silhouette pour donner moins de prise au vent.

Jean Mauriac relate pour l'AFP les dernières heures du général de Gaulle, le 9 novembre 1970, dans un texte que de très nombreux journaux publièrent (*Le Monde* du 21 novembre 1970). L'homme, précis, du journaliste qui avait si longtemps suivi l'homme public et interrogé, à banne distance, l'homme privé, jusqu'à l'escorte, de loin, pendant ses marches solitaires dans la lande. De Gaulle avait déjà fermé les volets. Il était des carpes, sur la table de jeu, tandis qu'à deux mètres, M^{me} de Gaulle achevait son courrier sur le plateau de son petit secrétaire Empire. « Il s'effaçait doucement sur le côté, retenu par le bras du fauteuil, la tête dans une main (...).

De Gaulle allait mourir, et comme une leçon si souvent répétée, tout se passa dans le calme. On fit prévenir le médecin, qui diagnostiqua une rupture d'anévrysme; le prêtre, qui donna l'absolution à ce grand chrétien allongé sur un matelas, au milieu de la petite bibliothèque. Yvonne de Gaulle le recouvrit jusqu'aux flancs du drapeau tricolore de la Boisserie. Les bannes veillèrent. Les enfants prirent la route.

Le pays ne sut que le lendemain. Le général eut donc quelques heures de mort d'écrivain, d'homme anonyme, d'homme fragile. L'autre de Gaulle décéda d'abord. L'inquiétude, le défaitisme méconnu. L'hôte, aussi, de cette Champagne pessimiste qui avait mieux compris que quiconque, trente-cinq ans durant, sa profonde tentation du renoncement.

De notre envoyé spécial
Philippe Roggio

(4) *La Vie et l'Œuvre*, texte d'André Frossard dans une plaquette éditée par le Comité national du mémorial du général de Gaulle.

► A lire : *De Gaulle*, de Jean Lacouture (tome III, Le Souverain), Le Seuil, 1988.

COURRIER

Les circonstances de la mort du général Delestraint

Résistant parachuté en France en 1942, arrêté et déporté en 1943. M. Robert Sheppard, membre du Comité international clandestin, libéré le 29 avril 1945, fut l'un des proches compagnons de déportation du général Charles Delestraint, chef de l'armée secrète, mort à Dachau le 19 avril 1945. M. Sheppard nous a fait parvenir son témoignage en réponse à la lettre d'un lecteur. M. Michel Edinger, publiée dans le *Monde* du 23 janvier, à propos de l'article sur le Vercors. (« Le Monde sans visa » du 16 janvier). Votre correspondant affirme que le général Delestraint n'a pas été arrêté à la station de métro La Muette; qu'il n'a pas été exécuté à Dachau, mais qu'il y est mort de maladie. Au même titre qu'il le dit lui-même, je précise qu'il ne s'agit pas, après cinquante ans, d'un livre une polémique mais de faire, surtout pour les nouvelles générations et les générations à venir, que l'Histoire soit écrite avec le plus de certitude possible par des documents incontestables et - pendant qu'il en est encore temps - par des témoins (...). L'arrestation du général Delestraint : le rapport du Hauptmann Kramer de l'Abwehr, chef direct de l'agent chargé de l'opération, est précis. Le général avait rendez-vous avec René Hardy à La Muette à 9 heures. Il y était attendu par l'Abwehr : « (...) Le général est apparu à la

station de métro La Muette à 9 heures et 2 minutes [admirez en passant la précision toute germanique] (...) Dans la voiture où nous l'avons fait monter (il se croyait avec des Résistants), il m'a dit : « J'ai un autre rendez-vous au métro Pomme à 10 heures. (...) C'est donc bien au métro La Muette que le général a été arrêté. Mais est-ce important... La Muette ou Pomme ?

Son assassinat : le terme « fusillé » fausse en effet la situation et les véritables méthodes d'exécution concentrationnaires utilisées par les SS. « Fusillé » implique et évoque un mur, un poteau, un peloton, des hommes armés de fusils - une mise en scène, si j'ose utiliser ce terme - laissant même à l'exécuteur une certaine tenue de soldat.

Dans le présent cas, il s'agissait de ce que les SS qualifiaient de « Kugel-Aktion » (« action par balle »); le condamné recevait une ou deux balles dans la tête. Ce fut le cas du général le 19 avril 1945 - dix jours avant la libération du camp. Il fut exécuté en même temps que trois Français et onze Tchécoslovaques.

Le témoignage du « kapo » du crématoire, condamné de droit commun (triangle vert), est formel, enregistré au procès des SS de Dachau; son nom est Erwin Mahl.

C'est donc bien par exécution par balle que le général Delestraint est mort à Dachau et non de maladie à l'infirmerie. La confusion de votre correspondant sur une affaire qui lui a été

rapportée vient peut-être du fait qu'un autre général français, le général Frère, est mort en effet de maladie (dysenterie ?), mais à l'infirmerie du camp de Natzweiler avant l'évacuation de ce camp en septembre 1944 vers Dachau (...).

Je tiens à préciser que M. Penchenat, que cite votre correspondant et qui lui aurait affirmé que le général était mort de maladie, travaillait en effet à l'infirmerie de Dachau; masseur, il était en particulier chargé du soin de certains privilégiés (*Ehrenhafting*), dont le général faisait partie depuis qu'il avait quitté le block 24, sans le savoir en attente de son ordre d'exécution (...). Ce courageux camarade Penchenat nous permettait, en simulant des soins, de converser avec le général pour le Comité international clandestin et pour le Comité national français dont le général était le représentant au Comité international. Il y fut remplacé par notre camarade Edmond Michelet pour les dix jours qui restaient après sa mort jusqu'à la libération du camp, le 29 avril 1945.

Je termine en m'excusant d'avoir été sans doute trop long, mais ce n'est quand même qu'un petit abrégé de citations bien complexes dans l'horreur de la vie quotidienne concentrationnaire. Je vous signale, ainsi qu'à vos lecteurs qui seraient intéressés, qu'un colloque sur la vie et la mort du général Delestraint se tiendra au Sénat le 30 octobre 1993.

L'Europe et la traite négrière

Auteur d'une thèse sur la Traite rochelaise (Ed. Karthala, 1990), préparant une Histoire de la traite française (France-Empire) et membre du comité scientifique de l'exposition « Anneaux de la mémoire » à Nantes, M. Jean-Michel Deveau, docteur de l'Université, habitant La Rochelle, nous n'adressé une lettre que nous publions ci-dessous après la parution, dans « Le Monde sans visa » du 23 janvier, de l'article intitulé « Nantes et le bois d'ébène ».

Vous employez l'expression « bois d'ébène » devenue classique dans le langage courant mais qui aurait été inconnue des contemporains. On ne la trouve dans aucun texte de la littérature négrière, ni dans les archives. Elle apparaît tardivement au dix-neuvième siècle lorsque la traite a cessé en France. Au congrès de Vienne, les nations européennes n'ont accepté de signer qu'une déclaration d'intention qui n'a été suivie d'aucun effet. C'est Louis XVIII qui dans un premier temps décide, sous la pression anglaise, de supprimer la traite à une échéance de cinq ans. Napoléon retirait de l'île d'Elbe la suppression définitivement par le décret du 29 mars 1815, espérant se concilier les bonnes grâces de l'Angleterre. Peine perdue, Londres ne lui en fait aucun gré. Au lendemain de Waterloo, Louis XVIII de retour

à Paris ne peut que confirmer cette abolition définitive.

La France se dote alors d'un arsenal de tribunaux et d'une croisière de répression basée à Saint-Louis du Sénégal. Les marins, considérant la mesure prise sous la contrainte anglaise, ferment les yeux et laissent librement les négriers français transporter encore quelques centaines de milliers de martyrs. Quant aux magistrats, ils relaxent tous les dossiers établis, preuves à l'appui, par la croisière de répression anglaise.

Vnici déjà une première approche d'une complexité qui dépasse largement le cadre strictement nantais devant une opinion française absolument indifférente, si l'on veut bien excepter la minuscule élite groupée dans la Société de morale chrétienne autour de Benjamin Constant.

Votre article insiste sur les responsabilités morales des ports négriers. Certes, ils n'ont pas à pavoiser. Les cales de leurs

navires ont retenti pendant tout le 18^e siècle des pleurs de leurs victimes. Mais la recherche historique dégage actuellement la responsabilité de l'Europe atlantique dans son ensemble. Les chantiers navals emploient des bois de Scandinavie, ou des goudrons de Moscovie et de la Baltique. Une bonne partie de la métallurgie et des fabriques de textiles de l'Europe entière travaillent pour fournir les marchandises de traite avec lesquelles on achète les esclaves. Les tisserands de Carcassonne protestent violemment en 1789 lorsqu'on songe à abolir la traite. Les raffineries de sucre distillent jusqu'à Orléans.

Les Nantais sont bien soutenus par une Europe de Ponce Pilate qui veut ignorer la finalité de leur production et justifie la traite en brandissant la menace du chômage et de la misère si elle cesse. Environ un Français sur huit travaille plus ou moins directement pour le sucre dans la France du dix-huitième siècle.

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UN SÉJOUR A LA MONTAGNE

Pour tout savoir sur les stations SKI-FRANCE **St Germain**

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

هكذا من الأمل

Les pavés de la gloire

Lentement, mais sûrement, une grande classique du cyclisme perdait ses chemins de souffrance. Elle finirait par devenir une course comme les autres. Ou ne plus exister. État du final du Paris-Roubaix.

Cl, sur cette portion de route d'un peu plus de deux kilomètres, qui coupe en ligne droite la forêt de Raimon-Saint-Amand, l'enfer, contrairement à ce que l'on prétend, est définitivement pavé de mauvaises intentions. Ils le savent tous les joyeux équilibristes qui chaque année forcent la chance pour se présenter dans le groupe de tête à l'entrée de la « tranchée » d'Arenberg, littéralement point de non-retour dans la course pour ceux qui n'auront pas su s'en emparer les premiers ni en codasser la houle dans le peloton d'avant-garde. C'est là, dans ce chemin des Boules d'Hérin, que l'on gagne ou que l'on perd le Paris-Roubaix, en naviguant sur du granit garanti dix-huitième, fourbe et acéré, impraticable pour qui n'aurait pas l'envie de décrocher une croix de guerre avec palmes et de voir son nom gravé au palmarès de la « Pâle ».

Or voilà qu'on est sur le point de classer au titre des sites (1) ce bout de chemin des Dames du cyclisme, et, dans l'enthousiasme des décisions - et de la sympathie retrouvée que l'on aura pour le Nord, - d'en rajouter 8,400 kilomètres afin que les hommes de vélo continuent de souffrir à l'aise sur cette classique des classiques, monstrueuse et sacrée, impitoyable, douce et chère à l'âme sportive. Les alarmes et les plaintes n'étaient pas vaines. Année après année, le bitume recouvrait de son lincoln ces routes pavées de hautes campagnes, effaçant dans l'instant toute trace de patrimoine, obligeant les organisateurs à recomposer leur circuit au rythme des sections disparues. Le parcours du final - l'épreuve trouve son souffle au moment où il s'agit d'en avoir encore beaucoup - est loin d'être encore entièrement protégé, mais cette première promotion de corridors rescapés des galères du Paris-Roubaix, de voir leur croisière être un jour mise à l'abri dans son entier et laissée à jamais dans son brinquebatement originel.

Droïte d'histoire. Voilà des paroisiens qui se sont toujours émus de la très calamiteuse image de marque dont le reste de la France les affublait et qui tiennent dur comme fer à continuer à faire connaître au reste du monde - gros succès auprès des télévisions américaines, japonaises ou australiennes - les paysages et les exploits cachemardesques dont s'entoure la randonnée. Chemin des Prières, pavés de Wallers, ferme de Crepline, Hem, sortie

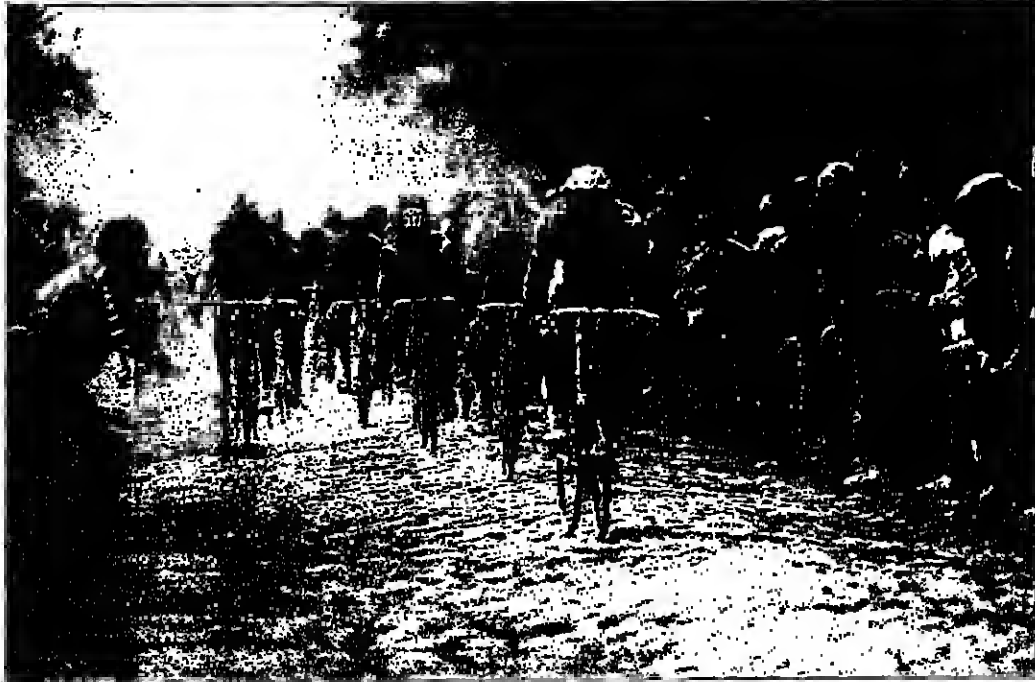
de Wannebain, autant de stations sur le chemin de croix du trajet qu'on lustre d'un amour jaloux pour leur garder leur irrédentiste authenticité. Fièvres malsaines rôdant dans la région... Pas du tout. Ce décor de fin des temps est installé pour la fête. Qui a dit que l'effort était le malheur et l'exploit le suppôt de l'effort ? Sait-on à quoi pensent les filles du Nord quand passe devant elles le muscle nerveux tatoué sous la lourde mitraille de nos terres ? Qui peut dire que nous sommes l'enou ? Qui oserait prétendre que nous nous mettons si résolument à part que cette course barbare nous stigmatiserait pour toujours, nous qui ne voulons que renforcer le témoignage partagé par tous du tempérament hors normes de ce sport assez innocent pour en devenir parfois tout à fait grandiose ? Parfaitement iouut.

La vérité, c'est qu'en 1870 il y a mille chemins à Roubaix et que des centaines et des centaines de bistrots, de cabarets comme on dit ici, accueillent un prolétariat sûr de ne pouvoir transmettre à sa descendance que sa peine et son courage. On s'en échappe pour aller applaudir aux premières des théâtres de marionnettes ou retrouver le goût amer de la violence dans l'affrontement des combats de coqs. Les chorales et les fanfares font la soudure. Le cyclisme arrivera comme un délassément de plein air festonné de passion. A la fin du siècle, le vélodrome roubaixien inaugure sa piste et donne à la cité tissande une autre mélodie à ses cliquetis. Ce bruit de mécanique qu'on traîne jusqu'à dans ses mauvais rêves s'embranchait maintenant sur des espaces laissés en liberté. On pouvait enfin partir, ou voir les autres, les champions à moustaches, les avantageux, arriver et tendre les bras au ciel. Ils étaient quelquefois du quartier. La rue des Longues-Haies reprenait espoir sous l'œil torve d'un patronat seigneurial local qui voyait tout ce populo jouer aux sportsmen en espérant ne pas avoir à se débrouiller avec les champions à trop grande gueule.

Alors - Paris-Rouen, Paris-Bordeaux, le terrible Paris-Brest-Paris en un seul souffle, étaient déjà au calendrier, - des rigoles se mirent à fumeusement dessiner le tracé d'un Paris-Roubaix des familles en ne se souvenant que mal de la configuration des chemins botaniers qui finissaient de conduire du côté de la porte Maillot jusqu'à leur ville. Le cobaye de service, un certain Victor Breyer, rédacteur de première classe à la chronique vélo du journal *le Vélo*, s'appuie une partie de la reconnaissance du parcours - la dernière, la plus savoureuse - et, à l'arrivée, titubant de froid, à moitié mort de fatigue et de faim, murmure à ses commanditaires que, selon lui, en tant que spécialiste de la chose cycliste, rien ne pressait vraiment pour lancer l'épreuve. Il recommanda même de cesser d'y songer sous peine d'encourir les foudres des articles précis du code pénal ayant trait aux coups et blessures et jusqu'à la mort sans vraiment l'intention de la donner.

On le soignera au bouillon de poule avant de rassembler les concurrents et de rassurer le clergé qui s'inquiétait de la date choisie du dimanche de Pâques, en lui certifiant - promesse ferme et non tenue - qu'une messe serait célébrée au pied des pédales avant le départ. Il restait à lancer dans l'aventure une courte poignée de zégués qui, ne sachant pas tout, lorgnaient innocemment sur les 1 000 francs de prime qu'on avait réservés au vainqueur. Le 19 avril 1896, le premier Paris-Roubaix est lancé.

Petit succès dans les premières années pour cette course qui, dans l'esprit des organisateurs, devait servir de galop d'essai à Paris-Bordeaux mais qui usait trop le personnel et le matériel pour déclencher vraiment les passions. On y récoltait beaucoup de coups sans en tirer de grands avantages. Cette



La course dans la « tranchée » d'Arenberg.

période de mise en jambe du cyclisme voyait déjà des « géants » reculer les limites du possible, mais trop c'était trop et les meilleurs calaient devant l'obstacle. On augmenta les primes, on ressera l'organisation. Des Belges vinrent se frotter à ces pavés voisins et firent savoir que ce n'était guère plus difficile de rouler là-dessus que de faire tressauter la petite reine dans l'enfer de chez eux (2). L'affaire hientôt serait cotée : Paris-Roubaix était une grande classique, et ou qui mouillait son maillot pour la bonne cause ne pourrait plus désormais ne pas rêver d'en décrocher un jour les lauriers.

Qu'on ne se méprenne pas, pas une course pour charretiers, malgré les mots un peu durs qui sortent parfois du peloton : pas seulement une épreuve pour gros bras ; de la finesse, du style dans le chaos. Il est là le mystère. René Fallet le dit : « Si Paris-Roubaix est une loterie, le zéro n'y gagne pas souvent... » Jacques Goddet l'explique : « Je l'ai trouvé sublime, le Merckx de son troisième Paris-Roubaix. Il a tout décidé, tout conduit, tout réussi. Il détache de lui son dernier opposant, Roger De Vlaeminck, sans brusquerie, sans violence. Comme cela, par asphyxie, par écartement, l'adversaire ayant atteint les extrémités de son régime. Tout paraissait si simple... » Sans brusquerie, sans violence. Il pleut, le froid s'est emparé des torse et des bras, la boue se permet plus de reconnaître les coureurs que par leur style, un vent de travers est en train de couder les volontés... encore des pavés... maintenir le cap... trouver le meilleur angle d'attaque... « Links »... « Rechts »... (« droite »... « gauche »...) scandent les Flamands dans les échappées. Concert pour forçats mis sous la baguette d'un sorcier. Il y a un charme.

Justement, on avait trop plaisanté Fausto Coppi sur sa manière élégante et invincible de tout gagner dans les courses à étapes pour qu'il ne soit tenté, quand il le jugerait bon, de se mettre en état de lévitation sur les rocaillies de Wallers-Arenberg. Ce fut en 1950. Il ne roulait plus, il volait. A l'a-

rés », constatait joliment le père de Bernard Hinault en répondant à un journaliste qui lui demandait si son fils ne se plaignait pas trop des épreuves qu'il endurait - Hinault, notons, vainqueur en 1981, qui déclare sur le podium : « Vous ne me ferez pas remier ce que j'ai déjà dit à propos de Paris-Roubaix... c'est une connerie » ; ici, c'est la nature de la course et son tracé qui sont entières « durités ». Ce tracé qu'on veut sauver à tout prix - il ne s'agit jamais que de 56,250 kilomètres de bosses et de plaies à protéger, - moins pour faire mal aux hommes que pour prouver que dans certaines régions, sans la bicyclette, on manquerait un peu de vérité.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Quélin

(1) Classement au titre des sites comme route « témoin » des chaussées royales du dix-huitième siècle.

(2) L'expression « l'enfer du Nord » ne tient pas à proprement parler à la course elle-même, mais vient de la vision que les organisateurs de l'épreuve et les journalistes eurent du pays lors des nouvelles reconnaissances du parcours après la guerre, en 1919.

► A lire. Un travail de haute précision pour servir à l'histoire cycliste du temps, *Paris-Roubaix, chronique d'une légende*, de Jacques Sargent, Editions du Vélo-club de Roubaix, 73, avenue du Parc-des-Sports, Deux tomes, 70 F et 95 F.

D'un journaliste, Jean-Marie Leblanc, cinq fois en selle dans la mêlée de la course, les *Pavés du Nord*, Editions de la Table Ronde, 71 F.

Dr. Livingstone

Alexandra David Neel

Théodore Monod

Vous

Le voyage commence en bas de cette page.

Dépayement absolu, retour aux sources du voyage. Découverte de la beauté originelle du monde. Instants magiques où la rencontre de l'autre efface les siècles et les distances. Où l'émerveillement, la jubilation l'emportent sur l'effort et l'exploit. Esprit d'Aventure : 60 voyages dont vous revivrez différé. Catalogue gratuit en renvoyant le bon ci-contre à Esprit d'Aventure 3 rue Saint-Victor 75005 Paris ou en téléphonant au (1) 43 29 94 50. Minitel 36 15 ESPRITDAV.

| | | | |
|-------------|------------|-------------|-----|
| Nom, prénom | | | |
| N° | Rue | Code postal | Tél |
| Ville | | | |
| Age | Profession | | |

ESPRIT D'ADVENTURE

3, rue Saint-Victor 75005 PARIS. Tél : 43.29.94.50. MINITEL 3615 ESPRITDAV. 9, rue des Herpains d'Almy 69002 LYON. Tél : 78.42.99.94. 267, rue Vallot 74403 CHAMONIX. Tél : 50.53.84.95. LICENCE A 118

ISLANDE
geysers
et volcans

avec votre voiture
à bord du
car-terry "Norröna"
de la Smyril Line

Veuillez agent de voyages
ou agent général
Voyages AGREPA
42, rue Étienne-Marcel
75002 Paris. Tél : 46.06.81.80

Le Monde
ÉDITIONS

AUTOUR
D'UN PLAT

Les chroniques de La Reynière
à la sauce Desclaux

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Bridge

n° 1521

LE TOP DU SIMULTANÉ

Il peut arriver que, avec moins de 20 points d'écart dans les deux mains, un camp déclare et réussisse un chelem. C'est notamment rare quand le camp adverse a ouvert comme dans cette donne du tournoi simultané mondial de 1989.

| | | | |
|----------|----------|-------|------------|
| ♠ 8 | ♥ RD 63 | ♦ 8 | ♣ AV 10965 |
| ♠ V9765 | ♥ RD | ♦ RD | ♣ RD |
| ♠ 82 | ♥ A7 | ♦ A7 | ♣ RDV6 |
| ♠ 10972 | ♥ O | ♦ O | ♣ R8743 |
| ♠ D2 | ♥ S | ♦ S | ♣ R8743 |
| ♠ A10432 | ♥ V10954 | ♦ 543 | ♣ - |

Ann. : E. don. Tous vuln.

| Ouest | Nord | Est | Sud |
|-------|--------|--------|--------|
| X | Wolfer | Y | Hadaya |
| - | - | - | - |
| 1♠ | 3♠ | contre | 3♥ |
| passé | 4SA | contre | 5♥ |
| passé | 6♥ | contre | passé |

Ouest ayant entamé la Dame de Trèfle, la déclarante a pris avec l'As du mort et a joué le Roi de Cœur. Est a mis l'As et a contre-attaqué le Roi de Carreau. Comment Gladys Hadaya a-t-elle gagné ce PETIT CHELEM à Cœur contre toute défense, les atouts étant 2-2 ?

Réponse :

La déclarante a pris avec l'As de Carreau, puis elle a tiré la Dame de Cœur (pour faire tomber les deux derniers atouts adverses) et elle a joué le Valet de Trèfle couvert par le Roi et coupé. Gladys Hadaya a alors tiré l'As de Pique et est remontée au mort par la coupe d'un Pique ; ensuite elle a réalisé le 10 de Trèfle et le 9 de Trèfle affranchi (sur lesquels elle a défusé ses deux derniers Carreaux). Enfin elle a joué le 5 de Trèfle couvert par le 8 qu'elle a coupé pour libérer le sixième Trèfle. Une deuxième coupe à Pique a permis de revenir en Nord pour faire le 6 de Trèfle affranchi et le chelem (puisque Sud avait encore son cinquième atout).

ENTERREMENT A TURKU

Certains bridgeurs croient ne plus avoir besoin de « compter leurs points » quand ils font leurs annonces. Cela peut s'expliquer pour un joueur moyen s'il veut se con-

ter de rester éternellement... moyen, mais c'est inexcusable pour un champion, car même le cerveau le plus doué a besoin d'un appareil de contrôle pour vérifier si la valeur de sa main (qui peut changer à chaque tour d'enchères) correspond bien à l'annonce qu'il veut faire. Cela paraît logique, et pourtant, regardez ce qui s'est passé avec cette donne du Championnat d'Europe de Turku, en Finlande, en 1989.

| | | | |
|--------|---------|---------|---------|
| ♠ D32 | ♥ A10 | ♦ AV974 | ♣ A96 |
| ♠ 964 | ♥ R9542 | ♦ 10 | ♣ D1087 |
| ♠ 1085 | ♥ V763 | ♦ D832 | ♣ V2 |
| ♠ ARV7 | ♥ D8 | ♦ R65 | ♣ R543 |

Sud était donneur et Nord-Sud vulnérables.

En salle fermée, les Suédois (champions d'Europe en 1987) ont annoncé ainsi : S : 1 SA ; N : 3 SA. Or, si Nord compte soigneusement ses points, sa main, sur l'annonce de 1 SA, vaut au moins 17 points (avec 15 points d'honneurs, 1 point pour la longueur à Carreau et 12 points supplémentaires pour chaque As). Nord doit donc envisager un chelem, puis le déclarer si le partenaire a un soutien à Carreau.

En salle ouverte, Mari est allé au chelem :

| Sud | Ouest | Nord | Est |
|------|-------|---------|-------|
| Mari | Goet | Quantin | Floq. |
| 1 SA | passé | 3♠ | passé |
| 3♥ | passé | 4 SA | passé |
| 6♥ | passé | passé | passé |

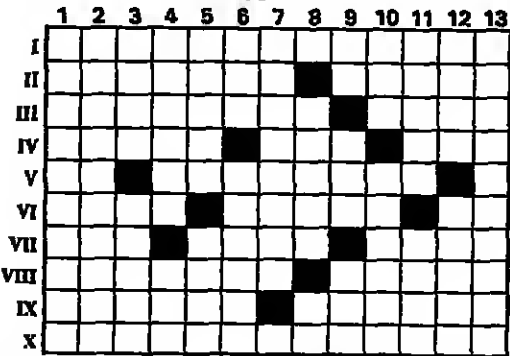
Ouest ayant entamé le 4 de Pique, comment Mari en Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM à CARREAU contre toute défense ?

Note sur les enchères : La réponse de « 3 Trèfles » était un Texas qui promettait au moins cinq cartes à Carreau. Sur la redemande de « 3 Carreaux », Nord a alors sauté à « 4 SA », une enchère naturelle qui proposait au partenaire de jouer « 6 Carreaux » ou « 6 SA », ou seulement « 4 SA » si son ouverture était minimum.

Philippe Brugnon

Mots croisés

n° 751



HORIZONTALEMENT

1. Puisse le génie l'assister. - 11. Sont souvent des points. Tout à fait négatif. - 13. On ne les envoie pas aux vieux babouins. Connaît les guerres de religion. - 14. Sont à leur place. Sigle ancien. Monnaie. - 15. Fait un vrai drame. Souffrit au III, 2. - 16. Ne semble pas épargnée par la guerre de religions. Désagréable. Un début à tout. - 17. Pour la lutte syndicale. Anneau. Il est parfois nécessaire d'en montrer. - 18. S'est-elle aussi convertie au Mac Do ? Ne lâche pas notre patience. - 19. Un peu folle. Trop fière ou trop froide ? - 20. Hors du commun.

VERTICALEMENT

1. Puisse le génie l'assister. - 2. An sommaire de la pièce. - 3. Sur le champ. Indispensable pour certaines éliques. - 4. Cabane à outils. Légume peu commun. - 5. Lorsque plus rien ne dépasse. Désinfecte, en un sens. - 6. Pour lui, pas d'assiette. Jadis pour le bal. - 7. Désinfecté. - 8. Se fait avant le boulot. Conjonction inversée.

9. Possessif. Se fait de préférence sur le champ. Doublié, leale le diable. - 10. Tient compte du passé. Propose à l'intimité. - 11. Flamande. Choquant. - 12. Vous l'avez à l'oreille. Au cinéma, il sent la poudre. - 13. Nous transportent parfois trop loin.

SOLUTION DU N° 750

Horizontalement : 1. Réfrigérateur. - 2. Epouses. Genre. - 3. Frit. Oméga. - 4. Risible. Obi. - 5. Isolai. Obi. - 6. Génératrice. - 7. Es. Nord. Us. - 8. Bru. Ivre. - 9. Aga. Dana. - 10. Tenu. Reine. - 11. Encre. Non. - 12. Urnée. Ut. - 13. Relectures.

VERTICALEMENT

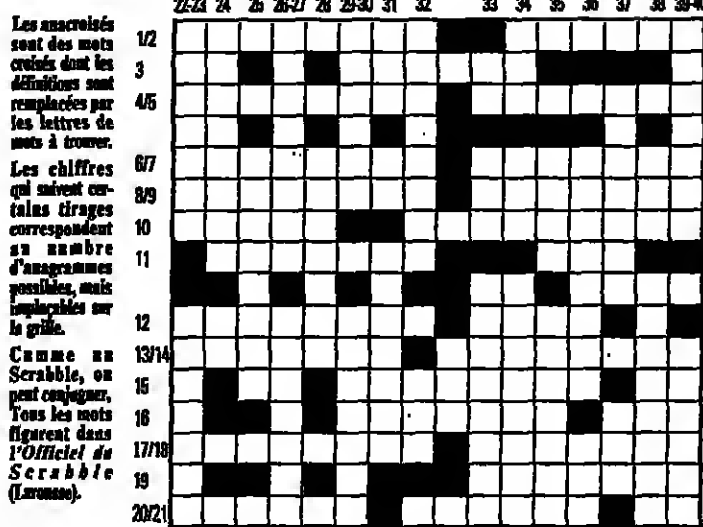
1. Rétrograde. - 2. Epouses. - 3. Frit. Oméga. - 4. Risible. Obi. - 5. Isolai. Obi. - 6. Génératrice. - 7. Es. Nord. Us. - 8. Bru. Ivre. - 9. Aga. Dana. - 10. Tenu. Reine. - 11. Encre. Non. - 12. Urnée. Ut. - 13. Relectures.

François Dorlet



Anacroisés

n° 752



HORIZONTALEMENT : 1. ABOGILN. - 2. AFILNU. - 3. ANOPSK. - 4. AEGILNUU (+ 1). - 5. OEEIOPS (+ 1). - 6. EHOORRT. - 7. AMMORST. - 8. AEINPTT (+ 1). - 9. ACEEEO. - 10. EELNNUV + S. - 11. EINORRS (+ 1). - 12. ECHNOPR. - 13. AEIRTTT. - 14. CEERTTU (+ 1). - 15. EELLORR. - 16. AIMNRTU (+ 1). - 17. EGGHLOO. - 18. AEEIST (+ 3). - 19. AEIKST (+ 3). - 20. EIMST. - 21. EEPRTT (+ 1).

VERTICALEMENT : 22. BLOOSTU. - 23. AEGIPP. - 24. EELNRTU. - 25. EHOOPST. - 26. AINNORRU. - 27. EGGHNT. - 28. AEINRT (+ 3). - 29. AACEHP. - 30. EGOORRS. - 31. AAEIHR (+ 1). - 32. EEEGSTX. - 33. CELOSSU (+ 1). - 34. ACILNTU. - 35. CEETMRR (+ 1). - 36. AEEGMRRU. - 37. CEOPRR. - 38. EINNSTT. - 39. AEISSSS (+ 1). - 40. EENNTT (+ 1).

SOLUTION DU N° 751 : 1. LÉGIFÈRE. - 2. PLEUTRE (LEPTURE REPLEUT). - 3. APHONIES. - 4. NAMI-BIEN. - 5. RUTHÈNE (HUEMENT). - 6. URANIQUE. - 7. JUMENTE. - 8. UTERUS (SUTURE TUEURS). - 9. RAISIN. - 10. RESEAUX (ERSEAUX). - 11. ECLUSA (CLAUDE CASUEL EGULAS). - 12. DAVIDIEN. - 13. UNTRONS (URINONS RULNONS NUIRONS). - 14. COUETTES (COUSETTE). - 15. RIGOLE (GLOIRE). - 16. FACETTE. - 17. ASINIEN. - 18. MALTOSE (TOLAMES MOLESTA MOLETS). - 19. ELAVEE. - 20. BOUSSES (BOSSUS). - 21. STOUTS, bieres anglaises. - 22. LONGUEUR. - 23. DURAMES (MUSARDE DAMEURS). - 24. TETANISA. - 25. GAMBES. - 26. VIGILES. - 27. RELIQUET. - 28. FABRIQUA. - 29. DOLIONS, amochons (du bois) (GOLLONS). - 30. SURNEES (REUNISSES). - 31. RHESUS (RUSHES). - 32. CAGOTTE (CAGOTE). - 33. PIROUKE. - 34. OCULUS. - 35. STUQUERAS (TRUQUASSE). - 36. ESTAMPES, dans du Moyen Age (EMPESTAS). - 37. ETUVER (REUTU REUTU VETURE). - 38. NEANTISES (TANNISES). - 39. THÈME (ETHNIE). - 40. TUMEFIE. - 41. EXERESSE. - 42. INSOLERA (NOLISERA).

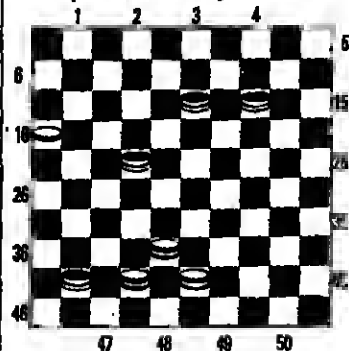
Michel Charlemagne et Michel Duguet

Dames

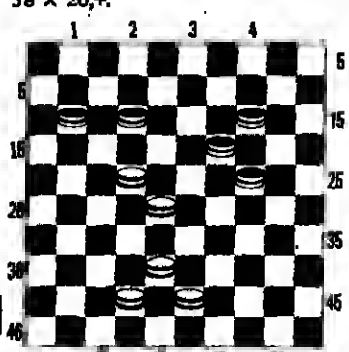
n° 449

LE COIN DU DÉBUTANT

Les coups directs : pour développer la mémoire visuelle, il faut se placer à la fois en situation d'attaquant et en position de défense. En découvrant les exemples proposés, les débutants doivent, après un temps de réflexion en pôle sud (les cases 46 à 50), faire effectuer une rotation de 180° à la chronique pour se trouver en pôle nord (les cases 1 à 5).



Les blancs jouent et gagnent. SOLUTION : 42-37 (41 x 32) 38 x 20, +.



Les blancs jouent et gagnent. SOLUTION : 22-17 (11 x 33) [prise majoritaire prioritaire : il faut prendre du côté du plus grand nombre] 38 x 9, +.



Les blancs jouent et gagnent. SOLUTION : 22-17 (11 x 33) [prise majoritaire prioritaire : il faut prendre du côté du plus grand nombre] 38 x 9, +.

Les blancs jouent et gagnent comme suit : 28-22! (18 x 27) 33-29! (24 x 31) 25-20! (la pointe de la combinaison et la « dynamisme » du mécanisme) (27 x 40) 20 x 7 (2 x 11) 38 x 7!!, +.

SOLUTION DU PROBLÈME n° 448

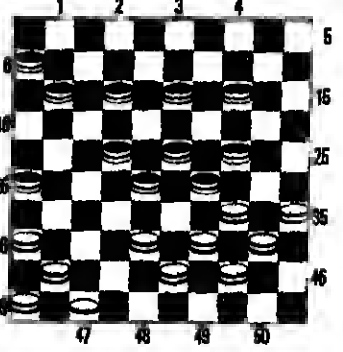
B. FEDOROW (1977)

Blancs : pions à 22, 27, 28, 30, 31, 32, 34, 35, 38, 40, 41, 42, 43, 48. Noirs : pions à 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 17, 19, 20, 23, 25, 29. 27-21! (17 x 46) 30-24 (19 x 39) 28 x 17 (46 x 19) 48-43 (39 x 37) 38-22 (37 x 28) 22 x 24! (11 x 22) 24-19 (14 x 23) 35-30 (25 x 34) 40 x 27!!, +.

PROBLÈME n° 449

A. HUGUIN (1992)

Paris, décembre 1992



Les Blancs jouent et gagnent. Solution dans la prochaine chronique.

Fidèle lecteur de la chronique et solutionniste depuis le printemps 1992, A. Huguin, après des essais infructueux, d'équilibre des forces, coups intervertis, duals, est parvenu à composer ce problème orthodoxe, dynamique, reposant sur le thème imagé dit « de l'escalier ». A. Huguin devra, en revanche, revoir son problème « C », les Blancs menaçant du gain de diverses façons imparables. Le mécanisme très élaboré et très esthétique impose cet effort supplémentaire.

Jean Chaze

Echecs

n° 1524

FINALE DU TOURNOI DES CANDIDATS

9^e partie du match, San-Lorenzo-de-Escorial, janvier 1993. Blancs : Jean Timman. Noirs : Nigel Short. Partie espagnole.

| | | |
|-------------|--------------|---------|
| 1. d4 | 21. Dd6+ | Tf7 |
| 2. Cf3 | 22. Cc4 | Dc4 |
| 3. Fc5 | 23. Dd5 | Dd5 |
| 4. Fg5 (a) | 24. Txd5 (a) | Cg5 |
| 5. d4 | 25. Td5 | Cd5 |
| 6. Cxd5 (a) | 26. Fd3 | Cd5 |
| 7. Dd5 (a) | 27. Td5 (a) | Td5 (a) |
| 8. Dg5 (a) | 28. Td5 | Td5 |
| 9. Cc3 (a) | 29. Cc3 | Td5 |
| 10. e5 | 30. Cc3 | Td5 |
| 11. h3 (a) | 31. Rg2 | Td5 |
| 12. Dg3 (a) | 32. Td4 (a) | Td5 |
| 13. Dd3 (a) | 33. Dd4 | Td5 (a) |
| 14. Dd7 (a) | 34. Td4 | Td5 (a) |
| 15. Dd7 | 35. Td4 | Td5 (a) |
| 16. Cxd3 | 36. Dd4 | Td5 |
| 17. Dd7 | 37. Td4 (a) | Td5 |
| 18. Dd6 | 38. d4 (a) | Td5 |
| 19. Cc3 | 39. Td5 | Td5 |
| 20. Td1 | 40. Td5 | Td5 |

NOTES

a) Cette variante d'échange, suivie du roque (système Andersen-Fischer) fait partie du répertoire des ouvertures chères au grand maître hollandais.

b) Short s'est, sans aucun doute, longuement préparé à répondre à ce système. Il choisit, dans la septième partie de ce match, entre les quatre grandes continuations principales, 3... Fg4 ; 3... Cc7 ; 3... Dd6 et 3... f6 la variante 3... Dd6 mais prit de trop grands risques après 6. Ca3, Fd6 ; 7. Dd2, f6 ; 8. Td1, g5 ; 9. d4, g4 ; 10. Cc1, 0-0-0 ; 11. Fd3, b5. Timman

démontra brillamment la supériorité de sa position : 12. d5 !, ecd3 ; 13. dxd5, Ff7 ; 14. g4, Dd7 ; 15. d6 !, Dd6 ; 16. c5, Ch6 ; 17. b4, Da4 ; 18. Cc4, Td7 ; 19. Ca5 ; 20. Cd3, Cc5 ; 21. a3, Rb8 ; 22. Cb2, Dd5 ; 23. Dd1, Cxh3 ; 24. Dd3, Fh6 ; 25. Rh1, h4 ; 26. a4, Dxd3 ; 27. bxa5 et les Blancs gagnent rapidement. Le coup du texte (3... Cc7) est une idée de Keres que Nikolic expérimenta contre Timman à Bruxelles en 1988.

c) Mieux que 6... d4, ecd4 ; 7. Cxd4, g5 ; 8. Cb3, Dxd1 ; 9. Td1, Cg5 qui donne aux Noirs une certaine égalité et que 6... c3, Dd3 ; 7. Td1, Cg6 ; 8. Td3, Dd6 ; 9. d4, Fg4 ; 10. Td3, Dd6 ; 11. h3, Fd3 ; 12. Td3, Dh4 ; 13. Dh3, 0-0-0 et les Noirs ont un jeu agréable.

d) Après 7. Cc3, Dxd4 ; 8. Td9, Dg6 ; 9. Cc5, Df6 ; 10. d4, Ff3 ; 11. Cc3, 0-0-0 ; 12. Dd5, Fg6. Les Noirs n'ont rien à craindre (Ree-Keres, Amsterdam, 1971).

e) 8. Cf3 est intéressant : 8... Dxd4 ; 9. Dg5 (ou 9. Cc3), Df4 ; 10. d3, Dd6 ; 11. Cb-d2, Cd5 ; 12. Cc4 !.

f) 9. Cc3 est ici peu satisfaisant : 9... Dxd4 ; 10. Td1, Dh4 ; 11. c3, Dd4 ; 12. d4, h6 ; 13. Dd3, Fd6 ; 14. Cc4 !.

g) Offrant la Ta1. h) Après 11... Dc4 ; 12. Cc3, b6 ; 13. Fb2, Dxf1+ ; 14. Rxd1 l'avantage des Blancs est clair, car, dans ce milieu de partie, la D noire est bien plus utile que les deux T.

i) Les Noirs obtiennent un jeu aisé après 12. Dd3, f4 ; 13. Dxd4, ecd4 ; 14. Fb2, Ff3 ; 15. Cc4, Fxd5 ; 16. Cc2, 0-0-0 ; 17. d3, Th-d8 (Martin-Medina, Olot, 1973).

j) Et non 13... Dxd4, Dxd4 ; 14. Cc4, Fxd5.

k) Si 13... 0-0 ; 14. Fb2. En développant leur F-d, les Noirs acceptent de sacrifier plusieurs pions en échange d'un jeu figural actif, dans un style parfaitement romantique.

l) Si 14. Fb2, Dd5 ! m) Si 13... 0-0 ; 14. Fb2. En développant leur F-d, les Noirs acceptent de sacrifier plusieurs pions en échange d'un jeu figural actif, dans un style parfaitement romantique.

n) Si 14. Fb2, Dd5 ! o) Bien plus fort que 18... Dxd1 ; 19. Cc3, Fxg3 ; 20. Da4 !.

p) Menaçant mat. q) Les Blancs ont deux pions pour la qualité ; les pions c5 et g2 doivent tomber ; la nullité paraît un minimum assuré pour les Blancs dans cette finale.

r) Si 27. Tg3, Cf4 ! s) En quelques coups, les Noirs ont pris le dessus. t) 32. Cc4 semble meilleur. u) Afin d'échanger une T, après quoi la fin de partie T contre C sera encore plus facile à jouer pour les Noirs.

v) Les pions b et d sont sous le feu des T ennemis. w) Les Blancs sont perdus. x) Un petit piège : si 38... Td7 (ou Tb4xd4 ; 39. Cc5+). y) Le pion f2 tombe aussi. Si 40. Cd1, Td2.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1523

L. TOPKO (1984)

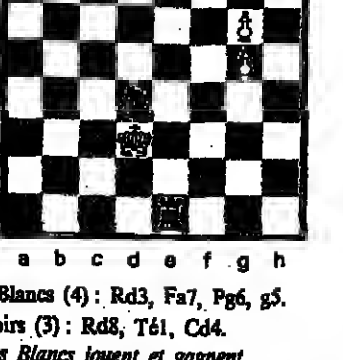
(Blancs : Rf8, Fh1, Cd4. Noirs : Rh7, Fg8, Pa6 et d7).

Après 1. Fd4+, Rh6 les Blancs gagnent facilement par 2. Cf5+, Rg5 ; 3. Cd6. Le R noir doit, par conséquent, aller en h6.

1. Fd4+, Rh6 ; 2. Cf5 ! menaçant 3. Cf5 (ou 3. Cd5) et 4. Cf7 mat. 2... d5 ! ; 3. Fg6, Fd6 ; 4. Cg5, Fg8 ; 5. Fh7, Fg6 (si 5... Fxh7 ; 6. Cf7 mat) ; 6. Fh1, Fg8 ; 7. Fd2 !, a5 ; 8. Fh3, a4 ; 9. Fd2, a3 ; 10. Fb3, a2 ; 11. Fd2 et les Blancs gagnent.

ÉTUDE N° 1524

Yehude HOCH (1983)



Blancs (4) : Rd3, Fa7, Pg6, g5. Noirs (3) : Rd8, Td1, Cd4. Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

L'Eur
des cass

Dames

Violettes dans l'assiette

La Cuisine des bois et des champs. C'est le titre d'un charmant ouvrage qui vient de paraître (éditions Actes Sud), signé de Michel le Jardinier (bien connu des « fans » de radio et de télévision) et de mon confrère Paul Vincent, académicien Rabalais.

Au fil des pages sont évoquées plantes et fleurs pouvant figurer en cuisine, de la salade de chrysanthèmes (chère à Dumas fils qui en donnait la recette dans sa pièce, *Francillon*, à la glace au jasmijn : des coquelicots (qui, en Vivarais, anciennement, figuraient dans les célèbres caillottes) aux fleurs d'acacia en beignets ; du muguet avec des filets de saumon, selon la recette de Jules Maincave, cuisinier du début du siècle et ancêtre des laudateurs de la nouvelle cuisine, aux dahlias en salade...

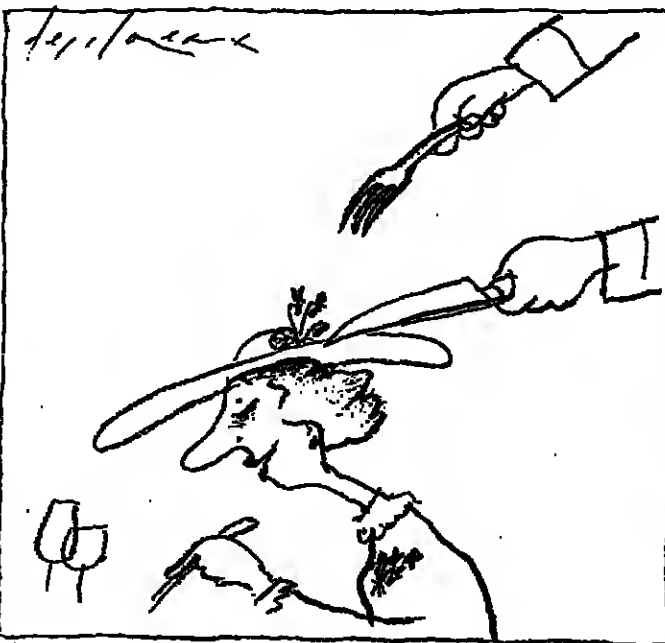
Mais ce qui m'a amusé reste le chapitre des violettes. Les deux principales espèces de violettes

(*Viola riviniana*, Sauvage, et *Viola odorata*, odorante) sont sœurs presque jumelles. Et pectorales, disait-on autrefois. C'est aussi le plaisir des Parisiennes, en bouquet !

« Deux sous d'violette ! Pour deux sous, ça sent bon... », chantait Anny Flore ogrière. Las ! Les violettes de nos jours sont de plus en plus rares et coûteuses. Passons.

Ce qui, en lisant cet ouvrage, m'a rattaché aux violettes « alimentaires » est le souvenir de Zola. Lorsque j'écrivais mon *Zola à table*, j'ai retrouvé dans deux de ses articles de journaux l'évocation de sa rencontre avec « un homme souffrant et toussant, avec une large face rouge » ; et qui venait d'acheter deux bouquets de violettes à une marchande des rues.

L'auteur de *Nano* suivit son homme jusqu'à un restaurant proche. Il y entra derrière lui. L'homme mangea beaucoup de



viandes « en faisant un bruit terrible » (en machant), puis commanda une salade, la poivra largement. Enfin, épluchant délicatement ses violettes, il les jeta dessus avant de remuer et de se régaler.

Et comme Zola s'étonnait : « C'est excellent, lui dit-il. J'en tends et très parfumé. J'en mange deux bouquets par jour... Seule-ment il y faut beaucoup de poivre ! » Il y a des gens, conclut Zola, qui ne comprennent les fleurs qu'en salade !

Nos deux auteurs donnent donc des recettes de marmelade de violettes, de glace à la violette, d'un gâteau de riz à la violette - selon la recette traditionnelle, mais parfumé au sirop de violette et décoré de violettes crues « emprisonnées » dans du caramel ! Ces dernières font songer aux violettes cristallisées de Toulouse. En trouve-t-on chez les confiseurs parisiens ? J'avais, dans la *Cuisine des fleurs*, proposé non point cette

recette mais - comment dire ? - ce défilé d'un verre de cristal plein d'un grand champagne, laisser tomber une violette de l'assiette qui y fera des bulles... Et river en « hi » regardant boire !

Mais puisque nous voici en février, à l'aube des violettes naissantes, notez plutôt cette excellente recette de haricots d'Espagne (1) à la violette. Les égoutter, les assaisonner d'huile d'olive et de jus de citron mêlé d'un peu de jus d'orange. Servir largement le tout de violettes de Parme. Ainsi la violette, cette « épave amant des gazons », prend-elle ses galons culinaires. Qu'en dit dit Zola ?

La Reynière

(1) Les haricots d'Espagne sont « amers », mais on peut cacher leurs grains blancs incrustés de rouge, ou rouges tachetés de noir.

Semaine gourmande

Restaurant du Château

Ce n'est, après tout, qu'à 5 kilomètres de Versailles, dans un superbe parc à l'anglaise de 13 hectares. Un clin d'œil à l'histoire puisque nous sommes ici dans le berceau de la foie de Juvy (qui valut à M. Oberkampf d'avoir, à Paris, une rue à son nom !). C'est à présent la Fondation Cartier et, au château, un restaurant qui mérite son titre. Le chef Christian Aubertin (encouragé par Gérard Vief qui sait combiner heureusement imagination et sagesse, vous enchantera avec sa terrine de foie gras aux raisins de Corinthe, son navarin d'escargots et rognons de coq au cahors, sa salade de saint-jacques marinée aux œufs de saumon, le pavé de lotte vapeur beurre de caviar, les escalopes de ris de veau à la moutarde violette, le magret de canard rôti à la poire pochée à la cannelle, avant un blanc-manger à la noix de coco et coulis de fruits rouges, entre autres desserts. La cave est, bien évidemment, riche en vins de cahors. Le service impeccable. Et si l'on faut compter à la carte 400-450 F, notez un menu affaires (dîners de

semaine) à 240 F, un menu « du Château » (le soir) à 290 F et le menu « dégustation » à 400 F. C'est à ce dernier que j'ai pu me régaler de l'escalope chaude de foie gras aux pommes Granny Smith avant une salade de saint-jacques marinée aux œufs de saumon du filet de saint-pierre aux huîtres chaudes avant le carré d'agneau aux champignons des bois, puis les fromages du plateau et les desserts.

► Restaurant du Château, 3, rue de la Manufacture, 78272 Jouy-en-Josas. Tél. : 39-56-46-46. Fermé le soir sauf samedi, et dimanche. A.E.D.C.-C.B.

Le Gastroquet

Longtemps chef de *Chez Benoît*, Dany Bulot s'est installé chez lui, dans un aimable cadre plus restaurant que bistrot, mais bon enfant et d'excellente cuisine classique, de la tête et fraise de veau sauce grise à l'andouillette AAAA de Duval, des macarons au vin blanc au rognon grand-mère, de la marmite de haddock et sa paysanne de légumes à la margarine au chocolat. J'ai apprécié également le jambon de canard aux pruneaux, les rognons dours (cabécous) et les aimables vins ; un blanc comme le

justinien sarthois (88 F) et un rouge comme le gamay du haut Poitou (75 F). Aux dîners, un menu rapide (entrée, plat et dessert) à 99 F et un menu à 140 F. A la carte, compter 200 F-250 F.

► La Gastroquet, 10, rue Desnouettes, Paris-15°. Tél. : 48-28-60-91. Fermé samedi et dimanche à midi. C.B.

Le Petit Marguery

C'est là un classique, toujours égal à lui-même, c'est-à-dire d'excellente cuisine des frères Cousin. Le neuf, en dehors de la carte, ce sont les menus (160 F au déjeuner et 200 F le soir), avec de beaux choix : terrine de canard sauvage au foie gras ou hure de sanglier, escalope de saumon fumé en feuilles de chou, pavé de rumsteack ou gras double « maison », etc. Avec de bons desserts (le sorbet d'orange est à la vodka et les pruneaux à l'armagnac) et une carte des vins de qualité.

► Le Petit Marguery, 3, boulevard de Port-Royal, Paris-13°. Tél. : 42-51-58-59. Fermé dimanche et lundi. Parking : rue des Patriarches. C.B., A.E., D.C.

Le Coq de la Maison-Blanche

Ah ! l'admirable pérennité de cette maison à quelques tours de roue de Paris mais un peu provinciale. Bien animée par Alain François, un patron connaisseur en vins (plus de 40 000 bouteilles en cave), et un chef, André Camon, étincelamment enthousiaste. Quatre nouvelles occasions de fêter son succès : un banc de fruits de mer, une terrine (couverte), une broche où voisinent poulets et épaule d'agneau, au « voirurier » enfin. Camon surveille le fumage du saumon frais, prépare le persillé comme en Bourgogne, mitonne les escargots aux noisettes, cuisine l'ailoli pour accompagner la morue, et le beurre blanc pour escorter la sole de petit bateau ou le haddock. Desserts parfaits. Découvrez quelques vins venus d'ailleurs (dont un intéressant Château Wolner, charbonnay de la Napa Valley aux Etats-Unis). A la carte, compter 300 F-400 F.

► Le Coq de la Maison-Blanche, 37, boulevard Jean-Jaurès, 93400 Saint-Ouen. Tél. : 40-11-01-23. Fermé dimanche. Parking. C.B.

Miettes

Paul Ven Gessel, chef de *La Couronne* (restaurant du Warwick, 5, rue de Berri, tél. 45-63-14-11), propose jusqu'au 6 février une carte-menu « à l'ancienne » (270 F) où l'on retrouvera les merveilleux plats anti-new-cuisine, du saumon sauce grise à la matelote d'anguilles de la fricassée de tête de veau à l'ancienne au saint-honoré crème Chiboust.

A propos de mon « papier » sur le thé, un lecteur me parle de cuisine au thé dégustée à Ceylan, notamment un poisson de tac aux feuilles de thé d'élite.

Le prix Marco-Polo Casanova vient d'être décerné à *L'Éléphant bleu* (restaurant de cuisine thaï) (43, rue de la Roquette, tél. 47-00-42-00). J'avais voté, moi, pour *La Main à la Pâte* et pour *Candido*.

La lettre d'information mensuelle de Picard Surgelée porte aux nues le chef du *Grand Vélour*, lequel a déclaré que « faire un beurre blanc avec la sauce surgelée c'est tellement simple ». Pauvre cher Raymond Oliver, qu'en dirais-tu ?

Le Coq hardi à Bougival, en liquidation judiciaire, est fermé, tout comme *Le Camélia* du cher Delaveyne et, à Maisons-Laffitte, *La Vieille Fontaine* (mais elle, c'est parce que les propriétaires du terrain veulent « autre chose »).

Stéphanie Oliver, fille de Raymond, anime à présent l'*Auberge de la belle aventure* à Saint-Leger-en-Yvelines (tél. 34-86-30-01).

L.R.

FÊTE

Saint-Valentin

PARCE qu'évêque du II^e siècle il maria un couple qui allait connaître le bonheur toute sa vie, sa fête est aujourd'hui celle des amoureux.

Elle tombe le dimanche 14 février.

Belle occasion pour le cher Edouard Carlier, abrité au « Mont-Marte » de l'illustre officier de bouche A. Beauvilliers, d'ouvrir ce soir-là, exceptionnellement, son restaurant aux amoureux.

Curiosité, lorsqu'il écrivait *la Table et l'Amour*, n'avait point songé à ces appellations d'un soir unissant le duo des foies gras au céleri amoureux (c'est sa réputation, du moins !), le bar truffé de Philémon et Baucis, etc., jusqu'aux fromages : cœur-de-rollet picard et cœur de chèvre, tandis que la crème sera brûlée d'amour. Vin de Saint-Amour évidemment à volonté.

► Beauvilliers, 52, rue Lamarck, 75013 Paris. Tél. : 42-54-54-42.

L.R.

L'Europe des casseroles

NOS bons fromages de France, au lait cru, sont (provisoirement) sauvés. Mais cela n'empêche point les Danois de fabriquer de la feta grecque et les Allemands de l'édam hollandais. Côté charcuterie, alors que, par exemple, le salami en France doit légalement contenir au maximum 32 % de matières grasses, le même Danemark peut en y fourrer jusqu'à 60 %. Et l'on fait, en Belgique, du pâté de canard qui peut ne contenir que... 2 ou 3 % de palmpède, le reste étant, si j'ose écrire, un tour de cochon !

Plus que jamais il faudra apprendre à lire les étiquettes (à condition que celles des produits importés soient sincères et indiquent leur composition). Est-ce la fin des spécialités régionales traditionnelles ? Peut-être pas car un texte officiel a prévu la protection des terroirs gourmands par deux appellations : AOP (appellation d'origine protégée) honore la production, la transformation et l'élaboration du produit dans une région délimitée ; et IGP (indication géographique protégée) pour le produit se référant à l'un de ces trois stades. Il n'empêche, la qualité des produits ne pourra que s'élever en règle générale.

Les « académies de gastronomes » de quatorze pays européens - la française en tête - semblaient devoir s'en inquiéter. Elles viennent de se réunir pour la première fois à Madrid, décrétant qu'il est nécessaire de « protéger la gastronomie des excès possibles d'une réglementation bureaucratique ». Elles demandent aussi que les pouvoirs publics « ordonnent que les restaurants ont une fonction sociale ». Soit. Mais les mères de famille plus encore à mon avis...

Ei lorsque je lis qu'à cette rencontre un chef français s'est taillé « un énorme succès » avec un coq au vin, je demande d'abord : quel coq au vin ? Car enfin, des coqs au vin, il en est de bien des terroirs. Et différents ! Et qu'une mère-cuisinière saura mitonner toujours mieux qu'un super-étroit ou grand toqué (le chef en question, aussi bien à en croire le Gault-Millau, propose des plats « inoffensifs, secrets et ludiques »). Passons. Et célébrons l'Europe des casseroles. Celle non point des Etats, mais des terroirs.

Ei s'enthousiasme-t-on bon appétit, en ce début d'année.

L.R.

VACANCES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-98-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin.
Chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Côte basque

HÔTEL DE CHIBERTA
ET DU GOLF***NN
(3 km de Biarritz)
La « forme » de l'océan
et le calme de la forêt de pins
Séjour en chambres et confort
balcon, jardin (tél. direct, TV Canal +).

HIVER 92/93

EN FORMULE HÔTEL :
Forfait 7 nuits et petits déj.
+ 6 « gîtes au libre » (Chiberta
Biarritz-Hossegor-La Nouvelle
Selgosse-Arancqes). Prix par pers.
en ch. double : à partir de 2 775 F.

Supplément 1/2 pension
700 F/personne et par semaine.

EN FORMULE RÉSIDENCE-HÔTEL :
Séjour semaine
pour 1 ou 2 personnes : 1 575 F.
Supplément Thalasso :
Aux Thermes Marins de Biarritz
à partir de 1 700 F (sem.)

- Service de plateau-repas, le soir.
- Navette Thermes Marins.

104, boulevard des Plages,
64600 ANGLET.
Tél. Réserv. : 59-52-15-16.
Fax : 59-52-11-23.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m. site classé du XVIII^e siècle.
Été-hiver, plus haute vallée d'Europe.
2 hôtels 3 étoiles.
Logis de France
Ski de fond, piste, prononciation.
Meubles, chambres studios, chalets,
1/2 pension, pension complète, déj., livres.
HÔTEL LE VILLARD***
Tél. : 92-45-82-08
et l'HÔTEL LE BEAUREGARD**
Tél. : 92-45-82-62. Fax : 92-45-80-10.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur, De 300 F à 450 F.
Fax : 46-34-34-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Provence

ROUSSILLON, 84220 GORDES
MAS DE GARRIGON***
RELAIS DU SILENCE
Vivre sagement d'hiver dans le petit hôtel
de charme du LUBERON.
FORFAIT SEMAINE EN 1/2 PENSION
3 300 F par personne en
CHAMBRE DOUBLE.
Tél. : 90-05-63-22 - Fax : 90-05-70-01

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
***NN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
34550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-95-94 - Fax : 53-28-42-96.

GASTRONOMIE

Au cœur de St Germain-des-Près !
De 12 h à 3 h du matin.
L'ARBUCI
Autres et autres
25 rue de Buci - 6°
Tél. : 44.41.14.14
JAZZ CLUB - JUSQU'À L'AUBE

VISHNOU
(3, rue du Côté-Mouchotte (14°)
Tél. : 45-38-92-93
Au pied de la tour Montparnasse
et au cœur du Miroir.
Gastronomie de l'Inde
7 jours sur 7.
Dernière commandes : 23 h 30

LE SOUFFLÉ

L'enseigne annonce la couleur. Les amateurs n'auront que l'embarras du choix. Au fromage, aux crustacés, soufflé d'avocats et saumon fumé. Les secrets au chocolat, au Grand Marnier ou à la framboise ! Tous bien gonflés et aérés. Claude, le maître des lieux, vous conseillera ; commencez votre repas par les ranequins de moules à la fourme d'Ambert, ou par un foie gras suivi par une escalope de saumon soufflée aux tagliatelles, ou le ris de veau grand-mère ! Arrosez le tout d'un cahors ou d'un madiran. Environ 200 F.

36, rue du Mont-Thabor (1^{er}). Réservation : 42-60-27-19. Fermé dimanche. Service assuré jusqu'à 22 h 30.

Les malheurs de Didine



La Seine près de Villequier.

BÉBÉ, elle était de toutes les sorties. Ses parents la entraînaient dans les soirées, aux repas de la mère Saguet. «... Et puis, menez Léopoldine, sans laquelle très mal un dîner, Sylphide, ange femelle, andine...» Sous les feux de la ramaille elle offrait ses beaux yeux noirs, ses gazouillis, ses câlins. «Elle était, écrit Jules Janin, l'orgueil de son père, l'adoration des poètes qui l'avaient bercée dans son berceau, elle était l'adoration de sa mère.» Plus tard, elle passait, gracieuse, dans le salon de la place Royale, parmi les invités et leur demandait d'illustrer son album. Lamartine s'exécutait d'un long poème, d'autres tournaient leur compliment.

On admirait Hugo, on flattait Didine pour sa féminité, son doux front studieux, son âme; rarement pour son intelligence, car elle se débattait à écrire de «toutes ses lettres plates à son cher papa», dans une orthographe incertaine. Elle ne savait que lui répéter: «Viens avec nous qui l'aimons tant!» Elle voulait seulement se réchauffer à ses rayons. Lui, avec de soupçonnés «hélas!», de convaincus mensonges — «Ne dis jamais, même en plaisantant, ma fille bien-aimée, que je t'oublie», — lui renvoyait de ses escapades «en patate au chou», de magistrales pages d'écriture. Hugo fabriquait des phrases et des vers avec de l'amour paternel, les génies futaient de tout bois. Elle était la petite fille, la prenait par la main, sans jamais vouloir l'effrayer: «L'ogre adorait les petits enfants...» Les autres, Charlot, Toin et Dédé, entraînaient dans le chaud décor des pépallantes amours, mais Didine, la contemplative, la préférait, la sœur, pouvait être engloutie par l'homme de la mer.

Elle fut longtemps sans méfiance, comme l'enfant d'un père ordinaire. Elle s'asseyait sur les genoux de la statue et là, sans doute inquiète de tant de renommée, elle fronçait le sourcil pour trouver dans sa petite cervelle mieux que le langage enfantin du cœur. Ces efforts étaient vains: quoi qu'elle ait dit, elle inspirait à son père de beaux vers qui finissaient dans des ruelles. C'était décourageant.

Léopoldine était humble et candide. Elle n'aimait pas l'école mais s'y était résignée. Elle savait mieux les travaux domestiques que les poètes latins. Sainte-Beuve qui, à l'époque, voyait partout des beautés chez les Hugo, avait offert à l'enfant, qui était pour lui «la plus petite et la plus charmante bulle de son père», un exemplaire de *Paul et Virginie*; elle n'avait pas neuf ans. C'était intimidant.

En grandissant, la fille de Victor Hugo ne profitait pas de ses privilèges d'élite. Elle n'était pas même dispensée: la robe de sa première communion avait été taillée dans une robe d'organdi qui avait appartenu à Juliette Drouot. Elle se prêtait innocemment aux machinations morales du grand homme: elle symbolisait la pureté et le rachat. Cependant l'ange des-

cevait volontiers de son piédestal pour aller au bal, et préférait aux chants hugoliens des romances comme les *Laveuses du couvent*.

A la maison de la place des Vosges, le tumulte devenait infernal. Hugo, pair de France, académicien, frappait à grands coups sur la forge. Sa célébrité était immense. Plus rien ne poussait sous ce chêne. Il étouffait ceux qui l'aimait, car le monstre était humain. Ses amplexes antithétiques donnaient le mal de mer au cercle de famille. Léopoldine, qui, peu à peu, se formait l'idée d'un bonheur à sa mesure, aspirait au havre qui l'abriterait des tempêtes de ce père-ocean. Jusque-là, elle s'était protégée en jouant les grandes personnes, l'enfant-femme, mais, à présent, elle devait admettre qu'un autre Hugo, tout autre qu'un père caressant, habitait des livres vastes et profonds, une œuvre souveraine qu'il lui faudrait lire, comprendre, juger, pour devenir à son tour, comme Adèle, comme Juliette, la confidente, le porte-voix et le porte-parole d'un génie. Elle n'était pas très encline aux abstractions, la gloire où elle baignait depuis sa naissance ne l'éblouissait guère. Quand Hugo se présentait à l'Académie, elle pensait comme Juliette qui écrivait à son Toto: «Je fais les mêmes vœux que Mademoiselle Didine et je me réjouis à l'avance de vous conserver sans aucun persil...» L'adolescente ne savait plus comment donner à la fois de l'amour à un père et à un «temple vivant». Au seuil de l'âge adulte, dans l'ombre du géant, elle ne fut plus rien, rien qu'un petit désir de s'échapper.

Didine. «Qui disait souvent: je n'ose/ Qui jamais ne disait: je veux», prit la bouée qui passe, le premier parti venu. Elle aima Charles sans hésiter. Ils s'étaient connus en 1838 au Havre. L'année suivante, à Villequier, il lui avait pris le main, il l'avait entraînée sur une autre rive, et Charles Vacquerie, le frère aîné d'Auguste, un familier des Hugo, avait triomphé de son cœur. Elle avait quinze ans, lui vingt-deux. Victor était vaincu. Adèle poussa de l'immortel, mère aimante, voulait éviter à la fille Didine le perçage et turbulent voisinage d'un esprit démesuré. Hugo, le jeune patriarcat, résista: il n'aimait pas ce doux Normand, sans qualités,

Comment être pleinement soi-même quand on naît dans l'ombre d'un génie? En se mariant, Léopoldine a tenté d'échapper à l'emprise de son père et de rompre l'enchantement. Mais, après sa fin tragique en 1843, Victor Hugo reprend sa fille sous son aile et l'immortalise dans «les Contemplations».

sans fortune, qui lui volait son feu et sa vestale. Il avait aussi de sombres pressentiments, peut-être une superstition inavouable: Léopoldine, qu'il avait montée au pinacle, porté dans ses bras au Cénacle, l'enfant du poète, survivrait-elle loin du nid? En regardant Charles, assez laid mais sportif, le bon Charles, prévenant et intimidé, donc maladroit, assis en fiancé à la table familiale, et sa future, Léopoldine dont les yeux célèbres éblouissaient dangereusement, le lion ne voulait pas soulever la patte et lâcher sa colombe. Il attendait, prétendait-il, pour signer, de ne plus avoir de rhumatismes aux mains. Mais il signa...

Les grands malheurs ont devant eux un long chemin invisible que les victimes suivent aveuglément, poussées par les baserds, leurs bourreaux. Un chemin bordé de remords. Le mariage eut lieu le 15 février 1843. Il n'y eut pas de réjouissances: la famille Vacquerie pleura ses morts. La sœur de Charles venait de perdre son mari et ses deux enfants. Le jeune couple alla s'installer au Havre. En mars, une comète passa dans le ciel de Paris... Léopoldine, près de son homme, savourait des joies pures et patientes comme des travaux d'aiguille. Juliette s'inquiétait de trouver son Victor, «son petit homme... tout rembruni». Elle lui écrivait: «Ne crains rien pour toi Didine, mon adoré, elle sera la plus heureuse des femmes...» Le père Vacquerie mourut à son tour. Didine vit pour la première fois un cadavre, s'habilla de noir et n'en eut pas de deuil. Hugo envoya des condoléances: il portait un tout autre deuil.

Au Havre, cependant, la tristesse et l'ennui se dissipaient. Léopoldine allait accueillir sa mère et sa sœur pour les vacances: elles iraient assister aux régates, aux baptêmes des navires, elles feraient des parties de campagne, elles ne se quitteraient plus... Victor et Juliette étaient partis pour leur voyage annuel, dans le Sud-Ouest et en Espagne cette fois. En juillet, avant le départ, Hugo était venu embrasser sa fille. Le lendemain, il lui avait adressé une lettre: «Mes yeux sont pleins de larmes, je ne voudrais jamais te quitter...», avec un post-scriptum pour son gendre: «... J'ai vu ma fille heureuse. Pour vous, mes enfants, sachez que c'est là le paradis. Vivez tous les deux jusqu'à la mort.» Mais enfin, le père trahi ne s'était pas attardé au Havre. Il avait au cœur une déception, une sourde rancune, une crainte. Il ne devait plus jamais revoir Léopoldine.

Léopoldine allait accueillir sa mère et sa sœur pour les vacances: elles iraient assister aux régates, aux baptêmes des navires, elles feraient des parties de campagne, elles ne se quitteraient plus... Victor et Juliette étaient partis pour leur voyage annuel, dans le Sud-Ouest et en Espagne cette fois. En juillet, avant le départ, Hugo était venu embrasser sa fille. Le lendemain, il lui avait adressé une lettre: «Mes yeux sont pleins de larmes, je ne voudrais jamais te quitter...», avec un post-scriptum pour son gendre: «... J'ai vu ma fille heureuse. Pour vous, mes enfants, sachez que c'est là le paradis. Vivez tous les deux jusqu'à la mort.» Mais enfin, le père trahi ne s'était pas attardé au Havre. Il avait au cœur une déception, une sourde rancune, une crainte. Il ne devait plus jamais revoir Léopoldine.

Le 4 septembre à 14 h 30, la tragédie se déroula. Le canot sur lequel se trouvait Charles, sa femme, son oncle et son neveu âgé de onze ans, chavira dans la Seine. Tous furent noyés. Etrange accident, à quelques brasses de la rive. Le temps était beau, l'heure calme. Ils étaient attendus à Villequier pour le repas. Il y eut une rafale de vent, un coup de faux sous le soleil, l'embarcation mal lestée se retourna. On vit Charles deux ou trois fois remonter à la surface, puis disparaître. Un drame presque sans bruit, incompréhensible, comme si le poids du destin avait roulé du côté de la malchance: l'océan capitaine et Charles étaient d'excellents nageurs, sur les bords du fleuve des témoins avaient cru à un jeu...

Il n'y avait pas sept mois que Léopoldine avait abandonné Paris. Elle avait à peine commencé son existence terrestre à

l'écart des incandescences du poète, elle s'était à peine lissée les ailes, et elle quittait le monde sur lequel s'était posé son pied léger...

Là-bas, Hugo voyagait sans savoir, sans prévoir, «riant aux éclats de l'oubli et du gîte». Il écrivait encore à sa fille qui dérivait déjà sur l'océan des morts: «Donc, continue d'engraisser, de rire et de bien te porter. Rayonne mon enfant, tu es dans l'âge.» Les signes n'apparaissent que plus tard... Le 24 août, Hugo était monté au lac de Gaube, et, le lendemain, il avait raconté son excursion à son plus jeune fils, son «cher petit Tolo»: «Rien de plus gracieux et de plus joli que ce lac. — L'eau est glaciale. — Si l'on y tombe, on est mort. C'est ce qui est arrivé il y a deux ans à deux jeunes mariés dans le tonneau est au bord du lac sur un rocher. J'y ai cueilli cette petite fleur. Je te l'envoie pour la jolaine à l'autre. Celle-ci s'appelle une cinéraire. Elle est bien nommée, tu vois, venant sur un tonneau.» Le 3 septembre, Hugo et Juliette venaient l'île d'Oléron. A Villequier, un avait enterré Charles et Léopoldine dans un même cercueil. Il y avait la fièvre sur l'île, beaucoup d'enfants mouraient. «Ce soir-là tout pour moi était finâtre et mélancolique. Il me semblait que cette île était un grand cercueil couché dans la mer et que cette lune en était le flambeau.»

Hugo apprit la nouvelle du drame, le 9 septembre, à Rochefort, en lisant le *Sicile*. Il rentra immédiatement à Paris, soutenu par Juliette qui lui cachait la vue des cimetières sur la route. Longtemps, il pleura auprès d'Adèle qui, prostrée, serrait dans sa main une mèche de la chevelure de son enfant. Ils croyaient l'entendre dans la maison tourner la clé de la porte. Ils se penchaient à lui parler encore. Hugo ne pouvait plus écrire, le chaotisme pouvait plus chanter, au milieu du chemin de sa vie se dressait à présent une borne: le tonneau de Léopoldine entre *Aurefois* et *Aujourd'hui*. Le poète pleura tout l'automne. Il rencontra Léonie Biard, une fraîche passion, une superbe proie. Mais la blessure ne se referma plus. Cinq ans plus tard, il écrivait à Arsène Houssaye qui venait de perdre sa fille: «... On va, on vient, on travaille, on sourit même; mais, quoi qu'on fasse, il y a toujours une chose morte et

sombre dans le cœur: le souvenir de l'enfant disparu.»

Charles, le jeune rival, avait donné une preuve suprême d'amour: il s'était laissé couler avec Léopoldine qui s'était cramponnée de toutes ses forces au canot. Les Vacquerie avaient aussi payé leur tribut de larmes; vis-à-vis des Hugo, ils n'avaient pas à se sentir gênés comme des gens en visite qui ont cassé un lanagra. Plus tard, le poète dédia un poème à son gendre: il s'effaçait devant l'acte héroïque du brave Charles: «N'oyez pas le sauver, il a voulu mourir.» Il lui accordait enfin sa fille, et devant le postérité. Au petit cimetière de Villequier, les tombes négothiques des Vacquerie, toutes parcellées, où poussaient jadis des rosiers, protègent aujourd'hui comme des sentinelles nitrides le sommeil des infortunés. Ici, plus tard, les rejoignaient Adèle, leur mère, et Adèle leur sœur, la fugueuse qui s'échappa dans la folie. L'effrayant génie repose dans les caves sonores du Panthéon.

Mais morte, Léopoldine, enfant prodige, sagement immobile et glacée, retrouvait sa place dans le giron de la poésie. Plus de révolte, de désaccord, sa mort lui donnait tort. Sa véritable existence si courte, ses désirs, son doux bonheur près d'un felot, elle en somme, elle après tout devait rentrer au bercail comme une égarée dans la nuit. Le père, le «pénitence» lui écrivait des funérailles universelles, un livre comme une pyramide. Tel Orphée et sa lyre, il allait la chercher au royaume des ombres. A Jersey, dans la maison de Marianne Terrace qui passait pour hantée, il commandait encore à l'esprit de sa fille: les tables tournantes frappaient son nom. Il la voyait «traverser la vire de l'éternité», il la cherchait sur l'aile de la poésie, le souffle de l'inspiration poussait sa barque à son rivage. Il se fit mart parmi les morts pour la reprendre par la main. En 1856 parurent les *Contemplations*:

«Mets-toi sur ton séant.
Lève les yeux, dérange
Ce drap glacé qui fait des plis
Sur ton front d'ange.
Ouvre les mains
Ouvre les mains
Il est là toi.»

De notre envoyé spécial
Christian Colombani

► A lire: Victor Hugo, *Correspondance familiale et écrite*, Tome I, 1802-1828, Tome II, 1828-1839, Tome III (à paraître), 1839-1851. Préface de Jean Gaudon. Ed. Robert Laffont. *Léopoldine Hugo, correspondance*, de Pierre Georget, éd. Klincksieck, 505 p.

► La Musée Victor Hugo-Maison Vacquerie, 76480 Villequier. Tél.: 35-56-78-31. Ouvert tous les jours sauf le mardi. Du 1^{er} au 31 octobre de 10 heures à 12 h 30, et de 14 heures à 18 h 30. Du 1^{er} novembre au 28 février de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures.

M. Chiron,
homosexuel
et l'armée

M. Chiron,
homosexuel
et l'armée

M. Chiron,
homosexuel
et l'armée

M. Chiron,
homosexuel
et l'armée

M. Chiron,
homosexuel
et l'armée

M. Chiron,
homosexuel
et l'armée